



Cofinancé par le
programme Erasmus+
de l'Union européenne



UNIVERSIDADE
DE ÉVORA



UNIVERSITÀ
DEGLI STUDI
DI PADOVA

UNIVERSIDADE DE ÉVORA

Mestrado em Gestão e Valorização do Património Histórico e Cultural - Master Erasmus Mundus TPTI

(Techniques, Patrimoine, Territoires de l'Industrie : Histoire, Valorisation,
Didactique)

PATRIMONIALISER LA DESINDUSTRIALISATION ?

*Enjeux de mémoires et d'identité au cœur de la mutation des paysages post-
industriels de deux « vallées du fer » de Lorraine*

JULIEN MAION

Orientador / Sous la direction de : **Ana CARDOSO DE MATOS**

Évora, agosto de 2022 | Évora, août 2022

UNIVERSIDADE DE ÉVORA



**Mestrado em Gestão e Valorização do Património Histórico e Cultural -
Master Erasmus Mundus TPTI**
(Techniques, Patrimoine, Territoires de l'Industrie : Histoire, Valorisation,
Didactique)

Patrimonialiser la désindustrialisation ?

*Enjeux de mémoires et d'identité au cœur de la mutation des paysages post-industriels de
deux « vallées du fer » de Lorraine*

Julien MAION

Orientador / Sous la direction de : **Ana CARDOSO DE MATOS**

Évora, agosto de 2022 | Évora, août 2022

*Dédié à mon grand-père Adrien Maion,
né Adriano à Paularo (Italie) en 1933, décédé à Nancy cette année.*

RESUMÉ / ABSTRACT / RESUMO

Patrimonializar a desindustrialização? Questões de memória e identidade no centro da transformação das paisagens pós-industriais em dois "vales de ferro" da Lorena

O que resta das paisagens industriais em Lorraine, é na verdade o resultado de mais de trinta anos de desindustrialização, como Longwy e o Vale da Fensch: dois vales mineiras e siderúrgicas, modelados desde um século dessa indústria. Com este estudo, tratamos as paisagens pós-industriais como o resultado do ordenamento, conforme à maneira efetuada desde o declino do emprego. Contudo, o que acontece à lembrança desta indústria quando os vestígios foram apagados? Em Longwy, nos anos 1980, o questionamento para a conservação dos vestígios que refletissem a memória da siderurgia, não foi realizado tanto como pouco depois em Uckange, na Fensch. Quando os “lugares de memória” faltam, é o trabalho da memória completo? E monumentos “totens” podem encarnar e trazer as memórias de tal período?

Palavras-chave: memória, lorena, ordenamento, siderurgia, património industrial, paisagem

Patrimonialiser la désindustrialisation ? Enjeux de mémoires et d'identité au cœur de la mutation des paysages post-industriels de deux « vallées du fer » de Lorraine

Ce qu'il reste des paysages industriels en Lorraine, c'est en réalité le résultat de plus de trente années de désindustrialisation, à la manière de Longwy et de la vallée de la Fensch : deux vallées minières et sidérurgiques modelées depuis un siècle par l'industrie. A travers ce travail, nous abordons les paysages post-industriels comme la conséquence de l'aménagement tel qu'il s'est opéré depuis que l'emploi s'est étiolé. Pourtant, que devient le souvenir de cette industrie lorsque les traces sont effacées ? A Longwy, dans les années 1980, la question de conserver des traces pour la mémoire de la sidérurgie ne s'est pas posée comme un peu plus tard à Uckange, dans la Fensch. Lorsque les « lieux de mémoire » font défaut, le travail de mémoire est-il complet ? Et des monuments « totems » peuvent-ils incarner et porter les mémoires d'une telle période ?

Mots-clés : mémoire, lorraine, aménagement, sidérurgie, patrimoine industriel, paysage

Patrimonialising deindustrialisation? Memories and identity issues within the mutation of postindustrial landscapes in two "iron valleys" in the Lorraine region

The remains of industrial landscapes in Lorraine truly are the results of more than thirty years of deindustrialisation, so are Longwy and the Fensch valley: two mining and steel industry valleys, shaped for a century by industry. In this research, post-industrial landscapes are considered as the aftermath of land-use planning as it has occurred since industrial employment declined. Yet what has become the memory of the industry when the marks have been erased? In Longwy, in the 1980s, the issues of preserving marks were not raised as it was later in Uckange, Fensch valley. When the “memory spaces” lack, is memory labour achieved? And can a “totem” monument carry and embody the memories of such a period?

Keywords: memory, lorraine, land planning, steel industry, industrial heritage landscape

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer mes remerciements et ma gratitude envers toutes les personnes ayant rendu l'élaboration et la rédaction de ce mémoire possible, qui ont agi et excellé dans l'exercice de leurs responsabilités pédagogique mais également celles qui ont apporté leur soutien par bonne volonté et dont le rôle a été décisif.

Tout d'abord, je tiens à remercier du fond du cœur ma directrice de mémoire, le Professeur Ana Cardoso de Matos, docteure en histoire contemporaine exerçant à l'Université d'Évora, pour son suivi minutieux et de tous les instants.

Je tiens par la suite à exprimer des remerciements à l'ensemble des professeurs du Master Erasmus Mundus « Techniques, Patrimoine et Territoires de l'Industrie ». J'en adresse en particulier au professeur Ferdinando Fava, de l'université de Padoue, pour son enseignement en anthropologie urbaine, et sa capacité à mobiliser mon esprit critique dans un moment décisif de mon travail de recherche, ainsi qu'au professeur de l'université d'Évora, Olga Magalhães, qui a mobilisé un temps précieux qui m'a permis de consolider ma méthodologie d'enquête.

De plus, je suis reconnaissant à l'équipe administrative et la direction pédagogique du Master TPTI, qui ont été présents à tous les instants de notre formation pour nous accompagner et mener au mieux cette expérience de deux ans. Je m'adresse en particulier aux coordinateurs des universités de Paris, le professeur Valérie Nègre, de l'université de Padoue, le professeur Giovanni Luigi « Gigi » Fontana, et encore une fois à ma tutrice, le professeur Cardoso de Matos, a qui incombait l'énorme responsabilité de la gestion de notre scolarité en plus du suivi de plusieurs étudiants. Un mot tout particulier pour Anne-Sophie Rieth et Claire Dubert, qui nous ont en quelques sortes vus grandir ces deux années et ont toujours apporté une aide précieuse en organisant cette scolarité et répondre à nos demandes, toujours avec sourire, bonne humeur et mots d'esprit.

Cependant, ce mémoire n'aurait jamais été possible sans les personnes qui ont accepté de répondre à mes questions et ainsi nourrir conséquemment les réflexions que j'ai menées, mais également m'orienter et m'accompagner dans mes recherches. J'aimerais citer :

- Monsieur Régis Stenger, Directeur territorial Ardennes – Moselle à l'Établissement public foncier du Grand Est
- Monsieur Jean-Christophe Printz, Directeur Attractivité et Développement économique à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch

- Monsieur Olivier Bianconi, Chargé de mission « Aménagement du Territoire » à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch
- Madame Muriel Pelosato, Directrice des Sports, de la Culture et du Patrimoine à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch
- Monsieur Jean Larché, Président de MECILOR
- Monsieur Jean-Christophe Barbau, Vice-Président de MECILOR
- Monsieur Éric Marochini, Directeur général des services de la Communauté d'agglomération de Longwy et professeur-chercheur en géographie à l'Université de Lorraine
- Monsieur Simon Edelblutte, professeur-chercheur en géographie à l'Université de Lorraine

Je me permets également d'exprimer mon immense gratitude à Monsieur Dominique Da Costa, sociologue et archiviste auprès de l'association AMICAL, qui, avec son attention, son aide et son volontarisme, m'a apporté un soutien indéniable et énormément apprécié.

Par la suite, je ne peux que remercier chaleureusement tous les répondants anonymes qui ont participé à mon enquête en ligne, sans quoi je n'aurais jamais pu mener ce travail à bout. Je dois remercier d'ailleurs tous mes proches, ainsi que les personnes qui ont gracieusement aidé à la passation de ce questionnaire pour lesquels j'avais tout de même procédé à une opération marketing incessante.

Enfin, j'aimerais dire un grand merci à mes deux parents qui ont été là et qui m'ont vu dans une grande partie des étapes de recherche, d'analyse et de rédaction de cet objet qui, ils le savaient, me tenait à cœur.

Merci à mes amis que je n'ai pas beaucoup vus pendant ces deux années de déracinement à durée déterminée et qui, je l'espère, sont heureux de voir que j'ai achevé ce travail dont je leur parlais si souvent. Également, mes meilleurs sentiments à mes très chers camarades et amis du Master TPTI, avec qui j'ai tant partagé pendant ces deux folles et difficiles années d'un master à moitié confiné, et que je vais toujours garder dans ma mémoire, si ce n'est dans ma vie.

Enfin je pense à mon grand-père, tristement décédé le 30 janvier 2022, à qui je voudrais rendre un hommage dans ce travail dont l'aboutissement à cœur, lui qui a connu le déracinement d'un homme né en Italie et étant parti exercer en France après la guerre.

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

54	Département de la Meurthe-et-Moselle
57	Département de la Moselle
A(+numéro)	Autoroute
AGAPE	Agende d'urbanisme et de développement durable de Lorraine Nord
AMICAL	Association Mémoire industrielle de la Communauté d'agglomération de Longwy
AMOMFERLOR	Association pour la mémoire ouvrière des mines de fer de Lorraine
ANCT	Agence nationale de la cohésion des territoires (ex-DATAR)
APEP	Association pour la préservation et l'étude du patrimoine du bassin de Longwy-Villerupt
BTP	Bâtiment-Travaux Publics
CA	Communauté d'agglomération
CAL	Communauté d'Agglomération de Longwy
CAVF	Communauté d'agglomération du Val de Fensch
CaMiFéMo	Canal des Mines de Fer de la Moselle
CCSTI	Centres de Culture Scientifique, Technique et Industrielle
CEE	Communauté économique européenne
CFDT	Confédération française démocratique du travail (syndicat)
CGT	Confédération générale du travail (syndicat)
CILAC	Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel (France)
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
DATAR	Direction interministérielle à l'aménagement du territoire (aujourd'hui ANCT)
DGS	Directeur général des services
DRAC	Direction régionale des affaires culturelles
EPML / EPFL /	Etablissement public foncier de la Métropole lorraine (1973-2001) /
EPFGe	Etablissement public foncier de Lorraine (2001-2020) / Etablissement public foncier du Grand Est (2020 -)
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale
FEDER	Fonds européen de développement régional
GEMAPI	Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (plan de)
HFRSU	Hauts-fourneaux réunis de Saulnes et Uckange

ICPE	Installations Classées à la Protection de l'Environnement
IGN	Institut géographique national (France)
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IUT	Institut universitaire technologique
LCA	Lorraine Cœur d'Acier (radio pirate)
LFI	La France Insoumise (parti politique)
Loi NOTRe	Loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République
Loi MAPTAM	Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
MECILOR	Mémoire culturelle et industrielle lorraine (association)
OIN	Opération d'Intérêt National
OPA	Offre publique d'achat
PCF	Parti communiste français
PED	Pôle européen de développement
PIA	Programme investissements d'avenir
PLU(i)	Plan local d'urbanisme (intercommunal)
PS	Parti socialiste (France)
RN	Rassemblement national (ex-FN : Front National)
RN(+numéro)	Route nationale
SGAR	Secrétaire général à l'administration régionale (ou « Préfet de Région »)
Sacilor	Société des aciéries de Lorraine (1964-1986)
Sidélor	Union sidérurgique lorraine (1950-1968)
SMK	Société métallurgique de Knutange (1918-1963)
SMS	Société Mosellane de Sidérurgie (1963-1968)
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
Sollac	Société lorraine de laminage continu (1948-2007)
TICCIH	Comité international pour la Conservation du Patrimoine Industriel
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UCPMI	Union des consommateurs de produits métallurgiques et industriels
Usinor	Union sidérurgiste du Nord de la France (1948-1986 puis 1997-2002, Usinor-Sacilor 1986-1997)
ZAC	Zone d'aménagement concerté
ZI	Zone industrielle

TABLE DES MATIERES

RESUMÉ / ABSTRACT / RESUMO	II
REMERCIEMENTS	IV
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES.....	VI
TABLE DES MATIERES	VIII
INTRODUCTION	1
Présentation et cadrage	1
Intérêt et problématique	4
Annonce du plan.....	6
Etat de l'art.....	7
Méthodologie	9
CHAPITRE I – Deux paysages forgés par la sidérurgie et sa disparition	13
Introduction de partie.....	13
I. Les paysages du fer : la transformation primaire de territoire ruraux ou semi-ruraux par l'activité industrielle lourde.....	17
A/ <i>L'extraction comme condition sine qua non de l'industrialisation : opportunité et risque pour le territoire..</i>	17
B/ <i>L'implantation des industries de transformation comme déterminant pour le sort des plaines alluviales ..</i>	19
C/ <i>L'impact général du système économique industriel sur le paysage</i>	23
II. La progressive formation d'une société « industrielle » qui organise et laisse son empreinte dans le territoire	25
A/ <i>Les formes physiques de l'urbanisation industrielle paternaliste.....</i>	25
B/ <i>L'héritage de l'habitat comme stratification de types d'organisation sociale et ethnique</i>	29
C/ <i>Une industrialisation qui imprime durablement les identités nationales et marque le territoire par l'immigration.....</i>	32
D/ <i>Le transport et ses infrastructures : au cœur de la définition des lieux et des mobilités</i>	35
III. La désindustrialisation comme révélateur et vecteur d'une organisation territoriale et d'un paysage toujours tributaire de l'époque sidérurgique.....	39
A/ <i>Les origines économiques et politiques du processus de désindustrialisation et leur impact initial en Lorraine.....</i>	39
B/ <i>Des restructurations aux luttes sociales : la Lorraine marquée par des bouleversements et mouvements sociaux jusqu'à nos jours.....</i>	44
C/ <i>La révélation des problèmes urbains liés à l'urbanisme industriel</i>	48
D/ <i>A long terme : portrait socio-économique et politique d'une société marquée par un changement économique et social brutal et toujours opérant.....</i>	50
Conclusion du chapitre	58
Comparaison de paysages à partir de vues anciennes et contemporaines : Longwy et Val de Fensch.....	60

Comparaison de territoires vus du ciel : Longwy et la moyenne vallée de la Fensch entre 1960 et aujourd'hui	66
Summary of Chapter I.....	73
CHAPITRE II – Du réemploi au redéveloppement : le paysage post-industriel à l'épreuve de l'aménagement du territoire	75
Introduction de la partie	75
I. Désindustrialisation et mutation des modes de gouvernance des territoires industriels	77
A/ <i>Années 1970 – début des années 1980 : les villes industrielles sans boussole</i>	78
B/ <i>Milieu des années 1980 – années 2000 : intervention de l'Etat régulateur et tentatives locales de redéveloppement.....</i>	81
C/ <i>Années 2010 – aujourd'hui : recherche d'une action territoriale intégrée et cohérente.....</i>	84
II. Les grandes friches industrielles : des études de cas pour comprendre les temporalités de l'approche de la friche par les acteurs du territoire	88
A/ <i>La tabula rasa : un mode d'action express qui hypothèque l'avenir</i>	89
B/ <i>La « remise à zéro » mise en cause : la possibilité d'un patrimoine.....</i>	100
C/ <i>Quelles pistes pour un redéveloppement intégré aujourd'hui ?</i>	116
III. Une prise en compte différée de l'héritage industriel dans ces deux territoires, tributaire des temporalités de la désindustrialisation.....	121
A/ <i>Nier et réparer : les composantes majeures du deuil.....</i>	123
B/ <i>Du deuil à l'action : reconnaissance d'un héritage et ébauches de patrimonialisation</i>	126
C/ <i>De nos jours : la place ambiguë de l'industrie dans le développement et l'attractivité du territoire.....</i>	129
Conclusion du chapitre	132
Summary of Chapter II	134
CHAPITRE III – Mémoire et identité locale dans le miroir du paysage de nos jours	135
I. Panorama théorique et méthodologie de recueil des mémoires	135
A/ <i>De la mémoire culturelle, à la mémoire sociale, aux mémoires de l'industrie</i>	136
B/ <i>Méthodologie et objectifs de l'enquête</i>	149
II. Analyse des résultats du questionnaire et limites.....	153
A/ <i>Evaluation de la transmission des mémoires : une volonté de transmission déclarée ?.....</i>	155
B/ <i>Le regard sur l'industrie du fer : différents niveaux de polarisation des opinions</i>	158
C/ <i>Lieux et sidérurgie : une sélection qui plaiderait pour l'authenticité des lieux.....</i>	165
D/ <i>Référence au territoire : entre resserrement et transcendance des territoires</i>	171
E/ <i>La sidérurgie comme un patrimoine ? Opinion et pratiques.....</i>	172
F/ <i>Observations diverses : des profils et parcours résidentiels</i>	176
III. Interprétations des résultats et mise en contexte	179
A/ <i>Les géosymboles comme piliers de l'identité du paysage</i>	179
B/ <i>Les initiatives de patrimonialisation, à l'origine d'une convergence du travail de mémoire ?</i>	181
C/ <i>Un travail de mémoire qui échappe partiellement aux processus de patrimonialisation</i>	185
D/ <i>La dispersion des mémoires non-intermédiées.....</i>	188

Conclusion du chapitre	190
Summary of Chapter III	193
CONCLUSION GENERALE.....	195
BIBLIOGRAPHIE	i
Ouvrages	i
Articles.....	i
Presse écrite.....	iv
Sitographie	v
Autres	vi
Sources.....	vii
<i>Archives</i>	<i>vii</i>
<i>Entretiens oraux</i>	<i>vii</i>
<i>Autres</i>	<i>viii</i>
TABLE DES ILLUSTRATIONS	ix
TABLE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	xiii
INDEX DES NOMS PROPRES	xvii
ANNEXES	- 1 -

INTRODUCTION

Présentation et cadrage

En 2021, la crise liée à la pandémie de coronavirus a redonné un coup d'accélérateur à la désindustrialisation de l'Ouest du continent européen, en particulier de la France. En 2020, la direction d'ArcelorMittal, qui possède la grande majorité des installations sidérurgiques subsistant en France, annonce la mise sous cocon d'un haut-fourneau à Dunkerque (Nord) et la fermeture anticipée de la cokerie de Florange située sur la commune de Serémange-Erzange (Moselle)¹. Si à l'été 2020 on ralluma le haut-fourneau n°3 de Dunkerque², la fermeture de la cokerie de Serémange-Erzange, qui employait 2 200 salariés est entérinée dès le 6 mai 2020³, justifiée par pour un manque de compétitivité et une volonté de la direction de réduire la consommation en coke des hauts-fourneaux de Dunkerque qui était ses principaux consommateurs⁴. Cependant cette fois-ci, pas de mouvement social médiatisé, la fermeture fait l'objet de peu de couverture contrairement à ce qu'avait été la mise sous cocon du dernier haut fourneau de Lorraine au début des années 2010. Le mouvement social médiatisé et les engagements du candidat vainqueur à la présidentielle de 2012, François Hollande, n'avaient pas empêché l'arrêt ni permet de remettre à feu l'usine du Patural pour les 2 000 ouvriers de cette unité située à Hayange⁵.

Cet événement intervint dans une région qui était encore très industrialisée au XX^e siècle : la Lorraine. Cette région culturelle et ancienne région administrative fusionnée dans Grand Est en 2015 de plus de 2 millions d'habitants, comptait en effet une pléthore de bassins industriels et 100 000 employés rien que dans le secteur sidérurgique, c'est-à-dire l'industrie du fer et de l'acier. La trace de ces industries lourdes perdure encore dans la géographie, l'urbanisme et l'histoire, de même que les indicateurs socio-économiques actuels portent encore les marques du déclin de ces filières. D'ailleurs on aurait tort de n'évoquer que la sidérurgie puisqu'on observe encore les dernières exploitations d'un riche et millénaire bassin salifère (Varangéville,

¹ « ArcelorMittal : un haut-fourneau de Dunkerque en sommeil, la cokerie de Serémange bientôt fermée », *L'Est Républicain*, MORVAN Alain, 18/03/2020 à 17:09, estrepublikain.fr

² « Dunkerque : ArcelorMittal relance son haut-fourneau numéro 3 », *France Bleu Nord*, DARRIET Matthieu, 21/08/2020, francebleu.fr/

³ « La cokerie d'ArcelorMittal s'éteint à Serémange-Erzange », *France Bleu Lorraine Nord*, PELLERAY François, 06/05/2020, francebleu.fr/

⁴ « Coronavirus : ArcelorMittal ferme la cokerie de Florange », *Les Echos*, BRAUN Pascale, 07/04/2020, lesechos.fr/

⁵ « Fermeture des hauts-fourneaux d'Hayange : la tristesse d'Edouard Martin », *France 3 Grand Est*, QUEMENER Yves, 28/09/2018, france3-regions.francetvinfo.fr ; « Le dernier haut-fourneau de Lorraine arrêté aujourd'hui », *France Info*, QUEGUINER Cécile, 01/11/2011, francetvinfo.fr

Marsal...) et que c'est dans le bassin houiller de Moselle que la dernière mine de charbon française a fermé en 2004⁶. C'est à la fin du XIX^e et au XX^e siècle, au cœur des vicissitudes de deux guerres mondiales, que l'exploitation du charbon et du fer explosé et avec elle la production d'acier et de fonte qui nécessite la conjugaison de ces deux minerais qu'on pouvait trouver dans le sous-sol lorrain : le bassin ferrifère s'étendait alors de Neuves-Maisons au sud, au Pays-Haut au nord (Villerupt, Longwy, Audun-le-Tiche) en traversant les vallons des côtes de Moselle (Orne, Fensch) et le sous-sol du pays de Briey. Parmi ces régions industrialisées, les plus anciennes se distinguent par leur topographie commune, celle de vallées où le fer affleurerait et dont la forme a conditionné l'installation des usines et des hommes, offrant une physionomie urbaine toute particulière où se donnait à voir l'interaction permanente entre industrie et société.

Aujourd'hui, pourtant, la sidérurgie en est à son épilogue, après une période de désindustrialisation qui dure depuis les années 1970 en France. Pascal Raggi la définit en ces termes comme « une succession de licenciements massifs, de fermetures de sites et de destructions d'usines »⁷, qui est ressentie inégalement entre les territoires, elle a touché à la fois les pôles du Nord de la France et de la Lorraine qui est passée de 100 000 emplois dans la sidérurgie dans les années 1960 à 8 000 en 2013. Ce processus perdure au XXI^e siècle, menant à la fin des emplois des « fondeurs » d'Hayange en 2011 et des « cokiers⁸ » de Serémange-Erzange qui, s'ils ne sont pas nécessairement licenciés, bénéficient alors de pré-retraites ou de mutations dans des régions éloignées, une recette qui dure depuis les plans des années 1970⁹. Dans les années 1970 et 1980, Usinor et Sacilor-Sollac ont pris le contrôle de toutes les unités de production de la sidérurgie en Lorraine sous l'impulsion d'une politique de concentration des capitaux commencées dans l'après-guerre. Usinor, était l'héritière des Aciéries de Longwy et de Senelle-Maubeuge, majoritaire dans ce bassin, Sacilor et sa filiale de laminage Sollac, héritière des sociétés de Wendel, dominaient sur les vallées de la Fensch et de l'Orne. Motivées d'abord par des motifs de reconstruction économique, les restructurations qui avaient déjà eu raison d'un grand nombre de mines de fer, se multiplièrent en raison d'une crise structurelle de la sidérurgie européenne qui explosa avec le choc pétrolier de 1973. Par la suite, devant la

⁶ « Toute dernière fois. 2004, la dernière fois où une mine de charbon en France était en fonction », *FranceInfo*, SNEGAROFF Thomas, 17/08/2017, francetvinfo.fr/

⁷ RAGGI Pascal, « Industrialisation, désindustrialisation, ré-industrialisation en Europe », *Rives méditerranéennes*, 46, 2013, mis en ligne le 15 octobre 2014, consulté le 21 mars 2020, journals.openedition.org/

⁸ Ouvriers de cokerie, usine de transformation du charbon brut en coke, minerai affiné pour la transformation en acier.

⁹ Voir la convention sociale de 1979 signée entre les représentants d'Usinor, de l'Etat et des syndicats (à l'exception de la CGT – Confédération générale du travail), cf. VIGNA Xavier, « Les ouvriers de Denain et de Longwy face aux licenciements (1978-1979) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, N°84, 2004, p. 129-137., cairn.info/

permanence de la crise et la volonté de sauver leurs actifs, Usinor et Sacilor, sous la pression de l'Etat et de la Communauté économique européenne ont tenté de sauver leurs actifs en supprimant des unités de façon parfois brutale, jusqu'à devoir fusionner en 1981 et être nationalisées *de facto* en 1986. En 1979, le sort déjà en balance du bassin de Longwy fut scellé par les plans d'Usinor et les usines quittèrent le territoire en seulement dix ans, tandis que les autres régions de Neuves-Maisons (près de Nancy) à Villerupt (Pays-Haut) furent vidées de leurs usines au compte-goutte. Par exemple, la vallée de la Fensch après les réorganisations et investissements dans la production d'acier de 1976, connut un déclin plus lent et conserve encore des unités aujourd'hui. Cependant, les territoires sont restés en situation de mono-industrie depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à la désindustrialisation, et se sont construits *par et pour* la sidérurgie. Quelles que soient les stratégies de reconversion, si existantes, ou la violence des fermetures d'usines, des mines et pertes d'emploi, la désindustrialisation a en quelque sorte vidé ces territoires de leur substance et de leur *raison d'être* ce qu'ils étaient : des territoires peuplés, urbanisés, façonnés culturellement par une activité économique qui permet de les comprendre. Parmi ces bassins, la vallée de la Fensch dans le département de la Moselle et le bassin de Longwy, entendu comme une partie de la vallée de la Chiers en Meurthe-et-Moselle, constituent des exemples de concentration très poussés et une intégration urbaine très complète.

Ces deux zones sont indubitablement des hauts-lieux historiques de l'industrialisation du XIX^e siècle : on surnommait Longwy « le berceau du fer », avant de surnommer Thionville, ville située sur la Moselle où se jettent la Fensch et de l'Orne, la « métropole du fer ». Leur industrialisation est concomitante – même si elle s'est déroulée en partie lorsque la Moselle faisait partie de l'Empire allemand (1871-1918) - et leur géographie les rattache. Néanmoins, leur histoire récente les distingue et leur aspect actuel aussi. Si la vallée de la Fensch est vite identifiée par des usines en activité ou éteintes et un patrimoine industriel identifié, à Longwy il est difficile de deviner que l'industrie fut aussi présente dans le paysage du fait de destructions systématiques. Nous aimerions ainsi amener une réflexion sur le paysage « une partie du territoire telle que perçue par les populations dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations »¹⁰ de l'industrie qui s'appuie sur le concept de « patrimoine industriel ». Le patrimoine doit s'entendre, selon la définition de l'UNESCO, comme « l'héritage du passé dont nous profitons aujourd'hui et que nous transmettons aux générations à venir. » autrement dit un bien commun, pourtant le cas du patrimoine industriel est particulier et il est constitutif d'un élargissement de la notion de patrimoine, tel que limitée

¹⁰ Extrait de l'Article 1 « Définitions » du Chapitre 1 « Dispositions générales » de la Convention du Conseil de l'Europe sur le paysage telle qu'amendée par le Protocole de 2016, signée le 20/10/2000 à Florence, dite « Charte de Florence », coe.int/

à des monuments témoignant par leur qualités architecturales et esthétique, de la grandeur du génie humain. Le patrimoine industriel permet d'étendre ce concept, comme le note Corinne Luxembourg¹¹ :

« le patrimoine industriel a ceci d'original qu'il s'agit d'un patrimoine récent, lié au travail et aux conflits qui en découlent, lié aussi à la violence contemporaine des suppressions d'emplois massives et des fermetures d'unités de production »

La notion ainsi posée montre que le patrimoine industriel, en particulier celui que nous étudions ici, est relatif à l'histoire social et à des formes d'organisation sociale et de conflictualités potentiellement encore actifs et ainsi porteurs de mémoires pour les groupes de populations liées à ce patrimoine. Pierre Nora définit cette mémoire collective, ainsi : « le souvenir ou l'ensemble de souvenirs, conscients ou non, d'une expérience vécue et/ou mythifiée par une collectivité vivante de l'identité dans laquelle le sentiment du passé fait partie intégrante »¹². Jean-Louis Tornatore dans un essai relatif au patrimoine de la « Lorraine industrielle »¹³ questionne très justement cette notion en nous invitant à réfléchir sur l'opportunité et authenticité de la naissance d'un patrimoine industriel en Lorraine concomitants à celle d'un imaginaire mémoriel de la Lorraine industrielle. La comparaison Longwy / Uckange est l'objet d'une réflexion critique sur la préservation des mémoires à travers le paysage et ses éléments industriels.

Intérêt et problématique

L'objectif de ce mémoire de recherche n'est donc pas de faire l'état des lieux de la désindustrialisation, déjà bien étudié par ailleurs, ni encore de faire l'inventaire des témoignages physiques de la sidérurgie sur ces territoires, bien que cet élément soit un support essentiel. Ce qui nous intéresse ici c'est le présent du post-industriel. La désindustrialisation ne sera pas abordée du point de vue de l'histoire économique mais comme un contexte. Ce processus d'effacement ou a minima d'atténuation de l'industrie et de ses composantes sur un territoire, a parfois été synonyme d'effacement des traces et symboles de l'industrie éludant la continuité entre le passé industriel et le présent. Il s'agit de la résultante de processus de transition économique et de choix politiques relatif à la conservation ou non d'éléments témoins et aux

¹¹ LUXEMBOURG Corinne, « Patrimonialiser, revitaliser, habiter l'industrie en ville : une question politique et sociale vivante plus qu'une simple question de renouveau urbain », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 53 3-4, 2013, <http://journals.openedition.org/rge/5105>, p. 2.

¹² NORA Pierre, « La mémoire collective », in LE GOFF Jacques (dir.), *La nouvelle histoire*, Retz-CEPL, Paris, 1978, p. 398.

¹³ TORNATORE Jean-Louis. « L'invention de la Lorraine industrielle. Note sur un processus en cours », *Ethnologie française*, vol. 35, no. 4, 2005, pp. 679-689.

modalités de cette conservation. Par ailleurs, la désindustrialisation a généralement débouché sur une faiblesse économique des territoires touchés, au moins à court-terme. En Lorraine Nord, elle se manifeste dans un phénomène de métropolisation joué par le Luxembourg, ex-pays industrialisé voisin où une forte financiarisation a suivi la baisse de l'emploi sidérurgique.

Avec leurs différences, Longwy et la Fensch incarnent parfaitement les transformations du rapport aux vestiges de l'industrie qui s'opèrent depuis les années 1980 très bien résumé par Ophélie Siméon dans le cas de la Grande-Bretagne et qui montre la montée d'une volonté de conservation et de patrimonialisation des vestiges de l'industrie¹⁴. Une volonté qui s'accompagne, quasiment toujours, d'une attention vers la conservation d'une mémoire sociale à travers des éléments choisis. En effet, pour résumer, Longwy a vu la quasi-totalité de ses installations industrielles détruites, réduites en friches et reconverties en totalité, et même pour les quelques exceptions, l'on observe aucune volonté de patrimonialisation depuis la phase de « deuil de l'industrie » des années 1980-90. Ceci s'observe aussi dans la vallée de l'Orne à l'exception des forges proto-industrielles de Moyeuve-Grande. Dans la vallée de la Fensch, la patrimonialisation existe, son effectivité est à discuter mais elle est incarnée par la volonté d'associations locales de préserver et valoriser quelques éléments de patrimoine industriel depuis la fin des années 1980, alors qu'aujourd'hui va se discuter la destruction du haut-fourneau d'Hayange mis sous cocon depuis plusieurs années.

« Où est la mémoire ? » se dira-t-on. Cette question est bien celle que l'on va se poser ici en étudiant la relation entre la mémoire actuelle de l'industrie et le territoire réel observé. Néanmoins, en se fondant sur les critiques légitimes faites par Margaret Manale¹⁵, Jean-Louis Tornatore¹⁶ et Laurent Bazin¹⁷ entre autres, nous devons nous questionner sur la pertinence des entreprises de *mémorialisation* (entendre le fait de transformer un objet en « lieu de mémoire », selon le concept de Pierre Nora¹⁸, comme réceptacle symbolique d'une mémoire afin d'en stabiliser les significations et d'en empêcher l'oubli) aussi bien que sur celle d'effacement des traces. Le traitement de la mémoire de l'industrie ne dépend pas de l'unique transformation du paysage physique, dont la dualité entre *conservation* et *destruction* est nécessaire mais

¹⁴ SIMEON Ophélie, « Quel patrimoine industriel pour quelle vision de l'histoire ? Le cas de la Grande-Bretagne », *L'Homme & la Société*, 2014/2 (n° 192), p. 15-30. DOI : 10.3917/lhs.192.0015. URL : <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2014-2-page-15.htm>

¹⁵ MANALE Margaret, « Le patrimoine industriel : mémoire sociale ou produit innovant ? », *L'Homme & la Société*, 2014/2 (n° 192), p. 11-14. DOI : 10.3917/lhs.192.0011. URL : <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2014-2-page-11.htm>

¹⁶ TORNATORE Jean-Louis. « L'invention de la Lorraine industrielle. Note sur un processus en cours », *Ethnologie française*, vol. 35, no. 4, 2005, pp. 679-689

¹⁷ BAZIN Laurent, « Anthropologie, patrimoine industriel et mémoire ouvrière. Vers une recontextualisation critique », in *L'Homme & la Société*, Paris : l'Harmattan, n°192, 2014, pp 143-166, [cairn.info](https://www.cairn.info)

¹⁸ Les Lieux de mémoire, Paris : Gallimard, 3 tomes : t. 1 *La République* (1 vol., 1984), t. 2 *La Nation* (3 vol., 1986), t. 3 *Les France* (3 vol., 1992)

hautement insuffisante. La mise en mémoire et la patrimonialisation sont par principe des initiatives partielles, faisant des choix dans les éléments à montrer ou cacher comme le montrent Margaret Manale¹⁹ et Vincent Veschambres²⁰ dans les cas de Völklingen ou Trélazé, mais également sont des initiatives profondément ambivalentes selon Laurent Bazin pour leur « désactualisation » et dépolitisation d'une mémoire sociale par la patrimonialisation²¹ alors que l'ambition de la mise en mémoire (comme de l'histoire) est fondée sur le partage de clés de lectures pour le présent, ou du moins on le souhaite.

On doit ainsi se questionner profondément et sur la base de sources authentiques pour identifier les connexions ou ruptures entre une mémoire sociale et une vision du territoire par ceux qui y vivent et y ont vécu l'industrie et la désindustrialisation, et les choix des politiques publiques quant aux éléments industriels, patrimonialisés ou non depuis les années 1980. En effet, ce qui nous intéresse ici n'est pas essentiellement l'entreprise de conservation d'une mémoire passée, la vie des ouvriers et des vallées dans la période sidérurgique, mais plus la mise en valeur de la façon dont les processus de désindustrialisation ont impacté durablement et continuent à impacter deux vallées anciennement industrielles, aujourd'hui tertiairisées et polarisées aux dépens de leur centralité passée. En conséquence, nous aimerions également pouvoir proposer des pistes en faveur d'un traitement du territoire par les politiques publiques qui puisse aller aux devants de cette ambition.

Ainsi le questionnement auquel nous chercherons à répondre au moyen de ce travail peut se résumer en ces mots :

Dans quelle mesure les transformations paysagères de deux territoires désindustrialisés et anciennement dominés par l'industrie du fer, affectent la préservation des mémoires collectives et d'une identité liées à l'activité minière et sidérurgique ?

Annnonce du plan

Nous engageons cette réflexion par un premier chapitre où nous présentons ces territoires à partir d'une approche paysagère orientés sur le rôle central de l'industrie. Nous nous appuyons à cet effet sur leur géographie urbaine, leur histoire sur les plans économiques, politiques,

¹⁹ MANALE Margaret, « Les usines Völklingen, patrimoine sans mémoire ? », *L'Homme & la Société*, 2014/2 (n° 192), p. 31-48. DOI : 10.3917/lhs.192.0031. URL : <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2014-2-page-31.htm>

²⁰ VESCHAMBRES Vincent, « La cheminée d'usine entre « totem et tabou » : effacement *versus* appropriation d'un symbole du passé industriel », *L'Homme & la Société*, 2014/2 (n° 192), p. 49-68. DOI : 10.3917/lhs.192.0049. URL : <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2014-2-page-49.htm>

²¹ BAZIN Laurent, « Anthropologie, patrimoine industriel et mémoire ouvrière. Vers une recontextualisation critique », *L'Homme & la Société*, 2014/2 (n° 192), p. 143-166. DOI : 10.3917/lhs.192.0143. URL : <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2014-2-page-143.htm>

culturels et sociaux, et leur situation socio-économique actuelle. Le deuxième chapitre porte sur l'identification des politiques publiques d'aménagements qui ont marqué distinctement ces territoires à partir des grands bouleversements économiques des années 1970 ainsi que leur évolution dans le temps et la place du débat sur la conservation des héritages industriels. Le troisième chapitre est, quant à lui, dédié à la question mémorielle et met en perspectives des données recueillies auprès des populations de ces territoires avec les conclusions développées sur les processus d'aménagement. Ce dernier chapitre cherche en effet à expliciter le rôle du paysage dans l'incarnation et la préservation de certaines mémoires de la sidérurgie et des mines.

Etat de l'art

L'industrie en Lorraine a longtemps fait l'objet de productions scientifiques faisant état de l'histoire industrielle régionale telles que *Le Fer en Lorraine* de Jean Morette ou encore *Patrimoine et culture industrielle en Lorraine* d'Anne Cook et Anne-Claire Hourte. Ces écrits tentent d'approcher la culture industrielle lorraine dans son ensemble bien qu'il s'agisse d'une approche essentiellement centrée sur la période d'activité industrielle. La désindustrialisation en Lorraine est cependant traitée différemment, envisagée sous le prisme de bassins individuels reconnaissables elle est souvent représentée par l'image symbolique de la vallée de la Fensch à laquelle deux générations de la famille Printz ont rendu hommage²² permettant ainsi de croiser les regards. Quant à l'histoire de la ville de Longwy, elle est l'objet de nombreux ouvrages d'historiens locaux tels que Jean Boucon²³, Louis Hublau²⁴ ou Olivier Cortesi²⁵, traitant de la sidérurgie parmi d'autres sujets tels que ses faïenceries ou l'histoire de la citadelle Vauban. Si la sidérurgie lorraine a longtemps fait l'actualité avec des fermetures d'usines étalées des années 1970 à aujourd'hui, elle réunit des réalités très disparates qui ne font pourtant pas « patrimoine » à la différence du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais dont le classement à l'UNESCO a permis en amont et en aval le développement d'études de cas sur la dimension patrimoniale d'une région industrielle²⁶. Dans le cas de la Lorraine, l'exemple archétypal du bassin de la Fensch persiste comme un « arbre cachant la forêt » et ce à raison puisqu'il s'agit du bassin où

²² PRINTZ Adrien, *La vallée usinière*, Metz : Éditions Le Lorrain, 1966, 174 p., et PRINTZ Michel, *Vallée de la Fensch, vallée du Fer*, Veurey : le Dauphiné libéré, 2017, 51 p.

²³ BOUCON Jean, *La route du fer*, Association Patrimoine du pays de Longwy, 2001 ; *Sur les pas de Vauban en Lorraine et au-delà des frontières*, Serpenoise, 2007

²⁴ HUBLAU Louis, *Voyage Au Bout de Longwy*, Serpenoise éditions, 2002 ; *Le Géant Terrassé*, Fensch Vallée éditions, 1999 ; *Diaporama la fin de la sidérurgie 1978 à 2010, L'Hiver des Hommes du Fer*, 2011.

²⁵ CORTESI Olivier, *La grande histoire de Longwy*, Cœur d'Occident éditions, 2008 (Tome 1) et 2009 (Tome 2)

²⁶ FAGNONI Édith, « L'industrie versus patrimonialisation : questionnement autour d'une transition vers une économie culturelle », 2015

s'est vu le projet de patrimonialisation le plus ambitieux et « visible » à Uckange²⁷, « mis en lumière » par l'installation lumineuse de l'artiste Claude Lévêque à chaque coucher du soleil depuis 2007 et médiatiquement par les mouvements liés aux plans sociaux de licenciements par l'entreprise ArcelorMittal en 2014 accompagnant la fermeture du haut-fourneau du Patural dans la ville d'Hayange voisine²⁸. Cette note d'actualité, augmentée de la présence de la vallée de la Fensch dans la culture populaire explique la multiplication de productions scientifiques et une littéraire qui mettent cette vallée industrielle à l'honneur. Nous pouvons nommer entre autres les travaux de Denis et Anne Mathis portant sur la régénération de la conurbation sidérurgique de la Fensch²⁹, ceux d'Eric Marochini et son étude de cas relative à la reconversion de la friche de la Société Métallurgique de Knutange dans la haute vallée³⁰ ou encore les résultats de Jean-Pierre Husson présentés à Hayange en 2018 sur l'artialisation et la mise en scène du patrimoine de l'usine et de la forge en Lorraine.³¹ Ces écrits participent aux études géographiques sur les reconversions et le redéveloppement territoires anciennement industrialisés, que les géographes de l'université de Lorraine tels que Simon Edelblutte ont à cœur³².

Le prix Goncourt de Nicolas Mathieu publié en 2016 et librement inspiré de la ville d'Hayange, d'Uckange et d'autres localité met en valeur la vie sociale de la désindustrialisation, une image certes romancée mais qui amène à se poser la question du patrimoine désincarné quand on observe la qualité géographique et topographique de l'ouvrage. De plus en plus de chercheurs et chercheuses posent la question de la patrimonialisation de l'industrie et de sa portée culturelle³³, alors que d'autres se concentrent sur la question de redéveloppement des territoires « oubliés » ou « abandonnés »³⁴. Pourtant, encore aujourd'hui l'approche micro-locale à l'échelle du bassin s'oppose à la vision d'une culture plus large, ou en tout cas d'une unité culturelle à l'échelle régionale ou subrégionale que questionne Jean-Louis Tornatore. Son

²⁷ PICON Mickaël., « Le patrimoine industriel de l'U4 au service de la Fensch Valley », The conversation France, 2016

²⁸ « À Florange après la crise ArcelorMittal, un scrutin sous le signe du déclin », *Le Monde*, Berdenet C 17/03/2014

²⁹ MATHIS Denis, MATHIS Anne, 2017, « Régénération de la conurbation sidérurgique du Val de Fensch », *Territoire en mouvement, Revue de géographie et aménagement*, n°33, 2017, journals.openedition.org/

³⁰ MAROCHINI Éric, « Regard géo-historique sur la difficile transformation des friches industrielles de la vallée de la Fensch : l'exemple de la reconversion en cours du site de l'usine sidérurgique intégrée SMK (1897-2018) », 2018

³¹ HUSSON J.-P., 2018, *Artialisation, mise en scène des usines et des forges en Lorraine*, Conférence présentée à Hayange le 13 mars 2018 à l'Hôtel de communauté de la Communauté d'Agglomération du Val de Fensch

³² Voir : EDELBLUTTE Simon, *Paysages et territoires de l'industrie en Europe. Héritages et nouveaux*, Paris : éditions Ellipses, 2009, 272 p.

BELHOSTE Jean-François, *Architectures et Paysages Industriels, L'Invention d'un Patrimoine*, Paris : La Martinière, 2012³³

³⁴ EDELBLUTTE Simon, « Les territoires anciennement industrialisés : du cœur à la marge, de la marge au redéveloppement ? ». In : WOESSNER R., (dir.), *La France des marges*, Ed. Atlande, p. 138-151, 2016

article « L’“invention de la Lorraine industrielle”. Note sur un processus en cours »³⁵ qui met en dialogue les spécificités des territoires industriels lorrains en reconversion et les différentes trajectoires, nous rappelle que la patrimonialisation partielle qui a eu lieu dans la Fensch, et a minima dans la Warndt n’est pas la norme et que l’image de la Lorraine industrielle cache des réalités variées dans ces bassins autrefois interconnectés mais aujourd’hui disparates. La réflexion que ce mémoire tente d’apporter est un questionner sur ces mémoires communes et pourtant divergentes entre ces bassins à la fois autonomes et interdépendants, en raison de facteurs historiques, culturels et socio-économiques divers. De plus, l’approche régionale permet de se poser la question des différentes stratégies locales adoptées sur ce patrimoine souvent désincarné qui persiste plus ou moins dans des « monuments » et dans le paysage et ainsi la possibilité de penser le patrimoine industriel de Lorraine comme un objet d’intérêt et de développement cohérent à l’échelle locale et régionale.

Méthodologie

Le mémoire vise à mettre en relation deux objets : la mémoire sociale et les politiques d’aménagement à travers les liens qu’ils ont entretenus depuis la désindustrialisation. Ainsi, notre méthodologie est nécessairement hybride et emprunte aux études du paysage et la géohistoire, à celle des politiques publiques et de la gouvernance territoriale, et l’anthropologie urbaine, selon le chapitre.

Le premier chapitre relatif à la présentation des territoires étudiés se base essentiellement sur une recherche bibliographique ainsi que sur les données disponibles dans des bases de données en ligne et/ou des documents officiels. Concernant la géographie et le patrimoine des deux vallées, une démarche d’observation et de documentation photographique sert de base à l’analyse paysagère, enrichie par une analyse principalement bibliographique de l’histoire des territoires et l’usage des recherches en géographie urbaine et géohistoire des territoires industriels. L’étude historique des périodes charnières (industrialisation, reconstructions, désindustrialisation) porte sur différentes échelles (européenne, nationale, régionale, locale) pour éclairer la situation géographique actuelle. Celle-ci se fonde non-seulement sur la recherche académique mais également sur des sources diverses, comme les archives photographiques et documentaire saura étayer le discours et l’explication. Le portrait socio-économique est permis par l’accès aux données statistiques et démographiques récentes de l’INSEE. La présentation du fonctionnement administratif de ces territoires, et qui guide la

³⁵ TORNATORE Jean-Louis. « L’“invention de la Lorraine industrielle”. Note sur un processus en cours », *Ethnologie française*, vol. vol. 35, no. 4, 2005, pp. 679-689, [Cairn.info/](http:// Cairn.info/)

lecture des chapitres suivants (notamment le chapitre II) est fondée documentation relative aux politiques publiques et les données publiques relatives à l'administration, s'accompagnant de ressources cartographiques et de référence aux réformes territoriales récentes.

Le deuxième chapitre, approfondit la question des politiques publiques de reconversion et d'aménagement du paysage post-industriel à l'aide d'une recherche basée sur les travaux des chercheurs, recherches d'archives et la réalisation de plusieurs entretiens – restitués en annexes – avec des acteurs du territoire. Nous nous sommes rapprochés des intercommunalités qui administrent les territoires étudiés à l'échelle de notre étude et des publications d'institutions publiques ayant participé activement à la reconversion des territoires post-industriels au niveau tel que l'ex-DATAR (Direction interministérielle à l'aménagement du territoire), aujourd'hui ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires) au niveau national, mais aussi aux autres échelons de collectivités. Ces observations et recueils d'informations sont complétées par une mise en regard par rapport aux évolutions des modes de gouvernance territoriale en France mis en lumière par les chercheurs en politiques publiques. Une étude minutieuse des friches majeures et de leurs modes de reconversion effective permet d'illustrer les évolutions globales de stratégies que nous décrivons dans un premier temps. Nous étudions ici les processus de patrimonialisation, la pénétration du patrimoine industriel dans les opérations de reconversion ainsi que les processus locaux, ce en mettant encore une fois en regard les productions académiques de sociologie urbaine et de politiques publiques territoriales et la rencontre avec des acteurs associatifs engagés dans la conservation et la transmission de la mémoire industrielle locale et régionale.

Enfin le troisième et dernier chapitre, qui vise à l'identification des modalités de préservation, transmission et incarnation de la mémoire industrielle locale se fonde sur une méthodologie qui prend à la sociologie et à l'anthropologie urbaine. Après avoir consolidé nos références théoriques sur les mémoires collectives et l'identité et les avoir explicitées, nous revenons sur les références historiques et spatiales locales auxquelles peuvent se rattacher des mémoires. Ce socle qui ne peut être exhaustif est accompagné ensuite par l'analyse des résultats à un questionnaire en ligne recueillant des données sur les opinions et pratiques des habitants des deux zones d'intérêt. Ce questionnaire a été diffusé par différents canaux : par des relations personnelles, professionnelles, par l'intermédiaires des associations de préservation de la mémoire industrielle et via les réseaux sociaux, en particulier les « groupes Facebook » réunissant des habitants des lieux étudiés. Il recueille à la fois des données relatives à l'identification au territoire, les représentations de la sidérurgie au niveau local, la reconnaissance de lieux et sites incarnant cette histoire, les pratiques liées au patrimoine

industriel et l'opportunité de la transmission des mémoires de la sidérurgie et des mines en différents contextes : les données sont traitées quantitativement, mais une partie des réponses données (réponses libres) donnent lieu à une analyse qualitative. Malgré un échantillon mince et non-représentatif, l'étude des résultats nous permet de faire émerger des tendances et de dresser des profils qui nous servent à mettre en lumière les processus de fixation mémorielle mis en lumière par des chercheurs anthropologues, sociologues et géographes, étudiés en parallèle. Cette étude est renforcée par la mobilisation de références culturelles (musicales, littéraires, vidéographiques...) et documentaires qui permettent d'extraire des informations sur des pans de la mémoire et d'autres témoignages. Enfin, ces réflexions sont confrontées aux conclusions et informations déjà collectées sur les modalités de patrimonialisation et du travail de mémoire.

Enfin, nos conclusions finales sont fondées sur les réflexions menées dans le corps du mémoire et ont pour objet d'identifier les modalités des processus de fixation et d'incarnation spatiale des mémoires, à partir de la comparaison des territoires, et d'évoquer des perspectives de patrimonialisation d'une industrie disparue qui n'oublie pas le processus de désindustrialisation en tant que tel.

CHAPITRE I – Deux paysages forgés par la sidérurgie et sa disparition

Introduction de partie

« Le paysage de la sidérurgie, à son époque sublime, était aussi une vision de lumières – les ciels nocturnes rougeoyants –, de fumées ou de smog épais, un petit univers empli de bruits, d’odeurs, qu’animaient la foule grouillante des ouvriers. Le paysage : une entité que les cinq sens accrochaient. »¹ Voilà ce qu’écrivit Pierre Fluck en 2020 sur le paysage industriel tel qu’imaginé, celui qui cependant n’existe plus à partir du moment où l’on s’y intéresse en Europe occidentale, notamment dans ces deux cas lorrains que nous étudierons en couple : l’agglomération de Longwy et le val de Fensch, deux vallées « usinières » au moins dans le passé, tel que le décrivait Adrien Printz, l’une longtemps décrite comme le « berceau du fer » (Longwy) du fait de la précocité de son industrialisation en Lorraine. Avant d’initier toute réflexion, il convient de se rappeler que ce qu’on observe généralement en Europe occidentale ce sont des paysages « industriels » *fossiles*, puisque les caractéristiques de l’activité de production qui les a « formés » a disparu sinon perdu sa forme et son envergure historique.

Le concept de *méta-paysage*, défini comme « paysage hérité d’un autre temps et si radicalement transformé »², nous aide à comprendre l’objet que nous étudions : non pas un paysage industriel à l’heure où nous parlons, mais un paysage qui porte en lui les traces d’une industrie passée. Quant au paysage en tant que tel, pour comprendre son sens nous nous référerons à la définition donnée dans la Charte de Florence, c’est-à-dire « une partie du territoire telle que perçue par les populations dont le caractère résulte de l’action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations »³ qui nous permet de ne pas manquer l’ensemble des dimensions actuelles que prennent les systèmes paysagers. Nous irons observer ces deux aires géographiques, dont la forme de vallée en est caractéristique et qui furent impactées indubitablement par l’implantation de l’industrie sidérurgique à la fin du XIX^e siècle en raison de l’affleurement des gisements de fer dans ces zones toutes deux situées au-dessus

¹ FLUCK Pierre, « Héritage industriel et systèmes paysagers », p. 132 in *Ethnologues*, Volume 42, n° 1-2, 2020 « Patrimoine industriel Industrial Heritage », dir. BELOT Robert, ROJAS Luc, CANTIN Richard, pp. 129-147

² *Ibid*, p. 131

³ Extrait de l’Article 1 « Définitions » du Chapitre 1 « Dispositions générales » de la Convention du Conseil de l’Europe sur le paysage telle qu’amendée par le Protocole de 2016, signée le 20/10/2000 à Florence, dite « Charte de Florence », coe.int/

d'un des plus grands gisements de fer d'Europe, le bassin ferrifère lorrain (partagé entre la France, la Belgique et le Luxembourg).

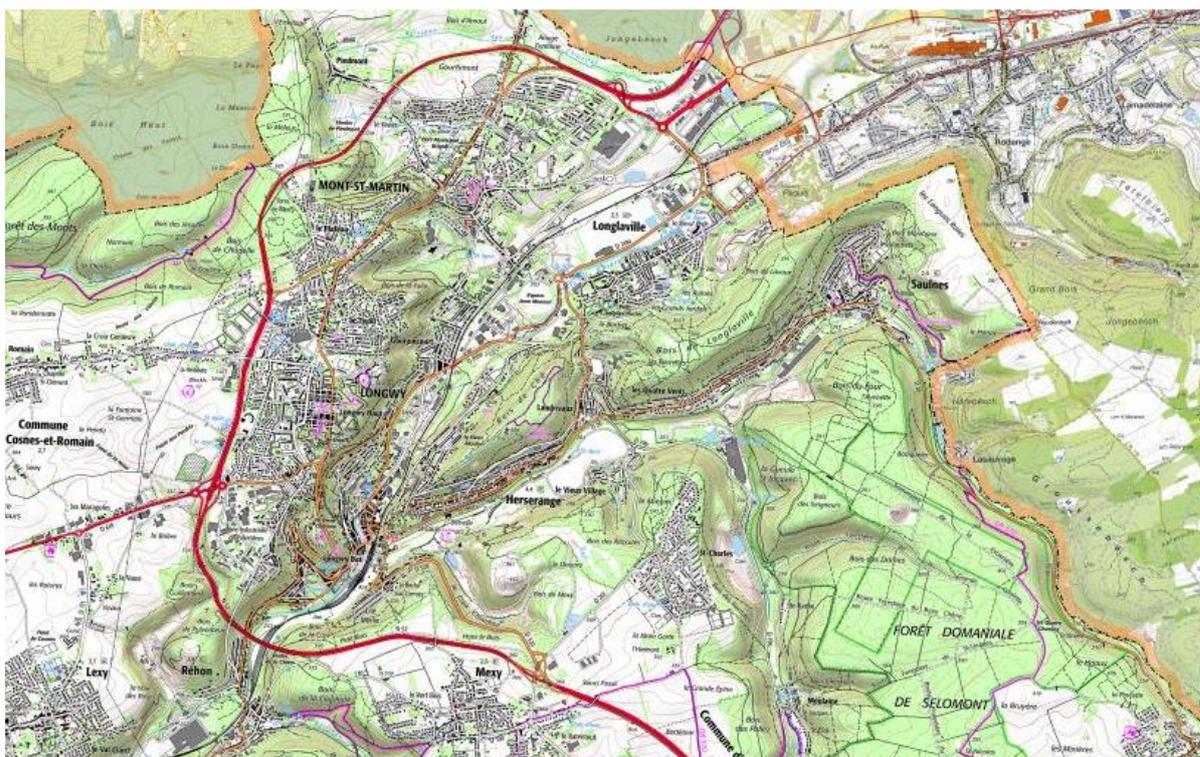
Toutes deux situées dans le nord de la Région Lorraine, non loin des frontières belges et luxembourgeoises, Longwy et le val de Fensch sont des zones aujourd'hui très urbanisées sans être de pôles urbains de premier ordre en région Lorraine. Longwy et ses communes adjacentes (Mont-Saint-Martin, Réhon, Herserange, etc. – environ 40 000 habitants en 2019) forment une agglomération avec pour centre la ville ancienne de Longwy, elle-même divisée en deux depuis l'érection de la citadelle par Vauban et d'une ville-neuve (aujourd'hui Longwy-Haut) en 1690 en surplomb de la ville développée dans la vallée de la Chiers (désormais Longwy-Bas). L'agglomération est en contact direct avec les frontières belge et luxembourgeoise (Mont-Saint-Martin, Longlaville et Saulnes). La vallée de la Fensch (de Fontoy à Uckange en passant par Knutange, Florange, Hayange – environ 70 000 habitants en 2019) est quant à elle une conurbation située en retrait par rapport au pôle urbain de Thionville (située à environ 15km de Fontoy, à 10km d'Algrange, Hayange ou Fameck et seulement 6 kilomètres de Florange). (Voir Figures 1 et 2 pour une présentations plus détaillée)

Ces deux zones ont connu un développement industriel parallèle et semblable basé sur l'industrie du fer et de l'acier, qui bien qu'elle connût des prémices avant l'époque moderne, est vraiment devenue structurante à partir des années 1880 – à partir de la découverte du procédé Thomas⁴, à l'époque où la partie de la Lorraine où se situe le val de Fensch était partie intégrante de l'Empire allemand (1871-1918) – puis a continué à croître et évoluer jusqu'à son déclin à partir des années 1960. Ces deux territoires au développement urbain hautement marqué par la sidérurgie suivent une trame urbaine comparable. En dehors d'une urbanisation sur plateau particulièrement importante à Longwy-Haut, les zones urbaines suivent une forme de Y, qui épouse les principales vallées formées de la Fensch et son affluent le ruisseau d'Algrange (Schtinckbach) d'une part, et de la Chiers et son affluent la Moulaine de l'autre (Voir figures 1 et 2). On doit émettre une distinction typologique entre ces deux bassins : à Longwy, la ville préexiste à l'industrie bien que la sidérurgie ait conditionnée l'évolution de la ville pendant un siècle ; dans le Val de Fensch, l'industrie s'est implantée dans une zone rurale où le développement urbain naquit de l'usine. Pour suivre la distinction avec les définitions de Simon Edelblutte, nous pouvons décrire Longwy comme une « ville industrielle » et le Val de Fensch

⁴ Le procédé Thomas ou Thomas-Gilchrist, du nom de ses inventeurs britanniques Sidney Gilchrist Thomas et son cousin Percy Carlyle Gilchrist, est un procédé sidérurgique permettant l'affinage de la fonte brute (issue des hauts-fourneaux) en acier à l'aide d'un convertisseur. Ce procédé découvert en 1877 diffère du procédé Bessemer déjà répandu, mais qui avait l'inconvénient de ne pas permettre d'obtenir un acier solide à partir d'un minerai de fer phosphoreux. Le minerai lorrain était riche en phosphore (plus de 0,5%), c'est-à-dire qu'avant la découverte du procédé Thomas il était impossible de le valoriser dans un acier suffisamment solide.

comme une grande « ville-usine »⁵ avec les conséquences géographiques qui s'ensuivent. L'arrêt des activités sidérurgiques redessina le rapport entre l'industrie du fer et le paysage : cet arrêt fut brutal à Longwy, où les industries ont disparu en une quinzaine d'années, et progressif dans la Fensch où quelques activités de pointe subsistent encore malgré leur fermeture au moment où nous écrivons.

Figure n°1 : Carte du territoire et encadré sur l'organisation administrative du bassin de Longwy



Longwy et agglomération

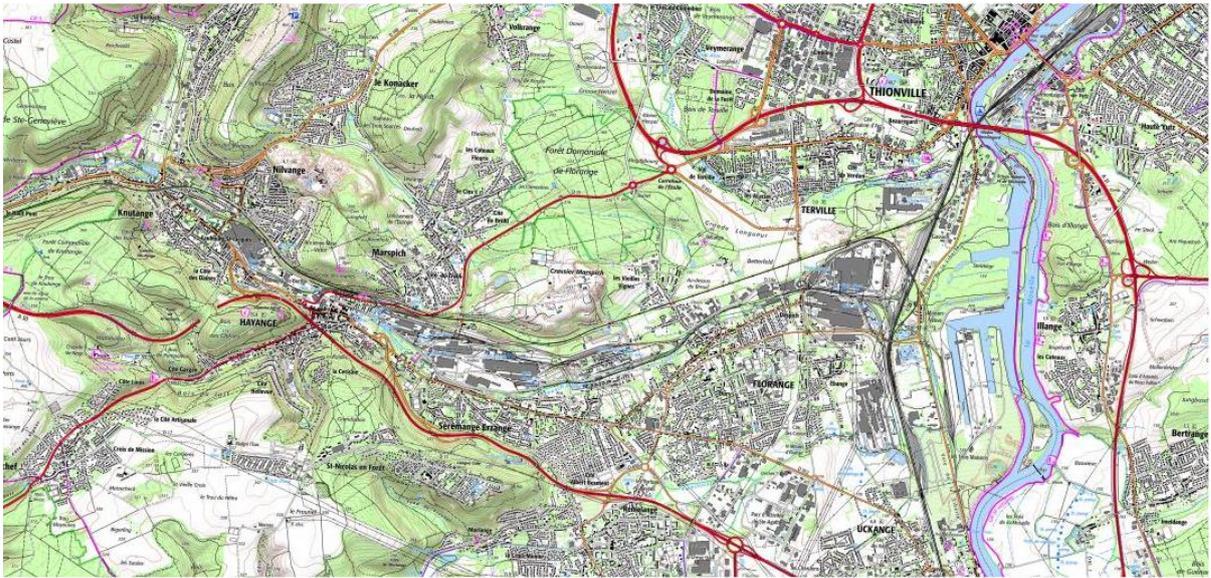
Région : Grand Est (ex-Lorraine)
 Département : Meurthe-et-Moselle (54)
 Agglomération de 40 000 habitants
 Ville principale : Longwy
 (14 774 habitants en 2019)
 Maire : Jean-Marc Fournel (PS)

8 communes : Longwy, Mont-Saint-Martin, Piedmont, Longlaville, Saulnes, Herserange, Réhon, Lexy
 Communauté d'Agglomération de Longwy : toutes communes citées + 13
 Président : Serge de Carli, Maire de Mont-Saint-Martin (PCF)

Source : IGN 2022 - geoportail.gouv.fr

⁵ « La ville-usine peut être considérée comme une ville entièrement ou presque entièrement née d'une ou plusieurs usines (et/ou mines), alors que la ville industrielle devrait plutôt désigner une ville préexistante à l'industrie, ayant accueilli ensuite des usines » : EDELBLUTTE Simon, « La reconversion des anciennes villes-usines européennes ou la question de la survie urbaine », *Géographies - Bulletin de l'Association de Géographes Français*, n°3/2010, pp. 353-367.

Figure n° 2 : Carte du territoire et encadré sur l'organisation administrative de la vallée de la Fensch



Val de Fensch

Région : Grand Est (ex-Lorraine)

Département : Moselle (57)

Conurbation de 70 000 habitants

Ville principale : Hayange

(16 005 habitants en 2015)

Maire : Fabien Engelmann (RN)

9 communes : Uckange, Fameck, Florange, Hayange, Knutange, Nilvange, Neufchef, Fontoy, Algrange

Communauté d'Agglomération du Val de Fensch (toutes communes + 1, excepté Fontoy, CA Thionville-Portes de France)

Président : Michel Liebgott, Maire de Fameck (PS)

Source : IGN 2022 - geoportail.gouv.fr

La question que nous nous posons consistera en ces mots à : « quelle empreinte la sidérurgie a-t-elle laissé dans ces deux paysages comparables et caractéristiques de l'implantation de l'industrie du fer en Lorraine ? »

Dans une première partie nous envisagerons la façon dont le paysage fut soumis aux exigences de l'industrie extractive et de transformation. Dans un deuxième temps nous pourrons observer comment ces territoires ont muté vers une géographie socio-culturelle propre qui s'est articulée entre l'attachement au territoire et le développement d'une mobilité accrue à différentes échelles. Enfin, nous pourrons aborder le paysage dans sa dimension symbolique, sous la forme d'un héritage perçu par les populations qui le regardent, avec un accent sur les traces laissées par l'industrie sidérurgiques et le système urbain qui en découla.

I. Les paysages du fer : la transformation primaire de territoire ruraux ou semi-ruraux par l'activité industrielle lourde

Les vellétés de développement de la sidérurgie sous l'impulsion des entreprises industrielles d'extraction et de transformation du fer ont présidé aux transformations des territoires de ces deux vallées. Nous aborderons le paysage selon les trois niveaux de la vallée : d'abord les côtes où affleure le fer, où la sidérurgie trouve son origine, puis les fonds de vallées et zones occupées par les grandes installations de transformation, et enfin avec plus de hauteur nous étudierons l'impact de la transformation économique sur l'aspect général de ces paysages.

A/ L'extraction comme condition *sine qua non* de l'industrialisation : opportunité et risque pour le territoire

Le développement de l'industrie n'est pas anodin et puise ses causes dans des opportunités qui sont très souvent liées au territoire. Pour Longwy et la Fensch, il s'agit de la conjonction de deux conditions géologiques. La première condition la présence d'un gisement de fer du jurassique s'étendant de la frontière belgo-luxembourgeoise à l'ouest de Nancy (environ 100km du nord au sud), le plus grand découvert en Europe occidentale. La seconde est le relief de côtes caractéristique de la Lorraine centrale, en particulier celui du Sillon mosellan. Le bassin parisien se termine progressivement vers l'est en Lorraine par une succession de côtes (ou *cuestas*) qui comptent celles de la Meuse, de la Chiers (val de Longwy) et de la Moselle (de Volmerangeles-Mines à Nancy). L'avantage de ces formations géologiques est de permettre à des couches de sédiments anciennes d'affleurer facilement à la surface terrestre, en rendant l'extraction facile. Les côtes qui longent des rivières importantes (comme la Moselle, la Meuse, ou la Chiers) sont elles-mêmes entaillées par des affluents qui multiplient les possibilités d'affleurement où l'extraction du fer puis la sidérurgie se développe prioritairement : autour de la Moselle on compte l'Orne, la Fensch, etc. du côté de la Chiers, on trouve la Moulaine du côté d'Herseange.

1) L'extraction ancienne du fer en Lorraine

Les mines de fer furent connues dans la région dès l'Antiquité et que l'exploitation proto-industrielle ait déjà connu des moments de croissance dans la vallée de la Chiers et du Conroy (Moyeuve-Grande), c'est à la fin du XVIII^e siècle que celle-ci s'accélère et elle ne s'industrialise qu'à la fin du XIX^e siècle tout en se déplaçant vers de nouveaux pôles : en plus de Moyeuve-Grande dans le val de l'Orne, Hayange polarise l'activité métallurgique dans le haut val de Fensch. On sait également que près du val de Chiers, l'extraction et la transformation du

fer était déjà importante au XVIII^e et à proximité de Saulnes, à Lasauvage côté luxembourgeois les premières forges enregistrées datent de 1625. Cependant, jusqu'en 1880, la métallurgie lorraine demeure parsemée et l'extraction artisanale, on ne produit que de la fonte et du fer puddlé. En Moselle, on trouve des hauts-fourneaux et four à puddlage à Ars-sur-Moselle au sud de Metz, dans le bassin houiller à Stiring-Wendel sous la houlette de la famille de Wendel – maîtres de forges d'Hayange. Autour de Longwy, dite le « berceau du fer » les maîtres de forge commencent à se multiplier : Jean-Joseph Labbé construit les forges de Gorcy en 1832 puis celle du Port-Sec à Mont-Saint-Martin en 1863, Fernand de Saintignon, acquiert Lasauvage et construit ses forges à Longwy-bas en 1863, etc. Les forges précédant aux grandes usines existaient déjà avant le boom de 1880 à Longwy.

2) *L'intensification de l'activité minière à la fin du XIX^e siècle*

Par la suite, l'intensification de l'extraction de la minette lorraine fut permise par la découverte du procédé Thomas-Gilchrist en 1877 qui permet l'affinage de la fonte en acier, malgré la richesse en phosphore du minerai lorrain. En effet, la « minette » (surnom affectif du minerai de fer lorrain) est riche en fer à 30% mais également à forte teneur en phosphore (0,5 à 1%), et le procédé Bessemer de fabrication de l'acier, en vogue en Angleterre, n'éliminait pas le phosphore, créant un acier cassant. Cette découverte intervint au cours de l'Annexion de 1870-1918⁶ pendant laquelle le département de la Moselle actuel (dont toute la vallée de la Fensch) était partie de l'Empire allemand. En 1880, la famille de Wendel, alors scindée en deux entreprises (une en Allemagne, l'autre en France) acheta l'exclusivité du brevet Thomas dans le Bezirk Lothringen⁷ et en Meurthe-et-Moselle et participa activement en France au développement des aciéries de Longwy, de Joeuf et d'Hayange. Côté allemand les de Wendel accélèrent l'extraction du fer de même que des entrepreneurs allemands, luxembourgeois et belges qui creusèrent des galeries dites « à flanc de côteau », c'est-à-dire creusées horizontalement, afin d'atteindre le minerai fort : souvent sur des trentaines de kilomètres. Ce phénomène fut nommé la « ruée vers la minette » (*Zug nach der Minette* en allemand⁸). Le même phénomène se produisit à Longwy où la multiplication des concessions françaises, belges et luxembourgeoises amenèrent à entailler la roche sur des centaines de kilomètres bien qu'en excluant les contreforts de la citadelle Vauban – terrain militaire. Malgré une standardisation et la sécurisation des techniques d'extractions, des épisodes tels que l'occupation allemande du

⁶ En 1870, à la suite de la guerre franco-prussienne, l'Empire allemand acquit le territoire de l'actuel département de la Moselle, où la plupart des mines de fer connues alors (exceptée la zone de Longwy) étaient situées.

⁷ Arrondissement de Lorraine en Allemagne entre 1871 et 1918, actuel département de la Moselle

⁸ NIEVELSTEIN Markus, *Der Zug nach der Minette. Deutsche Unternehmen in Lothringen 1871-1918. Handlungsspielräume und Strategien im Spannungsfeld des deutsch-französischen Grenzgebietes*, Bochumer historische Studien: Neuere Geschichte, Bochum: Brockmeyer, 1993, 428 p.

bassin longovicien pendant la guerre de 1914-1918 motivèrent des méthodes plus brutales et dangereuses, guidées par la précipitation. L'urgence de l'accès au minerai pour l'armement motiva l'Etat-Major prussien à utiliser en masse la dynamite pour le creusement des galeries, négligeant la sécurité et la pérennité des installations sur le moyen et long-terme⁹.

3) *Des traces aujourd'hui peu visibles mais avec un impact à long-terme*

Le paysage escarpé longovicien ou de la Fensch aujourd'hui présente de cette période une succession de galeries de mine condamnées d'où partent des rails inusités servant à acheminer le minerai aux usines d'agglomération ou directement hors de la région. Certaines entrées étaient monumentales et les plus souvent accompagnées d'un carreau de mines et même d'une cité pour certaines mines. Les chevalements étaient rares puisque le minerai était accessible à flanc de colline (à l'exception du puits Victor à Nilvange), ce qui ne fut pas le cas sur le plateau de Briey lorsque l'étendue du gisement côté français fut découverte. Le chevalement ne fut pas caractéristique du paysage de ces vallées contrairement aux entrées de galeries à flanc de coteau et leurs porches, que l'on peut toujours observer aujourd'hui¹⁰. On peut néanmoins toujours observer de rares objets construits pour l'acheminement du minerai comme la tour-balance de Mont-Saint-Martin¹¹. Aujourd'hui, en raison de la concentration des galeries sous les plateaux adjacents, les zones menacées par les affaissements et inondation sont les zones ne se trouvant pas en fond de vallée mais principalement en hauteur sur le plateau, ce qui n'empêche que l'inondation des mines puisse provoquer des problèmes de stabilité de terrain sur l'ensemble de ces territoires.

B/ L'implantation des industries de transformation comme déterminant pour le sort des plaines alluviales

Bien qu'aujourd'hui on observe des paysages différents de fonds de vallée entre Longwy et la Fensch, les deux conservent les marques de l'occupation longue et quasi-absolue des fonds de vallée par les installations industrielles. Hauts-fourneaux, aciéries, laminoirs, entrepôts, soufflantes, centrales électriques, voies ferrées etc. furent pendant près d'un siècle la dominante des paysages encaissés de ces deux vallées. Les installations consommaient tant d'espace que les zones industrielles occupaient tout l'espace de plat disponible dans des vallées encaissées, reléguant les habitations à de maigres espaces et aux flancs de côtes.

⁹ ECK Jean-François, RAGGI Pascal, « Une première expérience d'occupation allemande des mines françaises : les charbonnages du Nord et les mines de fer de Lorraine pendant la grande guerre », *Entreprises et histoire*, vol. 62, no. 1, 2011, pp. 66-94.

¹⁰ Voir annexe N°1

¹¹ *Ibid*

1) *A l'origine : le boom des usines sidérurgiques en Lorraine à la Belle époque*
(1880-1914)

Si la ruée vers le fer lorrain fut l'apanage de la plupart des entreprises sidérurgiques de toute la France et l'Allemagne, la transformation fut pendant vingt années l'exclusivité des De Wendel en Lorraine allemande) et en Meurthe-et-Moselle, les deux scissions de l'entreprise familiale (*De Wendel et C^e* en Allemagne et *Les petits-fils de François de Wendel* en France) ayant acheté l'exclusivité du brevet Thomas pour ces deux territoires. Trois grands centres intégrés d'aciéries virent le jour autant des sites des anciennes forges : celui d'Hayange en aval de l'ancienne Usine de Fenderie qui deviendra l'usine de Wendel avec ses aciéries Thomas, celui de Joeuf dans la vallée de l'Orne restée française avec un centre sidérurgique neuf construit au contact des nouveaux gisements de fer découverts et Longwy, qui résulte d'une cession exceptionnelle du brevet Thomas par Robert de Wendel auprès du consortium de neuf maîtres de forges déjà implantés pour la création *des Aciéries de Longwy*¹². Si l'implantation et modernisation des usines de transformation en fonte (c'est-à-dire la phase précédant la conversion en acier avec le procédé Thomas) ne fut pas arrêtée, il n'y eut qu'une usine intégrée incluant les aciéries à Longwy et dans la Fensch jusqu'en 1890 à l'expiration de l'exclusivité du brevet Thomas pour les de Wendel. Par la suite, de nombreuses entreprises allemandes qui n'assuraient que l'extraction minière décidèrent au moins de localiser au moins une partie de la chaîne de transformation sur place dans la Fensch : ce fut le cas de l'usine de Fontoy et de Knutange puis d'Aumetz-Friede de capitaux belgo-rhénans qui se développa à partir de l'an 1895 vers l'acier Thomas, le haut-fourneau d'Uckange des Frères Stumm (sarrois) en 1890 qui se concentra dans l'export de fonte vers la Sarre. A Longwy, après les aciéries situées à Mont-Saint-Martin celles de Senelle se dotèrent de convertisseurs puis de laminoirs dans les années 1890, tandis que l'usine à capitaux belges La Providence (Réhon) ne se développa vers l'aval de la chaîne de production (l'acier) qu'en 1911 et celles de Saintignon (intégrées à celles de la Chiers en 1921), voisines des aciéries, restèrent uniquement des usines de fonte.

La présence d'usines intégrées, au contact des mines, s'accompagna d'un réseau monumental de rails et de conduites pour lier chaque étape de production de façon fluide : des « tentacules » de fer qui évoluèrent avec le temps. Il convient de rappeler que les usines n'étaient jamais dépendantes des minerais locaux, d'ailleurs le plus souvent chacune s'approvisionnait du minerai le plus fort qui était souvent celui du Pays-Haut, côté français :

¹² Le consortium fut composé de Jean-Joseph Labbé, Baron Oscar d'Adelwärd (père et fils), Comte Fernand De Saintignon, Gustave Raty, d'Huart Frères et Robert De Wendel, cf Société des aciéries de Longwy, *Aciéries de Longwy : 1880-1930*, Société des Aciéries de Longwy, 1930, sur gallica.fr, pp. 19-23

dès 1886, l'usine de Senelle détient une concession à Jarny à une quarantaine de kilomètres vers Nancy, les usines de Wendel comptent de plus en plus de minerai extrait dans leurs mines du bassin de Briey, tandis que les frères Stumm possèdent une concessions à Volmerange-les-Mines au nord.

2) *Les « cathédrales d'acier » une présence structurante dans le paysage*

Les différentes usines s'étendirent progressivement notamment avec les nouvelles activités permises par les innovations dans la sidérurgie. La création de la Sollac¹³ en 1948, pour assurer le laminage continu de l'acier en produits plats, justifia l'énorme expansion de l'usine de Fenderie-Patural, aux mains des de Wendel, qui comprenait déjà hauts-fourneaux, aciéries et cokeries, vers la plaine alluviale de Florange. D'une manière semblable, la création du Train à fil universel (laminoir pour les produits fins) de Senelle en 1964, s'accompagna d'une extension considérable de l'emprise industrielle dans la vallée de la Moulaine. Parmi les types d'usines, les plus visibles et reconnaissables demeurent les aciéries et surtout les hauts-fourneaux, en raison de leur hauteur considérable et du fait qu'elles se limitent rarement à une forme standard de halle en sheds. Surnommées « cathédrales d'acier », les usines de fontes sont particulièrement bien servies par le relief de côte qui leur assure une visibilité maximale, en permettant au passant de les observer depuis les quartiers résidentiels tant qu'ils sont situés légèrement en hauteur par rapport aux habitations plus en cœur de vallée (Voir Figure n°3 et Annexe n°3). Si cette visibilité est relatée par les photographies d'archives des usines de Longwy et de la Société Métallurgique de Knutange (ou « la Paix » et SMK), elle est toujours observable dans le cas de l'usine du Patural à Hayange et de son aciérie voisine à Serémange-Erzange. Contrairement aux laminoirs de Florange et au haut-fourneau d'Uckange, elles sont très visibles comme parties intégrantes du paysage aujourd'hui puisqu'on peut les observer ensemble avec la majeure partie des zones urbanisées depuis de multiples points de vue.

Sur un plan plus environnemental, la demande d'espace par les usines justifia la couverture des principaux cours d'eaux (la Fensch, la Chiers) et cours d'eaux secondaires (ruisseau de Marspich, d'Algrange dans la Fensch, la Moulaine à Herserange sous l'usine de Senelle) qui disparurent du paysage et laissèrent place à des éléments linéaire différents qui sont les rails et les grandes conduites. Avec l'augmentation de la superficie et des capacités des usines, notamment à partir des années 1930 puis 1950, les territoires encore parfois urbanisés se virent traversés par une multitude de chemins de fers d'entreprises, pour acheminer le minerai, les lingots de fonte et d'acier ou les poches de fonte liquide. De plus, de grandes conduites de gaz

¹³ Société lorraine de laminage continu

permirent la réutilisation des gaz et autres résidus. Les gaz de haut-fourneaux commencèrent à être revalorisés en combustibles pour la production d'électricité : la centrale thermique de Richemont et celle d'Herseange qui fonctionnaient toutes deux au charbon et gaz de haut-fourneau furent construites entre 1951 et 1953 et fermèrent au moment où les usines clientes cessèrent leur activité : en 1987 pour Herseange,¹⁴ en 2012 pour Richemont¹⁵.

Figure n°3 : Vue sur l'usine sidérurgique dite « de Florange »



Située sur les communes d'Hayange, Serémange-Erzange et Florange. De droite à gauche, on observe un des trois hauts-fourneaux du Patural (Hayange), l'aciérie du site de Fenderie (Serémange-Erzange) et les cheminées de la cokerie du même site en arrière-plan – en hauteur depuis le cimetière de Marspich.

Source : Julien Maion, juin 2022

Dans nos deux cas d'études, la présence des usines dans le paysage diffère aujourd'hui fortement de la période industrielle où l'activité continue était rythmée de panaches de fumée et de lumières due à la combustion. De plus, rappelons que la forme des usines a évolué au fil des reconstructions dans l'entre-deux-guerres, et surtout des années 1950 aux années 1970.

¹⁴ Notice de la « centrale électrique sidérurgique d'Herseange », *Plate-forme ouverte du Patrimoine*, Ministère de la Culture, pop.culture.gouv.fr

¹⁵ VILLARD Yves, « La centrale sidérurgique de Richemont », éditeur, date et lieu d'édition inconnus (2005 par supposition), documents.irevues.inist.fr/

Aujourd'hui, bien qu'elles soient toutes éteintes, toutes n'ont pas disparu et il convient toutefois de noter, qu'il est toujours possible d'imaginer la place qu'avaient les usines de la Paix et de tout le bassin de Longwy en observant la vallée de la Fensch centrale autour d'Hayange depuis le belvédère de la statue de la Vierge. Depuis le belvédère du vieux château de Longwy, les fonds de vallée sont aujourd'hui des espaces verdis et peu urbanisés qui détonnent avec l'omniprésence d'usines jusque dans les années 1970, tout comme autour de l'usine de la Paix dans la haute-Fensch. Les usines manquantes font places à différents types de paysages : la friche, la zone d'activités commerciales, l'espace vert, des lieux dont l'absence de verticalité peuvent surprendre en regard des « cathédrales d'acier » préexistantes. La comparaison des paysages passés et présents à la fin du chapitre permettra de mieux saisir la transformation.

C/ L'impact général du système économique industriel sur le paysage

Outre les installations techniques liées à la production qui occupent les fonds de vallées ou entaillent la roche, on ne peut ignorer la transformation du paysage qui n'est pas directement occupé par les activités de production mais sur lequel porte l'impact de l'activité économique. On pense aux dépôts des résidus de l'activité comme les déchets, ou même encore les conséquences de la transformation économique sur les activités terriennes qui *font* le paysage comme l'agriculture.

1) *L'estompement progressif de l'agriculture et ses conséquences*

Avant l'imposition de la mono-activité sidérurgique dans la région, l'agriculture restait dominante dans la région Lorraine et les reliefs de côtes de la Moselle du val de Metz (Novéant-sur-Moselle au sud de Metz) au Pays des Trois-Frontières était très prisé pour la viticulture et arboriculture. La mémoire garde le souvenir de collines recouvertes de vignes depuis l'Antiquité jusqu'au double choc du phylloxéra et de l'industrialisation. A Hayange, cette mémoire est conservée notamment à travers le nom officiel de la statue surplombant la ville : Notre-Dame-des-Vignes sur la colline de Marspich. Celle-ci, comme il sera développé dans le chapitre prochain, fut coulée dans la fonte au début du XX^e siècle par la famille de Wendel, célébrant le terroir local, l'identité catholique francophone et l'attachement à la terre, d'où son nom se rapportant à l'activité agricole, que les de Wendel soutenait en promouvant l'activité maraîchère chez les employés de leur entreprise. La crise du phylloxéra au début du XX^e siècle eut raison de la majorité du vignoble lorrain, les viticulteurs ayant pu profiter des opportunités de l'emploi industriel en explosion pour compenser la perte de revenu liée aux difficultés de l'exploitation agricole. Ce phénomène fut visible jusqu'à Metz, où le Mont-Saint-Quentin

autrefois recouvert de vignes fut recouvert de bois en un siècle¹⁶. Dans le cas du val de Fensch, la viticulture ne conserve son nom que dans la toponymie de la « côte des Vignes » surplombée de la vierge Marie. Le paysage lorrain « typique » de côtes boisées que l'on retrouve à Longwy et dans la Fensch ressemble aussi à un résultat de l'activité industrielle et du remplacement des activités agricoles qui occupaient les collines, autrefois couvertes de vignes et de vergers.

2) *Les rejets industriels dans la nature et la place du crassier*

L'autre impact notable c'est celui des déchets. On relate des images d'Epinal de l'industrie comme celui des grands déversements de laitier¹⁷ dans les « crassiers »¹⁸ de Nilvange et de Marspich¹⁹. Ces crassiers de Moselle ont tendance à se confondre avec les côtes sur lesquelles ils se forment et rendent la zone inconstructibles et saturée en métaux lourds. Aujourd'hui encore ces derniers sont exploités, car les scories et résidus sont valorisables dans le domaine du BTP (Bâtiment-Travaux Publics), ou encore utilisés avec des doutes quant au respect des normes environnementales²⁰. A Longwy, le grand crassier qui surplombait la ville et qui fut arasé après la désindustrialisation fait figure d'une « absence » du paysage au même titre que les cheminées de haut-fourneau avec sa silhouette conique en sommet de colline²¹. Comme les terrils du nord chantés par Pierre Bachelet (*Les corons*), il donnait presque une allure de montagne à la côte de Senelle, alors qu'en Moselle les crassiers sont plus invisibles. Qu'il s'agisse du crassier de Marspich ou celui d'Amnéville (connu pour être le site d'une piste de ski couverte), il est difficile de les observer de loin sans prêter attention à des détails tels que la présence d'installations industrielles²². A Longwy, les décennies de la sidérurgies sont aussi les décennies du crassier de Senelle, dont l'absence a aplati le paysage longovicien si bien qu'on trouve aujourd'hui de nombreuses évocation de cette petite montagne sur internet²³.

¹⁶ « PHOTOS. Metz : quand le mont Saint-Quentin était un océan de vignes », *Le Républicain lorrain*, Christine LECLERCQ, 26/07/2016, republicain-lorrain.fr/

¹⁷ Le « laitier » est la partie du minerai de fer qui est séparée de la fonte lors de l'opération de réduction effectuée dans le haut-fourneau.

¹⁸ En Lorraine et dans de nombreuses autres régions françaises, le mot « crassier » se substitue à celui de « terril » plus répandu mais provenant du vocable du Nord-Pas-de-Calais où les ces collines artificielles sont plus visibles dans le paysage moins accidenté.

¹⁹ « Les cathédrales d'acier de Lorraine », *LSD : La série documentaire*, France Culture, série « Quatre paysages » (4/4), diffusé le 26/01/2017, <https://www.franceculture.fr/player/export-reecouter?content=6daed5f8-832f-4d4c-898e-33d0a73c11ef>

²⁰ « Pollution du crassier de Hayange : le tour de passe-passe d'ArcelorMittal », HESSE Clara, *Le Républicain lorrain*, 11 mars 2021, republicain-lorrain.fr/

²¹ Voir annexe N°4

²² Voir annexe N°5

²³ Voir la compilation photographique d'Alex Jordan, Vue de Longwy par Alex Jordan en 1978, alex-jordan.fr/

II. La progressive formation d'une société « industrielle » qui organise et laisse son empreinte dans le territoire

Outre l'impact direct dû à l'implantation des industries sur les territoires, la nouvelle démographie que l'industrie cause par recours à la main d'œuvre et les modalités d'organisation sociale que prennent les bassins industriels à différentes échelles (entreprise, quartier, village, ville voire agglomération) questionne l'héritage de l'industrie. Les marques visibles dans le paysage sont nombreuses, elles répondent souvent à des conceptions et des politiques conscientes traduisant des objectifs d'ordre social et socio-culturels mais aussi via les infrastructures de mobilités, elles répondent à des besoins sociaux et influencent les comportements des individus dans leurs déplacements.

A/ Les formes physiques de l'urbanisation industrielle paternaliste

La Lorraine fut une terre propice à l'émergence du paternalisme industriel, aussi nommé « œuvres sociales » de l'usine. Lors du développement des industries à Longwy et dans la Fensch, les industriels ont dû faire appel à une main d'œuvre nombreuse que ne pouvaient pourvoir les populations locale. Le recours à l'immigration fut massif jusqu'à la fin des années 1960, si bien que si l'immigration régionale a pu suffire au XIX^e siècle, comme lorsque les De Wendel firent appel aux ouvriers de Moselle germanophone (région de Forbach) pour leurs mines et hauts-fourneaux d'Hayange, très vite vers la fin du XIX^e siècle, l'appel aux mineurs et ouvriers allemands, italiens et polonais fut très important, après la guerre de 1939-1945 s'ajoute le recours aux ouvriers d'Afrique du Nord et du Portugal notamment. L'insuffisance du logement dans les zones rurales où les usines, motiva les chefs d'entreprise comme les de Wendel, les patrons des mines et usines de la haute-Fensch (Bochumer Verein, Aumetz-Friede...), de Senelle, ou des Aciéries de Longwy à construire des cités pour leurs ouvriers, employés et cadres, parfois en location, en accession à la propriété ou à titre gracieux mais dépendant de l'emploi de l'entreprise. Il convient de noter qu'à toutes époques confondues, l'offre de logement en cités demeura insuffisante par rapport à la demande des nouveaux travailleurs : au début du XX^e on notait dans toute la Lorraine la présence d'immigrés italiens logés dans des conditions insalubres comme à Auboué dans le Pays Haut²⁴, et encore pendant les Trente Glorieuses avec les conditions difficile du logement en foyer des immigrés algériens dans la Fensch²⁵.

²⁴ NOIRIEL Gérard, « L'histoire sociale du Pays-Haut Iorrain », Le Mouvement social, N° 115 (Avr.-Jun. 1981), pp.77-87, Editions l'Atelier, <https://www.jstor.org/stable/3777752>

²⁵ MICHEL Andrée, « L'immigration Algérienne En Moselle », Annales de Géographie, 65e Année, Armand Colin, No. 351 (Septembre-Octobre 1956), pp. 341-361, <https://www.jstor.org/stable/23443368>, pp. 357-359

1) *Le logement industriel dans la fabrique urbaine au fil des décennies*

L'histoire du logement ouvrier dans nos deux zones s'étale de la fin du XIX^e siècle à la moitié du XX^e siècle, puisqu'à partir des années 1960 ce sont les politiques étatiques du logement social qui prennent le pas sur les œuvres sociales des entreprises en répondant aux besoins de la population salariée de l'industrie comme aux besoins de la population générale. Premièrement, la localisation des logements évolue avec les évolutions de l'industrialisation et des mobilités. Les premières cités minières et industrielles du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle sont situées à proximité immédiate des lieux de travail : la cité Gargan à Hayange en face de la mine de Wendel, la cité Gouraincourt à Longwy entre les mines de Coulmy et les Aciéries, pour ne citer qu'elles. A mesure que les mobilités (tramway, omnibus...) permettaient aux employés des déplacements plus longs, les cités s'éloignèrent tout en ayant un contact facilité avec l'usine ou la mine. Ce n'est qu'après 1950 alors que le tout-automobile fit son apparition que l'on vit des cités éloignées faire leur apparition en plaine en plaine (Fameck, Florange, Mont-Saint-Martin) ou en plateau (Longwy-Haut, Saint-Nicolas-en-Forêt), ouvrant le pas aux politiques de grands ensembles du gouvernement français. De manière générale, avant-guerre les cités furent contraintes par leur localisation en vallées encaissées à occuper les quelques maigres espaces laissés entre les noyaux urbains et villages anciens (Longwy-Bas, Hayange) et les usines (Gouraincourt à Longwy-Bas, Longlaville, cité Bauret à Nilvange, faubourg de Suzange à Serémange-Erzange...) et commencèrent très vite à peupler et orner les côteaux aux dénivelés encore constructibles (Cités Merlin, Lafontaine et du Bois de Châ à Longwy et Herserange, cité Bellevue à Hayange, cités d'Algrange...).

Cet état d'avant-guerre se caractérisait par une indépendance des cités, notamment minière, sans réel cohérence urbanistique. Aujourd'hui pourtant, l'exemple typique d'Algrange et de ses quatre cités minières « tournant le dos à la vallée »²⁶ apparaît aujourd'hui plus cohérent puisque ces cités apparaissent unies par le linéaire urbanisé d'Algrange basé sur la forme typiquement lorraine du « village-rue ». Qu'il s'agisse de Longwy ou du val de Fensch, les parties anciennement urbanisées (Haute-Fensch – Algrange, Nilvange, Knutange, Hayange, et secteur de Longwy-Bas et Herserange) apparaissent plus cohérents que les zones bâties après-guerres. Dans le cas de Florange et Fameck, on observe un mitage urbain très important dû à l'incohérence des politiques entrepreneuriales puis municipales du logement mais aussi des constructions particulières, peinant à s'accorder sur la formation d'un système urbain cohérent. C'est d'ailleurs dans ces zones comme dans la basse-Fensch, rurales jusque dans les années

²⁶ PRINTZ Michel, « Paternalisme et habitat dans la vallée de la Fensch », *Les Cahiers Lorrains*, N°3-4, 2008, documents.irevues.inist.fr

1970 qu'on trouve les marques les plus visibles de ruralité : présence de noyaux de village peu altéré et de croix Bildstock (ou croix de chemin), calvaires de petite taille typiques de la campagne de Lorraine septentrionale.

2) *Typologie et architecture des cités ouvrières d'avant-guerre et leur évolution*

Les cités issues des politiques paternalistes entre le val de Fensch et Longwy démontrent une évolution commune vers le logement pavillonnaire, tout en ayant des caractéristiques architecturales très différentes à imputer en partie à l'histoire de ces territoires avant 1918. D'une part, les cités minières et ouvrières datant du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle partagent une organisation dite de « caserne » dans le Val de Fensch, qui rappelle celle du « coron » du nord de la France. Il s'agit de maisons de faible largeur, souvent destinées à une famille, et directement collées aux autres telles des barres d'immeubles uniques, mais dotées de jardins pour faire perdurer le maraîchage. C'est le cas des cités de Gouraincourt (1882-1893), Lafontaine, de Longlaville, Jeanne d'Arc à Réhon du côté de Longwy et de la cité Gargan d'Hayange (1856, la plus ancienne de la vallée de la Fensch), de Suzange, du faubourg Sainte-Berthe, de la cité d'Italie à Uckange et de celles d'Algrange, Nilvange et Fontoy (Terres Rouges, de la Paix, Carl Lueg etc.).

A mesure du temps, notamment après la guerre de 1914-18, alors que les deux zones sont toutes deux situées en France après le rattachement de l'Alsace-Moselle à la France, les entreprises longoviciennes comme les de Wendel (devenus hégémoniques dans le val de Fensch) développent des cités pavillonnaires. Le plus précurseur est le comte Fernand de Saintignon avec les cités Merlin (autour des années 1900-1910) de Longwy-Bas, suivies de la cité Saint-Charles à Haucourt-Moulaine puis dans la Fensch par les cités Bauret (Nilvange), puis Albert Bosment (Serémange-Erzange). On compte même une première cité-jardin, innovation urbaine de l'entre-deux-guerres, dans la cité Maroc de Serémange-Erzange, qui diffère du pavillonnaire traditionnel par ses rues non linéaires, et dans une moindre mesure la cité d'Heumont à Réhon²⁷. La forme pavillonnaire perdura jusque dans les années 1950 dans la basse-Fensch comme avec la cité Oury ou l'exceptionnelle ville-neuve de Saint-Nicolas-en-Forêt au-dessus d'Hayange.

²⁷ Voir annexe n°6 pour les illustrations

Figure n°4 : Exemples d'architectures des cités ouvrières.



A gauche : Maisons ouvrière typique de la fin du XIX^e siècle à Longlaville (Bassin de Longwy, Meurthe-et-Moselle – auteur : Julien Maion,) ; à droite exemple d'une cité-jardin, la cité Maroc (1928) à Serémange-Erzange (Vallée de la Fensch, Moselle)

Source : Julien Maion, mars 2022 et juin 2022.

Néanmoins, du point de vue de l'architecture on note une très grande différence entre Longwy et le val de Fensch. Les cités de Longwy sont reconnaissables par leur grande unicité de style, rappelant les autres cités du Pays-Haut (Villerupt par exemple) et les coron du nord de la France. Le val de Fensch étonne par l'étonnante variété de styles basés sur le vernaculaire lorrain et plutôt rhénan, mais aussi sur des styles art-déco riches. La différences de marquage des styles s'explique d'une part par le marquage stylistique et identitaire de l'habitat promu dans le val de Fensch par les entreprises allemandes, d'une part, et les de Wendel, francophiles, de l'autre, qui misèrent sur une architecture traditionnelle locale. Après 1918, l'exubérance ne suffit plus à expliquer cette prolixité stylistique guidée par les de Wendel, mais peut-être comprise par une volonté de l'entreprise de créer un cadre de vie reflétant l'aisance permise par l'activité industrielle et peut-être une forme de revanche sur l'histoire par le raffinement des architectures. A Longwy, la sobriété prime et on peut dessiner la maison ouvrière typique à deux étages, aux encadrements de fenêtre en briques rouges, typiques de la III^e République, avec une persistance dans l'entre-deux-guerres de certains motifs. Dans le val de Fensch, la variété est la règle. Néanmoins, on ne saura reconnaître une certaine ressemblance entre les maisons de la cité Bosment et certains de la cité Maroc de Serémange-Erzange, et celles de la cité d'Heumont à Réhon²⁸.

²⁸ Voir annexe n°6 pour les illustrations

L'urbanisation paternaliste et sa politique du logement sont restées imprimés dans le paysage et lui donnent une identité. La continuité de leur fonction résidentielle et leur passage en propriété des offices publics de l'habitat ou des occupants, leur procure une certaine pérennité. De plus, le caractère innovant et le confort proposé par ces logements par rapport aux conditions de vies urbaines et rurales du début du XX^e siècle ont fait de l'urbanisme industriel a été un laboratoire de la ville. Elles étaient dotées d'une panoplie de services pour les employés : supermarchés locaux en circuit-fermé nommés économats²⁹, centres de santé (Hôpital de Mont-Saint-Martin et celui d'Hayange), espaces de convivialité (salles des fêtes...), équipements sportifs et de loisirs, support des organisations sportives et culturelles financées par l'entreprise. Toutefois, cet urbanisme centré sur l'entreprise et les populations employées, fit peu de cas du contexte patrimonial ancien, ainsi les bastions occidentaux de la citadelle Vauban de Longwy-Haut ont disparu dans les années 1970-80 sous les coups des politiques de grands ensembles.

B/ L'héritage de l'habitat comme stratification de types d'organisation sociale et ethnique

Les politiques du logement représentaient une organisation et une forme de modèle social assumé par ses initiateurs. De plus, on observe depuis le début du XX^e siècle, un enchevêtrement de hiérarchie dans le discours urbain paternaliste : des hiérarchies socioprofessionnelles, mais aussi ethniques, avec une distinction matérialisée dans la ville entre les travailleurs « locaux » et immigrés.

1) Le logement comme vecteur et reflet d'un projet idéologique et social

Dès la construction de la première cité minière de la Fensch, la cité Gargan, les de Wendel promouvaient un modèle hiérarchisé, permettant aux cadres d'accéder à des logements plus spacieux et situés plus en hauteur sur la colline : une matérialisation spatiale de l'organisation sociale. D'une manière sensiblement comparable à la cité de Gouraincourt, construite principalement par les Aciéries de Longwy, la cité Gargan dispose les petites maisons ouvrières au niveau de la rue, cernées par un arc de cercle de villas destinées aux ingénieurs et cadres des mines de Wendel, marquant une division socio-professionnelle du logement (Voir Figure N°5). En plus de marquer les hiérarchie socio-professionnelle, le projet social de Wendel était empreint de conservatisme avec le maintien d'une activité maraîchère, dans une logique de préservation des traditions agraires qui se matérialiste par la présence systématique de jardins

²⁹ Les employés de l'entreprise pouvaient y payer par des « bons d'achats » remis avec leur salaire ou étaient directement ponctionnés sur leurs revenus. On y trouvait des denrées alimentaires en circuit-court et de saison, loin des supermarchés actuels.

individuels attenants aux maisons, comme il est très courant dans les cités du type également à Longwy et dans le Nord de la France³⁰.

Figure N°5 : Cité Gargan (Hayange)



Construite en 1863, avec au centre en contrebas les maisons de mineurs – de taille modeste, alignées et collées – et sur les hauteurs autour les villas des cadres – plus grandes et mitoyennes – dessinant une ceinture autour des premières ainsi qu’une symbolique de domination et de contrôle social assumée et calquée sur celle en vigueur à la mine.

Source : Julien Maion, avril 2022

Ainsi, on ne saurait nier la teneur ethnique de la cité : les employés de mine avant les deux guerres mondiales étaient les plus précaires et les occupants du métier le moins qualifié, ainsi le recours à l’immigration (surtout italienne dans la région) était massif. Ce d’autant plus que la mobilité de ces employés était forte et que ces derniers ne s’opposaient que rarement à la traversée de la frontière ou à militer pour leurs droits sociaux comme mentionné dans l’étude des positionnements politiques des industriels lorrains français au début du XX^e siècle par David Gordon³¹. Désormais, la mémoire de cette attachement communautaire est conservée dans le nom de cités comme celle « des Italiens » à Algrange (appartenant à l’origine à la Mine Carl Röchling) ou la cité d’Italie à Uckange (de l’usine des Frères Stumm). Le logement ouvrier dessinait un projet social au début du XX^e siècle.

³⁰ PRINTZ Michel, « Paternalisme et habitat dans la vallée de la Fensch », *op. cit.*, p. 31

³¹ GORDON David M., « Le libéralisme dans l’empire du fer : François de Wendel et la Lorraine industrielle 1900-1914 », *Le Mouvement social*, No. 175, « La Société et L’Entreprise (Apr. - Jun., 1996), pp. 79-111, Editions l’Atelier pour l’Association Le Mouvement Social, <https://www.jstor.org/stable/3778975>

2) Une géographie ethno-sociale au cœur des « œuvres sociales »

De l'industrialisation à la période des grands ensembles (années 1960), persiste une l'insuffisante salubrité du logement par rapport à la population mobilisée pour la sidérurgie, notamment la population immigrée. Les récits de la vie des immigrés d'avant 1914, mettent l'accent dans tout la Lorraine sidérurgique sur la situation de précarité des travailleurs étrangers, notamment italiens, devant l'accès au logement et les conditions de vie, le plus souvent les personnels immigrés bien souvent dirigés vers les travaux les plus ardues et dangereux (mines, manutention sidérurgique) doivent se loger hors des logements proposés par l'usine aux familles³². Dans les années 1950, Andrée Michel étudie la situation précarisée des immigrés algériens en Moselle, dont le séjour professionnel est rendu difficile par la situation militaire en Algérie (guerre d'indépendance 1954-62) mais surtout par une gestion jugée quasi coloniale de cette immigration : surveillance jusque dans les logements (souvent insalubres), mobilisation dans des travaux risqués et difficile. Le logement des populations mobilisées dans la sidérurgie reste partagé entre un hébergement chez l'habitant, en hôtel, dans des situations offrant peu de stabilité, ou dans des foyers surveillés, parfois situés dans l'enceinte de l'usine, réservés aux population immigrées.

En Moselle comme en Meurthe-et-Moselle, persiste un découpage ethnique et social du logement, dans lequel les populations ayant le plus accès aux postes à hautes qualification (ingénieurs, cadres) profitent de logement familiaux de grande qualité loués par l'usine. Les ouvriers spécialisés, qualifiés, peuvent également profiter de logements familiaux sur demande et en fonction de leur situation familiale avec des biais ethniques réels³³. Les politiques du logement de l'Etat français des Trente-Glorieuses ont été importantes dans ces régions puisqu'elles ont offert des logement pérennes et salubre à de nombreux sidérurgistes et mineurs (malgré le déclin des mines), en particulier les ouvriers venant du Maghreb et du Portugal.

Ces dernières définirent une géographie socio-ethnique très particulière qui a toujours son importance de nos jours et qui est porteuse de revendications politique de la part des populations immigrées, et de révision de l'histoire de la part de franges nationalistes de la population parfois propulsées aux responsabilités politiques locales³⁴. Nous allons voir également que l'industrialisation dans ces régions a rarement été exempte d'une dimensions politico-culturelle.

³² PRINTZ Michel, « Paternalisme et habitat dans la vallée de la Fensch », *op cit.* et GORDON David M., « Le libéralisme dans l'empire du fer : François de Wendel et la Lorraine industrielle 1900-1914 », *op. cit.*

³³ MICHEL Andrée, « L'immigration Algérienne En Moselle », *Annales de Géographie*, 65e Année, Armand Colin, No. 351 (Septembre-Octobre 1956), pp. 341-361, <https://www.jstor.org/stable/23443368>, pp. 357-359

³⁴ « Hayange : le maire FN de nouveau critiqué pour avoir repeint des wagons », *Le Parisien*, 23 août 2014, leparisien.fr/

C/ Une industrialisation qui imprime durablement les identités nationales et marque le territoire par l'immigration

L'industrialisation a indubitablement transformé la composition ethnico-sociale des villes européennes et en particulier dans les zones qui ont connu le passage le plus radical entre zone rurale ou semi-rurale et bassin industriel. La Fensch et Longwy ont ce point commun qu'elles n'ont pas été que des lieux d'extraction du minerai mais également des points où les populations se sont ancrées avec la présence d'industrie de transformation et des offres de logements permettant l'installation plus ou moins durable sur le territoire. L'internationalisation de la population a transformé les schémas de relations sociales traditionnels et ainsi le rapport au territoire et à l'identité, surtout parce que la phase d'industrialisation la plus radicale s'est insérée dans un contexte d'exubérance des nationalismes pendant l'époque de l'Annexion de 1870-1914. Ce contexte délicat a favorisé l'imposition de d'éléments dans le paysage.

1) Le val de Fensch : matérialisation urbaine de la rivalité franco-allemande entre 1871 et 1918

Au risque d'exclure le territoire de Longwy de notre réflexion pendant un temps, il est essentiel de noter que l'Annexion de la Moselle de 1870-1918 fut un moment-clé de la redéfinition des identités nationales en Moselle : des villes comme Metz ou Amnéville ont connu de tels changements de population que la langue majoritaire y est passé du français à l'allemand au cours de ces cinquante années³⁵. La vallée de la Fensch, à la différence de Metz ou Longwy, était avant l'industrialisation un territoire où se parlait majoritairement le dialecte germanique luxembourgeois malgré l'usage du français dans les institutions, et la foi catholique était également dominante ne laissant face au culte protestant plus marqué dans les territoires allemands³⁶. Lors de l'Annexion de 1871, la scission de la famille et société de Wendel pour conserver des parts de concession et de marché de chaque côté de la nouvelle frontière s'accompagna d'un positionnement idéologique des de Wendel du côté du revanchisme, avec des réserves côté allemand pour s'assurer la collaboration des autorités, en particulier via la défense des valeurs et traditions catholiques³⁷. D'une part en privilégiant le recours à des ouvriers lorrains (francophones et germanophones) plutôt que d'autres régions d'Allemagne ou

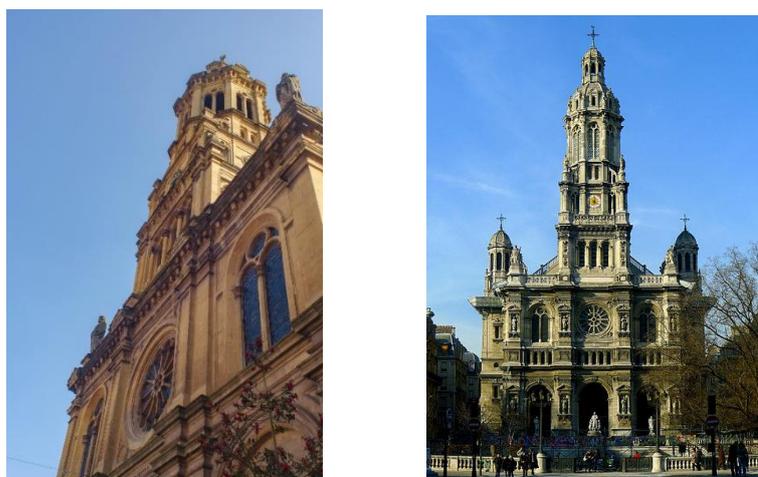
³⁵ Dans le cas de Metz, c'est essentiellement l'émigration des élites bourgeoises francophiles compensée par l'immigration allemande qui y a joué, alors que le cas très intéressant d'Amnéville, c'est la développement de l'usine de Gandrange, avec l'immigration importante d'Allemands, Lorrains germanophones et Alsaciens que la ville francophone devint majoritairement germanophone à la veille de l'Armistice de 1918 (voir : republicain-lorrain.fr/)

³⁶ COMMAILLE Laurent, « L'urbanisation de la vallée de la Fensch (1850-1914) », *op. cit.*, p. 307

³⁷ GORDON David M., « Le libéralisme dans l'empire du fer : François de Wendel et la Lorraine industrielle 1900-1914 », *op. cit.*, P 83

étrangers, les de Wendel constitue dans leurs usines hayangeoises et en joviciennes des bastions de tradition francophones, côté mosellan c'est en réaction directe à l'immigration allemande en particulier protestante menée sous la houlette des nouvelles entreprises installées dans la région pour l'extraction du fer et sa transformation : à Algrange, l'explosion démographique s'accompagna d'une transformation démographique, de 400 catholiques et 4 protestants en 1880 à 5814 catholiques et 1729 protestants en 1905³⁸.

Figure N°6 : Eglise Saint-Martin d'Hayange et de la Sainte-Trinité de Paris



Construite en 1884, l'église d'Hayange est inspirée de la seconde construite en 1861, puisqu'étant situé dans le quartier parisien où la famille de Wendel possédait une demeure.

Source : Julien Maion, 2012 ; Mbzt, 2012³⁹

Dans la Fensch l'identité allemande fut renforcée par la transformation de l'espace urbaine par les entreprises qui devint un vrai enjeu d'urbanisme comme ce fut le cas dans le reste de la Moselle : outre la construction d'un temple protestant financé en partie par l'entreprise Aumetz-Friede, les bâtiments de direction et le château des propriétaire reprirent le vocable architectural du romantisme allemand avec le château néobaroque de Nilvange ou la direction néorenaissance allemande avec des éléments à colombages, et ce de même pour les colonies ouvrières. De leur côté les de Wendel jusqu'à la guerre misèrent essentiellement sur un style néoclassique pour leurs directions et des styles néo-vernaculaires inspirés de la campagne lorraine romane pour leurs cités ouvrières. Il s'agissait aussi de marquer dans l'urbanité et le paysage un attachement à une identité française et catholique, en réaction à un « autre » culturel

³⁸ COMMAILLE Laurent, *op. cit.*, p. 310

³⁹ Voir : Wikimedia Commons, commons.wikimedia.org/

vu comme allemand et protestant. C'est dans ce mouvement que la statue Notre-Dame-Des-Vignes coulée dans la fonte en 1910 est née, mais aussi que l'église Saint-Martin d'Hayange fut reconstruite en 1884 sur le modèle de l'église de la Sainte-Trinité de Paris (voir Figure n°6).

2) *L'enjeu socio-culturel de l'immigration : une histoire que peine à retranscrire le paysage*

Dans ce contexte, il faut aussi regarder de près le cas de l'immigration qui fut une dimension essentielle de l'industrialisation. Dans les chroniques relatives aux mouvements sociaux en Meurthe-et-Moselle et notamment à Longwy sous la direction d'Alexandre Dreux, les mineurs italiens eurent une place très importante. Leur mobilité importante était considérée comme un risque pour la stabilité de l'ordre social paternaliste qui convenait principalement aux ouvriers locaux plus attachés à leur terre. Quand on regarde le recensement des langues minoritaires de l'arrondissement de Thionville en 1900 par l'Empire allemand, l'italien apparaît comme la troisième langue du district avec 9,5% soit la moitié du nombre de locuteurs francophones (environ 20%)⁴⁰. La mémoire physique de cette immigration est principalement conservée dans le nom de certaines cités minières.

L'après-guerre fut l'époque où l'immigration en provenance des pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) connut son plus grand essor dans toute la Lorraine du fer, tandis que Longwy demeura – comme le Luxembourg – un grand foyer pour les travailleurs portugais. Parmi les immigrés, si de nombreux ne s'installèrent pas durablement sur le territoire, d'autres y fondèrent des familles ou s'installèrent à l'occasion de la politique de regroupement familial de 1976. Dans l'*Histoire des immigrations en Lorraine* on peut lire « si le Portugal, l'Algérie et l'Italie sont les pays les plus représentés en France, en Lorraine, le classement place l'Italie en tête - avec 21 % de la population étrangère contre 7 % en France -, suivie des Algériens qui forment 18 % de la population », et ce malgré une réduction de la part des populations immigrées depuis 1963. Cependant, la question de la superposition des difficultés sociales et de la relégation sur base ethnique est devenue un sujet majeur, que Nicolas Mathieu illustre dans son livre *Et leurs enfants après eux*⁴¹. On y retrouve à l'écrit l'image de la ségrégation socio-spatiale et *a fortiori* ethno-spatiale qui s'est installée durablement, en particulier avec les grands ensembles dans lesquels les populations immigrées furent pour ainsi dire « socialement prises au piège » reflétant également un phénomène national en France⁴².

⁴⁰ « Fremdsprachige Minderheiten im Deutschen Reich » 1900, sur verwaltungsgeschichte.de

⁴¹ MATHIEU Nicolas, *Leurs enfants après eux*, Paris : Actes Sud, 2018, 426 p.

⁴² PRETECEILLE Edmond, « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés Contemporaines*, n°62, 2006

La place des immigrations dans le paysage culturel est un sujet politique. Premièrement, il faut noter qu'outre certaines associations locales, comme l'Association culturelle portugaise à Gouraincourt, ou les associations culturelles musulmanes, certains commerces de denrées alimentaires étrangères (enseignes italiennes, algériennes, turques...), l'immigration se matérialise peu dans l'espace public. Les références à l'histoire de la sidérurgie démontrent peu la place de l'immigration hormis le nom de certaines cités comme vu précédemment, où des mémoriaux isolés. La création culturelle contribue cependant à cette mise en visibilité. A l'image du Festival du film italien de Villerupt, depuis 1990 a lieu chaque année le Festival du film arabe de Fameck⁴³. Cependant, aujourd'hui l'immigration étant devenu un thème de débat politique, une instrumentalisation de l'histoire de l'immigration dans ces bassins industriels, en particulier l'immigration en provenance du Maghreb émerge. La force de l'extrême droite en val de Fensch, matérialisée par l'élection du candidat Rassemblement National (RN, ex-Front national) Fabien Engelmann à la mairie d'Hayange en 2014. Parmi les actions de cette municipalité, on dénote une tendance à vouloir « nationaliser » l'histoire et la mémoire industrielle sans laisser place à l'histoire des travailleurs immigrés.⁴⁴ L'épisode dans lequel la commune RN a décidé de repeindre aux couleurs du drapeau français des wagonnets de mine, devenus partie du décor urbain (sous forme de « patrimoine alibi »⁴⁵), illustre une volonté de déconnecter l'histoire de l'immigration dans la région de celle de la sidérurgie, pourtant indubitablement liés comme les détracteurs de l'opération l'ont manifesté⁴⁶.

D/ Le transport et ses infrastructures : au cœur de la définition des lieux et des mobilités

La transformation infrastructurelle de ces vallées a été durablement impactée par la révolution ferroviaire et automobile. Les infrastructures de transport de personnes mais aussi *de facto* de marchandises se sont dessinées en fonction des besoins de l'industrie, des capacités techniques et des aléas politiques et ont transformé le paysage et les mobilités.

1) *Le chemin de fer : le nerf de l'industrie et de la société industrielle*

La période d'avant-guerre fut caractérisée par l'avènement du chemin de fer qui, connecté aux installations minières et industrielles permettaient d'acheminer les minerais et produits

⁴³ Site officiel : <https://www.festival-fameck.com/>

⁴⁴ « Les premiers mois chaotiques du maire FN d'Hayange », DEHLINGER Mathieu, SAN Louis, *France Télévisions*, 24 octobre 2014, francetvinfo.fr
« Hayange : le maire FN de nouveau critiqué pour avoir repeint des wagons », *Le Parisien*, 23 août 2014, leparisien.fr/

⁴⁵ Des éléments d'envergure peu engageante financièrement et placés dans l'espace urbain de façon à rappeler une époque passée. Typiquement des machines industrielles utilisées comme œuvres d'art dans l'espace public, sans valorisation ni médiation. Le sujet sera abordé plus en détail dans les chapitres II et III.

⁴⁶ Voir annexe N°7

semi-finis en dehors de la région. La ligne de chemin de fer de Mohon à Thionville qui longe la Fensch d'ouest en est fut construite sous le Second empire français pour assurer la connexion entre le bassin ferrifère lorrain et le bassin des Ardennes, *a fortiori* le bassin minier du nord de la France. La jonction avec Longwy fut plus difficile en raison de la géographie de la vallée de la Chiers qui coule depuis le Luxembourg : le transit des personnes et marchandises entre la Fensch et Longwy devait toujours emprunter le nœud ferroviaire de Longuyon. Ces infrastructures associées aux ramifications des sites industriels ont aussi dessiné la mobilité et très tôt donné un caractère transfrontalier au bassin de Longwy dont l'intégration avec la région d'Athus (Belgique) et de Differdange (Luxembourg) est encore structurante. A Longwy le chemin de fer se trouve en fond de vallée, discret bien que structurant car ne présentant pas d'ouvrage d'art, alors que dans la Fensch le viaduc de Knutange qui permet la traversée de la vallée fait partie des marques du paysage. A cela on peut ajouter les gares qui se succèdent dans les deux zones, la gare de Longwy ayant été un nœud ferroviaire majeur de l'industrie locale, dans la Fensch, Hayange n'était qu'une étape, de même que la gare d'Algrange aujourd'hui fermée et c'était à Thionville, hors de la vallée que les grands échanges se faisaient. En effet, pendant la période d'annexion la majorité du transit de minerai se faisait au profit des industries de la Ruhr et de la salle, soit au nord ou à l'est en passant par Metz.

2) *Le fluvial : une tentative pour multiplier les flux*

Dans l'entre-deux-guerres, l'infrastructure majeure qui vint donner un avantage stratégique aux industries de la vallée de la Moselle et aux basses vallées de la Fensch et de l'Orne, c'est le port d'Illange. Cette infrastructure majeure s'insère dans le dispositif linéaire du Canal des Mines de Fer de la Moselle (ou CaMiFéMo) ouvert en 1932 pour le transport le long de la Moselle de Metz à Thionville. Ce port fluvial sur la Moselle a longtemps servi à l'échange des produits de la sidérurgie : l'import de charbon et de coke depuis l'Allemagne par exemple, l'export du minerai ou de produits finis ou semi-finis comme la fonte, de l'acier, plus tard pour l'import de minerais dits « exotiques » à partir de la fermeture des mines de fer qui s'impose dès les années 1960. Cette gigantesque emprise de plus de 180 hectares⁴⁷, au contact direct des voies ferrées, au pied du haut-fourneau d'Uckange et des laminoirs de Florange, est aujourd'hui au cœur de projets de transformations de la Communauté d'agglomération Thionville-Portes de France et de celle du Val de Fensch pour en faire un Europort, à deux pas de l'espace dédié à l'accueil d'entreprises internationales sur des terres arables de l'autre rive de la Moselle, MOSL Parc, ex-TerraLorraine porté par l'ex-Région Lorraine, désormais par le Département de la

⁴⁷ « Europort Lorraine : un projet de plus pour l'industrie mosellane », ToutMetz.com, 22/08/2013, tout-metz.com/

Moselle. Avec le port d'Illange, on observe un phénomène d'intensification du transport fluvial, corollaire du transport maritime, marquant le déclin annoncé de la sidérurgie continentale face à la sidérurgie littorale comme à Fos-sur-Mer et Dunkerque.

3) *La grande vitesse routière : révolution dans la vie des territoires et leur approche*

La grande révolution fut cependant celle de l'automobile qui marqua durablement les deux paysages et leurs mobilités. Les routes d'avant-guerre très vites surchargées et transformées en « rues industrielles » désormais urbanisées en totalité comme la D952 de Fontoy à Uckange ne purent plus répondre aux besoins de déplacement des automobilistes, alors en passe de devenir majoritaires dans la part modale. Il est en effet difficile de nier l'importance de l'implantation de l'autoroute A30 en 1963, qui a permis de relier plus facilement Longwy et la Fensch. Le viaduc autoroutier faisant partie du paysage de la ville d'Hayange et du val de Fensch au même titre que le haut-fourneau du Patural ou le viaduc de Knutange, inspirant Nicolas Mathieu dans sa version romanesque de la ville d'Hayange parlant d'une ville « mal-foutue » sous un pont autoroutier⁴⁸. Le doublement de la RN52 et sa transformation en voie rapide de Crusnes (Pays-Haut) à Longwy en direction du Luxembourg s'accompagna de la construction d'un tel viaduc au-dessus de la Chiers à Réhon, rompant la tradition de la connexion sud-ouest / nord-est qui dominait alors, mais renforçant tout de même l'interdépendance du territoire longovicien avec la Belgique et surtout le Luxembourg où une plus de la moitié de la population active de la zone d'emploi de Longwy travaille en 2015⁴⁹. L'impact de la voiture est toujours profondément ancré et c'est lui qui, en lien avec l'explosion démographique, avait déjà tiré profit de l'élan de couverture de la Chiers à Longwy-Bas. La Chiers qui coulait dans le noyau urbain après avoir traversé les communes en amont et être passé sous les usines des Aciéries de Longwy, les hauts-fourneaux de la Chiers et l'usine de Saintignon, a été couverte en centre-ville au profit de la dalle de la place Leclerc qui fut un parking jusqu'en 2019⁵⁰.

4) *Deux paysages faits et défaits par l'automobile*

Cependant, au-delà de la transformation des mobilités et de l'occupation de l'espace urbain, la création des grandes connexions autoroutières ou voies rapides change l'approche même qu'on a des territoires. Marc Augé expliquait comment l'air du temps né de la suite des Trente

⁴⁸ MATHIEU Nicolas, *Leurs enfants après eux*, Paris : Actes Sud, 2018, 426 p. – voir Annexe N°8 pour une illustration.

⁴⁹ « Les zones d'emploi qui comptent le plus de frontaliers [en Grand Est] dans la population active occupée se situent aux frontières immédiates des pays voisins ([figure 1](#)). C'est notamment le cas de celles de Longwy et Thionville, à proximité du Luxembourg (51 % et 39 % de frontaliers), et de celle de Saint-Louis près de Bâle (43 %) », d'après l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques), <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4171650>

⁵⁰ « Découverte de la Chiers : un projet à 9 M€ », *Le Républicain lorrain*, 08/01/2020, republicain-lorrain.fr/

Glorieuses est prompt à la multiplication de « non-lieux » entendus comme des espaces de transits, dépourvus de marques culturelles, de temporalité et de spatialité⁵¹. Une autoroute en serait un exemple adapté. Outre la place qu'ont les grands viaducs (auto)routiers comme s'imposant dans le paysage de Réhon et d'Hayange, ils changent la perception de ces territoires. Contrairement à la RN52 à Longwy, qui contourne la ville de façon à éviter les contacts entre les automobilistes en transit et l'urbanité, l'A30 longe le val de Fensch par ses côtes en offrant une vue imprenable sur l'ensemble de cette vallée, avec en premier plan l'usine sidérurgique qui s'étend des hauts-fourneaux d'Hayange-Patural à la cokerie de Serémange-Erzange. A l'époque de la percée de la voie rapide, l'association « Composantes culturelles de l'industrie lorraine » s'inquiétait alors de la disparition du paysage de la sidérurgie pour l'automobiliste de passage, que la ville devienne « un non-lieu »⁵². En effet aujourd'hui, lors du contournement de Longwy, la sidérurgie et la ville entière de Longwy sont absentes, évitées par le non-lieu de la rocade vers la Belgique et le Luxembourg. A l'inverse, l'automobiliste de passage en provenance de Metz sur l'A30 voit successivement : le haut-fourneau d'Uckange (même depuis l'A31 en direction de Metz ou de Luxembourg), le panneau touristique de la « vallée de la Fensch » où figure l'usine sidérurgique centrale du bassin, et enfin peut admirer la cokerie, l'aciérie puis les hauts-fourneaux de cette gigantesque usine, avant d'avoir une vue imprenable sur les côtes d'Hayange, Nilvange et Fontoy depuis le viaduc.

On observe ainsi que non seulement les mobilités façonnent les mobilités humaines et économiques mais aussi la façon dont on voit le paysage. Néanmoins, lorsque l'automobiliste contourne Longwy, il ne rate désormais aucune usine ou quelque preuve que la sidérurgie y fut omniprésente. La construction de cette voie rapide a été contemporaine à l'arrêt des industries du fer dans les années 1980, faisant perdre cette identité visuelle à Longwy que le val de Fensch semble conserver. Pourtant dans ces deux territoires, la désindustrialisation a été un facteur de changement majeur pour ces territoires et surtout a révélé comment l'industrie sidérurgique a pu être structurante à tel point que sa disparition est à l'origine de nombreux déséquilibres et de vides « sémantiques » pour le paysage.

⁵¹ AUGÉ Marc, *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris : Seuil, p. 100.

⁵² TORNATORE Jean-Louis, « Trou de mémoire. Une perspective post-industrielle de la "Lorraine sidérurgique" », in DAUMAS Jean-Claude, *La Mémoire de l'industrie. De l'usine au patrimoine*, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006, pp.49-80

III. La désindustrialisation comme révélateur et vecteur d'une organisation territoriale et d'un paysage toujours tributaire de l'époque sidérurgique

Ce troisième temps de notre primo-réflexion nous permettra de comprendre en quoi la désindustrialisation, comme phénomène distinct de l'industrialisation, marque toujours le territoire. En effet, une primo-réflexion consisterait à laisser penser qu'il s'agit d'une forme de « retour à l'état initial », alors qu'il n'en est rien. La désindustrialisation tout d'abord doit être décrite comme un processus différé d'arrêt de l'appareil industriel et de suppression d'emploi, qui s'accompagne le plus souvent de mouvements sociaux qui marquent l'histoire des territoires et dans lesquels des mémoires et des identités puissantes peuvent se construire. Ensuite, il s'agit de montrer comment l'arrêt de la primauté de l'activité industrielle sur l'urbanisation est révélatrice de nombreux stigmates urbains, et donne nécessairement à repenser l'urbanité héritée de ces périodes : conçues pour une mono-industrie, parfois sans cohérence urbaine claire et laissant place à des altérations environnementales non-négligeables. Enfin, nous envisagerons la situation socio-économique et politique récente de ces territoires afin, non pas de dresser des liens de corrélation et causalité hasardeux, mais de donner le contexte nécessaire pour comprendre ce que ces territoires sont devenus aujourd'hui.

A/ Les origines économiques et politiques du processus de désindustrialisation et leur impact initial en Lorraine

En 1966, la Lorraine dans son ensemble comptait 100 000 emplois dans la sidérurgie (mines et usines), en 2013 ils ne sont plus qu'au nombre de 8000⁵³. Ce phénomène dont l'apogée fut atteinte entre 1979 et 1991 en Lorraine a totalement déstabilisé les territoires de Longwy et du Val de Fensch : le bassin de Longwy a perdu 8 500 emplois à la suite de la restructuration d'Usinor entre 1979 et 1981⁵⁴. Pour comprendre les transformations éprouvées par ces territoires à partir de la fin du XX^e siècle jusqu'à aujourd'hui, il est nécessaire de décrire la façon dont la sidérurgie a perdu sa place centrale dans ces deux zones et de quelle manière.

⁵³ RAGGI Pascal, « Industrialisation, désindustrialisation, ré-industrialisation en Europe », *Rives méditerranéennes*, 46, 2013, [/journals.openedition.org](http://journals.openedition.org), p. 12

⁵⁴ MALÉZIEUX Jacques, « Crise et restructuration de la sidérurgie française : Le groupe Usinor », *L'Espace géographique*, Editions Belin, juillet-septembre 1980, Vol. 9, No. 3, pp. 183-196, jstor.org, p. 192

1) *Le déclin de la sidérurgie lorraine : approche globale*

Le déclin de la sidérurgie est un phénomène national et européen qui prend sa source dans une crise mondiale. Le marché de l'acier dès le choc pétrolier de 1973 ne se positionne plus de la même manière et l'internationalisation de ce dernier fait apparaître l'économie lorraine comme insuffisamment compétitive pour que les entreprises qui exploitent cette industrie ne la maintiennent. Après la guerre de 1939-45, les entreprises de la sidérurgie française avaient procédé à de grands plans de restructuration et de modernisation de leur appareil et infrastructures, misant sur l'endettement et l'exportation, et embauchant massivement⁵⁵. La conjoncture économique et la surproduction de l'industrie française provoqua une baisse des prix rendant le retour sur investissement utopique⁵⁶. Ainsi, Longwy et la Fensch sont deux parties d'un phénomène régional et national, et ont eu un destin lié puisque le maintien d'activités dans le val de Fensch jusqu'à aujourd'hui est à relier à la crise brutale du bassin de Longwy, qui voit sa dernière usine d'acier fermer en 1984 et le dernier laminoir en 2005.

Les réductions d'effectifs sont drastiques et s'étalent sur une quarantaine d'années. Le phénomène toucha d'abord les mines de fer, dont le minerai (la minette lorraine) était comparativement moins avantageux que des minerais dits « exotiques » provenant du Brésil ou de Mauritanie. Déjà auparavant, les exploitants avaient progressivement décidé de privilégier les mines du pays haut, dites de « minerai fort », à celles des côtes qui affleuraient sur le val de Chiers ou de Fensch et qui s'épuisaient progressivement. Néanmoins, désormais le transfert de salariés entre mines voisines ne fonctionne plus, des 25 000 salariés des mines lorraines de 1955, il n'en reste même plus la moitié en 1969⁵⁷ (Voir Tableau et Graphique n°1). Côté transformation, c'est la crise suivant le choc pétrolier qui mettra à mal les usines, à partir de 1975 la décrue amorcée par des politiques de restructuration de la part d'Usinor (côté Longwy et Nord de la France) et de Sacilor (côté lorrain hors Longwy et Usine de Thionville), vont causer la disparition de plus de 25 000 emplois, rien qu'entre 1975 et 1982 (Voir Tableau et Graphique n°2).

⁵⁵ Construction de nouvelles aciéries LWS, Kaldo, rénovation et extension des hauts-fourneaux de Senelle, du Patural la mise en réseau des industries de la Fensch et de l'Orne à travers le réseau de gazoducs de la centrale à gaz de hauts-fourneaux de Richemont, construction des usines de Dunkerque et Fos-sur-Mer

⁵⁶ FREYSSINET Miche, in DURAND Claude, KOURCHID Olivier, « Débat sur Longwy en lutte », *Sociologie du Travail*, Vol. 24, No. 1, « SOCIOLOGIE DU TRAVAIL », Association pour le développement de la sociologie du travail, janvier février mars 82, pp. 85-94, jstor.org/

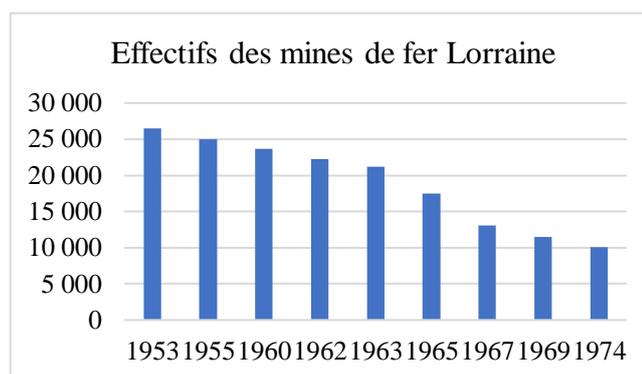
⁵⁷ FREYSSINET Michel, *La sidérurgie française 1945-1979. L'histoire d'une faillite. Les solutions qui s'affrontent*, 1979, mis en forme sur l'article de Wikipédia francophone, « Crise de la sidérurgie dans le bassin lorrain », [/fr.wikipedia.org/wiki/](http://fr.wikipedia.org/wiki/)

Tableau n°1 : Evolution des effectifs des mines de fer en Lorraine

Effectifs des mines de fer en Lorraine

Année	1953	1955	1960	1962	1963	1965	1967	1969	1974
Effectifs	26 500	25 000	23 694	22 300	21 200	17 500	13 058	11 500	10 032

Graphique n°1 : Evolution des effectifs des mines de fer en Lorraine



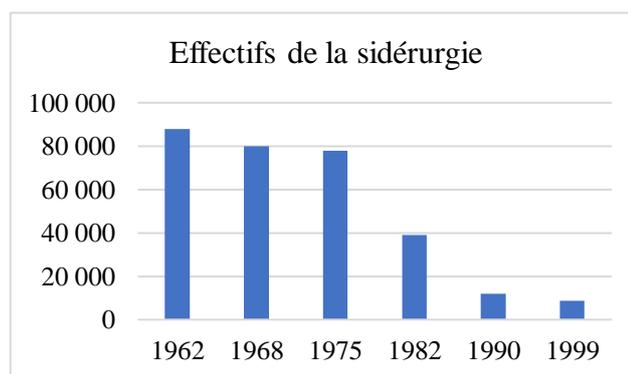
Source : FREYSSINET Michel, *La sidérurgie française 1945-1979. L'histoire d'une faillite. Les solutions qui s'affrontent*⁵⁸

Tableau n°2 : Evolution des effectifs des usines sidérurgiques en Lorraine

Effectifs de la sidérurgie en Lorraine

Année	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Effectifs	88 000	80 000	78 000	39 000	12 000	8 700

Graphique n°2 : Evolution des effectifs des usines sidérurgiques en Lorraine



Source : CREUSAT Joël (dir.), *La Lorraine face à son avenir*⁵⁹

⁵⁸ FREYSSINET Michel, *op. cit.*

⁵⁹ CREUSAT Joël (dir.), *La Lorraine face à son avenir*, Paris, INSEE, 2003, p. 63. In RAGGI Pascal, *op. cit.*, annexe n°1, p. 26

2) *Au niveau local : des fermeture de sites à répétition*

Géographiquement, l'activité sidérurgique se restructure en trois temps, si on exclue celle des mines de fer dont chacune vit son exploitation s'arrêter jusqu'à la fermeture définitive de celle de Mairy-Mainville qui clôt l'histoire de la minette lorraine en 1995⁶⁰. Les mines de fer, contrairement aux mines de charbon voisines qui furent nationalisées après la guerre de 1939-45, demeurèrent les concessions exclusives ou partagées des entreprises sidérurgiques : qu'il s'agisse de De Wendel dans le val de Fensch et de l'Orne, de la SMK à Knutange, des Aciéries de Longwy, des HFRSU, de Senelle-Maubeuge, de la Providence etc... Chacune de ces entreprises assurait l'extraction et la transformation, le cas échéant, elles se fournissaient en minerai par l'achat à des entreprises minières situées sur tout le territoire lorrain avant de privilégier les « minerais exotiques » à partir des années 1970.

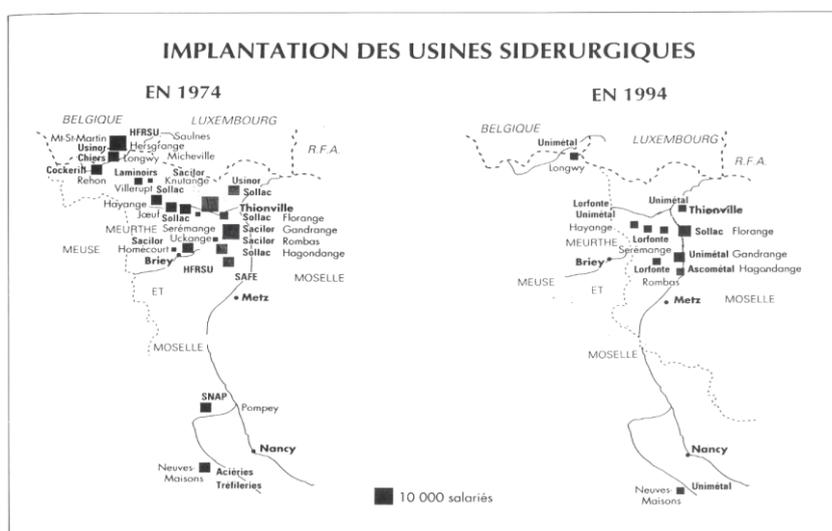
Dès les années 1950, apparurent les premiers grands regroupements : les Aciéries de Longwy et Senelle-Maubeuge s'associèrent en 1953 pour créer Lorraine-Escaut, avec des usines dans le Nord de la France, la plupart des usines du bassin de Longwy sauf Saulnes et Réhon, et l'usine de Thionville. Dans le val de Fensch, en 1948 la plupart des entreprises de la région s'étaient (SMK, de Wendel, Rombas, Aciéries de Longwy, etc.) s'étaient associées pour créer la Sollac (Société lorraine de laminage continu) pour les produits plats d'acier. Cette étape précède une longue concentration du capital industriel autour de De Wendel, qui, après des créations de filiales ou coopératives avec les entreprises concurrentes (Sacilor, Sollac etc.), finit par absorber l'ensemble des entreprises de la Fensch et de l'Orne (sauf Uckange et Thionville) sous le nom de Wendel-Sidélor. Les restructurations du milieu des années 1970 amenèrent à une rationalisation : Lorraine-Escaut est rachetée par Usinor, qui contrôle désormais le secteur de Longwy, et Wendel-Sidélor absorbe sa filiale Sacilor qui devient l'entreprise dirigeant la majorité des usines et mines de la Fensch et de l'Orne.

Cette restructuration de Sacilor changea radicalement la géographie de la Moselle industrielle : l'usine de Knutange (SMK) est définitivement arrêtée en 1974, suivant l'usine Saint-Jacques d'Hayange (actuel emplacement de l'usine de rails Saarstahl), et le val de Fensch se laisse tirer par la locomotive de la Sollac pour la production de produits plats à partir du minerai transformé en fonte dans les hauts-fourneau du Patural rénovés en 1976. Tandis que dans la vallée de l'Orne, les usines amont de Joeuf et Homécourt sont fermées par Wendel-Sidélor (absorbé définitivement par Sacilor en 1976) qui concentre vers Gandrange son activité

⁶⁰ Les dernières mines de fer à fermer dans les zones que nous étudions sont : celle de Neufchef (Sainte-Neige) appartenant à Sacilor en 1989, celle d'Hussigny-Godbrange, bien qu'en marge de l'unité urbaine de Longwy, qui ferme en 1978 (exxplore.fr).

pour la fabrication de produit long, en construisant la plus grande aciérie Kaldo d'Europe la même année et investi dans Solmer, la nouvelle usine maritime de Fos-sur-Mer dans le sud de la France. La situation stabilisée à la fin des années 1970 du côté de Sacilor est tout à fait différente chez Usinor, qui sous pression du plan acier de 1976 et du plan européen Davignon de 1978 est contraint de réduire sa production à son secteur maritime, c'est-à-dire dunkerquois et d'abandonner premièrement l'usine de Thionville (1976) et de supprimer toutes ses activités côté longovicien avec un plan de restructuration qui fut l'origine de 22 000 suppressions d'emploi entre 1979 et 1982 et causa les « événements de Longwy » (luttés sociales) dès 1978. En somme, la sidérurgie lorraine est progressivement supplantée par une sidérurgie maritime et portuaire, et bien que la région du Val de Fensch profitât d'une forme de protection grâce à son activité de laminage performante, le processus radical connu à Longwy entre 1979 et 1989, s'est étendu dans le temps jusqu'en 2012⁶¹ avec l'arrêt du dernier haut-fourneau lorrain à Hayange. L'érosion de l'activité sidérurgique s'illustre bien dans le Figure n°7 ci-dessous. On y observe la diminution radicale de la concentration d'usines sidérurgiques dans le Val de Fensch et surtout à Longwy, où seul l'usine Unimétal d'Herseange subsiste encore.

Figure n°7 : Carte schématique illustrant l'évolution de l'implantation des usines sidérurgiques en Lorraine entre 1974 et 1994



Source : René Bour dans l'*Encyclopédie illustrée de la Lorraine*⁶²

⁶¹ Voir annexe n°9 pour le détail chronologique de la désindustrialisation en Lorraine.

⁶² BOUR René (dir.) in Georges Grignon (dir.), *Encyclopédie illustrée de la Lorraine. Sciences et techniques*, Metz-Nancy, Éditions Serpenoise-PUN, 1995, tome 2 *L'épopée industrielle*, p. 121. in RAGGI Pascal, *op. cit.*, annexe n°4, p. 28

B/ Des restructurations aux luttes sociales : la Lorraine marquée par des bouleversements et mouvements sociaux jusqu'à nos jours

Les restructurations économiques ont causé sur le moyen-terme la mise au chômage, la mutation ou la mise en préretraite de plusieurs dizaines de milliers de salariés de la sidérurgie, durablement altéré la stabilité économique, sociale démographique de ces zones, par un « effet boule de neige » : les activités économiques locales étaient majoritairement liées à la sidérurgie, non seulement la sous-traitance très nombreuse mais également les commerces dits « de ville », les artisans et la petite industrie, dont la clientèle était composée en grande partie des foyers qui tenaient leur revenus principaux de la sidérurgie. Des sources concordent pour dire que les habitants et ouvriers étaient conscients de caractère de clé de voûte de la mono-industrie pour ces territoire comme le décrivait en 1985 un lamineur dans une usine lorraine dans un entretien repris en annexe du Rapport Lacaze sur les friches industrielles « quand il y a une mono-industrie, il y a une monoculture qu'on le veuille ou non. »⁶³. L'importance de la culture sidérurgique dans la société de Longwy et de la Fensch est indéniable et justifie les mobilisations massives vues à Longwy dès la fin des années 1970, où dans le discours des insurgés le sort de la ville de Longwy était vu comme intimement lié à celui de la sidérurgie.

1) L'explosion sociale des années 1979-1984 : les « événements de Longwy »

Les mobilisations sociales contre les fermetures d'usines se sont multipliées dès 1979 : à Longwy, Joeuf, Uckange, puis Hayange plus récemment. Elles se sont manifestées en réaction à des fermetures d'usines plus ou moins massives contre lesquelles les syndicats majoritaires luttent : on compte la CGT (confédération générale de travail, marquée par une tradition révolutionnaire) et la CFDT (Confédération française démocratique du travail, marqué par une tradition réformiste). En 1979, les syndicats se lèvent en masse contre l'annonce de la suppression de 22 000 emplois dans l'entreprise Usinor (à Valenciennes, Denain et Longwy), une « saignée » de l'emploi jugée inacceptable et injustifiée par les représentants des salariés d'Usinor et qui ne proposait alors pas de plan de reclassement des personnels bientôt licenciés. Longwy refusa de signer la convention sociale de mai 1979 contrairement à Denain et Valenciennes⁶⁴.

⁶³ « Témoignage d'un lamineur lorrain », *Emission « Droit de réponse »*, épisode consacré à la sidérurgie « Silence, on coule ! », diffusé le 28 septembre 1985, cité dans : Rapport dit « Lacaze » sur « Les Grandes friches industrielles », DATAR, septembre 1985, annexe N°1, p 48

⁶⁴ « Sur 10 sections [de la Fédération Générale de la Métallurgie], 6 dont celle de Longwy ont voté contre la signature [de la convention de mai 79] ; les trois sections qui ont voté pour ne sont pas concernées par le plan de

Figure n°8 : Scènes du mouvement social de Longwy en 1979 immortalisées par Alex Jordan⁶⁵.



Occupation de l'espace public à Longwy (à gauche) et poste de la radio pirate syndicale « Lorraine Cœur d'Acier » ou « LCA » (à droite)

Source : Alex Jordan, 1979

La mobilisation marqua le territoire de Longwy dans la profondeur : l'opération « ville-morte » rassemblant 25 000 manifestants dans les rues de la ville, un grand panneau SOS fut installé sur le crassier de Senelle (aujourd'hui arasé), la ville était marquée par les mobilisations sociales et l'intervention des forces de l'ordre, et alors furent créées deux radios « libres » ou « pirates »⁶⁶, par la CFDT « SOS Emploi » puis très vite par la CGT le 17 mars 1979 « Lorraine Cœur d'Acier » qui est devenue un symbole national de la désindustrialisation et des radios pirates. Ces radios permettaient de relayer les actions de mobilisation qui dépassaient souvent les frontières de Longwy : manifestations massives à Metz⁶⁷ et Paris – qui réunit jusqu'à 300 000 manifestants – mais LCA reste célèbre pour son action en faveur de l'accès à la parole publique de tous les bords politiques (Alain Krivine – extrême-gauche révolutionnaire -, Daniel Cohn-Bendit – figure de mai 1968 libertaire et écologiste -, Georges Marchais – Parti communiste français) et des groupes marginalisés (les femmes, les travailleurs immigrés en exemple). De plus, des opérations médiatiques furent lancées telles que le kidnapping du chanteur Johnny Hallyday qui fut emmené visiter les installations vouées à la fermeture le 7

1979 mais subiront ceux des années ultérieures, Libération, 23 juillet » in VIGNA Xavier, « Les ouvriers de Denain et de Longwy face aux licenciements (1978-1979) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 84, Oct. - Déc. 2004, pp. 129-137, Paris : Presses universitaires de Sciences Po, jstor.org/, p. 136

⁶⁵ Voir : alex-jordan.fr/

⁶⁶ Jusqu'en 1981, la diffusion radiophonique en France demeure un monopole d'Etat qui prit fin *de facto* avec la loi n°81-994 du 9 novembre 1981 portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (radios privées locales)

⁶⁷ Montage d'extraits de reportage vidéo « Grève générale, manifestation à Metz dans les années 1970 » par Didier « Aragondange » Schaeffer, mis en ligne en octobre 2011, youtube.com/

mars 1979⁶⁸, en dehors des opérations de grève et de blocage de l'acheminement du minerai par exemple. Le soutien du Parti Socialiste en campagne sous la houle de François Mitterrand, ne permit pas le retour de programmes industriels malgré la victoire de la gauche en 1981 et la nationalisation *de facto* d'Usinor et Sacilor la même année.

La mobilisation se solde en 1981 par la signature d'un accord entre la CFDT et Usinor, entérinant les fermetures, mais permettant aux employés de disposer de programmes de retraite anticipée, de mutations, ou de primes de départ volontaire à manière des conventions signées en 1979 pour les usines de Denain, Anzin et Valenciennes...⁶⁹. La présidence de François Mitterrand fut l'occasion de programmes de maintien de l'industrie avortés, et le représentant syndical de la CFDT Jacques Chérèque passa du défenseur des emplois et du territoire à celui de « préfet au redéploiement industriel » : un symbole qui marque l'échec de la défense de l'activité sidérurgique sur le territoire. Cet événement socio-politique marque la fin de la mobilisation longovicienne et l'entrée dans un processus de disparition de l'industrie qui s'acheva au début des années 1990 avec la disparition de l'usine de Senelle et de Réhon.

2) *Une crise permanente : fermetures et mobilisations en chaîne en Lorraine jusqu'à nos jours*

Si le bassin de Longwy est une pièce maîtresse pour comprendre ce que furent les luttes contre la désindustrialisation en Lorraine, c'est parce qu'il en fut précurseur et ainsi un laboratoire : dans l'histoire du fer (Longwy fut surnommée « le berceau du fer »), dans la fermeture des usines et les plans sociaux, et dans la reconversion du territoire. Dans le val de Fensch, les mobilisations furent plus tardives et on ne relate que peu de mouvement face aux suppressions d'emplois (au nombre de 6 500 dans le bassin) dues aux restructurations des années 1970, composée de départs à la retraite, de non-remplacements de postes, mutations, départs volontaires avec prime pour cumuler entre 1977 et 1979 1 500 licenciements économiques⁷⁰. Dans la Fensch, l'entreprise Wendel-Sidélor devenue Sacilor avait réussi le pari discursif de justifier les suppressions d'emploi par l'investissement dans un appareil industriel plus productif et pourvoyeur d'emploi⁷¹, alors qu'à Longwy le projet de construction d'une

⁶⁸ « 7 mars 1979 : les « Longwy » kidnappent Johnny », *Le Républicain lorrain*, MARQUE Philippe, 26/02/2016, mis à jour le 05/11/2019, republicain-lorrain.fr/

⁶⁹ MALEZIEUX Jacques, *op. cit.*, p. 188 : les sections syndicales (CFDT et CGT) de Longwy était restées à l'écart conventions de protections sociales qui signaient la fermeture définitive des sites sidérurgiques.

⁷⁰ THOUVENIN Monique, « De WENDEL-SIDÉLOR à SACILOR-SOLLAC : 1968-1980. 13 années de mutations difficiles en Lorraine. », in *Revue Géographique de l'Est*, tome 21, n°1-2, Janvier-juin 1981, « Evolution industrielle récente de la France de l'Est ». pp. 37-63, persee.fr/, p. 58

⁷¹ RAGGI Pascal, *op. cit.*, p. 15

aciérie moderne à oxygène fut abandonné à l'annonce du plan de 1979, signant l'absence d'une compensation des pertes d'emplois et d'avenir pour la sidérurgie localement⁷².

Dans les années 1980, la crise de la sidérurgie s'accroissant, les pouvoirs de l'Etat ayant la main sur le capital d'Usinor et Sacilor (réunis en 1984 en une seule entreprise) accentuent la concentration des entreprises sidérurgiques en une seule entité entrepreneuriale pour rationaliser la production. L'usine d'Uckange absorbée par Usinor-Sacilor en 1986 ferma en 1991 après une rénovation totale de l'appareil au début des années 1980. L'annonce de la fermeture vit une réaction en force des syndicats qui mit en valeur la complémentarité entre les opérations « coup de poing » plébiscitées par la CGT (blocage des voies SNCF pour l'acheminement du minerai, séquestration du patron de Lorfontaine, sabotage du transport de minerai...), les manifestations à Thionville et Metz, et les opérations médiatiques menées par la CFDT (opération « ville vivante » à Uckange, déménagement du conseil d'administration de Lorfontaine sur le parking, journées portes ouvertes improvisées dans l'usine, concert de Bernard Lavilliers...). Comme à Longwy, on observe une volonté de « nationaliser » le débat de l'usine avec une volonté de créer des symboles par les mouvements ouvriers en appelant aux représentants politiques locaux et nationaux (comme le Ministre, député-maire de Metz, Jean-Marie Rausch), notamment à une époque où la sidérurgie est nationalisée. La fermeture entérinée d'Uckange laissa place à une apparente stagnation dans nos zones d'étude pendant qu'en parallèle les sites de production voisins du val de l'Orne, du bassin de Nancy et Pompey, et de la région de Villerupt continuèrent à fermer et à disparaître. Usinor perd sa tutelle étatique en 1995, puis devient Arcelor après fusion avec des industriels luxembourgeois et espagnol avant d'être absorbé par l'industriel indien Mittal à la suite d'un OPA hostile.

Le dernier épisode social est celui dit « la crise de Florange » qui débuta en 2009 avec la fermeture de l'aciérie de Gandrange et qui s'accroît avec l'arrêt décidé par ArcelorMittal en 2011 des hauts-fourneaux du Patural, situés à Hayange et faisant partie de l'usine intégrée de Florange. S'ensuit une mobilisation sociale menée par la CFDT et la CGT qui dura jusqu'en 2015, et qui reçut, dans le contexte des élections, le soutien du candidat PS, François Hollande. Avec l'élection de François Hollande à la présidence de la République en 2012, un projet de relance du site sidérurgique avec une plus-value environnementale est proposé au PDG Lakshmi Mittal. Une possibilité de nationalisation reposant sur les souvenirs de 1981 est envisagée⁷³. Finalement, le bras de fer entre le gouvernement Ayrault et le chef d'entreprise multinationale se solde par l'absence d'un accord de reprise en novembre 2012. Le leader

⁷² MALEZIEUX Jacques, *op. cit.*, p. 190

⁷³ « Pétition pour la nationalisation de Florange », *Le Point*, AFP, 04/01/2013, lepoint.fr

syndical Edouard Martin, mobilisé dans les médias pour la sauvegarde de l'usine de fonte, devient député européen, l'arrêt des aciéries de Serémange-Erzange suivit de peu. En 2018, la décision de ne jamais rallumer l'usine est entérinée par ArcelorMittal qui procède par la suite à l'arrêt de la cokerie de Serémange-Erzange en 2020, signant la fin de la filière chaude sur le territoire du val de Fensch. En 2018, 800 salariés sont employés dans la sidérurgie sur le site de Florange.

L'historique de la désindustrialisation est essentiel à comprendre pour deux raisons. Premièrement, les différences de force et de brutalité des fermetures d'usines conditionnent la capacité de résilience du territoire mais aussi les modalités de la transformation du territoire, comme nous allons l'étudier en partie II. De plus, l'histoire, la nature et la temporalité des luttes sociales constitue un terreau mémoriel et identitaire indéniable pour comprendre l'héritage des sociétés locales.

C/ La révélation des problèmes urbains liés à l'urbanisme industriel

Les chapitres précédant font apparaître une constante assez importante de cet urbanisme, la place secondaire prise par la notion de patrimoine historique et paysager. La production a dominé les conceptions de l'urbanisation et de l'aménagement industriel qui a toujours présidé aux choix constructifs et destructifs jusqu'à la fin de la période industrielle. Bien que l'industrie ait créé du patrimoine conscient au sens que certains bâtiments ont été bâti avec un objectif symbolique (créer ou infléchir une identité locale, montrer le prestige d'une maison industrielle ou même donner une qualité esthétique à des habitats ouvriers), la conscience patrimoniale apparaît comme secondaire même à l'endroit où on touche à un patrimoine historique déjà reconnu. La destruction partielle de la citadelle Vauban de Longwy, ou bien l'abandon de bâtiments historiques comme la maison paroissiale de Longwy-Bas montrent bien le peu de cas qu'on se faisait alors de l'héritage architectural.

1) Pollutions invisibles, béances urbaines et autres stigmates de l'industrie et de sa disparition

L'impact visuel paysager de l'industrialisation est resté lui-même un impensé de l'histoire industrie. Aujourd'hui l'on valorise la place des terrils dans les paysages du Nord de la France alors que ceux-ci sont littéralement un amoncellement de déchets industriels, polluants et qui dans ces deux vallées ont toujours été considérés pour leur exploitation économique ou le dommage qu'ils causent dans le paysage, d'où leur nom générique de « crassiers ». Les

crassiers du paysage de la Fensch sont invisibles comme éléments de paysage puisqu'ils épousent les collines préexistantes mais surtout car ils occupent un espace non-négligeable et détruisent le sol pendant des décennies : le crassier du Konacker à Nilvange est toujours en exploitation et en résorption graduelle malgré une urbanisation partielle des terres autrefois occupées.

La tendance actuelle est à « résorber » les stigmates du passé et redonner des propriétés esthétiques et écosystémiques au paysage vu comme altéré voire détruit. Le découvrément à la fois de la Fensch, à l'endroit de la friche de l'usine de la Paix (Aumetz-Friede historiquement) et de la Chiers à Longwy-Bas et à l'emplacement des usines en amont, montrent la volonté d'une « réparation » d'un dommage fait aux propriétés esthétiques et écosystémiques du territoire, qui bien qu'impossible en totalité, témoigne d'un fantasme presque romantique du « retour de la nature en ville ». En effet, Simon Edelblutte fait référence aux « béances urbaines » qui sont mises en valeur par la disparition des sites industriels, les incohérences d'un système urbain qui était basé sur les besoins de l'industrie.

2) *La remise en question du système urbain préexistant*

« La désindustrialisation remet en cause non seulement l'existence du site industriel lui-même, mais tous les éléments du géosystème industriel, territoire qui doit donc se reconvertir, évoluer et trouver d'autres points d'équilibre. »

EDELBLUTTE Simon, « Que reste-t-il de l'industrie après la désindustrialisation ?
De la négation au patrimoine industriel »⁷⁴

Malgré une différence d'origine entre Longwy, ville industrielle, et la vallée de la Fensch, ville-usine, la désindustrialisation laisse apparaître des organisations spatiales semblables. La localisation des friches n'est pas à proprement dite irrégulière mais suit proprement le sens de la vallée et des voies ferrées, cependant le mitage urbain (ou « éparpillement », bien représenté dans le cas des cités ouvrières successives d'Algrange) est bien plus important dans le val de Fensch. Contrairement à Longwy où le double-centre est resté structurant, les projets d'urbanisation se sont faits sans tenir compte d'un pôle urbain ou de limites communales

⁷⁴ EDELBLUTTE, *op. cit.*, p. 151

notamment dans le bas-val de Fensch sur les communes de Serémange-Erzange, Florange, Fameck et Uckange. La dépréciation du logement ancien et des zones centrales, proches des friches, se décline dans les deux cas par une importante périurbanisation, bien que plus prononcée dans les communes comme Cosnes-et-Romain ou Lexy autour de Longwy qu'à Neufchef ou Marspich dans le val de Fensch. Les incohérences des systèmes urbains dépourvus de leur centre de gravité industriel poussent à vouloir résorber en créant de nouvelles voies de transport, de nouveaux cheminements transversaux autrefois impossibles.

Les enjeux urbains de ces territoires sont légion. Cela est lié notamment aux transformations urbaines et à un changement profond dans la fabrique urbaine, que nous aborderons plus en détail dans le chapitre II. Néanmoins, on doit questionner les nouvelles demandes urbaines par rapport à un empilement de changements sociaux économiques qui se réverbèrent dans la populations : on observe une hausse de la demande en aide sociale après les chocs économiques, pourtant la pression foncière doit aussi prendre en compte l'influence du Luxembourg qui emploie une grande part des habitants de ces zones « désindustrialisées »⁷⁵ et bouleverse l'équilibre social et économique qui existait alors que la sidérurgie dominait.

D/ A long terme : portrait socio-économique et politique d'une société marquée par un changement économique et social brutal et toujours opérant

La désindustrialisation, vecteur de transformation du territoire et de stigmates urbains, demeure avant tout la source d'une altération de la situation socio-économique des territoires. La disparition de l'activité dominante dans l'emploi local mène nécessairement à des conséquences lisibles dans la démographie, la situation socio-économique et même la géographie politique des territoires étudiés. En se basant sur des statistiques de l'INSEE portant sur les intercommunalités du Grand Longwy et du Val de Fensch⁷⁶, nous allons donner un portrait succinct de la situation actuelle de ces territoires en termes : démographiques, socio-économiques et politiques⁷⁷.

⁷⁵ Ce terme est débattable, comme le note Eric Marochini dans l'article « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », mais nous l'utilisons ici afin de dénoter le déficit d'activité industriel contrastant avec l'attractivité économique et professionnelle du Luxembourg voisin.

⁷⁶ Bien que les frontières de ces territoires ne coïncident pas totalement avec nos territoires (le Val de Fensch exclue la commune de Fontoy, et le Grand Longwy inclue de nombreuses communes rurales du Pays-Haut), ils demeurent des échelles d'observation pertinents puisque polarisés par la vallée urbanisée et anciennement industrialisée (Val de Chiers, Val de Fensch) et surtout car étant la seule échelle de gouvernance effective entre le département et la commune, capable d'être à l'origine de politiques à l'échelle de l'agglomération.

⁷⁷ Les données mobilisées dans les tableaux et graphiques suivants sont extraites des dossiers complets de territoires disponibles sur le site internet de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), <https://www.insee.fr/>

Tableau n°3 : Evolution de la population sur le territoire de la Communauté d’agglomération de Longwy

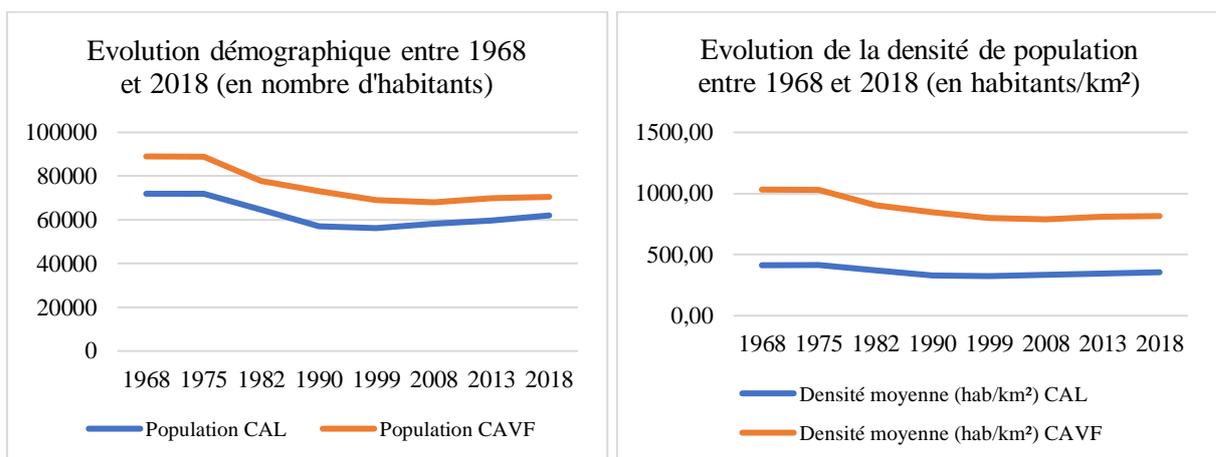
	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2018
Population	71 897	71 938	64 514	57 148	56 212	58 226	59 572	62 095
Densité moyenne (hab/km ²)	414,5	414,7	371,9	329,4	324,0	335,7	343,4	358,0

Tableau n°4 : Evolution de la population sur le territoire de la Communauté d’agglomération du Val de Fensch

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2018
Population	89 007	88 806	77 909	73 149	68 978	68 028	69 804	70 402
Densité moyenne (hab/km ²)	1 032,1	1 029,8	903,4	848,2	799,8	788,8	809,4	816,3

Graphique n°3 : Evolution du nombre d’habitant dans la Communauté d’agglomération de Longwy comparée à celle du Val de Fensch entre 1968 et 2018

Graphique n°4 : Evolution de la densité de population dans la Communauté d’agglomération de Longwy comparée à celle du Val de Fensch entre 1968 et 2018

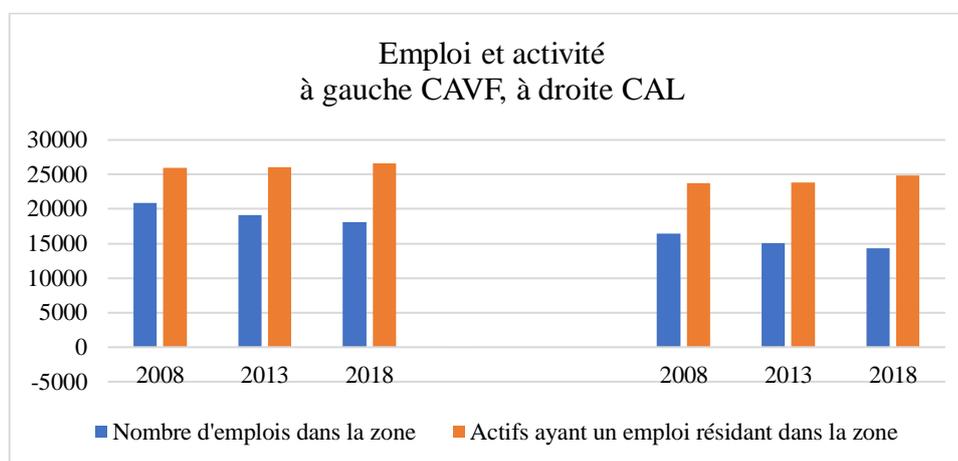


Source : INSEE⁷⁸

⁷⁸ Ibid

Dans les deux cas, la décroissance de la population a été continue jusqu'en 2008, où une inflexion est apparue. En effet, la décroissance de la population a été une conséquence de la désindustrialisation. Avec l'effet « boule de neige »⁷⁹ de la disparition de la sidérurgie, on explique facilement avec les pertes de plus de 10 000 emplois en dix ans avec le départ de plus de 10 000 habitants dans les années qui ont suivi (voir tableau n°3 et 4, et graphique N°3). Celle-ci est plutôt à attribuer à la croissance de la résidentialisation des territoires pour les travailleurs frontaliers⁸⁰. Les statistiques corroborent cette corrélation puisque la décroissance du nombre d'emploi entre 2008 et 2018 est continue pour atteindre 18 000 en 2018 dans le Val de Fensch (contre 21 000 en 2008) et 14 000 à Longwy (contre 16 500 en 2008) et ce malgré le maintien d'un taux d'ouvrier supérieur à la moyenne nationale et régionale (25% à Longwy, 30% dans la vallée de la Fensch contre 24% en Grand Est et 20% en France métropolitaine), mais que celle des actifs résidants et ayant un emploi croît légèrement, restant toujours supérieur au nombre d'emplois pourvus : une croissance de 500 actifs dans le Val de Fensch et de presque 2000 à Longwy. En effet, cette croissance des actifs ne peut pas être absorbée par l'emploi local et ne peut s'expliquer que par l'occupation d'emplois hors de la zone.

Graphique n°5 : Evolution du nombre d'emplois et de celui des actifs résidant dans la CA du Val de Fensch (droite) et de Longwy (gauche) de 2008 à 2018

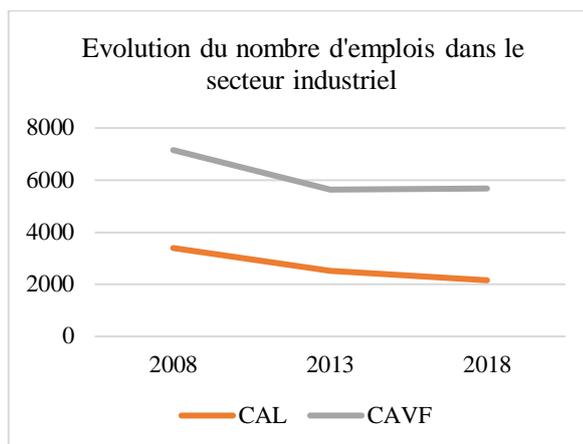


Source : INSEE

⁷⁹ Terme métaphorique signifiant le caractère fondamental de l'industrie sidérurgique dans l'économie locale, puisque l'envergure de son implantation sur le territoire permet à tout un réseau de sous-traitant mais aussi au commerce local de trouver une demande : une demande à la fois de la part des entreprises industrielles, mais aussi de la part des foyers consommateurs aux revenus issus de l'industrie. L'effet « boule de neige » consiste à expliquer que les suppressions d'emploi dans la sidérurgie entraînent nécessairement les autres secteurs de l'économie locale et ainsi les perspectives d'emploi, jusqu'à avoir un impact démographique visible.

⁸⁰ MAROCHINI Éric, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 58/3-4, 2018, mis en ligne le 21 juillet 2020, consulté le 08 septembre 2020, <http://journals.openedition.org/rge/9286>, p. 8

Graphique n°6 : Evolution du nombre d'emplois dans le secteur industriel dans la Communauté d'agglomération du Val de Fensch et celle de Longwy entre 2008 et 2018



Source : INSEE

La croissance du travail frontalier depuis plus de vingt ans est avérée, l'INSEE compte en 2015, 41% de travailleurs frontaliers parmi les actifs dans la zone d'emploi de Longwy et 39% dans celle de Thionville (incluant le Val de Fensch)⁸¹. Ces évolutions montrent que l'emploi des résidents de ces territoires est toujours miné par un manque d'activités capables d'épuiser la population en âge de travailler. Depuis 2008 et pour toutes les périodes, les taux de chômage dans la CAVF et la CAL dépassent le taux dans le Grand Est et en France métropolitaine : en 2018, il est de 14,4 en CAL, 15,5 en CAVF, contre 13,4 dans le Grand Est et 13% dans l'ensemble de la France métropolitaine. Le rapport est particulièrement fort dans le chômage des 15-24 ans qui dépasse les 30% dans les deux zones en 2013, et reste au moins deux points supérieur au taux national et régional en 2018, et dans une moindre mesure concernant le chômage des 25 à 54 ans. Cette situation s'explique par la décrue continue de l'emploi : de 13% entre 2008 et 2018 dans les deux zones, et en particulier de l'emploi industriel qui affiche une réduction sur la même période de 36% dans la CAL et de 21% dans la CAVF, donc plus rapide que la décroissance des emplois générale. Ainsi, cette baisse généralisée et continue, qui touche tous les secteurs dont le secteur tertiaire privé et public (baisses de 8% et 2% en CAVF, de 8% et 5% dans la CAL). On comprend ainsi, comme Eric Marochini que la croissance démographique récente provient essentiellement de ce qu'il décrit comme « économie résidentielle » motivée par les bas prix du locatif et du foncier dans ces zones dépréciées⁸².

⁸¹ INSEE, « Depuis 1999, le nombre de frontaliers à destination du Luxembourg a doublé », MIRONOVA Elena, VILLAUME Sophie, *INSEE Analyses Grand est*, 18/06/2019, [insee.fr/](https://www.insee.fr/)

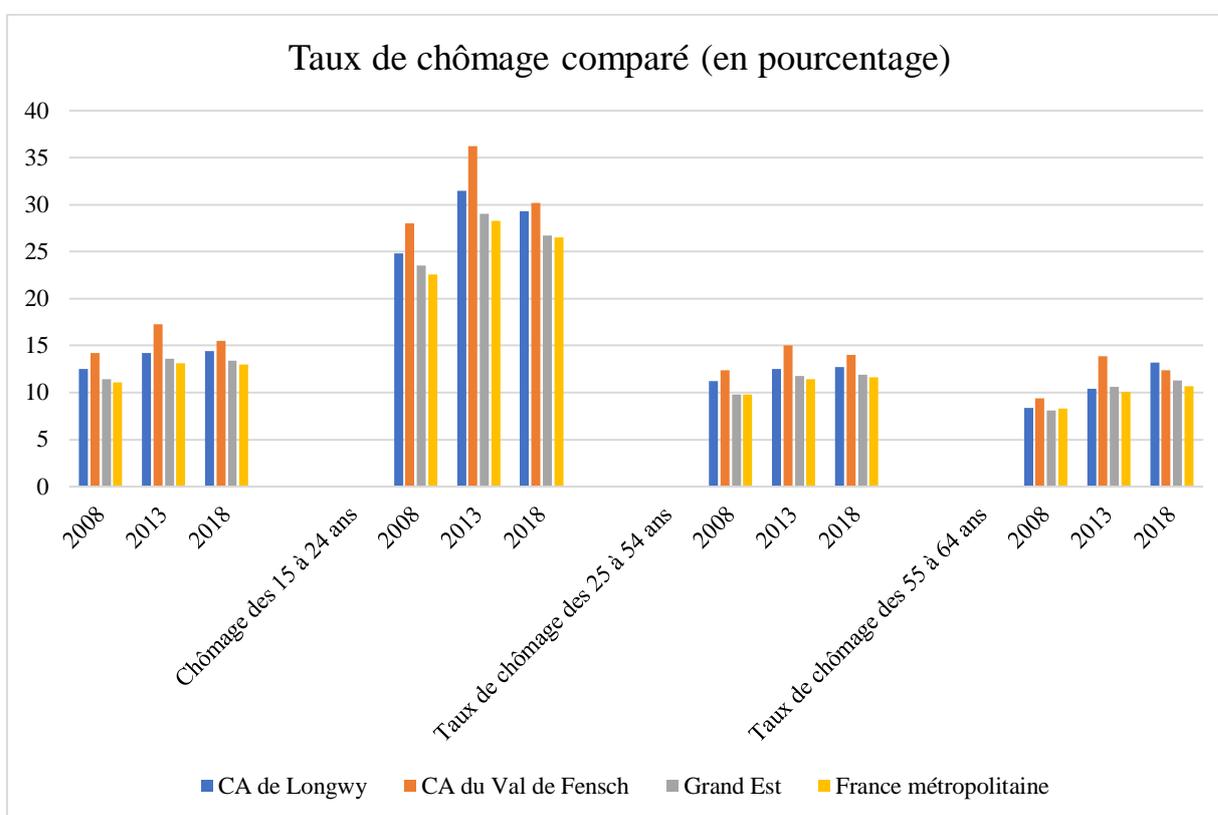
⁸² MAROCHINI Éric, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 58/3-4, 2018, mis en ligne le 21 juillet 2020, consulté le 08 septembre 2020

Tableau n°5 : Evolution du taux du chômage dans la CAL et la CAVF comparé à la Région Grand Est et à l'ensemble de la France métropolitaine entre 2008 et 2018

Chômage	2008	2013	2018
CA de Longwy	12,5	14,2	14,4
CA du Val de Fensch	14,2	17,3	15,5
Grand Est	11,4	13,6	13,4
France métropolitaine	11,1	13,1	13

Source : INSEE

Graphique n°7 : Evolution du taux du chômage dans la CAL et la CAVF comparé à la Région Grand Est et à l'ensemble de la France métropolitaine entre 2008 et 2018

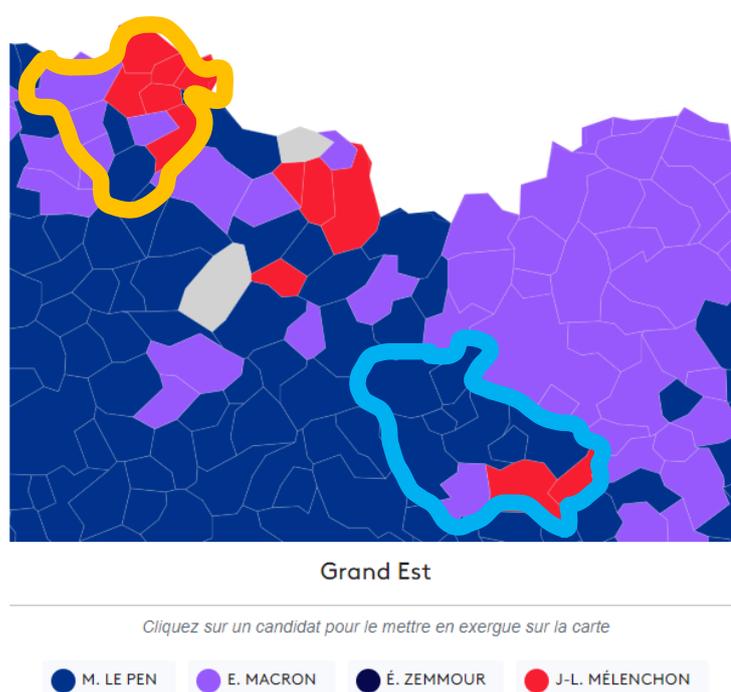


Source : INSEE

La persistance des difficultés socio-économiques de ces territoires résulte de la conjonction de différents phénomènes d'après la désindustrialisation qui associent la difficulté à réimplanter des entreprises (voir partie II) et des habitants dans ces territoires à l'image dépréciée. L'impact de l'industrie conditionne la vision des territoires actuels et l'image culturelle qui en est faite. La considération de l'impact négatif de l'industrie sur le paysage, la relation au passé et à ses traces ainsi que l'existence ou non de traces plus ou moins visibles contribuent à définir quelle

empreinte l'industrie garde et gardera-t-elle sur les territoires. Et cet état de fait se confirme aussi par la « dé-densification » des territoires déjà observée dans le chapitre précédent, traduisant un rejet des centres-urbains anciennement industriels par les résidents anciens et nouveaux⁸³.

Figure n°9 : Carte représentant le candidat majoritaire au 1^{er} tour des élections présidentielles de 2022 par commune, avec mise en valeur des territoires étudiés (la vallée de la Fensch en bleu ciel, le bassin de Longwy en doré)



Source : France Info⁸⁴

Du point de vue politique, on a également des indicateurs qui reflètent la situation socio-économique de ces territoires mais également sont le reflet d'une tradition politique et d'une histoire différente. Les résultats du Premier tour des élections présidentielles de 2022 (voir Figure n°9, ci-dessus) dans le bassin ferrifère lorrain laissent apparaître une tendance marquée pour le vote à gauche (Jean-Luc Mélenchon, La France Insoumise - LFI) dans le bassin de Longwy, alors que le Val de Fensch est dominé par le vote d'extrême-droite (Marine Le Pen, Rassemblement national - RN). Sans entrer dans les dynamiques complexes du vote, il est

⁸³ MAROCHINI Éric, *op. cit.*, p.8

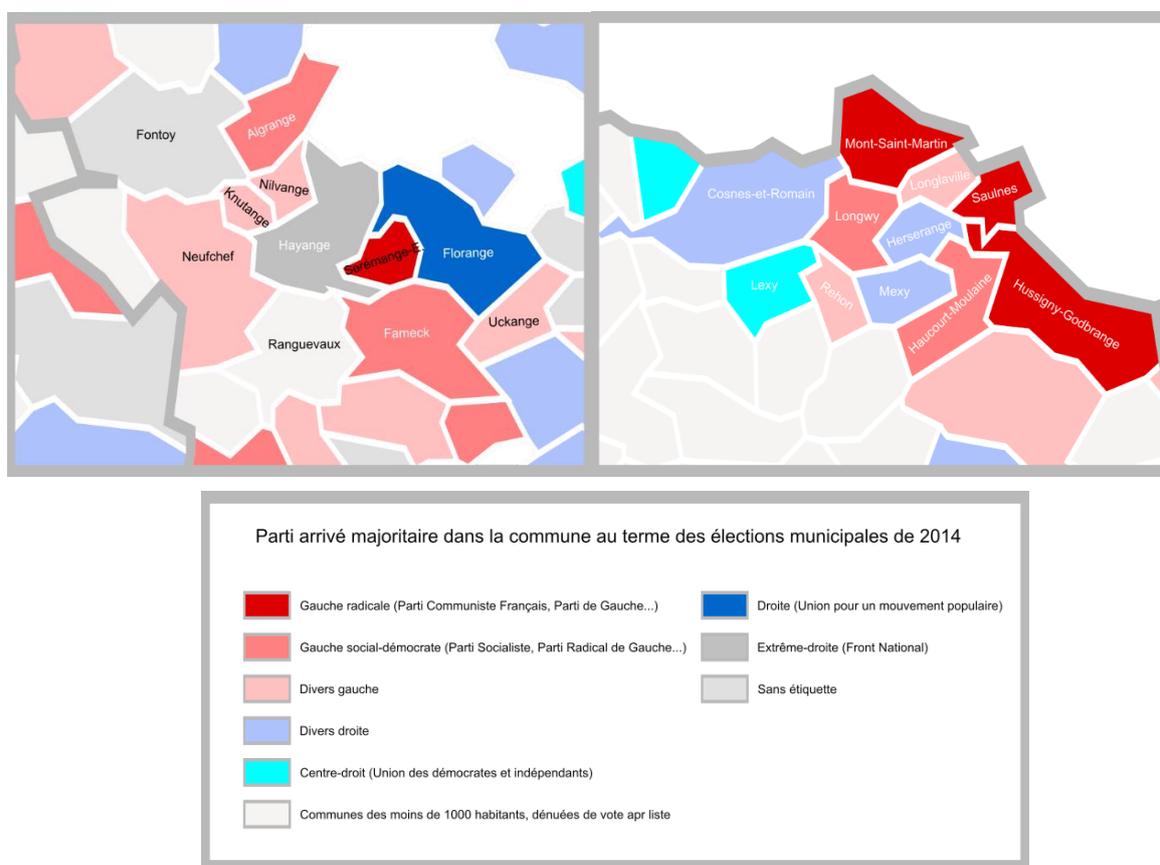
⁸⁴ Carte extraite de : « Résultats présidentielle 2022 : découvrez les scores du premier tour de l'élection dans votre ville », France Info, 10/04/2022, mis à jour le 11/04/2022, francetvinfo.fr/

important de noter un maintien d'un pôle communiste et de gauche radicale dans l'électorat longovicien. Malgré une disparité entre les communes dont certaines sont plus orientées vers la social-démocratie ou la droite telles qu'Herserange ou Réhon, les communes de Longwy, Longlaville, Mont-Saint-Martin témoignent d'une persistance du vote de gauche associé aux orientations de la classe ouvrière révolutionnaire.

Désormais, une tendance vers la social-démocratie comme à Longwy, municipalité PS, et libérale dans les communes de la couronne périurbaine, qui peut être interprétée comme une résultante politique de la métropolisation en cours autour de la capitale luxembourgeoise, qui se conjugue à : une augmentation des revenus des foyers installés dans ces territoires en raison de l'existence d'une économie résidentielle⁸⁵. Le phénomène de la montée de l'extrême-droite est lui fort dans les communes plutôt rurales mais est également devenu majeur dans le Val de Fensch, marqué anciennement par une tradition d'attachement au Parti socialiste dans la seconde moitié du XX^e siècle, où en 2014 une majorité Front national est élue à Hayange. Les communes où la tendance s'est infléchie au profit de la gauche radicale sont celles de Fameck et Uckange, principales communes de résidence des travailleurs issus de l'immigration d'après-guerre. A l'inverse, les tensions relatives aux débats sur l'immigration et les thématiques de sécurité - amplifiés depuis les années 1990 – mais avant tout le sentiment de déclassement social sur lequel le discours de Marine Le Pen s'est construit depuis 2012, expliquent une partie du vote Front National dans plusieurs communes (Voir Figure n°10).

⁸⁵ Sur l'économie résidentielle, voir : MAROCHINI Éric, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *op. cit.*

Figure n°10 : Cartes du territoire de la vallée de la Fensch (gauche) et du bassin de Longwy (droite) représentant le parti arrivé en tête du 1^{er} tour des élections municipales de 2014 par commune



Source : Wikimedia Commons, avec les données du Ministère de l'Intérieur⁸⁶

Plusieurs vecteurs explicatifs sont possibles. On dénote une puissance de la tradition révolutionnaire parmi la classe ouvrière longovicienne, attachée à la CGT et au Parti communiste, tandis que la tendance demeura plutôt réformiste dans le Val de Fensch, où les mobilisations ouvrières furent dominées par la CFDT. A ajouter qu'avant la guerre de 1939, alors que les milieux communistes, notamment parmi l'immigration italienne, s'étendaient dans le bassin de Longwy, la population francophone du val de Fensch fut marquée par l'influence du Zentrum et des milieux francophiles tels que les de Wendel, tous deux proches de la droite catholique. En outre, il convient aussi de noter que si des traditions politiques demeurent, il convient de ne pas confondre le maintien de personnalités politiques fortes dans les mairies avec une tendance générale de la population. De nombreuses communes du bassin de Longwy

⁸⁶ Carte extraite de « 2014 French local elections - First and second rounds - March 23th-30th, 2014.svg », par Status, mise en ligne sur Wikimedia Commons le 6 avril 2014, commons.wikimedia.org/

ont hérité de personnalité localement reconnues et influentes, souvent d'obédience communiste, et qui ont poursuivi de longs mandats voire engrangé des « dynasties », « fiefs » ou « baronnies » politiques locales laissant peu de place à l'alternance. Les vecteurs de stabilité des élus au niveau local sont cependant altérés depuis les élections de 2017, et le vote d'extrême-droite demeure dans une dynamique d'augmentation : entre les élections présidentielles de 2017 et 2022, le vote Le Pen au second tour a gagné plus de 15% dans les Communautés d'agglomération de Longwy et du Val de Fensch⁸⁷.

L'existence d'identités politiques communales fortes, qui contrastent avec l'unité de l'activité sidérurgique qui dominait jusque dans les années 1980 est un élément important qui nous servira à étudier, dans la suite de cette recherche, les obstacles à la construction de politiques de développement intercommunales.

Conclusion du chapitre

Cette présentation des territoires comme des paysages de l'industrie et de la désindustrialisation est une étape essentielle pour comprendre de quels types de bassins de vie l'on parle. Longwy et le val de Fensch ont en effet été transformés physiquement par l'industrie sidérurgique et ses infrastructures économiques telles que les usines, les mines, et la transformation générale du paysage économique avec la réduction de l'agriculture à une activité résiduelle en l'espace d'un siècle. Néanmoins, la géographie sociale et de l'habitat est un des penchants les plus durables de cette altération profonde du territoire. Avec la construction de logements et cités ouvrières qui parsèment ces deux territoires, témoignages de politiques de logement plus ou moins hiérarchisées, contrôlées ou au contraire voulues égalitaires, on peut toujours comprendre que ces territoires ont été urbanisés par l'industrie. De plus, une des conséquences souvent vues comme annexes de l'industrialisation, est l'implantation durable d'une forme de multiculturalisme et d'héritages nationaux et ethniques multiples que l'immigration des travailleurs de différents horizons a causée. Ainsi, le départ de l'industrie n'a pas effacé d'un trait un siècle d'histoire, en particulier parce que certains phénomènes humains tels que le départ des populations ne sont pas aussi radicaux que la fermeture des industries. Pourtant la désindustrialisation a été révélatrice d'enjeux humains et urbains. Avant tout, elle a créé une histoire bien propre marquée par une déstabilisation socio-économique des territoires et des mouvements sociaux majeurs et dont les échos ont pu dépasser les frontières des bassins du fer. Aujourd'hui, à travers des indicateurs socio-économiques et politiques on peut voir

⁸⁷ Voir annexe n°10

comment ces territoires sont encore marqués par cette déstabilisation (chômage, dépopulation relative, économie résidentielle, vote extrême-droite) ainsi que par des héritages de l'époque industrielle qui tendent à se confondre à mesure qu'on s'éloigne de ces périodes. Tous ces héritages furent des enjeux majeurs depuis les années 1980 pour les acteurs du territoire, dont les opérations nous permettent de comprendre plus en profondeur les tenants et les aboutissants de la construction de ces paysages post-industriels.

**

Les cinq pages suivantes proposent de conclure ce chapitre par une analyse paysagère comparant des prises de vue actuelles avec des photographies d'archives de Longwy et du Val de Fensch qui montrent les usines en activité. Les prises de vue anciennes s'étendent du début du XX^e siècle au début du XXI^e siècle (dans le cas d'Hayange). Elles mettent en valeur plusieurs changements. D'une part on observe la disparition de nombreuses unités de production très visibles dans le paysage (Figure n°11, 12, 13 et 16, Longwy et haute vallée de la Fensch), mais également la transformation de certaines en sites de production plus ou moins différents (Usine Saint-Jacques, Hayange/Nilvange). Dans ce même ordre, une vue plus ancienne de l'usine du Patural (Hayange, visible en figure n°14 en arrière-plan) nous montre l'évolution de l'aspect des usines dans le temps. Cette même usine peut être observée en activité et à l'arrêt en figure N°15. Un autre élément de lecture intéressant est le phénomène d'étalement urbain ainsi que la croissance de la végétation forestière. Ces deux éléments, outre de nuire à la visibilité des paysages, permettent de voir des effets paysagers sur le long terme des phénomènes d'industrialisation et désindustrialisation.

Une comparaison à partir de vues aériennes éloignées de soixante ans viendra compléter l'analyse paysagère avec des observations complémentaires.

Comparaison de paysages à partir de vues anciennes et contemporaines : Longwy et Val de Fensch

Images anciennes issues de la collection numérisée Image'est (image-est.fr/), prises de vue actuelles par Julien Maion

Figure n°11 : Comparaison du paysage longovicien, orienté vers la vallée de la Chiers et les anciennes aciéries de Longwy



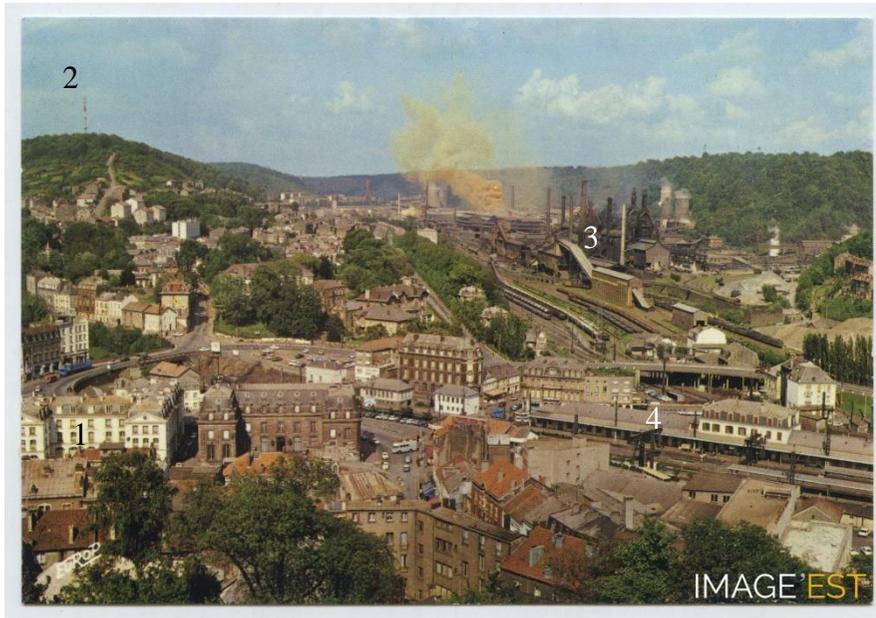
Panorama de Longwy (Meurthe-et-Moselle), Auteur anonyme, dépositaire Denis RAVAUX, environ 1950, image-est.fr/

1. Usines de la Chiers (Premier plan - Longwy) et Aciéries de Longwy (Arrière-plan – Mont-Saint-Martin)
2. Mairie de Longwy
3. Bois du Châ

Vue du Belvédère de Longwy (château), Julien Maion, avril 2022

1. Pôle européen de développement (Longwy, Mont-Saint-Martin) et Zone des Trois frontières (Mont-Saint-Martin, Longlaville)
2. Mairie de Longwy
3. Antenne et Bois du Châ

Figure n°12 : Comparaison du paysage longovicien, orienté vers la vallée de la Moulaine et le site de Senelle



Panorama de Longwy (Meurthe-et-Moselle), Auteur anonyme, dépositaire Denis RAVAUX, années 1980-90, image-est.fr/

1. Mairie de Longwy
2. Antenne du Bois du Châ
3. Usine de Senelle
4. Gare de Longwy



Vue de Longwy et Herserange depuis le belvédère, Julien MAION, avril 2022

1. Mairie de Longwy
2. Antenne du Bois du Châ
3. Golf international de Longwy et haut-fourneau couché
4. Gare de Longwy

Figure n°13 : Comparaison du paysage longovicien, orienté vers la vallée de la Mouline et le site de Senelle et son ancien crassier



Usine sidérurgique de Senelle à Longwy (Meurthe-et-Moselle). En arrière-plan, les haut fourneaux de l'aciérie et le terril., Bernard FLAMION, ayant-droit Jean-Marie CONRAUD, 1975, image-est.fr/

1. Crassier de l'usine de Senelle
2. Usine de Senelle
3. Gare de Longwy



Vue de Longwy et Herserange depuis le belvédère, Julien MAION, avril 2022

1. Position de l'ancien crassier
2. Usine de Senelle (haut-fourneau-couché)
3. Gare de Longwy

Figure n°14 : Comparaison du paysage du val de Fensch, depuis la côte Saint-Jacques de Nilvange (près de l'église éponyme) en direction d'Hayange



L'usine sidérurgique Saint-Jacques à Hayange (Moselle) entre 1920 et 1930, Daniel DELBOY, dépositaire et ayant-droit Dominique MONERET, années 1920-30, image-est.fr/

1. Cowpers de l'usine Hayange-Patural (dans son état d'entre-deux-guerres)
2. Usine sidérurgique Hayange-Saint-Jacques
3. Chemin de fer



Vue de l'usine Saarstahl d'Hayange depuis le parc de Nilvange (face à l'église Saint-Jacques-le-Majeur), Julien Maion, avril 2022

1. Usine de rails Saarstahl
2. Chemin de fer

Figure n°15 : Comparaison du paysage du val de Fensch, depuis la côte des Vignes d'Hayange en direction de l'aval (Florange, Uckange)



Vue générale des hauts-fourneaux du site du "Patural" de l'usine de Wendel de Hayange (Moselle) le 27 septembre 2008, René CANTA, 2008, image-est.fr/

1. Haut-fourneaux du Patural
2. Château d'eau
3. Aciéries



Vue des hauts-fourneaux d'Hayange depuis le sommet de la côte des Vignes (Statue de la Vierge), Julien Maion, août 2019

1. Haut-fourneaux du Patural
2. Château d'eau
3. Aciéries

Figure n°16 : Comparaison du paysage du haut val de Fensch, depuis la côte des Dames de Knutange et direction de l'amont (Algrange, Fontoy)



Carte panoramique (dépliant sur quatre volets) des cités industrielles de Fontoy, Knutange, Nilvange et Hayange (Moselle) vers 1900, auteur anonyme, dépositaire et ayant-droit : Jean-Pierre PUTON, 1900 environ, image-est.fr/

Vue de Knutange depuis le lotissement pavillonnaire de la Côte des Dames, Julien MAION, 2022

1. Usine de Fontoy
2. Viaduc de Knutange
3. Usine de la Paix (section haute)
4. Usine de la Paix (section basse)

1. Toit de la halle des machines de l'ancienne usine de Fontoy
2. Viaduc de Knutange
3. Chaudronnerie de « la Stock » : les usines de la Paix ont disparu

Comparaison de territoires vus du ciel : Longwy et la moyenne vallée de la Fensch entre 1960 et aujourd'hui

Les vues aériennes et satellitaires suivantes montrent une partie des territoires étudiés, pour des questions de lisibilité des images. Ces parties de territoire – centrées sur la commune de Longwy et celle d'Herseange d'une part, et sur la moyenne Fensch (Hayange, Serémange-Erzange, Knutange) de l'autre – sont celles qui sont les plus caractéristiques et combinent les éléments paysagers et industriels les plus visibles (à l'exclusion de l'U4 d'Uckange, excentré en basse-Fensch). Il s'agit des sites aux reliefs de vallée le plus étroit avec une concentration spatiale de population et d'usines qui a été ou demeure la plus importante, et où l'on peut apprécier la concentration de voies de communication, de points de vue, lesquels sont conjugués avec la présence de l'autoroute A30 qui offre une vue imprenable sur le val de Fensch, et celle des routes de côtes de Longwy au niveau du vieux château.

Code couleur relatif aux légendes :

En noir : références géographiques continues

En rouge : éléments d'intérêt industriel dans les années 1960

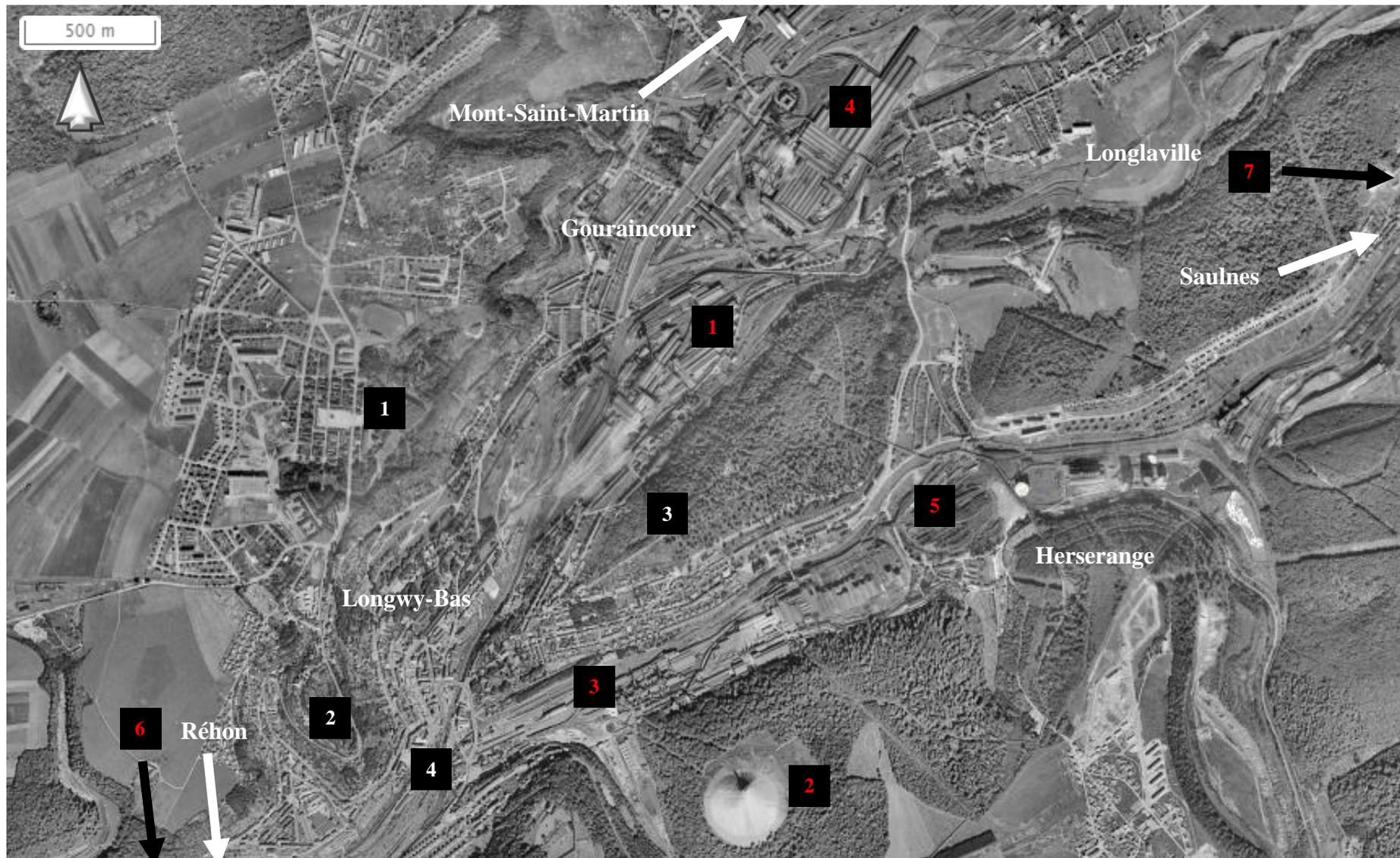
En bleu : éléments d'intérêt industriel ou éléments remplaçant un élément industriel disparu

Sources :

Cartes anciennes (noir et blanc) : source Géoportail, vues aériennes combinées, 1960 pour les deux territoires

Cartes actuelles : source Google Maps, vue satellitaire, 2021

Figure n°17: Comparaison des vues aériennes du bassin de Longwy, avec un focus sur Longwy-Bas, entre 1960 et 2021



Légende de la vue aérienne de la page précédente – Longwy 1960

1. Citadelle de Longwy (Longwy-Haut)
2. Belvédère du Château
3. Bois du Châ
4. Gare de Longwy (ligne d'Athus à Longuyon)

1. Usines de la Chiers
2. Crassier de l'usine de Senelle
3. Usine de Senelle
4. Aciéries de Longwy
5. Train universel à Fil
6. Usine La Providence-Réhon
7. Hauts-fourneaux de Saulnes

Légende de la vue par satellite de la page suivante – Longwy 2021

1. Citadelle de Longwy (Longwy-Haut)
2. Belvédère du Château
3. Bois du Châ
4. Gare de Longwy (ligne d'Athus à Longuyon)

1. Zone commerciale et de loisirs (PED)
2. Golf international de Longwy (haut-fourneau couché)
3. Héliport (PED)
4. Rocade RN52 (Thionville-frontière belgo-luxembourgeoise)
5. Viaduc de la Chiers

A la comparaison entre les deux vues du ciel, on attirera l'attention sur la disparition des zones industrielles de fond de vallée et celle du grand crassier de Senelle en bas. Cette disparition est d'autant plus visible que les usines ont laissé place à des zones non-urbanisées qui contrastent avec les zones habitées voisines : friches (Train universel de Senelle), espaces végétalisés (Usine de Senelle devenue golf), zones commerciales peu denses (Aciéries de Longwy et usines de la Chiers, devenues parties du PED). Autre observation : on peut facilement observer la dualité de la ville de Longwy, entre vallée (Longwy-Bas) et plateau (citadelle de Longwy-Haut), scindée par une côte boisée non construite et qui s'étend jusqu'au nord-est et au sud-ouest vers Réhon, comme partie du réseaux de vallées encaissées voisines. A noter également l'étalement urbain (résidentiel et commercial) en particulier autour de la nouvelle rocade RN52.

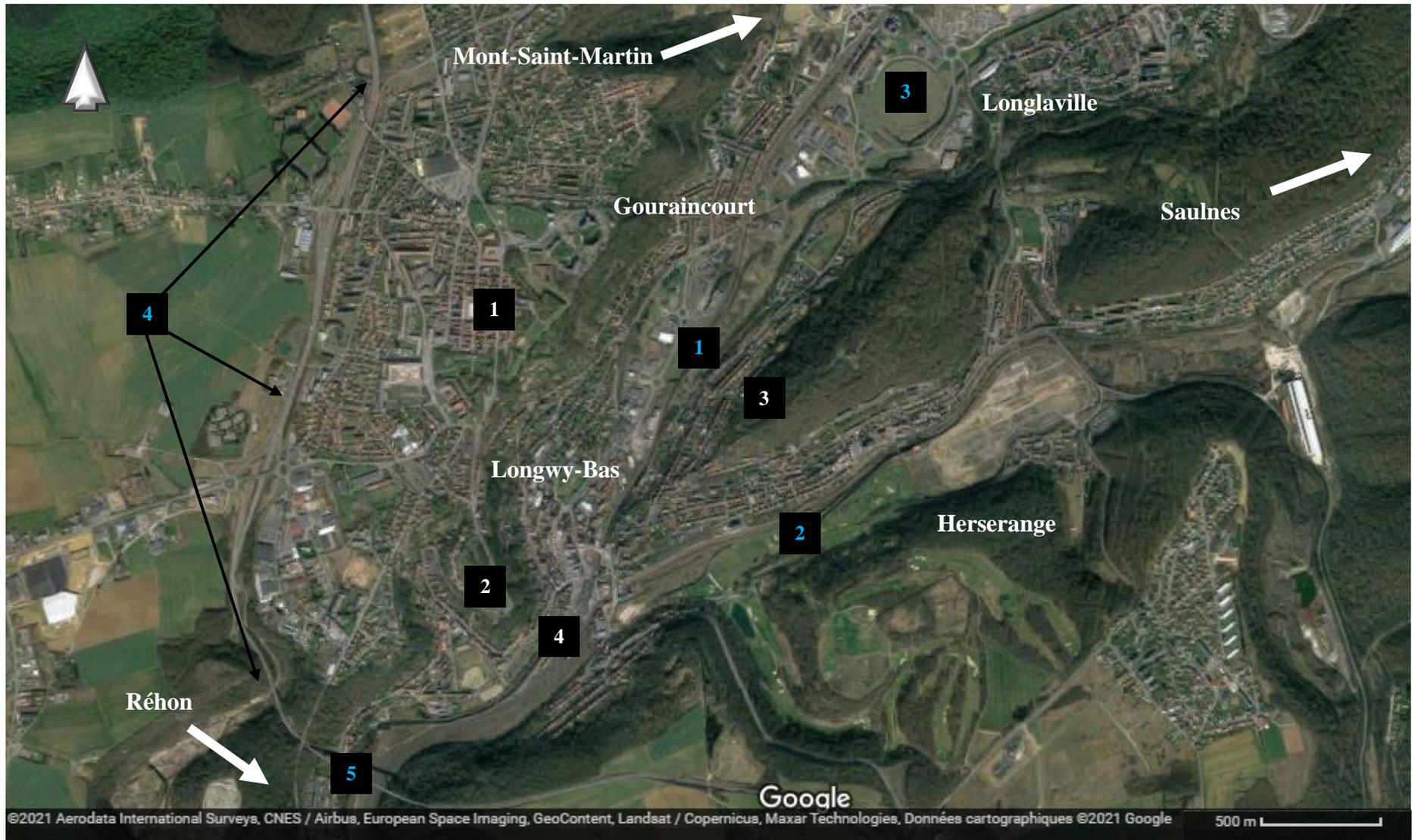
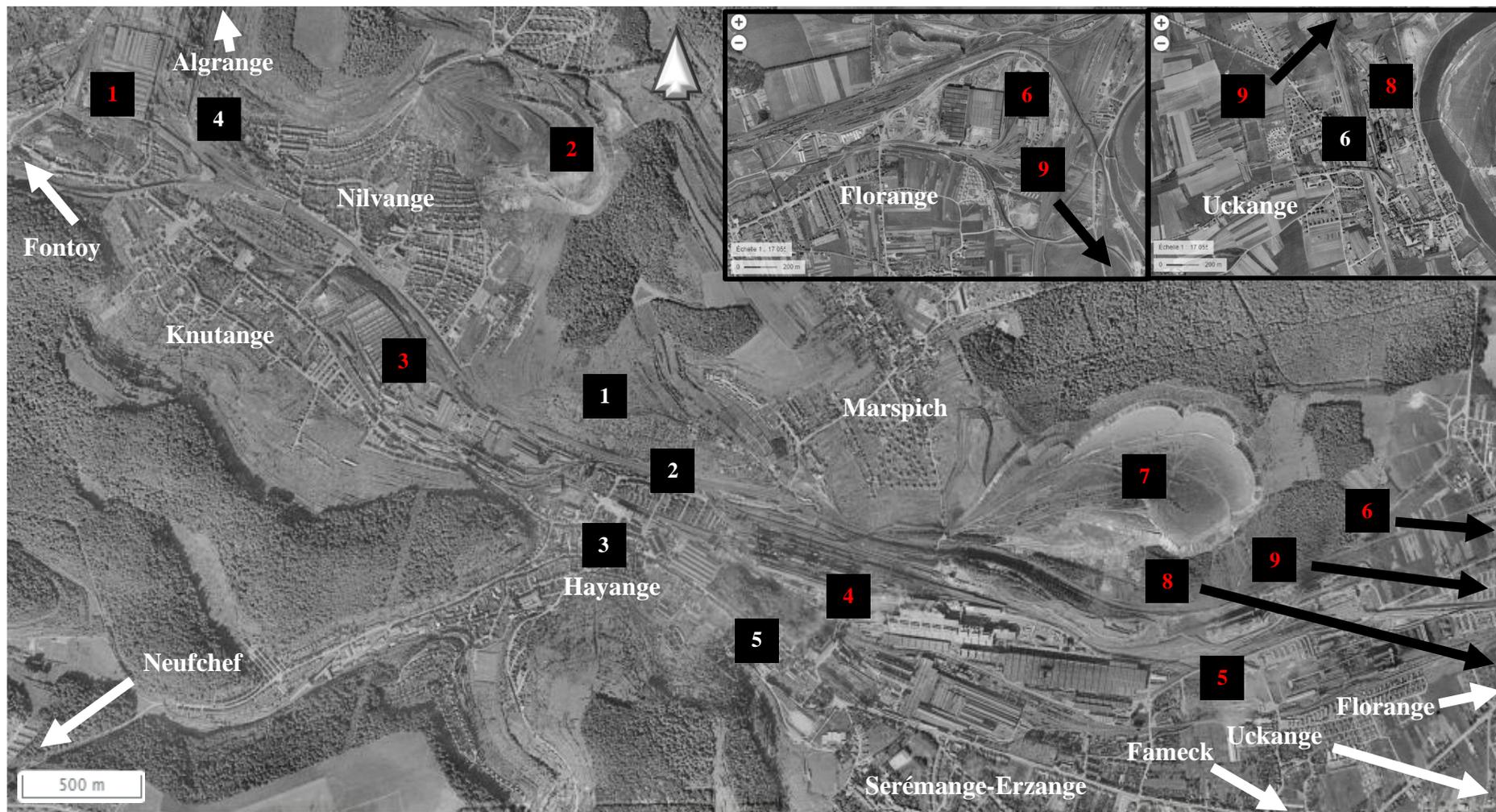


Figure n°18 : Comparaison des vues aériennes de la vallée de la Fensch, avec un focus sur Hayange, entre 1960 et 2021



Légende de la vue aérienne de la page précédente – Moyenne Fensch 1960

1. Notre-Dame-des-Vignes (côte des Vignes) et belvédère
2. Gare d'Hayange (ligne de Thionville à Sedan)
3. Eglise Saint-Martin
4. Château de Nilvange
5. Château de Wendel
6. Gare d'Uckange (ligne de Metz à Thionville)

1. Usine sidérurgique de la Paix-SMK
2. Crassier du Konacker
3. Usine sidérurgique Saint-Jacques
4. Haut-fourneaux du Patural (usine Hayange-Florange)
5. Aciérie et cokerie de l'usine d'Hayange-Florange
6. Laminoirs de Florange
7. Crassier de Marspich
8. Usine de fonte d'Uckange
9. Port d'Illange

Légende de la vue par satellite de la page suivante – Moyenne Fensch 2021

1. Notre-Dame-des-Vignes (côte des Vignes) et belvédère
2. Gare d'Hayange (Ligne de Thionville à Sedan)
3. Eglise Saint-Martin
4. Château de Nilvange
5. Château de Wendel
6. Gare d'Uckange (Ligne de Metz à Thionville)

1. Zone d'aménagement concerté de la Paix (écoquartier, parc, etc.)
2. Crassier du Konacker (en résorption)
3. Usine de rails (laminoir) Saarstahl
4. Haut-fourneaux du Patural (éteints)
5. Aciérie et cokerie de l'usine d'Hayange-Florange (éteintes)
6. Laminoirs de Florange
7. Crassier de Marspich
8. Autoroute A30
9. Viaduc d'Hayange
10. Ecomusée de l'U4 (Uckange)
11. Port d'Illange

De la comparaison entre ces vues, il est possible d'apprécier la persistance de zones occupées par des industries au centre et jusqu'à l'est, et surtout mais également la disparition discrète de la Paix, remplacé par une friche, ou la légère réduction de l'emprise de l'usine d'Uckange. Il s'agit aussi de les comparer à l'expansion des parties aval de l'usine de Florange en direction du port d'Illange. On peut aussi voir la résorption progressive du crassier du Konacker, voisin de celui de Marspich, toujours en activité. Outre le relief de côtes boisées, également caractéristique, on observe l'autoroute A30 qui en suit la forme jusqu'à surplomber la ville d'Hayange puis disparaître par un tunnel en direction du Pays-Haut. Enfin, on observe l'expansion urbaine et la densification du territoire de Florange et, dans une moindre mesure, d'Uckange.

Summary of Chapter I

The landscapes in this study are deeply influenced in their development by the settling and departure of iron industry. First of all, they have been impacted by the transformation of the land due to a shift in the economic model towards heavy industry. If their topography was a condition to this development in the end of the 19th century and earlier in Longwy, the “cradle” of iron, it was also remodelled by the extraction of iron ore and the building of large factories of all sorts, such as blast-furnaces, and Thomas-breveted steel factories, all related to the chain that allows to make cast iron and steel with this local “minette”. The landscape change was total, changing the major economic model from agriculture to industry led to the end of inclined soils cultivation, turned into hilly forests, neighbouring spoil pits that resembled more or less visible artificial hills. The attraction of the area was initiated by the settling of different investors and companies in the iron basin of Lorraine, divided between France and Germany during this peak of industrialisation from 1871 to 1918. Large companies and families owning industrial lands and empires, such as the de Wendel family who owned facilities on both sides of the border, with two centres, one within the Fensch valley, in Hayange (German Empire), the other one in the upper Orne valley, in Joeuf (French Republic). Yet the needs for industry have led to all sorts of facilities (housing, groceries, infrastructures, ...) whose types have evolved all along the years. The earlier housing facilities built by the different mining and cast iron/steel production answered the company’s will for social organisation and control, but lately the amenities issues started to be taken over by public institutions towards the end of the industrial era. Originally the urban model was rather ethnically sectorised and socially hierarchised and have printed the territory and landscape as much as the intentional monuments supposed to embody the industrial leaders’ ideals, political positions in period of strong nationalism. That large network has indeed gone through the crucial mobility changes of the century, changing durably the commuting possibilities and the face of the landscape. However, the end of that era that started in the late 1970s has also deeply impacted the territory. On the one hand, deindustrialisation allowed the treatment of urban and environmental stigmas that were impossible to treat due to the overwhelming presence of industrial companies. On the other hand, the revelation of deep-rooted issues and the multiplication of urban “voids”, amplified by long-term socio-economic unrest and lack of financial resources have put those territories in large trouble and made the local redevelopment a hard task. Within those changes, the territories and landscapes were deeply changed: in Longwy, the print of industry has strongly receded and slightly faded in the Fensch valley. The reason for those differences is the topic of the new chapter.

CHAPITRE II – Du réemploi au redéveloppement : le paysage post-industriel à l'épreuve de l'aménagement du territoire

Introduction de la partie

La façon dont ont été abordés les territoires industriels de Longwy et du val de Fensch depuis les années 1970 n'a pas été linéaire ni réellement simultanée. Comme abordé précédemment, ces deux territoires n'ont pas été touchés par la désindustrialisation au même moment et avec la même force ni rapidité. En effet, le « redéploiement » des activités sidérurgiques au niveau national de 1975 a d'abord privilégié la concentration de la production d'acier et de fonte dans le val de Fensch en défaveur du secteur de Longwy, du Pays Haut et de la vallée de l'Orne¹. Ce choc économique envers une sidérurgie omniprésente dans les territoire a nécessairement impacté les modes de gouvernance de façon différenciée. Autrement dit, la disparition de l'acteur dominant que constituaient les entreprises sidérurgiques a conditionné la capacité de résilience et de mise en cohérence des moyens et des objectifs de politiques publiques à l'échelle d'un territoire. Ce prisme de la gouvernance est un cadre majeur qu'il convient de rappeler avant de s'attaquer à l'évolution des modes opératoires vis-à-vis de la reconversion des territoires. De plus, il convient de replacer ces territoires dans le contexte lorrain : la région subit de plein fouet la désindustrialisation qui touche tout le territoire national et ouest-européen, de même que ses voisins allemands, belges et luxembourgeois, dont les stratégies de transition économique et leurs effets vont nécessairement impacter ce territoire frontalier à l'heure de la construction d'un espace économique européen intégré et de la liberté de mouvement des travailleurs et des personnes par-delà les frontières nationales.

C'est ainsi que le cadre posé nous permet de comprendre comment et pourquoi les friches deviennent ce qu'elles sont. Les friches industrielles sont ces espaces souvent gigantesques qui sont ceux où les industries se trouvaient mais où l'activité s'est arrêtée et qui demandent de nouvelles affectations. Elles sont sans aucun doute l'endroit où les stratégies et modes opératoires de la reconversion sont les plus visibles. En effet, bien que l'on ait bien montré que le paysage industriel comprend non seulement les sites de production mais aussi les sites d'extraction, le logement et les milieux naturels, les friches des sites de transformation du fer

¹ VII^e Plan pour la période 1976-1980, voir DUMAS Jean, « Le paysage, la construction et la promotion : l'Etat et les friches industrielles » (*Hommes et Terres du Nord*, « Les régions anciennement industrialisées », 1989, pp. 210-214, persee.fr/) et puis le « Plan acier » de 1977 et le « plan Barre de sauvetage de la sidérurgie » de 1978, voir RAGGI Pascal, « Industrialisation, désindustrialisation, ré-industrialisation en Europe. Le cas de la sidérurgie lorraine (1966-2006) »

en fonte ou en acier voir (filière chaude) voire de filière froide (laminage etc.) catalysent l'attention des acteurs publics, privés et des populations de par leur superficie, leur présence dans le territoire et des enjeux sociaux, économiques, environnementaux et symboliques qu'ils représentent. Comprendre par des exemples à des moments et dans des endroits différents nous permet de suivre en filigrane l'évolution de l'approche de ces sites majeurs, d'une volonté d'effacement et de remplacement à celui de sites d'opportunité avec une place potentielle laissée à la conservation patrimoniale.

La prise en compte de la qualité « patrimoniale » du paysage doit se comprendre sous le régime de l'opportunité, on peut parler « d'opportunité » du patrimoine plutôt que de qualité inhérente d'un bien, les écrits sur le patrimoine industriels nous enseignent que le patrimoine est une construction qui résulte d'un choix des acteurs à un instant t^2 . L'industrie comme phénomène en action ou en disparition laisse des traces dans la façon dont le territoire s'est construit : elle a favorisé le développement d'un système urbain qui répond peu ou prou à ses besoins et s'adapte à ses contraintes, mais de fait sa disparition fait perdre leur sens jusqu'à l'organisation de la trame urbaine et surtout elle en révèle les failles (mitage urbain, manque de stratégie d'aménagement...), des failles encore une fois les plus visibles par l'exemple des grandes « béances », selon les mots de Simon Edelblutte (2011), que sont les friches et qui révèlent les grands enjeux de l'aménagement et, à la marge, de la patrimonialisation. Schématiquement, l'émergence du patrimoine industriel est linéaire et semble se confondre avec l'approfondissement et le gain en notoriété des travaux du CILAC et du TICCIH, mais en réalité a plus à voir avec les projets et l'entendement des acteurs en présence à l'instant t et la mobilisation de certaines de ces personnalités et de la société civile, qui portent des projets dont les ambitions se placent bien souvent dans une perspective de conservation qui dépasse largement celle de la vallée et qui portent à ouvrir la question du patrimoine à autre chose que les friches et les hauts-fourneaux.

L'évolution des politiques de reconversion des friches, comme du redéveloppement territorial, semble suivre les trois phases décrites par Michel Grossetti (1998) qui sont les phases d'incrédulité, de deuil et d'action³. Cependant, en fonction des échelles nous les observerons dans des temporalités différentes. Dans un premier temps nous observerons l'évolution des modes de gouvernance locaux, guidés par les réformes territoriales et prise en compte au niveau

² EDELBLUTTE Simon, « Que reste-t-il de l'industrie après la désindustrialisation ? De la négation au patrimoine industriel », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 88^e année, « Le territoire français, la désindustrialisation et les délocalisations », 2011, pp. 150-163, persee.fr/ ; et TORNATORE Jean-Louis, « Beau comme un haut fourneau », *L'Homme*, N° 170, « Espèces d'objets », pp. 79- 116, juin-avril 2004, jstor.com/

³ GROSSETTI Michel et al., 1998, *La construction des politiques locales. Reconversions industrielles et systèmes locaux d'action publique*, Paris, L'Harmattan, 224 p.

national de la problématique des friches et territoires industriels : une phase d'inaction d'abord, puis de deuil et de tentative de prise en main des sujets, pour aboutir à une organisation de l'action plus territorialisée, régulée par la loi et transversale. Dans un deuxième temps, nous nous attèlerons à un niveau micro-local, celui de la friche, dont les temporalités sont propres à chacune : nous verrons les friches abandonnées précocement (années 1970), puis celles abandonnées lors de la période plus interventionniste (fin des années 1980, années 1990) et brièvement une friche en devenir qui pose des questions sur l'avenir. Le troisième temps de cette réflexion posera les questions de l'échelle territoriale de ces trois phases avec la question du patrimoine et des héritages industriels en son cœur : il s'agira de montrer comment ces phases décrites par Grossetti, s'inscrivent de façon différenciées dans les deux territoires et par à-coups.

I. Désindustrialisation et mutation des modes de gouvernance des territoires industriels

La désindustrialisation qui débuta dans les années 1970 à la suite du plan Barre de 1978 libéra des emprises majeures occupées par l'industrie, les friches, sur nos territoires il s'agit essentiellement de l'ensemble du fond de vallée de la Chiers à Longwy, Longlaville et Mont-Saint-Martin (usine de la Chiers et aciéries de Longwy-Mont-Saint-Martin) et la friche dite de « la Paix » de la Société Métallurgique de Knutange. Ce fut alors la première fois que les acteurs publics locaux et régionaux en autonomisation (acte II de la Décentralisation, lois Defferre 1982 et 1983) et l'Etat voient émerger un nouvel enjeu, la reconversion des territoires post-industriels. La libération des emprises foncières fut cependant le corollaire du bouleversement d'un mode de fonctionnement centré autour d'un acteur territorial qui fut celui de l'usine ou de l'entreprise sidérurgique Usinor (et Sacilor jusqu'en 1981), qui alors était déjà un acteur incontournable dans ces territoires. Faite d'expériences antérieures et de capacités de coopération stables, la gestion par les acteurs était essentiellement bilatérale (communes et entreprises) et centrée sur le court-terme économique avec peu de visibilité et de connaissance sur les questions de gestion du sol et des problèmes de pollution. L'enjeu national de la « friche industrielle » fut l'origine d'une évolution de la gouvernance des vallées industrielles lorraine.

A partir des années 1980, l'Etat et ses opérateurs déconcentrés intervinrent pour gérer au mieux ces reconversions avec une expertise et des stratégies qui débute un travail critique sur les pratiques anciennes. Des outils furent mis à disposition des communes et des ébauches de coopérations intercommunales avec l'émergence de l'intercommunalité dans les années 1990, mais également avec celle de la conscience environnementale et des cadres juridiques de la responsabilité liée aux pollutions industrielles. Cette progressive montée de l'ingénierie territoriale ne remet pas en question les stratégies locales, qui vont de plus en plus prendre

conscience de la dimension transfrontalière de ces territoires avec des orientations d'abord sur le secteur tertiaire et l'urbanisation commerciale et plus tardivement l'économie résidentielle, fondée sur l'attractivité locative, « miroir » de l'attractivité du tertiaire financier luxembourgeois pour les actifs locaux. Depuis les années 2010, les collectivités locales, bien que toujours méfiantes à l'égard de la coopération intercommunale, ont aujourd'hui pu installer des modèles d'expertises et de développements stratégiques plus ou moins transversaux qui se basent sur l'apprentissage progressif des limites des reconversions passées. D'autres facteurs majeurs sont les nouveaux instruments de politiques publiques nationaux, et la métropolisation du Sillon lorrain autour du Luxembourg.

A/ Années 1970 – début des années 1980 : les villes industrielles sans boussole

La première période de désindustrialisation intervint dans un système de quasi- « ville-industrie », où la disparition de l'usine crée un vide difficilement comblé avec les moyens et l'expérience des acteurs publics locaux et nationaux. Lorsqu'entre 1979 et 1981, 21 750 suppressions d'emplois surgissent chez Usinor⁴, impactant principalement le val de Longwy et les hauts-fourneaux de Thionville et ceux de la Paix dans le haut val de Fensch, la déflagration sociale est sans précédent. Annick Batard⁵, cite le collectif *Paroles de Lorrain* ainsi, pour se référer à ce moment historique et notant la distance prise par les pouvoirs publics, qui prennent pourtant la main sur les entreprises sidérurgiques Usinor et Sacilor en 1981⁶ :

« Le Républicain Lorrain titre ce 13 décembre 1978 à sa une : « Usinor frappe Longwy à mort ! » Face à une mobilisation exceptionnelle (20 000 personnes le 19 décembre 1978 dans les rues de Longwy...) Raymond Barre, le prof d'économie que le monde nous envie, reste de glace... VGE [Valérie Giscard d'Estaing] va rentrer en campagne et se soucie de ce trou de cul du monde comme d'une guigne ! »

Guy-Joseph Feller, « Editio. Septembre 2008 », in collectif *Paroles de Lorrains, Agendalmanach 2008-2009*. Les feux volés. Il y a trente ans les événements de Longwy Et la Lorraine s'enflamme..., Longwy, 2008, p. 7.

⁴ Pascal RAGGI, *op. cit.*

⁵ BATARD Annick, « Le bassin de Longwy et son paysage : de l'industrie sidérurgique à « la civilisation du loisir », une mue difficile ? », *Ordonner les lieux et les hommes. Actes du 135, Congrès national des sociétés historiques et scientifiques*, « Paysages », Neuchâtel, 2010. Paris : Editions du CTHS, 2015. pp. 7-16, persee.fr/

⁶ *Ibid*

Outre les mobilisations sociales, la disparition des usines qui va s'étaler à Longwy jusqu'en 1989 avec la fermeture de l'usine de Senelle (Longwy/Herserange) et celle de Saulnes, laisse les collectivités locales dans une situation d'impréparation par rapport à la gestion à la fois d'emprises gigantesques en démantèlement que sont les friches mais aussi de façon d'organiser le territoire. Le constat est le suivant, selon les mots du Préfet de la Région Lorraine en 1982 « l'organisation urbaine des bassins industriels s'est faite à partir et autour des lieux de production qui étaient les friches du temps où elles renfermaient des usines en activité »⁷, la disparition de cette raison d'être des vallées sidérurgiques crée nécessairement un vide dans la raison et le manière d'être de ces sites. En effet, comme noté par Éric Marochini (Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Longwy - CAL⁸) et Dominique Da Costa (historien et de l'association AMICAL⁹), l'entreprise (Usinor et ses prédécesseurs) constituait un « guichet unique » devant lequel les communes discutaient des questions d'urbanisme sous le prisme des besoins et contraintes de l'usine sidérurgique¹⁰. Le manque de recul sur la problématique des friches, l'urgence de pallier les effets négatifs de la disparition des emplois, et surtout l'abandon après démantèlement du site de l'acteur industriel sur le territoire qui était *de facto* un vecteur de cohérence urbanistique, contraignirent les communes au court-termisme. En d'autres mots, « directement confrontés à la pression sociale des populations des zones de conversion, les collectivités sont plus sensibles au temps court de la revendication sociale qu'au temps long de la désindustrialisation » (Bruno Vennin, 1988, cité par Eric Marochini¹¹).

A cette époque, la seule instance de mise en commun de moyens était le district de Longwy, Cosnes-et-Romain, Herserange, Lexy et Mont-Saint-Martin de 1960, auquel s'associa Réhon en 1974, et qui fut doté d'un syndicat mixte organisant le transport, le ramassage scolaire et des ordures ménagère. Encore aujourd'hui la CAL ne dispose pas de la compétence d'urbanisme et d'aménagement du territoire¹², de même pour la Communauté d'agglomération du Val de Fensch (CAVF). A ajouter qu'avec les réduction des dépenses des entreprises dans les œuvres « sociales » telles que le logement, les acteurs à reprendre la gestion des cités ouvrières sont les

⁷ Note du SGAR de la Région Lorraine, Francis CUIILLIER, à l'attention de Messieurs Jannet et Giusti (DATAR), Metz, le 19 mars 1982.

⁸ Chercheur au centre de recherche en géographie LOTERR auprès de l'Université de Lorraine, ancien directeur de cabinet au sein de la Communauté d'agglomération du Val de Fensch (CAVF).

⁹ Association pour la mémoire industrielle de la Communauté d'agglomération de Longwy

¹⁰ Voir annexes N°11 (entretiens)

¹¹ « Regard géo-historique sur la difficile transformation des friches industrielles de la vallée de la Fensch : l'exemple de la reconversion en cours du site de l'usine sidérurgique intégrée SMK (1897-2018) », *op. cit.*, p. 6

¹² Voir site officiel : grandlongwy.fr/

communes et les Offices Publics de l'Habitat, les obligeants à des dépenses croissantes, dans les cas où l'accèsion des locataires à la propriété privée n'a pas été possible.

En somme, les premiers moments suivant les chocs de désindustrialisation se caractérisent par un manque d'objectifs clairs sur les emprises libérées et sur le développement du territoire. Olivier Bianconi¹³ et Éric Marochini¹⁴ sur la friche de la Paix, libérée en même temps que la majorité des emprises de Longwy, parlent d'un manque d'objectifs mais aussi d'ingénierie urbaine en particulier sur les questions de dépollution. La légèreté du cadre législatif de l'époque sur les installations industrielles inscrites et classées, doublée des difficultés financières notoires des entreprises, a mené à des démantèlements de surface qui laissèrent les installations souterraines et potentiels polluants piégés sous les remblais. François Grosdidier, dans un rapport portant sur la reconversion, note encore que dans les années 1990 que « La réglementation n'impose pas à l'industriel une totale réhabilitation du site abandonné. D'autre part, il ne lui est pas toujours possible de la faire, précisément en raison des difficultés, notamment financières, qui l'ont conduit à fermer ses sites et à réduire voire à abandonner son activité »¹⁵. En effet, la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ne mentionne pas la remise en état du site post-cessation d'activité, et après une mention dans la version de 1993, ce n'est qu'en 2006 que l'obligation d'une remise en état par l'exploitant devient juridiquement opposable¹⁶.

Dans un ordre plus global, le problème de reconversion territorial est politique et l'Etat commence à accompagner les territoires de plusieurs manières. Malgré une ingénierie limitée due au manque de recul technique, l'Etablissement Public Foncier de la Métropole Lorraine (EPML) d'abord dédié à fournir auprès des villes du Sillon mosellan (Metz et Nancy) un expertise technique pour des projets d'aménagement d'envergure prend la compétence sur le secteur du Val de Fensch en 1980 et du Pays Haut en 1986, pouvant fournir désormais des mission d'expertise et par la suite d'accompagnement à maîtrise d'ouvrage. Cependant, à Longwy c'est essentiellement le Pôle Européen de Développement (accord signé en 1985), projet transfrontalier, dont est chargé côté français l'ancien syndicaliste CFDT Jacques Chérèque, qui eut pour objectif de mener la réinstallation durable d'emploi du secteur secondaire dans la région de Longwy : 8 000 emplois furent promis, le compte ne fut jamais

¹³ Chargé de mission « Aménagement du Territoire » à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch, voir annexe n°11 pour entretien.

¹⁴ « Regard géo-historique sur la difficile transformation des friches industrielles de la vallée de la Fensch : l'exemple de la reconversion en cours du site de l'usine sidérurgique intégrée SMK (1897-2018) », *op. cit.*,

¹⁵ La reconversion : une ardente obligation : rapport sur les dispositifs d'aide à la reconversion des régions mono-industrielles en restructuration / rapport au Premier ministre : [réd. par] François Grosdidier, 1996

¹⁶ Source : *Légifrance*, legifrance.gouv.fr

atteint¹⁷. Il s'agissait pourtant d'une ébauche de coopération intercommunale et internationale (puisque financée en partie par la Communauté Economique Européenne (CEE) et géré à l'aide d'un conseil tripartite), qui inaugura une phase d'interventionnisme étatique à l'aide de nombreux instrument de politiques publiques *ad hoc* toujours influente de nos jours.

B/ Milieu des années 1980 – années 2000 : intervention de l'Etat régulateur et tentatives locales de redéveloppement

La période qui éclot avec l'implication grandissante du gouvernement Pierre Mauroy à partir de 1980 se traduit par la multiplication des modes d'accompagnement des communes voire de dirigisme de l'Etat sur les reconversions de friches et les territoires touchés par la désindustrialisation. Le Préfet de la région Lorraine communiqua en 1985 avec la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR¹⁸) au sujet de la problématique des grandes friches industrielles et de la consécutive déstabilisation des systèmes urbains et d'aménagement dans les sites concernés. Cela fut le coup d'envoi du travail de la Commission dite « Lacaze »¹⁹ auprès de la DATAR, dont le rapport initia une action sur les territoires les plus marqués par la désindustrialisation à qui revenait la gestion des friches de grande taille, comme à Longwy et le val de Fensch. Le rapport sur le « Grandes friches industrielles » préconise dans tous les l'effacement des « traces sociales du déclin industriel » et le pré-verdissement des friches pour permettre une remise des terrains sur le marché, dans l'immédiat ou ultérieurement. On préconise que ces opérations soient l'objet d'un accompagnement voire d'un portage par des opérateurs qui ne dépendent pas des obligations politiques et sociales des maires, portés nécessairement vers la recherche de recettes fiscales et de création d'emplois à court-terme.

¹⁷ Voit RAGGI Pascal, *op. cit.* et RENARD-GRANDMONTAGNE Colette, « Le bassin sidérurgique de Longwy : nouvelle reconversion, nouveaux acteurs », *Revue Géographique de l'Est*

¹⁸ Créée en 1963, cette administration centrale est chargée de disposer les orientations nationales de la politique d'aménagement et de développement du territoire et de veiller à leur application. A cet effet elle est placée sous la direction du Premier ministre et travaille en collaboration avec plusieurs ministères au fil des gouvernement (chargés de l'industrie, de l'environnement, de l'agriculture etc.). Elle est remplacée en 2014 par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), lui-même transformé en Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) en 2020, des transformation qui accompagne l'évolution de cette administration d'un rôle autrefois plus dirigiste envers les collectivités à des missions d'accompagnement et de supervision.

¹⁹ Du nom de son rapporteur, l'ingénieur des Ponts-et-Chaussées Jean-Paul Lacaze.

« La commune, gestionnaire privilégié du foncier est trop contrainte par la demande d'emplois et par le nécessaire retour de ses investissements (grâce aux impôts locaux) pour pouvoir se dégager aisément du court terme ce qui la conduit à privilégier la venue d'investisseurs grâce à la réussite d'opérations immobilières. »

Jean Dumas,

« Le paysage, la construction et la promotion :
l'Etat et les friches industrielles », p. 214²⁰

Ces premiers objectifs ont alors été introduits dans les Contrats de Plan Etat-Région avec les jeunes régions administratives (alors la Région Lorraine, Plan Etat-Région) dont le premier fut signé en 1984. En outre, selon les préconisations de moyen du rapport Lacaze, l'Etablissement Public Foncier de la Métropole lorraine est chargé de mener les études préalable des friches, de fournir une expertise technique (bien qu'encore jeune) sur le sort des friches, et de pourvoir aux potentiels travaux de terrassement et pré-verdissement, que les communes ne peuvent mener seules.

La Programmation Pluriannuelle d'Intervention 1986-1990 reprend trois objectifs prescrits par le Plan Etat-Région : acquisition [des terrains] au moindre coûts aux industriels, remise en état et verdissement d'attente, stockage des terrains dans la perspective du montage d'éventuels projets de réutilisation ». Le document met l'action sur le besoin de rendre les terrains esthétiquement « attractifs ». On parle alors de recyclage du foncier, sans pour autant définir des objectifs, laissés aux mains des communes et dans une perspective de gestion du patrimoine foncier à long-terme comme commenté par Patrick Noviant²¹. Ces dernières continuent à répondre à des ambitions de réinstallation d'activités, avec des succès mitigés et une cohérence discutable même lorsqu'un instrument comme le PED (Pôle Européen de Développement) vise à une mise en cohérence.

Ce Pôle européen de développement (ou PED) associé à d'autres projets de reconversions à Longwy incarnent les limites de la politique de reconversion industrielle d'alors, et ce au même titre que friche de l'usine de la Paix/SMK dans la Haute-Fensch. Le PED créé en 1985 était un grand programme de reconversion né en 1985 qui visait à réimplanter des industries d'avenir dans cette zone frontalière durement touchée par la crise de la sidérurgie : il associait le Luxembourg, la Belgique et la France et était financé par les fonds structurels européens.

²⁰ In *Hommes et Terres du Nord*, N°4 « Les régions anciennement industrialisées, 1989, pp 210-214

²¹ *Note de proposition en vue de l'expérimentation des zones de mutation, Lettre de la DATAR*, n°96, avril 1996, P.12, in Rapport de l'EPML, « 1984 : Vers une nouvelle configuration urbaine »

Colette Renard-Grandmontagne²² démontre comment les difficultés à faire s'implanter durablement des entreprises manufacturière dans le pays-Haut et dans le reste de la Lorraine (Daewoo, Panasonic, JVC...) par des incitations fiscales fortes a mené les communes à changer des stratégie. En 2003, au terme d'une longue négociation auprès des parties tierces et de la Commission européenne qui accordait les aides fiscales et les autorisations d'aménagement dès 1993, des communes comme Mont-Saint-Martin ont accédé aux volontés d'extension du secteur de la grande se sont tournées vers l'urbanisation commerciale en profitant de la position transfrontalières de la friche des Acières de Longwy comprise dans le PED. Ces activités, plus rentables et pourvoyeuses d'emploi, sont cependant devenues dominantes sur le territoire avec une inflation de l'offre commerciale qui pose encore des problèmes économiques et politiques à l'heure actuelle. En effet, le manque de concertation des communes dans l'agglomération de Longwy sur la planification commerciale reste aujourd'hui la pomme de Discorde.

En parallèle, on voit également une inflexion de la part des instances de l'Etat qui reviennent partiellement sur la doctrine d'arasement des terrains en posant la question de la conservation partielle, comme une critique de la perspective qui a dominé jusqu'en 1990, et commentée par Jean-Pierre Masseret, président du Conseil régional de Lorraine de 2004 à 2015 et ancien maire d'Hayange : « si, tous les matins, les gens voient leurs usines arrêtées, vides, délabrées, ça fout un coup au moral, ça n'offre pas de perspectives. Il était donc d'utilité psychologique d'en faire disparaître un certain nombre devant les yeux de ceux qui y ont travaillé depuis des générations. Aujourd'hui, on se demande si les démolitions n'ont pas été trop massives. Ne pas s'être posé la question d'une conservation du patrimoine industriel, c'est objectivement une erreur²³ ». A la fin des années 1980, la Mission interministérielle des Grands Travaux dirigée par Emile Biasini, en collaboration avec le Ministère de la Culture, et soutenue par des associations locales, commence à réfléchir aux possibilités de conservation et des patrimonialisation des grandes installations de la sidérurgie lorraine. Il en ressort une double fin : un projet avorté de patrimonialisation et de création d'un pôle multifonctionnel, culturel, économique, touristique autour du haut-fourneau de Senelle à Herserange, et la patrimonialisation effective de celui d'Uckange dans le val de Fensch.

²² RENARD-GRANDMONTAGNE Colette, « Le bassin sidérurgique de Longwy : nouvelle reconversion, nouveaux acteurs », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 46, 3-4, 2006.

²³ Propos recueillis par Pierre Rimbart et Rafael Trapet, in *Le Monde diplomatique : de la sidérurgie à la "modernité"*, Amère normalisation en Lorraine, octobre 1997 ; cité dans POULIN Caroline, KLOUCHE Djamel, *Vers une configuration urbaine alternative : l'exemple du bassin sidérurgique et ferrifère lorrain*, rapport réalisé pour Plan Urbain, Etablissement Public foncier de la Métropole Lorraine, Direction départementale de l'équipement de la Moselle (DDE 57) et DDE 54 (Direction départementale de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle), mars 1998, p. 31

C/ Années 2010 – aujourd’hui : recherche d’une action territoriale intégrée et cohérente

La stabilisation de la régulation des Installations Classées à la Protection de l’Environnement (ICPE), selon la nomenclature en vigueur aujourd’hui, mais également les changements dus à l’acte III de la décentralisation (loi NOTRe de 2015 et loi MAPTAM de 2016²⁴) mettent aujourd’hui la gestion des problématiques spécifiques liées aux territoires industriels devant des modalités de gestion multilatérale complexes mais où les collectivités locales, en particulier les EPCI tendent à prendre une place conséquente. Pour plus de clarté, la législation actuelle impose des règles de remise en état et de préparation à la réutilisation du site qui sont sans commune mesure avec la législation des années 1980 à 2000. En outre, la montée en compétences des EPCI tente de répondre à la qualité intercommunale des enjeux de métropolisation (ici, vis-à-vis du Luxembourg), des services publics et des friches. C’est d’ailleurs en 2021, avec la Loi Climat que les friches ont acquis une définition juridique à l’égard de leurs enjeux environnementaux²⁵.

La prise en compte des problèmes du court-termisme imposé en partie par l’urgence de la situation est désormais intégrée en très grande partie dans la législation. Première elle impose une remise en état et mise en sécurité des ICPE par leur exploitant afin de ne pas gêner une réutilisation ultérieure, comme ce fut le cas avec les remblaiement de surface des années 1980²⁶. L’usage ultérieur, devant être déterminé conjointement est essentiellement défini par le Plan Local d’Urbanisme (PLU, déterminé par la commune) ou le PLU intercommunal, lorsque la compétence d’urbanisme appartient à l’EPCI dont la commune fait partie. La gestion de la compétence « urbanisme » par les EPCI dans le val de Fensch et l’agglomération de Longwy est justement un enjeu majeur : aujourd’hui aucun de ces EPCI ne possède un EPCI, l’aménagement intercommunal repose encore essentiellement sur le SCoT (Schéma de

²⁴ Loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République, redéfinissant le découpage régional en unissant les Régions Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace dans une même collectivité territoriale (Grand Est) et Loi de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles, redéfinissant les attributions des EPCI en élargissement leurs compétences, en particulier pour les plus importants dénommés « Métropoles ».

²⁵ Loi Climat et résilience du 22/08/2021, qui introduit cette définition de friche dans le Code de l’urbanisme : « tout bien ou droit immobilier, bâti ou non bâti, inutilisé et dont l’État, la configuration ou l’occupation totale ou partielle ne permet pas un réemploi sans un aménagement ou des travaux préalables » (article L111-26 du Code de l’urbanisme).

²⁶ Extrait de l’Article L512-6-1 du Code de l’Environnement relatif aux ICPE, source [Légifrance.fr](https://www.legifrance.fr) : « Lorsqu’une installation autorisée avant le 1er février 2004 est mise à l’arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu’il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l’article L. 511-1 et, le cas échéant, à l’article L. 211-1 et qu’il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l’établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d’urbanisme et, s’il ne s’agit pas de l’exploitant, le propriétaire du terrain sur lequel est sise l’installation.

A défaut d’accord entre les personnes mentionnées au premier alinéa, lorsque l’installation est mise à l’arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu’il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l’article L. 511-1 et qu’il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d’exploitation de l’installation mise à l’arrêt. »

Cohérence Territoriale), qui ne définit pas de zonage d'urbanisme mais des axes stratégiques et qui dépasse les frontières des bassins industriels : s'applique à tout le Pays Haut dans le cas de Longwy, à tout le Thionvillois dans le cas du val de Fensch.

En parallèle, la gestion de nombreux enjeux notamment environnementaux est devenue compétence intercommunale, en particulier le GEMAPI (plan de Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) qui aujourd'hui impose à la CAL et la CAVF de dédier de nombreuses études et investissements à la gestion de leurs nappes phréatiques, et cours d'eau comme la Fensch et la Chiers. On pourra citer la question des mines désormais inondées en raison de l'arrêt de leur exploitation et présentent des risques de pollution des nappes phréatiques destinées. A noter, que les risques géologiques liées à l'exploitation des carrières, crassier, et mines tels que les affaissements ou glissements de terrain, s'imposent aux PLU comme servitudes d'urbanisme. La compétence GEMAPI oblige à porter une attention certaine aux cours d'eau enterrés à l'époque de construction des usines en fond de vallée et utilisées pour les alimenter en eaux de refroidissement, comme ce fut le cas avec la Chiers et la Fensch. Aujourd'hui, comme le fait noter Olivier Bianconi, les pollutions des cours d'eau posent des question intercommunales qui furent ignorées pendant des décennies, qui est celle du rejet des eaux usées domestiques. Un enjeu qui reflète une réflexion menée dans la région allemande de la Ruhr avec la rivière Emscher, ancien égout urbain à ciel ouvert. La capacité de mise en cohérence des stratégies communales que les EPCI pourraient mener est majeure puisqu'on continue à observer des projets de construction commerciale là où la construction résidentielle est impossible en raison des terrains. Cette inflation commerciale sur certaines communes est cependant aujourd'hui peu planifiée et cause aujourd'hui des déséquilibres majeurs, en particulier dans le pays de Longwy.

La gestion des projets est aujourd'hui permise par un apprentissage progressif et la capacité de travail en commun avec les opérateurs étatiques comme l'EPFGe²⁷ pour fournir une expertise technique et le financement des travaux de pré-aménagement qui aujourd'hui dépassent le simple pré-verdissement : l'accompagnement sur le projet de réutilisation partielle du site du haut-fourneau d'Uckange en est représentatif. De nombreux enjeux sont aujourd'hui au cœur de ces friches, et comme le fait remarquer Eric Marochini, il s'agit désormais de savoir définir des projets multifonctionnels qui correspondent aux besoins du territoire et à ses

²⁷ EPFGe, EPFL et EPML sont la même institution mais à des périodes différentes. L'Etablissement public foncier de la Métropole lorraine (EPMF) est institué en 1973 dans la cadre de la politique des « métropoles d'équilibre », devenant Etablissement public foncier de Lorraine (EPFL) en 2001 en se dotant d'une compétence d'action sur tout le territoire régional, puis transformé par décret en 2020 en Etablissement public foncier du Grand Est (EPFGe), agissant sur l'ancien territoire de la région Lorraine et Champagne-Ardenne.

contraintes (notamment celles du sol)²⁸, alors que la tentation des pouvoirs publics pourrait être de miser sur l'économie résidentielle, c'est-à-dire l'installation de travailleurs frontaliers du Luxembourg attirés par les loyers et la localisation stratégique du val de Fensch et de Longwy. Pour le dire plus simplement, un des moyens les plus faciles pour que les collectivités continuent à percevoir des recettes fiscales est de devenir des cités-dortoirs du Luxembourg. Néanmoins, la résilience socio-économique et sa durabilité en termes de mécanismes de redistribution de ce système est faible²⁹.

Dans ce contexte où les opportunités de transformation sont multiples et que la réindustrialisation a montré ses limites dans les années 1990, où l'inflation commerciale les montre actuellement, la préservation du patrimoine industriel intervient comme une question aussi légitime que les autres, mais pas à n'importe quel prix. Si, comme on va le voir, la préservation du site d'Uckange fut objet d'une priorité politique, l'approche des décideurs est de plus en plus portée sur des études orientées sur un calcul coût-avantages et il s'agit de profiter des opportunités de transformation pour résorber les incohérences urbaines de l'urbanisation industrielle³⁰. Désormais, les orientations de la gestion d'un territoire post-industriel dépassent largement en complexité les négociations bilatérales entre l'usine et la commune. ArcelorMittal, l'héritier des entreprises sidérurgiques de la région, procède actuellement aux préparatifs de la cessation totale d'activité de la filière chaude de la gigantesque usine sidérurgique d'Hayange-Florange, tout en s'accordant avec le futur propriétaire et la collectivité (ici une seule et même entité) pour la cession d'emprise. Un esprit de négociation constante s'impose désormais, afin que l'acteur public, ici la CA du Val de Fensch s'assure que la dépollution effectuée par l'entreprise corresponde aux règles que le PLU dispose, d'autant plus que c'est cette collectivité qui est pressentie pour devenir le propriétaire de l'emprise sidérurgique.

Cependant, la question de la destruction des équipements pouvant être réutilisés est désormais beaucoup plus discutée, surtout puisque désormais un interlocuteur intercommunal est identifié, ce qui n'était pas le cas dans les années 1980, ni à Longwy, ni dans la vallée de la Fensch. De plus, malgré l'inexistence d'un PLUi, on observe qu'avec l'expérience de gestion de projets complexes comme la friche de la Paix que la CAVF a connue, l'EPCI est capable de

²⁸ MAROCHINI Eric, « Regard géo-historique sur la difficile transformation des friches industrielles de la vallée de la Fensch : l'exemple de la reconversion en cours du site de l'usine sidérurgique intégrée SMK (1897-2018) »

²⁹ MAROCHINI Eric, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *op. cit.*

³⁰ EDELBLUTTE Simon, « Que reste-t-il de l'industrie après la désindustrialisation ? De la négation au patrimoine industriel », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 88^e année, « Le territoire français, la désindustrialisation et les délocalisations », pp. 150-163, persee.fr/.

recourir à de nombreux instruments d'aménagement complexes des ZAC (Zones d'Aménagement Concerté) à celle de demander l'accompagnement de l'Etat pour le portage d'un Opération d'Intérêt National (OIN) sur la friche du Patural, site au cœur d'une étude coportée par la CAVF, l'EPFGe, et des cabinets privés³¹. Ceci n'est pas encore le cas à Longwy, où la coopération intercommunale sur les enjeux est encore sujette à frictions.

Depuis 2017 et 2018, respectivement les programmes nationaux Action Cœur de ville et Territoires d'industries permettent à certaines collectivités de développer une réflexion stratégique sur leur territoire à partir d'instruments simplifiés et avec un accompagnement technique par les opérateurs de l'Etat et directions déconcentrées. Le premier a pour objectif la revitalisation économique et sociale des centres anciens et s'adresse aux communes des villes moyennes avec un rôle de centralité : Longwy fut sélectionnée, Hayange ne le fut pas à l'inverse de son pôle urbain de référence, Thionville (ex-« métropole du fer »). Ce programme mobilise de nombreux instruments liés aux domaines suivants : commerce, habitat, culture, patrimoine, habitat et mobilité entre autres. La CA du Val de Fensch a en réaction créé son propre programme pour flécher des investissements sur l'harmonisation et l'amélioration de sa forme urbaine d'amont en aval : « Cœurs de ville, Cœur de Fensch »³². Le programme Territoires d'industrie s'adresse quant à lui aux intercommunalités, détentrice de la compétence « développement économique » pour concevoir et appliquer des programmes de réindustrialisation sur des filières jugées économiquement prometteuses et adaptées aux territoires, à leur configuration économique et sociale et le type de compétences professionnelles de leurs habitants. Il vise aussi à la revalorisation sociale du secteur secondaire notamment dans les tissus post-industriels. La CAVF et la CAL sont concernées, mais l'engagement de la dernière dans le programme est encore embryonnaire.

En somme, on observe comment d'une situation de difficile réorganisation des structures de gouvernance face à la disparition de l'acteur usine, on arrive vers une situation plus régulée dans laquelle les collectivités responsables de la gestion de leur territoires font face à des règles environnementales et d'aménagement claires, et profitent de nombreux outils. A envisager la chronologie, on ne peut nier le caractère précurseur de Longwy. La brutalité et la radicalité des transformations, aboutissant à l'abandon de pans de territoire égaux à une ville, ont obligé les pouvoirs publics à vouloir pallier les incapacités des communes à gérer seul un territoire

³¹ « Visite de l'impressionnant site sidérurgique d'Hayange, Serémange-Erzange et Florange », *Une fabrique de la ville*, 1^{er} mars 2022, unefabriquedelaville.fr/

³² MAROCHINI Eric, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *op. cit.*

abandonné. Le projet PED, premier programme prévu pour la compensation des pertes d'emploi, s'est accompagné d'une orientation de la part de l'Etat envers ses friches et d'un intérêt réel sur les solutions de réaménagement et de redéveloppement adéquats. Les oscillations des administrations étatiques entre la remise à zéro et la conservation partielle ont conduit à des situations contrastées entre le val de Fensch et le val de Chiers. Si les traces des erreurs des années 1970, tels que la dépollution incomplète et délétère pour l'environnement, se retrouvent dans des friches abandonnées au même moment à Longwy et dans la haute-Fensch, on ne peut pas dire que l'impact est du même acabit. En effet, la désindustrialisation du val de Fensch, plus progressive a permis l'application de modèles de gouvernance, de régulation et des solutions techniques que les erreurs commises dans le réaménagement du site du PED (Aciéries de Longwy et usine de la Chiers) ont pu mettre en lumière. La vérité est que la chronologie des changements législatifs, des programmes d'aide et de l'apprentissage de la problématique de la reconversion a énormément marqué ces territoires, de même que la période d'industrie d'où on peut supposer que provient l'attachement fort à l'échelon communal comme « fief ». Afin de saisir les enjeux de manière plus concrète, nous allons procéder à une présentation de plusieurs cas de friches qui ont mis en lumière l'émergence d'objectifs et de moyens d'action nouveaux au fil des époques sur le traitement des traces les plus évidentes et constitutives de l'industrie sidérurgique.

II. Les grandes friches industrielles : des études de cas pour comprendre les temporalités de l'approche de la friche par les acteurs du territoire

Il est impossible de parler de la transformation des territoires de Longwy et de la Fensch sans parler des grandes friches. Par friche nous entendons selon l'article L111-26 du Code de l'urbanisme « tout bien ou droit immobilier, bâti ou non bâti, inutilisé et dont l'État, la configuration ou l'occupation totale ou partielle ne permet pas un réemploi sans un aménagement ou des travaux préalables » en date de 2021. Nos cas se distinguent par leur ampleur et le rôle central que ces emprises foncières eurent sur les territoires qu'elles occupaient avant la fin de leur activité de production. Ces terrains laissés après le départ de l'activité sidérurgiques sont, comme démontré précédemment, le point de départ d'une réflexion sur ces territoires pour leur redonner un sens. A elles seules, elles concentrent des enjeux de développement économique, de gouvernance, de culture locale, d'environnement et même de patrimoine. Celles-ci ont traversé les époques jusqu'à aujourd'hui. Dans le chapitre précédent, nous montrions comment l'approche des acteurs à leur égard, comme catalyseurs des enjeux des territoires traités, a évolué depuis la fin des années 1970. A travers des exemples dont

l'histoire comme friche a débuté à différentes époques, nous montrerons la stratification des opérations, enjeux et objectifs sur des friches. Premièrement, nous aborderons deux friches où le processus de *tabula rasa* a dominé lors de la première vague de désindustrialisation : la gigantesque emprise des Aciéries de Longwy et de l'usine de la Chiers sur les territoires de Longwy, Longlaville et Mont-Saint-Martin (depuis 1985 le Pôle Européen de Développement, PED) ; ainsi que la friche de la Paix dans la haute-Fensch, première emprise de cette taille libérée dans le val de Fensch. Dans un deuxième temps, nous aborderons les friches libérées à l'époque où la régulation de l'aménagement de ces terrains commence à se stabiliser et que les dimensions environnementales et patrimoniale commencent à être sérieusement discutée, de sorte à permettre à des nouveau projets, débats et modes d'action d'émerger : la friche de l'usine de Senelle (Longwy/Herserange) et celle du haut-fourneau d'Uckange. Dans un troisième temps nous ouvrons une réflexion sur le devenir du site du Patural et de la Fenderie, au sein de l'usine sidérurgique de Florange, sous cocon depuis 2015 pour partie et en cours de cessation d'activité avant une probable cession de la propriété.

A/ La tabula rasa : un mode d'action express qui hypothèque l'avenir

En 1978, alors que le plan Barre de « sauvetage de la sidérurgie » préfigure une nouvelle géographie de la sidérurgie en Lorraine en pleine crise, Longwy et le Val de Fensch avaient déjà amorcé une transformation. Usinor, qui contrôlait les Aciéries de Longwy à Mont-Saint-Martin, les hauts-fourneaux de la Chiers et les usines de Senelle, depuis 1966 à une réduction des effectifs. Dès les années 1960, les historiques aciéries à Mont-Saint-Martin cessèrent déjà leur activité³³ préfigurant la fermeture de l'ensemble qu'elles formaient avec site voisin des hauts-fourneaux de la Chiers annoncée en 1978. Les activités se concentrèrent alors sur le site intégré de Senelle, qui, déjà doté d'un train moderne train de laminage continu universel attendait encore la construction d'une aciérie moderne à oxygène. Une réorganisation similaire s'était achevée en 1974 sous l'action de la société Sacilor (issue de la restructuration de 1973³⁴), menant à la concentration du val de Fensch dans les produits plats et la fermeture du site intégré de la Paix (hauts-fourneaux et aciéries), démarrée en 1974 achevée en 1983, tandis que les usines de Joeuf, Homécourt, Auboué, Rombas, Moyeuvre-Grande dans la vallée de l'Orne ou Hagondange connaissent des destins tout aussi tragiques.

A cette époque s'amorce un nouveau paradigme explicité par Pascal Raggi dans « Industrialisation, désindustrialisation, ré-industrialisation en Europe. Le cas de la sidérurgie

³³ RAGGI Pascal, *op. cit.*

³⁴ THOUVENIN Monique, *op. cit.*

lorraine (1966-2006) »³⁵ : alors que dans les période d'essor de la sidérurgie, la fermeture d'une usine n'était pas considérée comme une fatalité, elle le devient par la suite. Comme le montrait le cas des forges d'Ars-sur-Moselle, le boom de l'acier a causé la perte de nombreuses entreprises spécialisées dans le fer puddlé et la fonte, pourtant les pertes d'emplois furent compensées par les créations dans le secteur de l'acier en Moselle. De plus, lors d'une fermeture d'usine, le recyclage de ses éléments et des sites était possible sans réelle complication par l'entreprise sidérurgique. Avec la crise de la sidérurgie européenne, les sites ne trouvent plus de vocation dans ce même secteurs : les premiers grands sites qui vont révéler ces problèmes sont celui de la Chiers et des Aciéries de Longwy, libéré en 1979 de toute activité sidérurgique, et celui de la Paix, dans le haut val de Fensch, qui est la première grande friche de la vallée moins touchée que sa voisine la vallée de l'Orne.

Le destin de ces friches fait apparaître des problématiques communes : remise à zéro réalisée dans l'urgence, avec peu de recul sur les question patrimoniales ou environnementales potentielles. La volonté de remplacer les activités perdues est évidente mais de décline dans les deux cas par un redéveloppement économique mitigé, également limité par un traitement insuffisant des sous-sols qui eut pour effet de rendre les terrains en partie inconstructibles.

³⁵ RAGGI Pascal, *op. cit.*

1) Friche de la Chiers et Aciéries de Longwy : le Pôle Européen de Développement

Figure n°19 : Vue des usines de la Chiers et des Aciéries de Longwy en 1929



A gauche, vue des usines de la Chiers à Longwy-Bas et à droite panorama des aciéries de Longwy-Gouraincourt à Longlville, Mont-Saint-Martin, Longwy

Sources : Daniel DELBOY, 1929³⁶ ; auteur inconnu, 1929³⁷

Ce site gigantesque d'environ 250 hectares situé sur les communes de Longlville, Mont-Saint-Martin et Longwy abritait autrefois les plus grandes aciéries de Lorraine et jusqu'à huit hauts-fourneaux (Voir Figure n°19). Les usines de la Chiers à Longwy-Bas, héritières du premier haut-fourneau du bassin et des usines du Comte de Saintignon, avoisinaient directement les grandes aciéries créées en 1880. Ce site qui a été au cœur des enjeux des mobilisations ouvrières et syndicales de 1979, a été libéré précocement mais ce n'est qu'en 1984 qu'on lui trouvera un nouveau destin. L'annonce de la création du Pôle Européen de Développement à cet emplacement par Jacques Chérèque, ancien syndicaliste CFDT engagé dans la défense des emplois sidérurgiques à Longwy et nommé alors Préfet pour le redéploiement industriel marque la persistance d'une idée-phare dans les décideurs de l'époque : la production doit laisser place à la production, l'emploi industriel à l'emploi industriel. Cependant les résultats et les conséquences sur la friche à l'heure actuelle sont mitigés.

Si peu d'informations subsistent sur le destin effectif des bâtiments des Aciéries de Longwy et des Hauts-fourneaux de la Chiers, il semble être acceptable de dire que pour les acteurs de l'époque la destruction faisait évidence. Pourtant, les bâtiments sont encore debout en 1982 selon les vues aériennes de l'époque et en 1987, quelques halles sont encore debout³⁸. La destruction coïncide avec l'annonce du projet du PED et la signature de la Déclaration

³⁶ Ayant-droit : Dominique Moneret, source : Image'est, image-est.fr/

³⁷ Ayant-droit : Bernard Martin, source : Image'est, image-est.fr/

³⁸ Voir annexe N°12

commune Intergouvernementale le 19 juillet 1985 par la Belgique, le Luxembourg et la France. Le PED c'est la promesse de 8 000 emplois pour compenser le 21 750 emplois perdus par les plans sociaux entre 1979 et 1980, dont une large moitié fut l'objet de mesures négociées telles que des retraites anticipées, de mutations ou de dispense partielle ou totale d'activité³⁹. Le programme financé par la Commission européenne, via le FEDER, était tenu de privilégier les emplois industriels, les « vrais emplois » selon le maire de Longwy d'alors Jean-Paul Durieux. Sur des friches aplanies et pré-verdies, on permit à des entreprises de hautes-technologie de s'installer avec des abattements fiscaux et primes à l'installation incitatives. Le résultat fut un turn-over important : les entreprises « chasseuses de primes » s'installèrent sur le site du PED et dans l'agglomération puis mirent la clé sous la porte une fois les avantages épuisés. On peut citer JVC (1988-1996), Panasonic (fermé en 1998), Daewoo (qui ferma ses trois sites lorrains en 2003⁴⁰). Le résultat fut le retour de la friche : verdoyante mais vide, participant à l'allure très « aérée » de la ville de Longwy aujourd'hui⁴¹. Seule l'entreprise Performance Fibers, désormais Glanzstoff, fait exception par sa longévité et sa capacité à s'implanter et se développer localement.

Un tournant fut amorcé à la fin des années 1990, alors que le projet d'extension de l'enseigne Auchan est validée par l'Association de l'agglomération transfrontalière du PED et la Commission européenne, sans pour autant pouvoir profiter des avantages fiscaux prévues et des aides du FEDER, destinés exclusivement aux entreprises du secteur secondaire. Le projet est lancé par l'entreprise de la grande distribution et le processus mit un certain temps à aboutir à la construction du « paquebot » commercial de Mont-Saint-Martin sur 26 hectares du PED. Avant et après la validation par le PED, les acteurs locaux se montrèrent réticents et à l'annonce de la construction, si bien que la Commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle refusa d'abord de donner l'autorisation et un recours au Conseil d'Etat fut même déposé. L'expansion du recours au foncier commercial commence du moins, avec celle de l'immobilier commercial par les achats de foncier d'Immochan, la construction d'un cinéma multiplexe à la manière de la reconversion simultanée en zone de loisirs d'Amnéville dans le val de l'Orne (Moselle). Début des années 2000, l'emploi commercial présentait alors une durabilité supérieure à celle des emplois pourvu par les entreprises industrielles qui s'étaient installées, et ce notamment grâce à l'intégration européenne et l'ouverture des frontières qui fait augmenter la zone de chalandise des grandes enseignes, non sans causer des

³⁹ Jacques MALEZIEUX, *op. cit.*

⁴⁰ Celui de Mont-Saint-Martin est brûlé après une lutte sociale de plusieurs mois contre sa fermeture, cf. RENARD-GRANDMONTAGNE, *op. cit.*, p. 5

⁴¹ *Ibid*

mécontentements. C. Renard-Grandmontagne commente ainsi le cas d'école que constitue l'extension du supermarché Auchan entre la fin des années 1990 et le début des années 2000 : « [Auchan] a dû d'une part affronter les résistances locales et d'autre part lutter contre des concurrents voisins implantés en territoire belge et luxembourgeois dans un rayon de 10 à 15 km⁴² ».

Figure n°20 : Héliport international de Longwy en 2022



Situé à cheval sur Longlaville, Longwy et Mont-Saint-Martin, il est un terrain vague désormais inusité. Aménagé en lieu et place des Aciéries de Longwy en 1987, il a perdu son rôle d'héliport à l'usage de l'Hôpital de Mont-Saint-Martin⁴³ qui utilise désormais le stade voisin. A proximité de ce site se trouvent les derniers vestiges des aciéries : les Grands-bureaux, les Soufflantes et les « Essais » (désormais nommé « Espace Jean Monnet », voir annexe N°13)

Source : Julien Maion, mars 2022

Le PED côté Trois-Frontières montre une allure clairesmée qui le rapproche des zones commerciales des périphéries urbaines françaises qui se sont développées à cette même époque : Auchan et pôle des Trois-Frontières. Pourtant dans sa partie sud plus proche de Longwy – outre le cinéma multiplexe de Longlaville – le PED reflète des tentatives de réutilisation et de redéveloppement par les services publics. Les quelques bâtiments en béton ou maçonnerie conservés des anciennes aciéries, telles que les Soufflantes, les Grands Bureaux, les « essais » (laboratoire) et le Grand hôtel des Aciéries ont connu des destins mitigés. Les Grands bureaux

⁴² RENARD-GRANDMONTAGNE, *op. cit.*, p. 5

⁴³ « Bassin de Longwy : quid de l'héliport rénové ? », *Le Républicain lorrain*, 22/09/2015, consulté le 8 avril 2022, republicain-lorrain.fr/

est dédié à un pôle de formation (incluant entre autres, les bureaux de Pôle Emploi), tandis que les « essais » hébergent des associations et bureaux d'entreprises divers sous le nom d'Espace Jean Monnet. Les « Soufflantes », jusqu'en 2020, furent l'objets de projets jamais aboutis⁴⁴ avant que l'épidémie de Covid-19 ne motive l'installation d'une usine à masque chirurgicaux en leur sein. Le Grand Hôtel est à l'abandon, attendant rénovation et réaffectation, de même que la halle Saintignon, située à l'entrée de la ville de Longwy-Bas et dernier vestige du haut-fourneau de la Chiers. A leur côté, l'héliport ouvert en 1987⁴⁵, en grande partie pour l'hôpital de Mont-Saint-Martin est aujourd'hui inutilisé et prend des airs de vaste prairie (voir Figure n°12). Une partie de l'espace est quant à lui devenu une aire d'accueil pour les gens du voyage.

Le devenir du PED est symptomatique de la période des années 1980, son devenir est le résultat de difficultés à redessiner le devenir d'un territoire à partir de la simple dimension économique. Conçu comme une compensation aux pertes massives d'emplois sur le territoire de Longwy, l'attention portée par les acteurs de tous niveaux (communal, intercommunal, départemental, régional, national et européen) à recréer un niveau d'emploi industriel semblable à celui d'avant 1980 a causé l'omission d'autres paramètres. Le réflexe destructif s'explique également par le refus du visuel de la friche abandonnée, qui fut perçu par les rédacteurs du rapport Lacaze comme un obstacle mental au redéveloppement économique en 1985 : il faut rappeler que les bâtiments sont restés inutilisés pendant plus de dix ans, causant un potentiel impact psychologique sur les populations. Le PED, au cœur de Longwy, témoigne d'une reconversion aux accents mitigés, qu'on jugeait encore positivement au début des années 1990 alors qu'on avait encore peu de recul sur le devenir des grandes friches en Lorraine, ni l'expérience du départ massif des entreprises récemment implantées⁴⁶. Désormais, celle-ci est révélatrice d'une nouvelle dynamique économique transfrontalière qui aujourd'hui relègue Longwy à une périphérie résidentielle et commerciale, elle montre aussi les difficultés qu'ont eu les pouvoirs publics à reprendre en main un territoire dans le temps du « deuil » industriel. La destruction hâtive lors de l'annonce du PED a cependant omis les problèmes des constructions et pollutions souterraines, expliquant probablement l'absence de programmes résidentiels sur le PED aujourd'hui à l'instar de la friche de la Paix-SMK, contemporaine au PED⁴⁷.

⁴⁴ Programmation Pluriannuelle d'Intervention de l'EPML pour la période 1986-1991, epfge.fr/ppi/

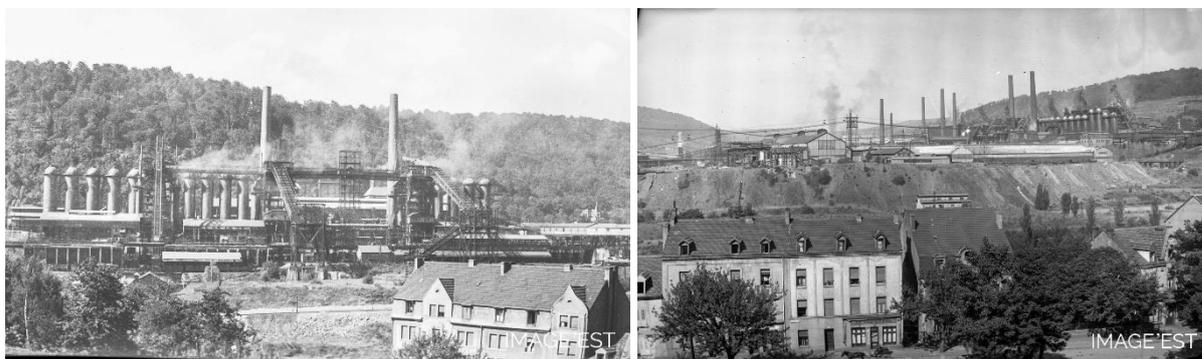
⁴⁵ « Bassin de Longwy : quid de l'héliport rénové ? », *Le Républicain lorrain*, 22/09/2015, consulté le 8 avril 2022, republicain-lorrain.fr/

⁴⁶ « Le PED de Longwy, au cœur d'une reconversion initialement réussie », reportage diffusé sur France 3 Lorraine, le 22 janvier 1991, émission « Lorraine Soir », disponible sur le site de l'Institut nationale de l'audiovisuel française (INA), *Fresques INA*, « Au fil de l'Alzette », consulté le 7 avril 2022, fresques.ina.fr/

⁴⁷ L'outil OCCAZE mis en place par l'Agence d'urbanisme et de développement durable de Lorraine Nord (AGAPE) permet de visualiser les risques présents sur le territoire du PED, à savoir : des risques liés aux cavités

2) Friche de la Paix – Société Métallurgique de Knutange (SMK)

Figure n°21 : Les usines de Fontoy et de la Paix dans l’entre-deux-guerres



A gauche, l'usine sidérurgique de Fontoy entre 1920 et 1930, l'usine de la Paix est sur la droite ; à droite, usines de la Paix à Algrange et Nilvange entre 1920 et 1930. Les deux usines sont progressivement devenues un site intégré.

Sources : Daniel DELBOY, ayant-droit Dominique MONERET^{48, 49}

La première grande friche (environ 100 hectares) du Val de Fensch est un exemple parfait pour illustrer l'insuffisance de précautions géotechniques lors de son démantèlement et des premiers travaux de réaménagement. Elle porte sur l'usine SMK, qui résulte de la fusion en 1919 de deux usines sidérurgiques existant depuis la fin du XIX^e siècle – l'usine de Fontoy, et celle de la Paix - l'ensemble étant situé au cœur de la haute vallée de la Fensch, à la fois sur les communes de Fontoy, Algrange, Knutange et Nilvange (voir Figure n°21). Contrairement au PED à Longwy, on y dispose aujourd'hui d'un recul très important sur les questions de pollution et de dépollution enrichies par un processus de traitement de friche itératif par l'intercommunalité (CAVF) qui a pris ce site en 2000, après l'échec du recourt à une syndicat mixte en 1992 par l'association des communes d'Algrange, Nilvange et Knutange. La commune de Fontoy est restée partiellement en dehors de ce processus, notamment depuis son adhésion à la Communauté d'agglomération de Thionville-Portes de France.

Il existe des friches qui durent, celle de la Paix est restée sans destin pendant plus de trente-cinq années depuis la première destruction des hauts-fourneaux en 1974 (site haut) et la fermeture de l'usine, de ses aciéries et laminoir (site bas) et de l'usine d'agglomération (site de

souterraines, aux inondations, à la pollution des sols, lesquels découlent où ont été amplifiés par l'activité sidérurgique passée et n'ont pas été réglés par la dépollution succincte des sites. Voir le site suivant, consulté le 30 juin 2022, agape-lorrainenord.eu/

⁴⁸ Notice documentaire sur Image'est (Image 1), image-est.fr/

⁴⁹ Notice documentaire sur Image'est (Image 2), image-est.fr/

l'ancienne usine de Fontoy). A partir de l'étude d'Éric Marochini, on peut mettre en valeur les temporalités différentes de la reconversion de la friche, avec une stratification de modes d'actions et d'objectifs qui conditionnent l'état actuel de la friche et ses possibilités de réaménagement aujourd'hui. Effectivement, la primo-reconversion du site qui est intervenue de la fin des années 1970 à 1988, fut opérée par la Société Métallurgique de Knutange à la manière des entreprises qui se débarrassaient des équipements obsolètes sans autre attention :

« La société SMK a certes fait table rase en surface mais n'a quasiment rien extrait de l'architecture souterraine de l'usine, laissant ainsi les fondations, le génie civil des réseaux, les structures de portance, rendant impropre à une reconstruction quasiment l'ensemble pour quelque vocation que ce soit, et en particulier pour l'habitat. »

Eric Marochini, 2018⁵⁰

Au fil des phases de réappropriation du site pour des projets de réaménagement, on prit conscience des séquelles et pollutions invisibles qu'il conservait. Bien que l'ouverture d'un Super U sur la partie haute fût accueillie en grande pompe en 1986, la reconversion des autres parties fut retardée par les contraintes géotechniques qui furent découvertes à la suite d'une étude commandée par l'Etablissement public foncier (EPML), chargé de gérer le primo-aménagement du site. Il révéla l'hétérogénéité des remblais, la faiblesse des solutions de recouvrement et surtout la présence de structures souterraines de jusqu'à dix mètres de profondeur en dessous des anciens convertisseurs, laminoirs et cowpers de hauts-fourneaux. Ces structures rendirent le site en grande partie inconstructible pour des années. Une dépollution sommaire du site laissa place à une période de vide, témoignant du manque d'objectifs de reconversion clairs pour les trois communes impliquées. La gestion du site passe d'un syndicat mixte *ad hoc* en 1992, sans réel changement or une aire d'accueil pour les gens du voyage, à la CAVF en 2000 qui au même moment publie un projet de territoire pour la période 2001-2008.

La relance de la volonté d'aménagement du site dans les années 2000 rencontra deux obstacles et enjeux : la dissipation de la connaissance du site, l'évolution des connaissances et besoins en matière de pollution. Avec l'importance que prend la prévention des risques sanitaires et l'émergence des principes « pollueur-payeur » et de précaution sur le secteur des Bâtiments et Travaux publics (BTP), impose à la CAVF de refaire un diagnostic géotechnique.

⁵⁰ MAROCHINI Eric, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *op. cit.*, p. 13

Plus de dix ans après la fermeture du site, la connaissance des installations autrefois présentes sur le site s'est perdue, c'est pourquoi les pouvoirs publics ont eu recours à de nombreuses études : étude géotechnique portée par la collectivité, ICF environnement, de la mission d'expertise ENVISOL)⁵¹. O. Bianconi, chargé de mission « Aménagement et urbanisme » à la CAVF ajoute que l'étude du site se rapproche d'une démarche archéologique : c'est-à-dire qu'on procède à reconstituer virtuellement l'usine à partir d'archives pour localiser les polluants potentiels⁵². Au terme de ces études : on put découvrir des pollutions aux hydrocarbures, aux métaux lourds (même si piégées et présentant peu de risques), l'usage de terres déjà polluées pour le remblayage des années 1980 par l'entreprise et on confirma les risques géotechniques liés aux structures souterraines à ajouter aux problèmes d'imperméabilisation des sols présentant un risque hydrologique (ruisseau d'Algrange souterrain et Fensch voisine en aval). Jusqu'à la fin des années 2000, les seuls projets de la friche restèrent quelques halles pour des PME artisanales, quelques commerces et le parc de la Rotonde et son parcours pédagogique sur la sidérurgie prévu par le projet de territoire.

« On peut lire ici comme une volonté manifeste d'aller vite, de passer à autre chose dans un contexte social très tendu, sans penser à la préparation de l'avenir et donc au contrôle du processus de démantèlement du site, à une époque où les questions de développement durable n'étaient pas aussi prégnantes qu'elles ne le sont aujourd'hui. »

E. Marochini, 2018⁵³

Par ces mots, E. Marochini explique le recul qu'on put prendre dans les années 2000 par rapport aux erreurs manifestes commises par le passé à l'égard de nos objectifs actuels. A partir de ces connaissances nouvelles, on put redéfinir les termes d'un projet d'aménagement concerté et multifonctionnel, qui tint compte de l'impasse que constituait un projet de réindustrialisation local dans ce site enclavé dans la haute-Fensch⁵⁴, qui comme le PED peinait à maintenir des entreprises industrielles sur place. Aménagé sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), la CAVF prend pour objectif le fait de maximiser la mixité d'usage en fonction de la qualité des terrains. Les plus pollués sont l'objet d'une expérimentation de dépollution par phytoremédiation en partenariat avec l'IUT de Thionville-Yutz (Université de Lorraine), tandis

⁵¹ Groupes d'étude ayant été chargé d'analyser le site, voir MAROCHINI Éric, « Regard géo-historique sur la difficile transformation des friches industrielles de la vallée de la Fensch (...) », *op. cit.*, p. 9

⁵² Voir annexe N°11 (entretiens)

⁵³ MAROCHINI Éric, « Regard géo-historique sur la difficile transformation des friches industrielles de la vallée de la Fensch (...) », *op. cit.*, p.6

⁵⁴ MAROCHINI Éric, « Regard géo-historique sur la difficile transformation des friches industrielles de la vallée de la Fensch (...) », *op. cit.*

que les autres terrains après dépollutions sont dédiés à : au nord un écoquartier résidentiel collé au bâti existant d'Algrange, un partie centrale dédiée à quelques activités commerciales et artisanales avec un pôle événementiel en plein air, supposé créer une zone de convivialité entre les quatre communes du secteur (Algrange, Nilvange, Knutange).

Figure n°22 : Vestiges de l'usine de Fontoy sur la friche dite « la Paix » ou « SMK » en 2022



La première photographie montre une ancienne rampe et un soubassement en brique, la seconde montre en arrière-plan la halle des machines, seul élément conservé à dessein pour le moment. Il s'agit de la zone de la friche qui n'a pas encore été aménagée en aujourd'hui.

Source : Julien Maion, avril 2022

Globalement, il s'agit pour l'acteur public de minimiser sa perte qui est dû à la difficulté de réaménagement. Par endroit, une dalle de béton de 50 mètres d'épaisseur est nécessaire à toute construction ultérieures, et les usages résidentiels requièrent des précautions étendues, le choix fut donc fait de réduire ce parc de logement à 15 hectares, malgré l'opportunité de privilégier l'économie résidentielle dans la région pour tenir profit de la métropolisation luxembourgeoise. Pour pallier les pertes liées à une dépollution entière du site qui se serait élevée à 30 millions d'euros, la CAVF a donc recouru à la mixité d'usages ainsi qu'à une forme d'aménagement immobilier où le risque repose sur le promoteur-aménageur. La définition des usages se base sur cette volonté de minimiser les pertes pour la collectivité, assumer la pollution et assurer la matérialisation des objectifs de développement durable (assurer le fonctionnement des corridors écologiques, créer des itinéraires de mobilité douce, respecter la règle du « zéro artificialisation » nette pour l'habitat). Dans la conception du projet par la CAVF, la démarche

de concertation avec les habitants organisée par un cabinet d'architectes-urbanistes autour de 2016, a révélé à la fois la méconnaissance du site par les résidents et en même temps l'intérêt grandissant pour l'amélioration de leur cadre de vie. L'amnésie concernant les pollutions invisibles semble aller de pair avec celle de la mémoire du site. Aujourd'hui, le site peine pourtant toujours à sortir de son allure de friche comme en témoigne la figure n°22, où apparaissent des vestiges abandonnés à leur sort.

Les premières grandes friches sont bien représentatives des évolutions des objectifs de politiques publiques à l'égard des territoires industriels. Elles permettent d'abord les conséquences à long-terme d'une volonté de remplacement des friches qui a dominé jusqu'à la fin des années 1980 et qui perdure aujourd'hui en de nombreux lieux. C'est cette démarche que Simon Edelblutte résume ainsi « pallier les effets de la crise en attirant de nouvelles activités à n'importe quel prix et à effacer les traces de ce que l'on considère comme un échec⁵⁵ ». Or, la *tabula rasa* initiale, impréparée, sans stratégie et objectifs de long-terme a montré ses limites sur de nombreux plans et surtout à mesure que les contraintes environnementales sont devenues prégnantes dans l'aménagement du territoire et que les acteurs publics et les résidents ont commencé à prendre en compte la gestion des risques écologiques, géologiques et hydrographiques liés aux friches des usines sans oublier ceux liés à l'inondation des galeries de mines après leur fermeture, causant la contamination des nappes phréatiques, des fontis (glissements de terrain potentiels) ou affaissements. De plus, la destruction systématique des traces de la sidérurgie du paysage, généralisée dans la période dite de « deuil » de l'industrie – qui sera abordée plus en détail en C.1. – commença à susciter des questionnements dès le milieu des années 1980, en rapport aux friches apparues plus tardivement.

⁵⁵ EDELBLUTTE Simon, « Que reste-t-il de l'industrie après la désindustrialisation ? De la négation au patrimoine industriel. », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 88e année, « Le territoire français, la désindustrialisation et les délocalisations », pp. 150-163, persee.fr/, p. 155.

B/ La « remise à zéro » mise en cause : la possibilité d'un patrimoine

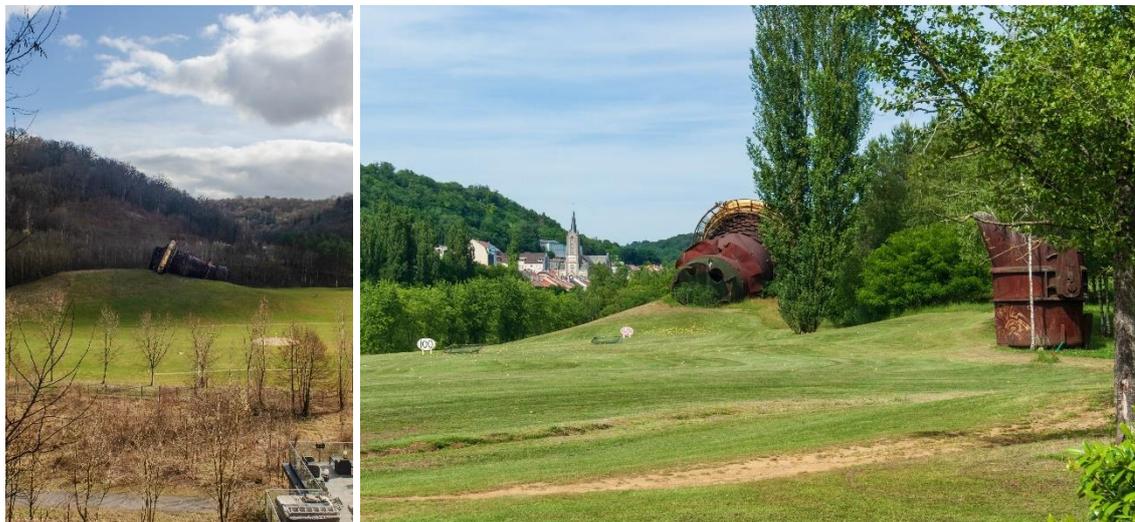
Tandis que la *tabula rasa* ou « remise à zéro » préconisée par le rapport Lacaze dominaient pour réparer les territoires touchés par la désindustrialisation, on vit certains cas de fermeture d'usine s'accompagner d'événements nouveaux : des voix commençaient à critiquer l'effacement systématique. A cette époque, les entreprises se professionnalisent et Usinor-Sacilor (depuis 1986) développent une expertise et une technicité pour l'intervention sur les friches⁵⁶ et même se dotent d'un opérateur spécifique pour gérer la réserve foncière temporaire de leur site : Bail-Industries. Néanmoins, bien qu'on semble alors aller vers une standardisation des recettes d'une reconversion de friches on commence à voir apparaître des associations qui se forment à partir de la société civile de ces bassins, voir même à partir d'un mouvement ouvrier, qui misent non pas sur l'effacement des traces « infâmant » d'un traumatisme social mais pour sa préservation symbolique. Cette mobilisation locale qui apparaît dans les deux bassins au même moment en raison de la quasi-simultanéité des fermetures de l'usine sidérurgique de Senelle (1987-1990) et de l'usine de fonte d'Uckange (1990-1991), fut confortée par les instances du ministère de la Culture qui avait déjà été missionné par la DATAR au moment de la rédaction du rapport Lacaze pour réfléchir à la dimension patrimoniale des friches de l'industrie lourde en France. Pour reprendre le vocable de Jean-Louis Tornatore⁵⁷, les deux cas nous montrent la rencontre assez étonnante d'un processus à la fois de politisation des groupes sociaux par rapport au patrimoine et de cristallisation des enjeux du patrimoine industriel dans la société locale. Pour le dire autrement : à la fois l'Etat donne aux acteurs de la société civile les moyens et les cadres pour prendre conscience et développer un patrimoine de l'industrie, et les acteurs de la société civile s'organisent et se donnent les moyens de défendre une nouvelle approche de la friche en dehors des cadres de l'Etat. Senelle et Uckange nous montrent deux parcours avec des conclusions très différentes : une destruction presque martyre pour le premier, donnant le haut-fourneau couché de Longwy, et une reconversion avec création de l'écomusée de l'U4 à Uckange, inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.

⁵⁶ DUMAS Jean, « Le paysage, la construction et la promotion : l'Etat et les friches industrielles. », *Hommes et Terres du Nord*, « Les régions anciennement industrialisées », 1989, pp. 210-214, persee.fr/, p. 214.

⁵⁷ TORNATORE Jean-Louis, « Beau comme un haut-fourneau », *L'Homme*, N° 170, « Espèces d'objets », pp. 79-116, juin-avril 2004, jstor.com/, p. 79.

1) *Friche de Senelle (Herseange/Longwy) : comment on a « couché » le haut-fourneau*

Figure n°23 : Vues des vestiges de l'usine de Senelle dans le golf de Longwy en 2022



Première prise de vue effectuée depuis la zone des Grands Bureaux de Senelle, dans le quartier ouvrier d'Herseange, dont on aperçoit le centre et l'église sur le second cliché, pris à l'intérieur du golf international de Longwy. On peut apercevoir sur les deux images avec la cuve surnommée « haut-fourneau couché » au milieu du terrain de golf, et un autre élément de l'usine sur le second cliché.

Source : Julien Maion, mars et juin 2022

L'usine de Senelle était une des plus anciennes et structurantes pour le paysage industriel de Longwy. Fondée comme aux confins de Longwy et Herseange par les frères d'Huart en 1846, elle s'est étendue de son haut-fourneau d'origine jusqu'à devenir une usine intégrée. Dès 1883, elle devint partie du complexe industriel Senelle-Maubeuge qui possédait également une usine au nord de la France, l'entreprise devint Lorraine-Escaut, par fusion avec les Acières de Longwy et Escaut-Meuse, elle-même absorbée par Usinor en 1966. Au moment de la crise de 1979, elle comptait un haut-fourneau sur quatre en activité, une aciérie Thomas de 1910, et un train à fil (laminoir) moderne de 1976, et les perspectives de modernisation de l'usine prirent fin lorsque la construction d'une nouvelle aciérie à oxygène fut annulée. Sa fermeture en 1987 porte le coup de grâce à la sidérurgie longovicienne alors qu'Unimétal (nouvelle filiale d'Usinor-Sacilor) décide de son arrêt en même temps que celle de l'usine « la Providence » de Réhon. Ne subsistent alors plus que deux laminoirs : le train à fil de Saulnes et le train universel de Senelle qui employaient alors 500 personnes : ils fermèrent leurs portes respectivement en 1991 et 2005. Si le sort de l'usine la Providence fit peu de remous et laissèrent place à une friche où aujourd'hui se trouvent les bureaux de la CAL, voisins d'une usine de tubes en aval, celle de Senelle située à l'entrée de la ville de Longwy pose question. En effet, malgré sa

fermeture en 1987 et les gains en efficacité pour la remise à zéro des terrains, ses derniers hauts-fourneaux ne sont dynamités que le 19 juillet 1991, laissant des vestiges épars (voir Figure n°23). La raison est que l'idée qui infusait dans les cercles de l'Etat et dans la société longovicienne de garder une trace du passé sidérurgique était à un cheveu de se réaliser en actes.

On assista à une forme d'alignement des planètes à plusieurs niveaux pour une préservation du site de Senelle. Dès 1984, le premier contrat de plan Etat-Région⁵⁸ stipulait qu'il convenait de créer des « Centres de Culture Scientifique, Technique et Industrielle » (CCSTI) lorraine, tandis que le comité du rapport Lacaze connaissait la volonté du Ministère de la Culture de réfléchir sur le patrimoine industriel. Bien que ces réflexions privilégiasent d'abord les filières telles que la verrerie, de la lutherie ou du textile, elles rencontrèrent les travaux de groupes de recherche qui soutenaient les ambitions de syndicats et associations longoviens de créer une « Université du travail » pour assurer à la fois la préservation de la mémoire ouvrière et l'investissement dans la formation, dont la genèse remonte à 1986. Les conclusions du Ministère de la Culture joignirent celles du groupe d'étude nommé GRECO⁵⁹, rédigées par Catherine Levy, qui rapporte que population longovicienne désirerait participer à redonner vie au bassin en conservant un certain nombre de constructions de l'industrie métallurgique⁶⁰.

Ces conclusions s'appuient sur des historiens et associations locaux et le comité d'entreprise d'Unimétal, ainsi que sur les réflexions d'un groupe de sidérurgistes longoviens après un séjour à Pittsburgh aux Etats-Unis. Le cheminement du projet d'Université du travail, devenu centre européen de ressources sur les reconversions dans le rapport dit « Gizard » de 1989⁶¹, s'inscrivit donc dans les pourparlers entre l'Etat (Préfecture de Lorraine, Mission interministérielle du Pôle Européen des Trois-Frontières/PED) et Unimétal lesquels s'étaient accordés sur le sauvetage de certaines machines et autres éléments techniques d'usines⁶².

⁵⁸ Créés en 1982 dans le cadre de la décentralisation institutionnelle en France, ces plans sont des documents programmatiques et financiers pluriannuels qui engagent d'une part la Région signataire à mettre en place des projets d'aménagements, d'infrastructures et programme d'investissements dans le développement économique, et de l'autre engage l'Etat à pourvoir au financement de ce plan négocié.

⁵⁹ Il n'a pas été possible d'identifier ledit « GRECO » qui semble s'apparenter à un groupe d'étude *ad hoc* qui n'a existé que le temps de ce projet. Cependant, on trouve mention de ce projet d'étude (voyage de sidérurgistes à Pittsburgh), sans qu'il ne soit nommé, dans l'article suivant où Catherine Lévy mentionne sa participation à l'AEROT (Association d'étude et de recherche sur l'organisation du travail) en tant que chercheuse au CNRS (Centre national de la recherche scientifique) : LEVY Catherine, « Pittsburgh-Longwy. Quelle reconversion ? », *Les Annales de la recherche urbaine*, N°29, « Industries et territoires », pp. 35-39, 1986, persee.fr/, p. 39.

⁶⁰ Lettre de Catherine Levy du GRECO adressée à Claudie Georges François de la Mission interministérielle des Grands Projets, le 28 juin 1988

⁶¹ Rapport « Gizard » pour un centre européen de ressources sur les reconversions, juin 1989

⁶² Note du SGAR Lorraine et de la Mission interministérielle de développement du Pôle Européen des Trois-Frontières au Ministère de la Culture, « Fondation 'Composants de la Culture Industrielle Lorraine (CCIL)' », en date du 31 mai 1988

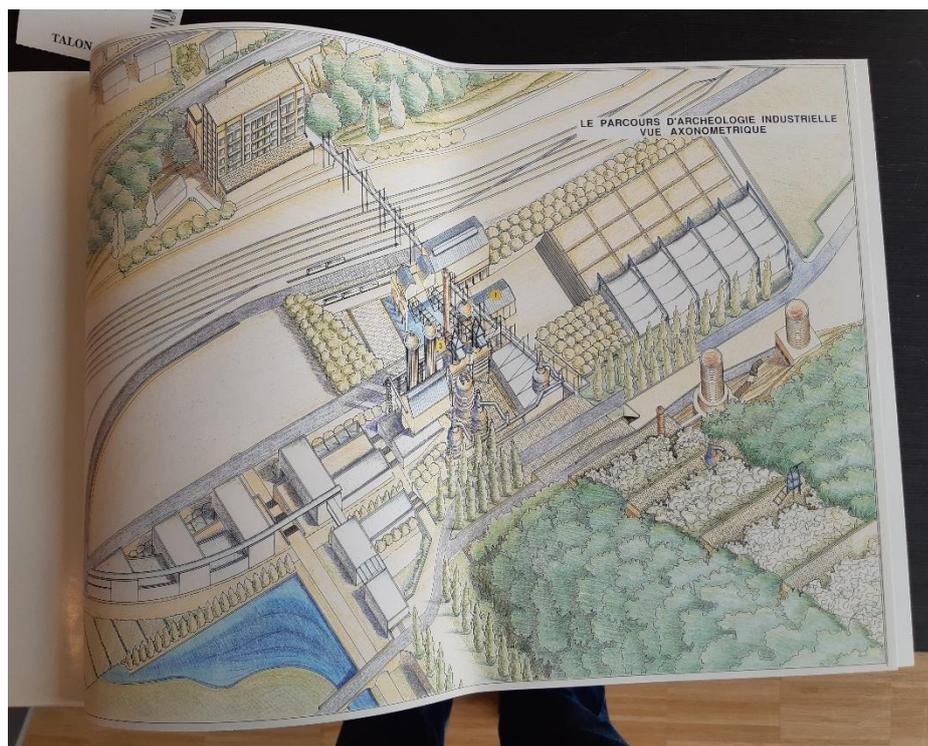
Bien qu'il soit difficile de déterminer à quel moment le projet a explicitement porté sur le haut-fourneau de Senelle, probablement à la suite d'un nouveau rapport financé par l'Etat à hauteur de 100 000 francs en 1988 sur la culture ouvrière dans le bassin sidérurgique de Longwy, entre juin et octobre 1989 la Mission interministérielle des Grands Travaux prend le projet en main. Celle-ci passa commande à l'organisme Tetra (Techniques, études et recherches en aménagement) et le cabinet d'architectes Reichen & Robert (déjà engagés dans des projets de transformations de friches industrielles) qui débutent leur étude historique, culturelle et urbaine, préalable au projet de « Carrefour des Mutations ». Publiée en mai 1990, cette proposition conjugue les trois dimensions suivantes : un parc des techniques dans l'usine de Senelle, un Centre européen de ressources sur les reconversions, un Centre scientifique sur les mutations industrielles, les mouvements sociaux et l'immigration⁶³. Un projet qui a été retenu par ses témoins comme « grandiose », et pour cause : il aurait dû réunir un rôle universitaire et de recherche, un rôle de formation européen, un pôle événementiel, un espace de production audiovisuel, le tout dans un cadre historique préservant le haut-fourneau de Senelle et en faisant un équipement symbole visitable avec une dimension touristique (voir Figure n°24).

Le Centre de recherche universitaire sur la civilisation industrielle devait devenir un carrefour universitaire régional et transfrontalier, pôle d'étude des mutations et mouvements sociaux et de formation. A ses côtés, le « Centre de ressources sur les reconversion », occasion de centraliser les archives des entreprises sidérurgiques, aurait dû soutenir un « Carrefour multilingue et multinational des formations » adressé aux Pays d'Europe centrale et orientale, dont l'entrée dans l'économie de marché et l'espace européen constituait un enjeu et une opportunité majeure.

Des événements étaient prévus à l'aide d'une salle des mutations au pied de l'ancien crassier, dédiée à des conférences annuelles sur les mutations industrielles conviant représentants politiques, économiques et syndicaux des PECO, des expositions temporaires constituée par le centre de ressources, un Espace « acier » dédié aux produits de la sidérurgie et surtout un Zenith transfrontalier préfigurant la Rockhal d'Esch-sur-Alzette. A cela, un pôle audiovisuel devait permettre de développer la création cinématographique avec les pays voisins tout en valorisant l'histoire et les espaces scénographiques locaux.

⁶³ Mission Tetra (Techniques, études et recherche en aménagement), « Analyse des projets de valorisation », rapport remis à la Mission interministérielle des grands travaux, octobre 1989.

Figure n°24 : Parcours « Archéologie industrielle » du projet de *Carrefour des mutations*



Cette vue axonométrique d'une partie du projet du cabinet d'architectes Reichen et Robert se focalise sur les anciens hauts-fourneaux censés devenir le lieu du centre de recherche et muséal.

Source : Reichen et Robert, 1990, reproduction effectuée aux Archives nationales, mars 2022

Il s'agit avant tout d'un projet patrimonial et paysager grandeur nature où les hauts-fourneaux illuminés, les réfrigérants et le crassier, agrémentés d'un jardin des machines cédées par Unimétal, permettaient de lire les processus à l'œuvre dans la transformation du minerai de fer en acier, dont les produits les plus récents seraient exposés dans l'espace éponyme. Inséré dans un réseau touristique transfrontalier, il aurait marqué le paysage avec une construction imitant le crassier voué à disparaître⁶⁴ et aurait montré « à l'Europe de la communauté et aux peuples et sociétés de l'Est (où plusieurs dizaines de Longwy menacent) comment la renaissance industrielle est possible, comment la formation des hommes, la transformation des territoires, le renouvellement des activités n'ont pas été gérés, en ce haut-lieu européen, par l'abandon mais par une action longue et opiniâtre

⁶⁴ Le processus habituel suivant la fin des activités qui font se constituer des crassiers est celui de l'exploitation des crassiers jusqu'à leur disparition. Les agrégats qu'ils contiennent sont utilisables pour d'autres activités comme la construction, le remblayage, ou une revalorisation dans l'industrie en fonction des avancées technologiques. C'est le cas du crassier du Konacker, résorbé récemment, celui d'Herserange disparu en une dizaine d'années. De plus, comme l'a noté Jean-Louis Tornatore dans « Trou de mémoire. Une perspective post-industrielle de la "Lorraine sidérurgique" » (p. 8), malgré le rôle symbolique joué par le crassier, il n'y a pas eu de mobilisation sociale majeure en faveur de la conservation du crassier, mais seulement un groupe restreint.

faisant jouer les solidarités nationales et communautaires » (Reichen & Robert, « Proposition pour la création d'un carrefour des mutations sur le site de Senelle-Herserange dans le bassin de Longwy », mai 1990.)⁶⁵

Un an plus tard, le 19 juillet 1991, les hauts-fourneaux de Senelle sont dynamités (Voir Figure n°25) avec le projet, « contre l'avis de tous » selon Renzo Molli⁶⁶. Ce tous, il s'agit probablement de la population, des associations mais aussi des mairies qui avaient trouvé un accord de principe pour permettre la conservation de l'usine monumentale. Les raisons invoquées sont potentiellement nombreuses. L'explication de Jean-Louis Tornatore insiste sur la difficile acceptation du concept de patrimoine industriel par la direction d'Unimétal : « la conservation d'un haut fourneau est tout simplement impensable : « impossible », « irréaliste », qui nécessiterait « un entretien considérable »⁶⁷. Le site, fermé depuis 1987, sachant que deux hauts-fourneaux sur trois étaient déjà à l'arrêt depuis 1974 posait de graves problèmes d'entretien pour Unimétal et Bail-Industries. Engagé auprès de la Mission interministérielle des Grands Travaux d'Emile Biasini, le directeur d'Unimétal M. Schaak demande dans une lettre en date du 2 février 1990 à ce que le porteur du projet se substitue à Unimétal et Bail-Industries comme gestionnaire du site afin de dessaisir les entreprises de leur responsabilité en cas d'accident. Le cabinet Reichen et Robert, dès mai 1989, se posa d'ailleurs en opposition aux « industriels qui considèrent que seule une destruction totale permettrait aux habitants de regarder vers l'avenir⁶⁸ », qui pourrait être une manière détournée de s'opposer à la vision de la direction d'Unimétal. Cependant, c'est aussi la longueur nécessaire du processus, ajoutée aux difficultés d'accord des communes qui a pu jouer.

Porté par l'Etat, le projet a pu se dessiner, mais une fois qu'il dû être saisi par les communes et par la CAL naissante, l'accord de principe a probablement créer des dissensions ou du moins des lenteurs décisionnelles dues à des négociations : un fait peu surprenant encore aujourd'hui. Même si nous n'avons pas eu accès au montant du projet, ni aux détails de financement, il paraît évident que le montant devait nécessiter un accord de coopération entre les communes de l'agglomération pour un investissement majeur, que l'Etat n'aurait pas porté seul. La conservation du dernier *géosymbole* de la sidérurgie longovicienne, porteuse d'une mémoire de luttes sociales fortes eût-elle sinon était trop délétère pour l'image d'Unimétal et d'Usinor-Sacilor ? Le responsable « friches » d'Usinor dit pourtant à l'époque que l'entreprise « [était

⁶⁵ Voir les autres visuels en annexe N°14

⁶⁶ Dynamitage des deux derniers hauts-fourneaux de Longwy », reportage diffusé le 19 juillet 1991 sur France 3 Lorraine, émission « Lorraine Soir », disponibles sur les *Fresques INA*, « Au fil de l'Alzette » [fresques.ina.fr/](https://www.fresques.ina.fr/)

⁶⁷ TORNATORE Jean-Louis, « Beau comme un haut-fourneau », *op. cit.*, p. 111.

⁶⁸ Note de visite du cabinet « Reichen et Robert », mai 1989, in Mission Tetra, rapport remis à la Mission interministérielle des Grands travaux, juin 1989.

prête] à céder mais la monnaie n'est pas venue, maintenant c'est trop tard »⁶⁹. Un quiproquo ? Des faiblesses de coopération financière ? Un désintérêt et une impatience de l'industriel ? Probablement tout cela à la fois.

Figure n°25 : Dynamitage d'un haut fourneau de l'usine sidérurgique de Senelle à Longwy (Meurthe-et-Moselle)



Source : Bernard UTARD, 1991, ayant-droit Jean-Marie CONRAUD⁷⁰

L'annonce de la destruction fut le moment d'une mobilisation ponctuelle et quelque peu désorganisée. Des groupes associatifs s'étaient déjà formés depuis la fin des années 1970 par rapport à des questions patrimoniales, mais en 1991 c'est une personne, l'adjoint à la culture de la mairie de Longwy qui intervint *in extremis* pour conserver un morceau de cuve haut-fourneau juché dans le sol pendant le déblayage des carcasses dynamitées de Senelle. C'est à cette occasion qu'il fonda l'association « Patrimoine du pays de Longwy », dont le but originel était la sauvegarde de ce « haut-fourneau couché »⁷¹. A cette époque, le haut-fourneau de Senelle tend à concentrer des crispations et réflexions patrimoniales plus fortes qu'auparavant, mais désormais vaines car postérieures aux destructions. On peut évoquer la figure locale de Jean

⁶⁹ « Dynamitage des deux derniers hauts-fourneaux de Longwy », reportage diffusé le 19 juillet 1991 sur France 3 Lorraine, émission « Lorraine Soir », disponibles sur les *Fresques INA*, « Au fil de l'Alzette » [fresques.ina.fr/](https://www.fresques.ina.fr/)

⁷⁰ Notice documentaire sur Image'est, [image-est.fr/](https://www.image-est.fr/)

⁷¹ TORNATORE Jean-Louis, « Trou de mémoire. Une perspective post-industrielle de la "Lorraine sidérurgique" », in DAUMAS Jean-Claude, *La Mémoire de l'industrie. De l'usine au patrimoine*, Presses universitaires de Franche-Comté, « Les cahiers de la MSH Ledoux », pp. 49-80, 2006, halshs.archives-ouvertes.fr/, p. 14.

Boucon, professeur d'histoire originaire de Montpellier, qui devint par la suite président de « Patrimoine du pays de Longwy », et pris position pour sa conservation lorsque le terrain qui passa aux mains de la CAL en 2001. L'aménagement d'un golf international en 2009, sur ce terrain laissé sans projet pendant dix ans semble bien éloigné des rêves des architectes, des associations et autres habitants qui déploraient le dynamitage sur France 3 Lorraine en 1991⁷². Dans une vallée marquée par la crise de la sidérurgie avant les autres, avec un mouvement social qui a fait parler de lui dans toute la France, le haut-fourneau couché est l'incarnation d'une histoire volée, mais que l'association « Patrimoine du pays de Longwy » a tenté de faire vivre chaque été en animant cet objet. La promesse fut faite par le Président de la CAL Edouard Jacque de mettre le monument en lumière⁷³, sans réalisation.

Ce projet avorté n'est pourtant pas sans conséquence : la même année en 1991, l'usine de fonte d'Uckange, en Moselle, ferme ses portes « en grande pompe » et deviendra vite le premier et seul haut-fourneau « Monuments historique » en France. Pour l'anthropologue et historien J.L Tornatore « on ne peut pas comprendre Uckange si on ne prend pas en compte cet essai avorté qu'a été Senelle⁷⁴. ». De plus, la recette de ce projet semble la même appliquée (avec succès) à Esch-sur-Alzette (Luxembourg) pour la reconversion des hauts-fourneaux de Belval, une zone similaire mais qui a la chance de se trouver du bon côté de la frontière, celle où l'argent public et les mécanismes de gouvernance se prêteraient mieux à des projets aussi ambitieux ?

⁷² « Dynamitage des deux derniers hauts-fourneaux de Longwy », *op. cit.*

⁷³ « L'avenir du haut-fourneau couché de Longwy », reportage diffusé sur France 3 Lorraine, le 28 septembre 2009, émission « 12-13 Lorraine », disponible sur les *Fresques INA*, « Au fil de l'Alzette », fresques.ina.fr/

⁷⁴ TORNATORE Jean-Louis, « Beau comme un haut-fourneau », *op. cit.*, p. 112.

2) *Friche des hauts-fourneaux d'Uckange : l'U4, d'usine de fonte à « usine à souvenirs »*

Figure n°26 : Haut-fourneau U4 et « jardin des traces » en 2019



Il s'agit de l'unique haut-fourneau des trois encore debout en 1990 et devenu musée. On l'observe depuis le « Jardin des Traces » qui fut aménagé en 2004 sur les friches des bâtiments de l'usine qui ont été détruit en 1991 (usine s'agglomération, haut-fourneau U1, etc.)

Source : Julien Maion, juillet 2019

Le haut-fourneau d'Uckange qui aujourd'hui est une figure de proue du patrimoine de la sidérurgie en Lorraine et en France est le résultat d'une longue série d'opportunité et d'efforts de patrimonialisation, qu'il convient de regarder avec le miroir de l'usine de Senelle. Des quatre hauts-fourneaux historiques, n'en subsiste qu'un, de l'usine a disparu l'usine d'agglomération, mais la friche comporte de nombreux bâtiments annexes sous-utilisés (soufflantes, centrale électrique, magasins généraux.), des voies ferrées. L'usine, construite en 1890 par le Frères Stumm, industriels allemands (Gebrüder Stumm) puis passée sous giron français en 1918, est longtemps restée à l'écart de la sidérurgie lorraine et du cœur du val de Fensch. Dédiée à de la fonte de moulage jusqu'à quelques temps avant sa fermeture, elle était en retrait de la chaîne de l'acier. De plus, elle fut intégrée tardivement aux plans de concentration industrielle de la sidérurgie Lorraine contrairement à la SMK par exemple : elle est rattachée en 1965 à l'usine de Saulnes (elle-même en retrait du secteur longovicien), pour que finalement les HFRSU (Hauts-Fourneaux Réunis de Saulnes et Uckange) sont devenus la filiale d'Usinor-Sacilor en 1988 sous le nom de Lorfonte. Le site est aujourd'hui un écomusée avec une exposition permanente, des visites guidées, des événements, un jardin paysager de phytoremédiation et des

bâtiments réaffectés à un nouvel usage économique. Le site inscrit aux Monuments historiques et aux Routes européennes du Patrimoine industriel est le fruit : d'un an de mouvements sociaux originaux et d'un militantisme associatif, de l'investissement de l'Etat et d'élus locaux. Pourtant, la réussite de l'U4 est fortement limitée par les moyens financiers, techniques et politiques alloués et la construction de ce patrimoine est un processus irrégulier et itératif.

La conservation d'une partie de l'usine de fonte d'Uckange semble être l'aboutissement des luttes sociales engagées pour son sauvetage après l'annonce du 25 juin 1991 pour une fermeture effective au 1^{er} janvier suivant. En effet, à cette époque les modes d'actions traditionnels plébiscités par le syndicat majoritaire en Lorraine (la CGT) tels que les manifestations à Thionville et Metz, le blocage des marchandises sur les voies SNCF ou la séquestration du patron de Lorfontaine, sont complétés par des actions plus « innovantes » ou symboliques menées par la CFDT (majoritaire à l'usine) sous l'égide du leader syndical Jean-Louis Matys. Avec des modèles de lutte « festives » comme l'action « ville vivante »⁷⁵, les journées portes ouvertes de l'usine auprès des écoles, le concert de Bernard Lavilliers, dessinent un mode d'expression basé sur l'inventivité qui préparent les participants à faire perdurer cette posture créative par la suite. Les représentants syndicaux expliquaient cette stratégie par une volonté de faire *parler d'eux* dans les médias et de jouer sur la fibre *pathos* des « Parisiens »⁷⁶, à la manière de l'action *coup de poing* à la Mairie de Metz pour attirer l'attention du Ministre du Commerce extérieur et Maire Jean-Marie Rausch, ne s'étant pas exprimé sur le sujet. On peut interpréter, comme il suit, la conservation de cette usine « relique » comme le résultat d'une volonté délibérée de créer des symboles, qu'une partie des grévistes a communiqué comme stratégie pour obtenir la signature d'un plan social juste pour les salariés de l'usine :

« Dès lors que [la fermeture de l'usine] est assurée comme l'est la fin de la sidérurgie lorraine, les énergies semblent se libérer de tout sentiment mortifère pour inscrire la lutte dans une dynamique d'inventivité, de renouveau, de conversion, signifiant les refus conjoints de la mort économique de la ville et de la mort professionnelle des personnes. »

Jean-Louis Tornatore, 2004⁷⁷

⁷⁵ En référence à l'opération « ville morte » des sidérurgistes longoviciens en 1979

⁷⁶ Citation d'un syndicaliste CFDT recueillie par J.L. Tornatore : « "Ah la sidérurgie lorraine ! Il y a de la misère à fil-mer, on va filmer les pauvres !" [. . .] Et le piège qu'on leur a tendu, c'est de ne pas tomber dans le misérabilisme ».

⁷⁷ TORNATORE Jean-Louis, « Beau comme un haut-fourneau », *op. cit.*, p. 92

L'événement de cette transition d'une usine à un patrimoine est celui de la « Dernière coulée » (de fonte) du 17 décembre 1991 qui, précédée par une dernière visite pour les employés et leurs familles, fut retransmise en direct sur France 3 Lorraine comme l'épilogue d'un long semestre de mobilisation sociale et comme un épisode de plus dans la longue histoire des fermetures de sites en Lorraine. Cet événement traditionnel des fermetures, observé dans le longovicien comme en Moselle a été effectué dans le haut-fourneau U1, le dernier en activité. Vu par certains comme une mascarade ou un spectacle qui ne rend pas honneur à la lutte sociale, notamment par le représentant de la CGT⁷⁸, il est défendu comme un hommage spectaculaire et une façon de refuser la mort de l'usine, une démarche qui se déclina dans l'action conjointe de groupes de sidérurgistes, de représentants politiques et de l'administration pour la conservation du site.

Figure n°27 : L'usine d'Uckange entière en 1991, année de sa fermeture



Source : René CANTA, 1991⁷⁹

Dès le 9 avril 1992, la Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique, vote à l'unanimité pour le classement de la majorité des éléments techniques et architecturaux⁸⁰ de la future friche alors que l'usine d'agglomération était déjà détruite par

⁷⁸ Journal Télévisé de France 3 Lorraine du 17 décembre 1991.

⁷⁹ Notice documentaire sur Image'est, image-est.fr/

⁸⁰ « Eléments proposés à la protection au titre des monuments historiques, et qui le seront effectivement, sont le haut fourneau U4 avec ses annexes : cowper incluant cheminée, halle de coulée, tuyauteries, portique de chargement, dispositifs d'épuration, bennes Staehler, wagon porte-bennes, rails de roulement, accumulateurs de matières ; le bâtiment des compresseurs, pour les façades et les toitures ; le bâtiment des soufflantes en totalité y compris les machines ; le bâtiment d'administration, pour les façades, les toitures, le hall d'entrée et le grand

Lorfonte⁸¹. Cette décision est le fait d'une double mobilisation : celle de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Lorraine (DRAC)⁸² et d'anciens cadres et salariés de l'entreprise qui fondèrent l'association MECILOR (Mémoire et Culture Industrielle Lorraine) en 1991. L'échec de la patrimonialisation du haut-fourneau de Senelle fut consommée exactement cinq mois avant la « Dernière coulée », la DRAC Lorraine porte toute son attention sur le haut-fourneau d'Uckange où plusieurs facteurs favorables à sa conservation sont réunis : localisation à un carrefour de voies de communication (voies ferrée avec gare voisine, autoroute A30, Moselle), volonté politique du Maire d'Uckange Michel Paradeis et d'une association de développement intercommunale, ensemble technique complet et installation avec des systèmes d'intérêt historique et technique manifeste⁸³, et de l'action associative naissante. Le démantèlement de l'usine est stoppé en 1992 par la décision provisoire de classement qui est le résultat d'une conjugaison de volonté politiques locales fortes, d'un objectif du Ministère de la Culture et de ses commissions scientifiques et de l'association MECILOR⁸⁴. Ces-derniers sont parvenus à trouver un langage commun qui puisse mettre en exergue l'intérêt de l'usine comme patrimoine technique, porté par des ingénieurs comme Bernard Colnot, fondateur et premier président de MECILOR⁸⁵. Cette dimension justifie la décision de la DRAC de classer uniquement l'U4 et non l'U1 pourtant le dernier en activité, une décision qui satisfait MECILOR pour favoriser la lecture technique de l'usine pour le visiteur⁸⁶. La convergence entre professionnels du patrimoine et technicien de l'usine amorce cette reconversion durable d'une « compétence technique et professionnelle en compétence culturelle » que décrit Tornatore.

Pourtant, l'U4 a peiné pendant quinze ans à trouver un avenir puisque la mise aux normes du site pour lui donner sa vocation écomuséale et paysagère actuelle date de 2007. Premièrement, si la conservation fit l'unanimité du côté des acteurs institutionnels, politiques locaux et de l'association MECILOR, cela ne fut pas le cas du côté de l'industriel Usinor

escalier ; la sous-station électrique en totalité, avec ses installations ; le bâtiment des chaudières en totalité, incluant les machines. » in TORNATORE Jean-Louis, *op. cit.*

⁸¹ Voir annexe N°11 : Entretien Mecilor

⁸² Il s'agit de la direction régionale déconcentrée du Ministère de la Culture, il s'en agit d'une émanation directe.

⁸³ Base du haut-fourneau U4 datant de l'entre-deux-guerres, combiné à une rénovation des années 1980 utilisant des procédés innovants (torches à plasma). De plus il est un des derniers haut-fourneaux où furent conservées les bennes Staehler pour le chargement du minerai.

⁸⁴ Outre la conservation du U4 et désormais l'organisation d'activités de valorisation touristique et culturelle, MECILOR se charge de la mission de recueillir les archives industrielles de tous types et origines (d'entreprises, de particuliers etc.), leur étude par des professionnels et chercheurs, et leur présentation au public comme éléments de mémoire.

⁸⁵ TONATORE Jean-Louis, « Beaucoup comme un haut-fourneau », *op. cit.*, pp. 101-104.

⁸⁶ Jean Larché (Président de MECILOR) et Jean-Pierre Barbau (Vice-président) défendent la facilité à comprendre le fonctionnement technique du haut-fourneau pour le visiteur grâce à la vue dégagée par la destruction de l'U1 en 1992, entretien du 1^{er} mars 2022, voir annexe N°11.

(propriétaire de Lorfonte) qui fit casser l'arrêté de 1995 disposant l'inscription du site aux Monuments Historiques en 2000. Cette hostilité semble répéter l'histoire de Senelle, probablement en raison de l'absence d'un projet de réaffectation concret. Le site est réinscrit en 2001. Deuxièmement, le consensus sur les moyens et les projets de reconversion du site fut long à atteindre. La transformation du site en 2007 qui permit la conception d'un projet environnemental et paysager (Jardin des Traces) et de la mise en sécurité du haut-fourneau pour les visites (entretien, passerelle) est dépendante des opportunités politiques et financières. En passant sous la propriété de la CAVF en 2004, qui a profité des subventions du Ministère de la Culture et de la Communication à l'occasion de « Luxembourg et Grande Région Capitale européenne de la culture », le projet Evol'U4 a pu être mené à bien, en particulier avec l'installation lumineuse conçue Claude Lévêque qui permet de rendre le bâtiment visible de nuit (Voir Figure n°28). Cependant, la réhabilitation reste partielle puisque l'exposition permanente est toujours hébergée sous une tonnelle censée être provisoire et que la plupart des bâtiments de la friche restent sans affectation claire encore aujourd'hui (soufflantes, ateliers, centrale électrique).

Figure n°28 : Installation lumineuse « Tous les Soleils » de Claude Lévêque au crépuscule



Source : Raoul GILIBERT, 2018⁸⁷

L'usage de la friche reste dépendant des capacités des acteurs et des opportunités économiques. Propriété de la CAVF, l'écomusée et une partie des bâtiments est laissée en gestion à MECILOR qui organise les événements et pour le compte de l'intercommunalité qui

⁸⁷ Voir le site internet du photographe : raoul-gilibert.com

finance sa gestion. MECILOR se fonde sur un système semblable au premier écomusée de la vallée, celui des Mines de Fer géré par AMOMFERLOR, association d'ancien mineurs dont essentiellement des techniciens et cadres. La plupart des guides sont retraités de la sidérurgie, souvent d'autres usines de la région, et sont bénévoles. Les activités sont à destination des visiteurs touristes, des écoles de la région (incluant des intervention hors-les-murs) et tentent désormais de présenter l'usine sous sa dimension à la fois technique et celle de la « vie à l'usine ». Les ambitions d'extension des parties visitables (montée du haut-fourneau, accessibilité des annexes) ainsi que de déménagement de l'exposition permanente dans un bâtiment définitif sont mises en concurrence avec d'autres projets en raison de : la raréfaction des finances publiques locales, d'un recours moindre aux Fonds européens en comparaison aux voisins et de désaccords ou revirements politiques locaux. En effet, la CAVF peine à assurer la stabilité financière du site en raison des contraintes légales à la rénovation imposées aux Monuments Historiques mais également des objectifs de développement économique. De plus, certaines propositions d'adjonctions de fonctions de loisirs et de divertissement (comme une école du cirque, un lieu pour les arts de la rue) aurait rencontré un refus de la part des autorités compétentes pour inadéquation avec la fonction mémorielle du site.

Figure n°29 : Magasins généraux et grands-bureaux de l'usine d'Uckange en 2022



Les magasins généraux (à gauche) depuis 2014 le pôle de recherche MetaFensch, et les grands bureaux (à droite) le DigitalLab d'ArcelorMittal depuis le 1^{er} avril 2022.

Source : Julien Maion, juin 2022

Aujourd'hui, la friche a vocation à s'ancrer dans le territoire et a recommencé à accueillir des activités économiques, en faisant un lieu de plus en plus multifonctionnel. La vocation culturelle et paysagère fut la première retenue comme motivé par les acteurs publics, les élus et l'association. Contrairement aux exemples des années 1980, ce n'est pas la réindustrialisation

qui fut la priorité, mais le redéveloppement économique intervient aujourd'hui parfois aux dépens de la fonction mémorielle et muséale. L'installation du DigitalLab d'ArcelorMittal le 1^{er} mars 2022 dans les Grands Bureaux de l'usine, a définitivement tiré un trait sur le potentiel déménagement de l'exposition permanente de l'écomusée dans ce bâtiments, où la maquette de l'usine aurait pu être présentée⁸⁸. Ceci intervient presque dix ans après la création du laboratoire MetaFensch en 2014, dans le cadre des Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) du gouvernement Ayrault, pour la recherche sur les produits de la sidérurgie en compensation de la fermeture annoncée du site du Patural voisin. Le retour à une vocation partiellement économique est motivé par la localisation privilégiée du site qui profite aussi à son attractivité touristique et culturelle. L'ouverture depuis cinq ans aux tournages de l'audiovisuel (principalement des téléfilms) permet d'en augmenter la visibilité au niveau national, tandis que depuis l'épidémie de Covid-19 la restructuration du tourisme a fait augmenter la proportion de visiteurs lorrains et des pays frontaliers. En outre, la vocation touristique et paysagère demeure importante puisque la percée de traverses à travers le site vise à offrir aux passants un meilleur contact aux bâtiments toute l'année, alors que le site est ouvert d'avril à octobre.

On pourrait enfin ajouter que l'U4 sert de catalyseur de la mémoire industrielle lorraine, par sa visibilité et surtout par l'association directe avec le travail d'archivage et de diffusion des mémoires offert par MECILOR. A travers des visites dites « insolites » ou « hors parcours » qui tendent à sortir de l'approche techniciste pour laisser place à des histoire du quotidien du « fondeur » et des anecdotes. L'événement des trente ans de la fermeture, « L'usine à souvenirs », dont les mémoires des sidérurgistes étaient le sujet principal, illustre ce passage à une usine « totémique » qui trouve sa place comme un activateur d'archive.

Le haut-fourneau U4 fait figure d'exception dans le paysage lorrain : seule usine sidérurgique inscrite aux Monuments historiques, elle est sélectionnée pour le concours « le Monument préféré des Français » en 2020. Sa conservation partielle mais effective est à comprendre sous le prisme de l'échec de celui de Senelle. Le projet d'Uckange n'a été conçu que tard, la conservation a précédé la réflexion, alors qu'à Longwy la longue conception d'un projet peut-être trop grand n'a pas permis – voire aurait été délétère pour – la préservation effective d'un élément de patrimoine. Avec des moyens qui dépendent des conditions financières et économiques locales, le U4 conserve un rôle de « monument-phare » tout en

⁸⁸ Entretien MECILOR, annexe n°11. La maquette de l'usine est actuellement conservée dans les ateliers derrière le haut-fourneau, des lieux fermés aux publics et mis à disposition de MECILOR pour le stockage d'archives et de pièces.

s'ouvrant à d'autres projets de développement économique qui tirent profit des bâtiments désaffectés, peu entretenus, mais protégés de la destruction par la loi. Comme le haut-fourneau couché pendant plusieurs années, l'U4 est objet de l'intérêt d'une partie de la société civile formée en association. Le soutien d'une part de figures de la société civile, comme Bernard Colnot, ingénieur devenu leader associatif, et d'une personnalité politique locale (Michel Paradeis, Maire d'Uckange en 1991), a été décisif pour la conservation de l'U4. L'alliance de forces locale a joué autant que la disponibilité et l'attention nouvelle à ce type de patrimoine par le Ministère de la Culture, qui assura le classement du site comme premier haut-fourneau à l'inventaire des Monuments historique. En effet, on peut expliquer cette facilitation administrative par l'expérience de l'échec de la préservation d'une usine témoin à Senelle. Il semble ainsi possible de parler d'un effet d'apprentissage mutuel entre les acteurs du val de Fensch à partir de l'exemple de Longwy. C'est en tout cas ce qu'a soutenu MECILOR qui affirme que la prise de conscience d'une nécessité de conserver le patrimoine industriel trouve une part de sa motivation dans l'exemple immédiat des destructions massives, radicales et globalement « bâclées⁸⁹ » dans le « berceau du fer » qu'était Longwy.

⁸⁹ En termes de dépollution autant que de gestion paysagère.

C/ Quelles pistes pour un redéveloppement intégré aujourd'hui ?

La problématique des friches industrielles n'en est pas à son dernier chapitre, les fermetures d'usines sidérurgiques perdurent même si en 2013 la Lorraine ne compte que 8000 emplois dans la sidérurgie, et désormais 800 dans les laminoirs de Florange. Grâce à la superposition d'expériences de gestion de l'après-sidérurgie par les collectivités, entreprises et la société civile, la marche suivie a commencé à prendre une tournure plus procédurale. La définition claire des rôles de chaque acteur permis par l'évolution législative, les gains en compétences et instruments à la fois du côté public et privé (voir I.C.) offre l'opportunité de réfléchir sur le long-terme aux réaffectations et à l'avenir de ces sites en regard de leur place dans la ville.

1) Friche du Patural et de la Sollac (Hayange, Serémange-Erzange)

Figure n°30 : Vue générale de l'usine sidérurgique de Florange en 2022



Prise de vue effectuée depuis la côte des Vignes d'Hayange à Marspich, à proximité du cimetière. On aperçoit de droite à gauche : les réfrigérants, les trois hauts-fourneaux, l'aciérie, la cokerie.

Source : Julien Maion, juin 2022

Le site du Patural est sûrement le site le plus emblématique du val de Fensch, sa présence dans le paysage de vallée encaissée d'Hayange est incomparable (voir figure n°30), si bien que c'est lui qui incarne l'identité visuelle du val de Fensch sur le panneau d'indication touristique de l'autoroute A30 à l'entrée de la vallée. Il fait partie de l'usine sidérurgique de Florange, bien

que l'enchaînement de sites soit si vaste qu'il est difficile de lui donner un nom. Si s'y sont succédés forges, hauts-fourneaux, aciéries et autres usines, cette usine a toujours connu des noms différents : usine de Wendel-Patural jusque dans l'entre-deux-guerres, Fenderie pour le site de Serémange-Erzange, qui devint la Sollac en 1948, puis la ZI Sainte-Agathe pour les laminaires de Florange. Les derniers haut-fourneaux lorrains, ceux du site du Patural à Hayange, se sont éteints en juin et octobre 2011, suivis de très près par les derniers convertisseurs des aciéries Sollac et la coulée continue, enfin par la cokerie voisine en 2020, laissant derrière eux un site 60 hectares et un siècle d'histoire et plusieurs années de lutte sociale et de débat politique au sommet de l'Etat⁹⁰ contre sa fermeture. Pourtant, l'avenir du site est encore incertain, malgré ou en raison de l'enjeu crucial qu'il représente pour tous les acteurs du territoire publics, privés, comme la société civile. Les enjeux soulevés par la reconversion de ce site vont repositionner toute la dynamique de redéveloppement territorial du Val de Fensch qui entame une nouvelle étape majeure de sa désindustrialisation. Nous allons tenter, avec le recul que nous pouvons déjà avoir, de comprendre quelles nouvelles dynamiques sont à l'œuvre pour ce site.

Figure n°31 : Usines de Wendel d'Hayange-Patural dans leur état des années 1950



On aperçoit l'usine d'Hayange telle qu'elle fut reconstruite dans l'entre-deux-guerres, avec des cowpers à cheminées et au centre la Platinerie

Source : Arcelor Mittal France, 1950⁹¹

⁹⁰ La réouverture du site et de ses emplois était une promesse de campagne de François Hollande avant son élection en 2012.

⁹¹ Notice documentaire sur Image'est, image-est.fr/

En 2022, le terrain de l'usine sidérurgique de Florange⁹² est toujours la propriété d'ArcelorMittal obligée de procéder au démantèlement des équipements sources de risques technologiques et à la dépollution du site en vue de la préparer à un usage futur prescrit dans les PLU opposables d'Hayange et de Serémange-Erzange : jusqu'à présent l'usage est dédié aux activités économiques de production⁹³. L'entreprise n'est donc pas tenue d'effectuer une dépollution conforme aux normes applicables à l'habitat tant qu'une modification du PLU en conseil municipal n'est pas décidée et ce malgré l'opportunité certaine de la résidentialisation⁹⁴.

La cession attendue du site par ArcelorMittal à la CAVF oblige toutefois à la réflexion sur un site aussi structurant. Une étude pour le compte de la CAVF est actuellement menée par l'EPFGe (ex-EPML) et deux cabinets d'études en urbanisme afin d'effectuer des propositions d'usages et d'aménagement tenant compte de la nature des sols et de façon à prévoir les travaux de dépollutions nécessaires par la suite, de façon à ne pas reproduire les erreurs du passé⁹⁵. L'instrument d'aménagement privilégié serait celui de la ZAC afin d'assurer un usage mixte comprenant par exemple : de l'habitat, des équipements publics, de loisirs. Olivier Bianconi a évoqué l'opportunité de régler les « coutures urbaines »⁹⁶, comme une solutions aux incohérences urbanistiques laissées par l'industrie disparue comme le souligne S. Edelblutte⁹⁷ (voir I. C). A ajouter à cela, la libération de l'emprise par l'industrie libèrera par conséquent des terrains grevés par la prévention des risques Seveso⁹⁸ (les installations techniques incluant les canalisations d'hydrocarbures souterraines) et la sécurité des voies ferrées. O. Bianconi estime à 1 pour 2 le coefficient de mise en constructibilité des emprises : pour 150 hectares au sein de la friche en tant que telle, on peut compter en tout 300 hectares aménageables par la suite. Dans ce groupe, on compte les Grands Bureaux des Aciéries de Wendel, actuellement à l'abandon en raison de leur localisation en zone à risque technologique.

⁹² A Florange se situent les laminoirs et la direction locale d'ArcelorMittal, cependant l'usine entière s'étend jusqu'à au site du Patural à Hayange en occupe la moitié du ban communal de Serémange-Erzange (Fenderie).

⁹³ Le PLU d'Hayange dispose que l'espace est dédié aux « activités industrielles lourdes » (ville-hayange.fr/), celui de Serémange-Erzange aux activités économiques de type « Usine » en spécifiant l'appartenance du site à ArcelorMittal (wxs-gpu.mongeoportail.ign.fr/)

⁹⁴ MAROCHINI Eric, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *op. cit*

⁹⁵ Voir annexe N°11, entretiens.

⁹⁶ *Ibid*

⁹⁷ EDELBLUTTE Simon, « Que reste-t-il après la désindustrialisation ? », *op. cit.*

⁹⁸ Nomenclature européenne et française recensant les sites présentant des risques d'accidents majeurs, en référence à la catastrophe industrielle de Seveso en Italie en 1976.

Figure n°32 : Hauts-fourneaux du Patural et aciérie Sollac (site Fenderie) en activité en 2009



Source : René CANTA, 2009⁹⁹

Côté patrimoine industriel, le doute demeure. Selon les indications des acteurs de la CAVF rencontrés, peu de groupes organisés s'expriment en faveur de la conservation des bâtiments majeurs comme le haut-fourneau du Patural, pourtant un géo-symbole manifeste de la vallée de la Fensch. Éric Marochini note que « la question de la patrimonialisation ou non des hauts-fourneaux de Patural va se poser mais force est de constater qu'aujourd'hui celle-ci ne semble pas prioritaire. Peu de voix se manifestent en effet en ce sens.¹⁰⁰ ». Entre temps, le débat a émergé sur les réseaux sociaux comme l'a fait remarquer M. Pelosato en entretien¹⁰¹, si bien qu'une pétition est déposée sur le site Change.org pour la reconversion du site sous forme de pôle économique et culturel en en préservant son aspect général¹⁰². Du côté de la CAVF, on plaide généralement pour une conservation « raisonnée » des installations réutilisables et/ou présentant une valeur historique, architecturale ou symbolique suffisante. La différence majeure avec Uckange demeure que pour le moment l'estimation de cette valeur ne mobilise ni l'Etat, ni les associations locales mais essentiellement des équipes d'urbanistes et d'experts, ce qui sera potentiellement à l'origine d'effets bien différents.

⁹⁹ Notice documentaire sur Image'est, image-est.fr/

¹⁰⁰ MAROCHINI Eric, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *op. cit.*, p.16

¹⁰¹ Voir annexe N°11

¹⁰² Pétition en ligne pour la « Réhabilitation des Hauts Fourneaux de Hayange en lieu culturel et Pôle économique », sur Change.org, change.org/

Dans l'ensemble, l'avenir de ce site est central pour la vallée de la Fensch du point de vue paysager mais surtout symboliquement. Le haut-fourneau du Patural incarne la dernière grande lutte sociale en date pour la préservation de la sidérurgie en Lorraine, si bien qu'au moment où nous écrivons les deux représentants presse quotidienne locale se sont associés pour revenir en profondeur sur ce qu'on a nommé les « événements de Florange » qui ont secoué la présidentielle de 2012 et le mandat de François Hollande¹⁰³. Dans le contexte actuel, l'enjeu du site dépasse nécessairement les simple considérations d'urbanisme et de redéveloppement économique.

¹⁰³ « LONG FORMAT ArcelorMittal : le combat des sidérurgistes de Florange durant la Présidentielle 2012 », *L'est Républicain*, 03/04/2022, consulté le 14/04/2022, estrepublikain.fr/

III. Une prise en compte différée de l'héritage industriel dans ces deux territoires, tributaire des temporalités de la désindustrialisation

Le caractère « industriel » du paysage n'a pas toujours été reconnu comme digne d'intérêt et de préservation depuis les restructurations de la fin des années 1970. La partie I montre les différentes dimensions de l'empreinte de la sidérurgie dans le paysage son fonctionnement, aujourd'hui totalement altéré. On distingue les témoignages résultants de l'activité (usines, mines, crassiers), de l'organisation sociale et identitaire (habitat, monuments, transport, etc.) mais aussi des témoignages que la suppression de la mono-industrie rend visible (incohérences urbaines, stigmates environnementaux, difficultés socio-économiques, conflits sociaux historiques, fragmentation politique territoriale etc.). Ces différents types d'héritages industriels (plutôt que de patrimoine) constituent le paysage de Longwy et du Val de Fensch, pourtant leur traitement par les acteurs de l'aménagement n'a pas été linéaire. Dans *La construction des politiques locales : reconversions industrielles et systèmes locaux d'action publique* (1998), Michel Grossetti défend la thèse des trois phases d'approche par les acteurs publics de la reconversion territoriale et par extension des témoignages de l'histoire industrielle : l'incrédulité, le deuil, l'action. L'incrédulité est le refus initial de prendre en compte la désindustrialisation, se traduisant par l'inaction et l'abandon des sites laissés vides. Le deuil est la phase pendant laquelle on cherche à se débarrasser des traces du traumatisme de la disparition des industrie. L'action est celle d'une réappropriation du passé industriel par les acteurs du territoire.

Ces trois phases, ou approches, sont pertinentes : mais comme l'écrit Sylvie Daviet dans *Industrie, culture, territoire* (2005) ces phases ont des temporalités différentes suivant l'échelle selon laquelle on les observe : du pays au bassin, voire jusqu'aux individus puisque cette typologie reflète une démarche qui relève aussi du processus d'acceptation individuel, conduisant nécessairement à une superposition des approches. Dans cette optique, nous cherchons à voir comment les bassins industriels du val de Fensch et de Longwy ont vu une réappropriation ou non de leur héritage industriel, jusque peut-être à en faire un patrimoine. Au niveau national, il convient d'introduire que le concept « archéologie industrielle » fait son entrée dans les cercles d'Etat en 1976 avec le bulletin dédié du Conservatoire des Arts et Métiers sur lequel Maurice Daumas basa son plaidoyer pour la préservation du patrimoine industriel en France. La création du CILAC en 1979 fut une étape majeure pour réunir les chercheurs universitaire sensibles à la défense des héritages de l'industrie en France de plaider leur cause auprès des instances du Ministère de la Culture comme un groupe d'intérêt, et ce dès 1981 grâce

à des entrées dans les milieux socialistes et de certaines directions¹⁰⁴. Sans s'attarder sur la façon dont l'Etat a commencé à prendre en considération le patrimoine industriel, nous nous intéresseront à sa matérialisation dans nos territoires à l'époque de l'émergence d'une politique de gestion des friches et la décentralisation culturelle¹⁰⁵. Si au niveau national, certaines disent que le patrimoine industriel s'est imposé dans les années 1980-90, cette approche masque les différences territoriales : la Lorraine et la sidérurgie étant restées à l'écart de cette dynamique plus longtemps, et certains territoires comme Longwy encore plus. De plus, l'approche « par les institutions » tend à masquer la mobilisation sur le terrain, que la reconnaissance du patrimoine industriel par quelques universitaires ne suffit à expliquer.

La précédente description de la façon dont les acteurs se sont approprié certaines friches est une manière de donner à voir des cas d'écoles, que nous allons utiliser pour mettre en valeur les différentes temporalités de reconnaissance d'un patrimoine et d'un héritage dans l'industrie entremêlées dans le val de Fensch et Longwy. Il s'agit d'une approche par les acteurs qui cherche à montrer comment les traces de l'industrie devinrent un enjeu culturel. On passera sur ce que Grossetti a appelé la « phase d'incrédulité » ou plutôt l'approche par l'incrédulité qui se traduit par l'inaction des politiques publiques sur les friches et qui se confond plus ou moins avec les périodes de luttes sociales les plus fortes décrites en partie I.C. Comme l'indique Sylvie Daviet les temporalités s'entremêlent à plusieurs niveaux¹⁰⁶ : à un niveau régional on peut dire que les usines ne sont plus automatiquement détruites voir sont conservées à partir d'une certaine période, ou bien dans une autre à chaque usine dans l'histoire on a systématiquement préféré la destruction jusqu'à aujourd'hui. On tentera peut cependant comparer aisément Longwy et le val de Fensch. Longwy fut touchée plus tôt avec une brutalité sans pareil et n'a bénéficié ni du temps d'adaptation qu'ont eu les acteurs du val de Fensch, ni de l'effet d'apprentissage par comparaison locale qui a sans aucun doute influencé les acteurs de la Fensch.

Nous verrons comment dans ces deux territoires on peut observer, en dehors des simples friches, l'application de différents modèles d'approches du paysage industrie : celui de sa réparation et de la négation d'une valeur d'héritage à l'industrie prescrit exclusivement dans le milieu des années 1980, puis celui de la reconnaissance et de l'action de protection des composantes d'une mémoire et de symboles de l'industrie, quitte à en faire un patrimoine, qui connurent leurs premiers essais à la toute fin des années 1980. Enfin, nous étudierons comment

¹⁰⁴ DUFRESNE Geneviève, « Le patrimoine industriel en France : histoire et bilan », in PREITE Massimo, *Towards a European heritage of industry*, Grosseto : Effigi, 2014, pp 116 à 118.

¹⁰⁵ Création des Commissions régionales des MH en 1985

¹⁰⁶ DAVIET Sylvie, *Industrie, culture, territoire*, Paris : L'Harmattan, 2005, 208 p.

de nos jours une réappropriation plus large du patrimoine industriel, qui tend à se confondre avec le patrimoine « traditionnel » ou le patrimoine vernaculaire, tendent à s'insérer par des actions multiples dans l'amélioration générale du cadre de vie. Cette troisième « phase » est à concevoir tantôt comme une synthèse des deux approches précédentes, tantôt comme l'extension du regard aux témoignages indirects de la société industrielle, mais encore faut-il qu'ils soient reconnus comme patrimoine.

A/ Nier et réparer : les composantes majeures du deuil

Dans les années 1980, la négation du passé industriel dans le paysage est quasi-systématique. Non seulement comme solution de facilité pour les industriels et les pouvoirs locaux, il s'agit d'une stratégie consciente d'effacement qui doit faciliter la transition sociale et économique du territoire, selon les termes de l'Etat qui vient soutenir les collectivités qui tentent de sauver le territoire. C'est la phase de deuil théorisée par M. Grossetti. Elle s'incarne bien dans la façon dont le territoire fut traité : il s'agissait de requalifier le territoire mis à mal par l'industrie lourde, et « remettre à zéro » les sites. Il faut rappeler que c'est dans les années 1970 et 1980 que la quasi-totalité de l'activité sidérurgique est démantelée à Longwy, l'héritage industriel est explicitement nié sur l'autel d'un hypothétique redéveloppement économique qu'on juge impossible à provoquer sur un cimetière industriel à ciel ouvert.

Il n'y a pas d'injonction à la destruction qui émane des acteurs publics jusqu'en 1985, et encore cette injonction ressemble plutôt à une préconisation. La preuve est que la plupart des mines fermées des années 1950 aux années 1980 comme ensuite ont simplement été abandonnées, leurs stations de pompage arrêtées et furent inondées voire tombées dans l'oubli si bien qu'aujourd'hui trouver leur entrée relève de l'exploration urbaine. Les installations étaient encore soumises aux règles de la « destruction-créatrice » et leurs matériaux étaient réutilisés. Les fermetures massives et la conjoncture qui empêchèrent le processus de reprise industrielle directe a poussé à questionner les « vestiges ». A ce moment dans les années 1980, hormis l'industriel porté jusque dans les années 2000 sur la destruction des bâtiments difficiles à conserver, deux acteurs s'accordent sur une marche à suivre préférable : l'Etat et les communes.

La destruction des bâtiments à vocation économique devient une norme pour permettre le rebond économique des zones de conversion. Du côté de l'Etat qui intervient alors dans l'aménagement du territoire via la DATAR ainsi que dans l'économie (avec en 1981, une tentative de retour au dirigisme économique sous Mitterrand), s'impose la « remise à zéro » comme prérequis à toute transformation. Le rapport Lacaze et ses préconisations traduit tout à fait cette posture qui vise à libérer les territoires d'un symbole d'échec industriel.

La remise à zéro « c'est non seulement un acte de solidarité mais aussi un préalable stratégique à tout développement économique »

Extrait du résumé du rapport Lacaze sur « Les Grandes friches industrielles », 1986

Et même si comme le dit Dumas, tant fondateur que soit le rapport Lacaze sur les modes opératoires de la gestion des grandes friches il fut revu par la suite, il demeura structurant pour les collectivités jusqu'à la fin des années 1980. De plus, le rôle pris par l'EPML rigidifia jusqu'à aujourd'hui leur approche des vestiges de l'industrie comme « les traces sociales du déclin et des fermetures » qu'il convient d'effacer et recycler. Le mot d'ordre est que « si toute valorisation immédiate n'est pas possible, en revanche la suppression des traces de l'échec est préconisée afin de faire disparaître leur symbolique du déclin et de la crise. »¹⁰⁷. Le rapport Lacaze préconise un retour à des activités agricoles, forestières ou un nettoyage du site préalable à tout autre opération, puis une mise en réserve foncière et le requalification des sols et bâtiments (reste à savoir lesquels). L'objectif est d'améliorer le cadre de vie des populations en retirant les stigmates de la destruction d'emploi – qualifié de « nuisances visuelles » mais aussi de rendre ces territoires attractifs pour les investisseurs et les sortir de leur image sinistrée pour préparer une remise en marché « progressive, partielle et pragmatique » des emprises.

Ceci parle à l'époque aux décideurs locaux. Les rapporteurs de 1985, en contact avec des acteurs locaux de tous types pour la rédaction des préconisations, mettent en valeur le rôle des maires, pris en étau entre la défense d'un emploi pérenne et l'objectif de faire repartir le territoire économiquement, de le garder dans un modèle industriel ou de passer à un nouveau modèle « post-industriel ». Alors, l'économie compte par-dessus tout devant l'urgence sociale, privilégiant des actions rapides et souvent de court-terme.

« Directement confrontées à la pression sociale des populations des zones de conversion, les collectivités sont plus sensibles au temps court de la revendication sociale qu'au temps long de la réindustrialisation »

Bruno Vennin, 1988¹⁰⁸.

¹⁰⁷ DAL J-M, « Le réaménagement des friches industrielles », *Bulletin d'information de l'ONF*, n° 73, 1985, p. 15-20 in DUMAS Jean, « Le paysage, la construction et la promotion : l'Etat et les friches industrielles », *op. cit.*

¹⁰⁸ VENNIN Bruno, « Conversion industrielle : une affaire d'Etat », *Economie et humanisme*, n° 304, nov-déc, 1988.

Tout élément considéré comme un obstacle au redémarrage économique n'a pas lieu d'être à Longwy dans les années 1980, tout comme dans la Fensch : le PED et le site de la Paix à leur fermeture en sont l'exemple parfait. Il s'agit de laisser place à des nouvelles entreprises, en leur offrant des étendues verdoyantes où s'installer. On cherche alors à remplacer les activités. Les bilans des contrats de plan Etat-Région l'époque n'ont de cesse de valoriser les projets de remplacement d'activité les plus radicaux, à l'image du parc d'attraction « des Schtroumpfs » dont la construction sur une parcelle de l'UCPMI (commune de Maizières-lès-Metz) est saluée par le SGAR, et ce en admettant l'impossibilité de reproduire ce modèle à l'infini¹⁰⁹.

La destruction n'est pas en réalité une réaction quasi-psychologique à une humiliation de la désindustrialisation, comme on pourrait l'entendre, ou un saccage délibéré de la mémoire ouvrière de toute une région. Il semble plutôt que la destruction fonctionne comme une stratégie réfléchie et délibérée, qu'elle agisse « comme une désindustrialisation du paysage et du territoire, censée aboutir à une désindustrialisation des esprits. »¹¹⁰, nourrie par la croyance qui perdure dans une forme de destruction-créatrice. Cette pensée a sans doute motivé des projets de redéfinition de l'identité locale par la culture et le divertissement jusqu'à l'époque actuelle. On compte des programmes plus ou moins radicaux : l'ouverture de la salle de spectacles La Passerelle à Florange en 1994 demeure une initiative isolée devant la réécriture d'Amnéville à partir d'une base de loisirs recouvrant son crassier à partir de la fin des années 1980 par son maire Jean Kiffer¹¹¹. Cependant, si la destruction des artefacts dans le territoire fut dans de nombreux cas effective, est-il possible de dire qu'on a pu déloger le haut-fourneau que les Lorrains « avaient dans la tête, pour paraphraser Jacques Chérèque¹¹². La réussite de la *tabula rasa* est donc mitigée. Même si elle était préconisée par l'Etat aménageur, de même que par les maires pressés de redonner du dynamisme économique à leur ville, au sein de l'Etat et des sociétés le discours se brouille. Dès 1986, en concours avec la DATAR, le cabinet du premier Ministre chargea le Ministère de la Culture de mettre au point une procédure « légère » d'inventaire du patrimoine industriel. Émanation des cercles du CILAC, prise de conscience des gouvernements, requête d'associations d'anciens employés de l'industrie ou de syndicats, les possibilités sont nombreuses. Dans tous les cas, ce questionnement fit son chemin dans les

¹⁰⁹ « Politiques territoriales pour les pôles de développement de la Région Lorraine », extrait du rapport rédigé par NOVIANT-BOA Patrice, pour le compte du Plan « Lieux de Travail et Constructions publiques » - Programme architecture et mutations industrielles, juin 1985, p.60 ;

¹¹⁰ EDELBLUTTE Simon, « Que reste-t-il de l'industrie après la désindustrialisation ? De la négation au patrimoine industriel », *op. cit.*, p.16.

¹¹¹ MATHIS Denis, MATHIS Anne, « Régénération de la conurbation sidérurgique du Val-de-Fensch (Moselle-France) », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, 33, 2017, p. 11

¹¹² La formule prononcée en public, passée à la postérité, a été citée par plusieurs interlocuteurs mais également plusieurs reprises par la presse locale. Voir : « Jacques Chérèque, 89 ans, est décédé », *L'est républicain*, SALCIARINI Pascal, 24/12/2017, estrepublikain.fr ; « Haut fourneau en tête », *Le Républicain lorrain*, 23/11/2012, republikain-lorrain.fr/.

cercles de l'Etat patrimonial jusqu'à trouver des échos et des mélodies concordantes dans les vallées du fer lorraines.

B/ Du deuil à l'action : reconnaissance d'un héritage et ébauches de patrimonialisation

Au niveau national comme local, la reconnaissance de la valeur du patrimoine industriel est clairement une réaction à la destruction systématique qui s'est opérée pendant plusieurs années. Il serait même possible de renvoyer à la genèse du concept de patrimoine qui intervient après les pillages de la Grande Peur pendant la période révolutionnaire en France. En tout cas, la naissance du CILAC en France émerge de la prise de conscience exprimée en 1976 par Maurice Daumas de « destructions irrémédiables décidées dans l'indifférence générale¹¹³ ». Au niveau de l'Etat et du Ministère de la Culture, le concept du patrimoine industriel fit son chemin jusqu'à mobiliser des équipes au niveau national, puis au niveau régional grâce notamment à la déconcentration et décentralisation des compétences culturelles. Les cas de la sidérurgie lorraine attirèrent l'attention des ministères vers la fin des années 1980, par l'entrée des contrats de plan Etats-Région mais aussi en répondant aux mobilisations ponctuelles et requêtes des milieux professionnels et politiques inquiétés par la disparition projetée d'éléments porteurs de la mémoire locale de l'industrie.

La méthodologie de remise à zéro organisée avec l'EPML par la DATAR avait cet avantage au niveau local de déresponsabiliser partiellement les maires : en faisant porter la responsabilité financière et administrative des travaux de pré-verdissement et la mise en réserve foncière sur l'Etablissement public foncier « Peut-on demander au maire d'être le fossoyeur de la culture industrielle de ses électeurs ? » lisait-on dans le rapport de 1986. Cependant, cette destruction effective laissa des mécontents au niveau local qui trouvèrent écho dans les projets du Ministère de la Culture ou dans des figures politiques locales. La correspondance entre Catherine Levy, sociologue et chercheuse au CNRS et Claudie Georges François de la Mission des Grands travaux de 1988, prend acte des préoccupations d'associations et de syndicalistes du pays de Longwy organisés dès 1979 sur la mémoire industrielle et ouvrière.

Il est en effet avéré que les événements de Longwy ont vu la naissance d'une préoccupation pour les témoignages physiques de la mémoire ouvrière, qui a précédé les approches patrimoniales plus « esthètes ». Longwy fut le théâtre d'un mouvement social prolifique, comme l'a montré le cas de la radio « Lorraine Cœur d'Acier », mais que montre aussi la création de l'Association pour la préservation et l'étude du patrimoine du bassin de Longwy-

¹¹³ Geneviève DUFRESNE, « Le patrimoine industriel en France : histoire et bilan », in PREITE Massimo, *Towards a European heritage of industry, op. cit.*, p.115

Villerupt (APEP) en juin 1981. Cette approche émerge en effet des milieux les plus politisés, ceux des fondateurs Gérard Noiriel – alors professeur d’histoire engagé auprès du Parti Communiste Français – et l’étudiant en sociologie David Charasse – étudiant en sociologie proche de l’incubateur d’activisme politique qu’était « Lorraine Cœur d’Acier ». On évoque alors une conceptualisation du patrimoine industriel comme patrimoine de la base sociale de l’industrie : « le patrimoine, c’est d’abord l’activité sidérurgique elle-même, autrement dit un bien commun considérée comme un actif et revendiqué comme tel pour l’avenir du pays »¹¹⁴.

Une rencontre intéressante entre ce « cercle social » et ceux de l’Etat s’opère avec une visite organisée par le GRECO avec ces mêmes associations et syndicats à Pittsburgh aux Etats-Unis, et qui a vu l’émergence d’un projet de centre universitaire et de recherche sur la société industrielle avec pour premier titre « Travail et travailleurs aux XIX^e et XX^e siècles » et qui deviendra « Université du travail ». Ce projet visait à centraliser les archives de la sidérurgie, nourrissant les connaissances sur la mémoire ouvrière, le savoir-faire industriel et qui puisse soutenir la reconversion des territoires et la formation des actifs, est retravaillé et rebattu notamment avec le projet de Centre européen des ressources issu du rapport dit « Gizard » de juin 1989, jusqu’à devenir l’ébauche du « Carrefour des mutations ». Cet épisode montre bien que c’est à la croisée des préoccupations des anciens travailleurs et de l’engagement de l’Etat que naquit à Longwy la possibilité, même inaboutie, d’une conservation patrimoniale.

« Les raisons de ces propositions sont, pour l’essentiel, que la population locale déjà largement touchée par les suppressions d’emplois et les destructions des installations sidérurgiques, souhaite participer, tant au maintien d’un certain nombre de bâtiments ou installations (hauts-fourneaux, laminoirs...) qui étaient le centre vital de l’industrie du bassin, qu’à la mise en place de projets nouveaux qui peuvent contribuer à redonner vie au bassin ».

Catherine Levy, GRECO, note adressée à Claudie Georges François de la Mission interministérielle des Grands Travaux, 1988

S’opère une rencontre entre la mobilisation scientifique des cercles ministériels (inventaire, étude, sélection, etc.) et des forces locales. La branche « Culture technique et industrielle » permet à des projets de trouver écho dans une stratégie d’Etat qui impose dès 1984 aux régions de conserver la mémoire et le savoir-faire technique risquant disparition dans des sites. Si bien qu’avant-même la fermeture de la mine de Neufchef en 1989, des techniciens et cadres de cette

¹¹⁴ TORNATORE Jean-Louis, « Trou de mémoire. Une perspective post-industrielle de la "Lorraine sidérurgique" », *op. cit.*, p.6

mine organisèrent sa transformation en écomusée, s'organisant comme association (AMOMFERLOR), sans pour autant faire l'unanimité parmi les ouvriers des mines dont les cadres organisaient l'avenir du site alors que les emplois étaient menacés. La préservation ne fit pas l'unanimité dans les territoires désindustrialisés dès la fin des années 1980, elle dépendait plutôt d'opportunités et de la rencontre effective de groupes d'intérêts et des moyens scientifiques, administratifs et financiers de l'Etat. Il est difficile d'affirmer que le rôle du Ministère de la Culture et des chercheurs fut déterminant dans les deux cas. Dans ces deux cas, la mobilisation de groupes formés localement semble précéder la mise en place de programmes d'Etat, l'inventaire débuté en 1986 est concomitant avec la destruction des usines mais peine à entrer sur le terrain de la sidérurgie, préférant le patrimoine industriel plus pittoresque (moulins) et à présentant une cohérence architecturale et urbanistique exceptionnelle (à Noisiel par exemple). Conséquemment, les opérations les plus communes sont la conservation de machines isolées et d'éléments divers replacés dans l'espace urbains, tels que des pièces mécaniques, des wagonnets de mines etc. Ce titre de patrimoine que Denis Woronoff¹¹⁵ qualifie de « patrimoine-alibi » est aussi bien représenté dans la vallée de la Fensch que dans la région de Longwy, où les pouvoirs publics et milieux associatifs avaient « sauvé » de la casse des machines de l'usine de Senelle et la Providence avant leur démolition.

Le refus de la destruction est de plus en plus conçu localement comme une alternative : par des habitants, des travailleurs, des élus. On ne saurait nier l'importance de l'engagement politique du maire d'Uckange Michel Paradeis en 1991 pour plaider aux côtés de Bernard Colnot (ancien ingénieur de l'usine) et de MECILOR pour la préservation du haut-fourneau ? En effet, ceux-ci rencontrèrent l'aval et l'accompagnement décisif de la DRAC Lorraine pour le classement du site. La sauvegarde de l'U4 est à la fois fortuite puisqu'elle trouve sa source dans l'opportunité d'un accord sur le principe de sauvegarde du site entre des acteurs qui émergent à cette époque, et le corollaire d'un processus à la fois local et national de réaction mécontentée à la généralisation de la destruction des grands symboles de l'industrie. De plus, c'est à cette époque qu'émergent par opportunité des cabinets d'architectes comme Reichen & Robert. Pionniers dans la rénovation de la filature Leblanc de Lille en 1980 et l'usine Blin et Blin d'Elbeuf en 1982, leur proposition pour le haut-fourneau de Senelle en 1990 montre comment le patrimoine industriel, non seulement comme objet de mémoire, devient un pari de développement. L'argumentaire de l'agence pour le projet de carrefour des mutations (conçu

¹¹⁵ Voir GARCON Anne-Françoise, « L'ouvrier ne fait pas le patrimoine : de la difficulté en France de faire se rejoindre mémoire du travail et archéologie industrielle », *L'Archéologie industrielle en France*, 36, juin 2020, Vannes : CILAC, 2020.

avec l'organisation Tetra) traduit cette convergence d'intérêts entre opportunité de redéveloppement local et d'attractivité et reconnaissance de la mémoire ouvrière et industrielle.

La volonté de ne pas détruire et de valoriser les vestiges de l'industrie disparue a émergé dans des cas très spécifiques. Ici on ne parle pas de « patrimoine alibi » basé sur la récupération de machines que l'industriel a bien voulu céder, comme le fit Unimétal à Longwy à la fin des années 1980, mais bien de vouloir conserver et valoriser des entités entières telles que des mines et usines au sein du milieu de vie. A l'époque comme aujourd'hui, l'idée de conserver le cadavre d'une usine fait débat et paraît saugrenu, d'où une réception et une réussite mitigée des projets, l'échec du « Carrefour des mutations » en est représentatif. Si l'est difficile de dire pourquoi Uckange et Neufchef aboutirent et non Senelle, il est évident que les cas se répondent et si Uckange a réussi c'est aussi probablement parce que Senelle a échoué et que les acteurs locaux ont pris conscience du risque que constituerait la destruction totale, que le Ministère de la Culture n'a probablement pas voulu voir l'histoire se répéter après avoir participé à mettre en œuvre des études et vu la conception d'un projet « grandiose » pour Longwy.

Ces premières levées de boucliers contre la *tabula rasa* ont permis une réflexion critique sur les héritages de l'industrie et sur la façon de reconstruire un territoire sans l'industrie, mais avec sa mémoire. Ces événements se sont faits dans une période très courte (environ 5 ans entre 1988 et 1992), mais ont donné les possibilités de projets multiples où à Uckange on a vu un écomusée unique en France ouvrir en 2008 après moult remous. La troisième étape de la réappropriation du caractère industriel du paysage par les acteurs, c'est le dépassement du « totem » et le regain d'intérêt pour les acteurs des autres dimensions de l'industrie qu'on appelait « œuvres sociales » ou tout simplement l'urbanité industrielle.

C/ De nos jours : la place ambiguë de l'industrie dans le développement et l'attractivité du territoire

La façon dont les territoires se sont mués en territoires post-industriels conditionne la façon dont cet héritage peut-être et est pris en compte dans l'aménagement du territoire d'aujourd'hui. Comme on l'a vu, les conditions légales actuelles imposent des traitements environnementaux importants, tandis que la conjoncture économique donne un très grand avantage à l'économie résidentielle et le commerce. C'est en effet, l'effet du contexte transfrontalier et des transformations de jeu de gouvernance observés en I. Les éléments qui persistent de l'industrie jouent aujourd'hui dans ces deux sites nous permettent d'évaluer quelles approches de ces patrimoines sont dominantes. Il ne s'agit pas ici de prendre une perspective chronologique,

plutôt d'analyser avec la grille de lecture de Grossetti comment le rapport à l'industrie passé par l'incrédulité, le deuil et l'action se confond à l'échelle locale. Si globalement, on peut constater que celui-ci tend à ne plus être systématiquement nié par les politiques publiques, il n'est pas considéré explicitement comme un outil d'attractivité du territoire dans la ville de Longwy qui s'en distancie plus que la vallée de la Fensch. Pourtant, dans les deux cas paradoxalement, les éléments de patrimoine industriel *de facto* sont de plus en plus intégrés à la stratégie de développement territorial, même s'ils ne sont pas identifiés comme tels.

Ces deux localités profitent aujourd'hui de l'attraction économique du pôle luxembourgeois et peuvent profiter de la dynamique du travail frontalier¹¹⁶ : en 2015, jusqu'à 51% des actifs dans la zone d'emploi de Longwy (qui intègre le Pays-Haut) et précisément 34% des actifs des 10 communes du Val de Fensch¹¹⁷. En effet, celle-ci génère une attractivité du foncier dans le Val de Fensch et dans l'agglomération de Longwy, où il est sensiblement inférieur aux EPCI voisins plus ruraux (Cattenom) ou plus métropolisés (Thionville – Portes de France, Val d'Alzette)¹¹⁸. Cette situation amène les acteurs à vouloir soutenir une forme de résidentialisation en rendant leur territoire attractif pour les employés du Luxembourg, profitant de salaires plus hauts qu'en France. Cela passe par une revalorisation générale du foncier et un changement de regard sur les friches qui deviennent des atouts économiques : pour proposer des espaces fonciers urbanisables ainsi que des espaces commerciaux.

Cette évolution est lisible à travers celle des différentes friches longoviciennes, notamment celle du PED qui s'est ouverte à l'urbanisation commerciale, tirant avantage des différentiels du transfrontaliers et créant une force d'attraction sur une zone de chalandise qui s'étend sur plusieurs pays. Les friches et l'urbain redeviennent importants puisqu'après des vagues massives d'étalement urbain dans ces agglomérations, notamment à Longwy, la Loi Climat de 2019 impose la règle du « zéro artificialisation nette » qui mène les décideurs publics à revaloriser les friches pour densifier le bâti. Là où cela est possible, les friches industrielles sont amenées à accueillir du résidentiel de qualité, au moins en partie comme cela est voulu sur la friche de la Paix à Algrange.

¹¹⁶ « Les zones d'emploi qui comptent le plus de frontaliers [en Grand Est] dans la population active occupée se situent aux frontières immédiates des pays voisins (figure 1). C'est notamment le cas de celles de Longwy et Thionville, à proximité du Luxembourg (51 % et 39 % de frontaliers), et de celle de Saint-Louis près de Bâle (43 %) », d'après l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques), [insee.fr/](https://www.insee.fr/)

¹¹⁷ MAROCHINI Eric, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *op. cit.*

¹¹⁸ Voir annexe n° 15

« Le jeu d'acteurs territoriaux, autrefois centré sur des logiques strictement communales où chacun voulait faire table rase du passé, s'est progressivement ouvert sur l'idée que les friches industrielles n'étaient pas que les symptômes visibles de la fatalité. »

Eric Marochini, 2018¹¹⁹

Désormais, le territoire post-sidérurgique et les friches qui l'incarnent sont de plus en plus objet de valorisation multifonctionnelles qui tire avantage des opportunités économiques du territoire. C'est ainsi que désormais le résidentiel devient une fonction parmi d'autres, et que le redéveloppement économique prend des formes variées qui dépendent des nouvelles conditions économiques locales, comme la création de MetaFensch et du DigitalLab à Uckange, dont l'existence prend acte de la position stratégique du site et de l'opportunité de profiter de la persistance d'activités d'ArcelorMittal.

Un aspect général de cette volonté de recréer une attractivité territoriale est la revalorisation des espaces urbains hérités de l'industrialisation. A Longwy comme dans la Fensch, il s'agit de combler les béances urbaines décrites par S. Edelblutte et d'effacer des stigmates de dépréciation urbaine. Dans le cadre d'Action Cœur de Ville et de sa politique d'attractivité, la ville de Longwy et la CAL ont lancé des investissements pour aider les propriétaires fonciers des cités ouvrières à rénover leurs façades, cela entrant dans une politique de changement d'image, de résorption des dents creuses et d'esthétisation de l'espace urbain à laquelle les fresques urbaines participent. Ainsi, l'entrée de ville de Longwy par la cité Lafontaine est particulièrement soignée, de même que les premières maisons de la cité Gouraincourt. Avec le Programme Cœur de villes, Cœur de Fensch, la CAVF cherche conjointement à créer une urbanité continue et identifiable le long de ses axes de communication (mobiliers urbains uniques par exemple) et à résorber les incohérences urbanistiques. Dans cet ordre, la réparation des réseaux urbains, le verdissement du territoire et la découverte des cours d'eaux, non seulement pour des questions d'obligations légales permettent : de créer un cadre agréable pour les nouveaux résidents potentiels, de préparer le territoire à leur installation en adaptant le territoire (traitement des eaux usées, prévention des crues).

La politique d'attractivité du territoire prend des dimensions à la fois résidentielles, économiques et culturelles. Dans cette dernière dimension, il faut noter que Longwy et le Val de Fensch ont choisi des axes de représentation de leur territoire totalement différents. La CAVF profite de la présence de son « phare » l'U4, accompagné du Musée des Mines de fer,

¹¹⁹ « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *op. cit.*

et communiquait sur le patrimoine industriel sous ses différentes formes jusqu'à la fermeture de son office de tourisme en 2020¹²⁰. Avec le soutien de retraités et d'acteurs associatifs engagés comme Michel Printz qui propose des visites des cités et colonies ouvrières du Val de Fensch. Autour de Longwy, la politique de « marketing territorial » a tendance à oublier l'industrie : tout en soulignant l'existence d'un passé sidérurgique invisible à travers des fresques urbaines visibles à Longwy, Réhon, etc., c'est surtout l'industrie faïencière des Emaux de Longwy et la citadelle Vauban classée à l'UNESCO en 2009 qui fait l'apanage des politiques touristiques. L'unique exemple de site touristique visitable lié à la sidérurgie est la mine d'Hussigny-Godbrange, situé à l'écart du bassin. Les autres sites sidérurgiques valorisés sont ceux situés hors de l'agglomération voire au Luxembourg comme la mine de Lasauvage ou le haut-fourneau de Belval à Esch-sur-Alzette.

Conclusion du chapitre

La façon d'aborder les territoires industriels par les acteurs de l'aménagement et du redéveloppement territorial les a durablement impactés. La succession et superposition des approches de la reconversion s'est imprimée de façon tout à fait surprenante dans ceux-ci. Alors que Longwy vivait sa désindustrialisation de la manière la plus brutale, dépourvue de système de gouvernance stable, les institutions d'Etat ont permis de prodiguer aux territoires concernés des moyens et recettes pour le traitement des grandes friches industrielles et pour refonder les principes d'une stratégie de reconversion. Pourtant, l'urgence d'objectifs de réindustrialisation et d'effacement des traces, promulgués par les responsables locaux et nationaux, a résulté dans la hâte et le bâclage global des premières opérations, dépourvues de normes de dépollutions suffisantes et de stratégies de redéveloppement. L'absence de volonté de valorisation des vestiges industriels a mené à ce que l'essentiel des reconversions du bassin de Longwy fasse peu de cas de la question du patrimoine industriel, qui commençait pourtant à infuser dans les sociétés des territoires concernés aussi bien que dans les instances de l'Etat. Entre jeu d'acteurs et temporalités de désindustrialisation différents, le destin du patrimoine industriel à Longwy se distingue profondément du val de Fensch, où les conditions ont été réunies pour la préservation d'éléments majeurs, qui ont même pu devenir patrimoine grâce à l'action combinée d'anciens employés de mines organisés en associations, des responsables locaux et de l'Etat. Selon l'approche (« incrédulité », « deuil » et « action ») qui a dominé pendant les opérations de

¹²⁰ « Fermeture de l'Office de tourisme : la CGT accuse l'agglo », *Le Républicain lorrain*, D.G., 27/05/2020, consulté le 24 avril 2022, republicain-lorrain.fr/

transformation les plus profondes des deux bassins, on obtient des paysages bien distincts, où la présence passée de la sidérurgie se lit plus ou moins facilement.

**

L'héritage de la sidérurgie imprime le territoire et devient un objet nouveau de redéveloppement territorial. La présence de l'habitat ouvrier est un enjeu central, sa valorisation dans l'espace urbain comme patrimoine industriel est pourtant inégale : elle est assumée dans le val de Fensch, alors qu'à Longwy il semble ne s'agir qu'un outil de revalorisation de l'image du territoire. Un rapport différent se construit. Alors que dans la Fensch, on arrive à retrouver une opportunité dans le traitement des friches en mobilisant l'EPCI et les communes, à Longwy la difficulté qu'on les communes à s'accorder sur des projets communs ainsi que l'héritage des décisions passées ont tendance à en figer l'avenir. Désormais, Longwy cherche à valoriser son espace urbain, où la sidérurgie n'est pas décrite comme une identité à mettre en valeur, alors qu'elle sert de marketing territorial dans le val de Fensch notamment pour attirer des activités économiques. Il suffit d'être en voiture dans ces territoires par l'autoroute A30 ou la voie rapide : lorsqu'on arrive à Longwy on voit un panneau touristique sur les Emaux de Longwy puis la citadelle Vauban à l'UNESCO, juste après le triangle de la Fensch, le premier panneau brun que l'on voit fait figurer « Vallée de la Fensch » en-dessous d'un dessin d'Hayange avec le haut-fourneau du Patural en premier plan. Pour les collectivités locales, ces panneaux sont des moyens de présenter leur territoire : il est difficile de ne pas dire qu'ils traduisent des choix politiques qui diffèrent profondément.

Conséquences des aménagements passés ? Choix de développement ? Volonté d'effacer ou d'amplifier une identité industrielle ? Comme on l'a vu, il est difficile de limiter les analyses à des choix conscients, alors que les quarante dernières années ont vu la succession de positions et projets antagonistes passant du deuil à l'action en faveur du maintien de *géosymboles* de la sidérurgie. Désormais, nous aimerions comprendre si aujourd'hui, l'identité de ces territoires demeure liée ou non à la sidérurgie, et comment s'imprègnent, si elle survit, la mémoire de cette industrie structurante dans deux territoires qui ont été radicalement transformés, l'un plus que l'autre.

Summary of Chapter II

The way industrial territories in decline were considered evolved deeply. Our territories, once compared, show efficiently the shifts within the layout operations and the “planification” strategies that have progressively emerged. As the area of Longwy experienced its first and most brutal industrial tragedy, that cut 8,500 jobs between 1979 and 1981, there was no sufficient public authority, and the governance system was only adapted to the context of a omnipotent industry. However, progressively, national institutions have started to deal with the issue of industrial brownfield, trying to provide local authorities with public policy instrument, financial support, and specialised institutions to cope with a declining territory, full of brownfields whose width, physical and pollution conditions, hindered most of the possible operations. Public institutions have sometimes taken advantage of the time to learn from past mistakes related to early reconversion operations and resulting in rushed and dashed off depollution procedures, that still make some areas unsuitable for many functions such as residential. Those two landscapes also reflect well the evolution in the approach towards industrial remains. Considered by the vast majority of public stakeholders as inherently useless, valueless, and harmful for the landscape and local development, the remains of factories and large elements related to steel industry were systematically destroyed and erased since the 1970s until the late 1980s in the Lorraine region. Indeed, the management of brownfields has shown the increasing dissemination of “industrial heritage” within the public policies, with failures due to governance dysfunction and lack of strong social initiative in Longwy and mitigated successes in the Fensch valley such as the mining ecomuseum of Neufchef and the Uckange blast-furnace. Researchers in geography tend to agree on the existence of three phases of deindustrialisation and consequently industrial heritage management: denial, loss, initiative. Those three approaches, if they are considered (just as the loss process) and a one-direction path towards initiative, can coexist within a territory according to the scales of approach. When a post-industrial landscape is mainly transformed during this “loss” phase with this gaze, it leads to a territory such as Longwy with little or no clear evidence of the industrial history. Whereas in the Fensch valley, some attempts of action from civil society, supported by local representatives and relevant institutions, allowed preservation projects to happen, in spite of downturns, obstacles and difficulties to innovate and revive. The status of steel industry remains ambiguous, hidden behind seeming more “noble” heritage elements in Longwy, it works as a lighthouse for tourism in Uckange and Neufchef. However, the overwhelming industrial those territories make it a ubiquitous element to deal with in any dimension of the city, participating in any case to the image and dynamics of the place.

CHAPITRE III – Mémoire et identité locale dans le miroir du paysage de nos jours

Dans ce chapitre, nous étudions dans quelle mesure les mémoires de la sidérurgie s’incarnent et se reflètent dans le paysage actuel. Pour ce faire nous dégageons de prime abord le sujet en faisant un panorama conceptuel des questions liées à la mémoire culturelle et collective, que nous appliquons par la suite à notre territoire en soulevant des éléments historiques qui nous permettent de comprendre les références mémorielles existant sur le territoire. Après avoir expliqué en quoi les mémoires peuvent prendre une dimension spatiale, nous explicitons la méthodologie de l’enquête que nous avons menée afin d’apporter des analyses empiriques sur la transmission de la mémoire, l’attachement à des lieux de mémoire et le caractère potentiellement « identitaire » du paysage. L’analyse de nos résultats apparaît dans un second temps, de façon à faire apparaître quelques tendances dans notre panel de participants. Enfin, un troisième temps nous permet d’interpréter et questionner ces résultats en mobilisant la théorie existante sur le sujet.

I. Panorama théorique et méthodologie de recueil des mémoires

« Pour entrer dans la voie de la modernisation, faut-il jeter par-dessus bord le vieux passé culturel qui a été la raison d’être d’un peuple »

RICOEUR Paul, *Histoire et vérité*

Cette citation de Paul Ricoeur orne le titre du chapitre « Formes urbaines et patrimoine architectural » du projet « Carrefour des mutations » proposé pour la ville de Longwy en 1990. Ce choix de plaidoyer est d’associer le témoignage visible du passé industriel au passé lui-même et surtout à l’identité d’une population, vue comme sa « raison d’être ».

A/ De la mémoire culturelle, à la mémoire sociale, aux mémoires de l'industrie

Pour initier ce travail sur les concepts, il nous faut rappeler que le rôle de la trace matérielle pour se référer à un passé, par essence abstrait et inexistant dans le présent, fut parmi les réflexions d'Aristote et Platon dans leur questionnement sur l'essence de la « mémoire »¹. Individuellement, la mémoire est à la fois une aptitude à conserver des souvenirs et connaissances à l'échelle d'une personne mais également, d'un point de vue plus psychique, l'enregistrement en tant que tel vu comme l'ensemble des données (souvenirs, connaissances) retenues par une personne. Néanmoins, la mémoire dépasse vite la sphère individuelle lorsqu'on l'envisage à partir des concepts de Maurice Halbwachs, de mémoire collective², Jan Assmann, de mémoire culturelle³, qui tendent tous les deux à identifier des groupes liés à des ensembles de souvenirs et de remémorations qui définissent leur identité, qu'on peut définir comme le caractère fondamental d'un individu ou d'un groupe qui en font la singularité et l'unicité. Le rapport entre mémoire et identité sera l'objet de nos réflexions, notamment avec l'approche des conceptions qui définissent une mémoire « topographique » à l'aide de Paul Ricoeur et Pierre Nora, entre autres.

1) *La mémoire : concepts*

Depuis l'Antiquité, la mémoire est traitée comme un rapport de l'individu non seulement à sa capacité de recollection d'éléments passés mais aussi de représentation du monde. Platon et Aristote s'opposèrent et se complétèrent par leur définition de la mémoire : le premier la définit comme la « présence d'une absence », telle la trace laissée dans la cire (les souvenirs) d'un sceau (l'événement passé)⁴, le second comme l'action de réminiscence d'un rapport affectif au passé par une image et un affect⁵. Dans les deux cas, on traite ici de la représentation du passé qui est donc lié à l'acteur de l'action de remémoration. Dans les deux cas, la représentation n'est pas fidèle : un négatif en creux chez Platon, un rapport très personnel au passé chez Aristote. Ce caractère partiel et partial est essentiel pour comprendre que la mémoire, contrairement à l'ambition de l'histoire, n'est pas une représentation exhaustive et neutre du passé. La mémoire construit un rapport au passé qui est socialement cadré et qui n'est pas

¹ Ces réflexions se trouvent dans le *Théétète* et *Le sophiste* de Platon, d'une part, et dans le traité *De la Mémoire et de la réminiscence* d'Aristote, cités par Paul Ricoeur dans *Histoire, mémoire, oubli*

² HALBAWACHS Maurice, *La mémoire collective*, 1950.

³ ASSMANN Jan, « Communicative and cultural memory », in MEUSBURGER Peter? HEFFERNAN Michael? WUNDER Edgar, *Cultural Memories. The Geographical Point of View (Knowledge and Space 4)*, Dordrecht ; Heidelberg ; London ; New York, 2011, pp. 15-27

⁴ RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli* : « 1. L'héritage grec », du sous-chapitre « 1. Mémoire et imagination » du chapitre « I. de la Mémoire et de la réminiscence »

⁵ *Ibid*

qu'individuel. Maurice Halbwachs considère que « pour se souvenir, on a besoin des autres »⁶. Paul Ricoeur le réécrit en ces termes « c'est à partir de l'analyse subtile de l'expérience individuelle d'appartenir à un groupe, et sur la base de l'enseignement reçu des autres, que la mémoire individuelle prend possession d'elle-même »⁷. Il est artificiel de penser la mémoire individuelle comme libre de toute attache et uniquement justifiée par elle-même comme la conscience de soi cartésienne, différents types d'attaches construisent cette mémoire partielle et partielle mais qui s'assume comme telle. A la différence, l'histoire est une ambition de vérité détachée de l'individu mais qui lui est imposée. Bien qu'on connaisse nombre d'exemples qui montrent que l'histoire peut être manipulée, elle se veut être une recollection d'éléments de passé, fidèles, et qui visent à écrire une science exhaustive et exacte, propre à être partagée et enseignée, selon un référentiel national.

L'apprentissage de l'histoire est, chez Halbwachs, une forme d'acculturation qui tranche avec le mode de transmission de la mémoire collective : majoritairement une transmission intergénérationnelle, forte d'un lien affectif, que l'histoire ne touche qu'à condition de la mise en valeur de l'insertion d'un élément personnel avec l'histoire contée : le truchement de l'histoire de la guerre de 1939-45 avec la vie de ses grands-parents, de l'histoire de l'industrie avec celle de sa famille, par exemple ; ce truchement permet la naissance d'une mémoire historique, qui est l'enchevêtrement et l'appropriation par l'individu de l'histoire (nationale) par le biais de sa mémoire collective. Cette mémoire historique d'Halbwachs, peut être assimilée à la mémoire dite « culturelle » théorisée par Jan Assmann⁸, et qui est fonction de la mémoire collective transmise et assimilée par l'individu et de sa « conscience historique », qui dépend des récits à valeur historique que l'individu reçoit et qui construisent son identité.

La mémoire intervient bien dans le processus de construction identitaire et pousse, ou non, à l'action sur la base d'une vision de l'histoire. Particulière, et non universelle comme l'histoire, la mémoire est dotée d'une composante affective inhérente et par conséquent, elle est manipulable. L'histoire enseignée, que certains appelleront « mémoire officielle » ou « roman national » dans ses composantes les plus élémentaire au niveau scolaire, est un vecteur de stabilisation et d'unification des mémoires collectives à l'échelle d'une nation. La nation comme construction sociale et culturelle est profondément associée à l'idée d'un groupe qui partage un passé commun et ainsi une destinée commune liée à ce passé. Le mythe national constitue ainsi l'outil éducatif qui artificialise et unit les mémoires autour de l'idée de nation dans le contexte français, mais la mythification de la mémoire et son instrumentalisation sont

⁶ RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, p.147

⁷ *Ibid*

⁸ ASSMANN Jan, *op. cit.*

des composantes majeures de l'histoire européenne. Dans *Les abus de la mémoire*, Tzvetan Todorov⁹ décrit les cas d'abus de la mémoire où récits et symboles sont utilisés à l'usage de projets politiques et idéologiques pour justifier une position à l'égard d'un peuple. Par exemple, la commémoration de la bataille médiévale de Kosovo Polje en 1989 par Slobodan Milosevic en ex-Yougoslavie et son interprétation anachronique comme bataille nationale serbe et chrétienne contre les Turcs ottomans fut mobilisée à l'usage d'une négation de la légitimité de l'identité albanaise et bosniaque (musulmans en majorité), dans l'affirmation d'une supériorité de la nation serbe qui a prédominé pendant les guerres de Yougoslavie.

Cependant, la mémoire est aussi le fondement de revendications politiques et sociales qui fondent des modes : il n'est pas rare que les grandes grèves des mines de charbon du Nord de la France, romancée par Zola dans *Germinal*, soient mobilisées comme symbole dans le discours syndical de gauche en France jusqu'à aujourd'hui, tout comme la mémoire vivante et relatée des conditions de travail, de la silicose, des maladies professionnelles permet aux ouvriers à la retraite et leurs familles de demander des réparations¹⁰ tout comme peut l'être un traumatisme mémoriel, pour prendre le plus extrême connu, celui du génocide des Juifs d'Europe pendant la Seconde guerre mondiale fait toujours l'objet d'un travail de mémoire utile aux réparations et à l'éducation vue nécessaire pour ne pas reproduire les ignominies du passé.

La mémoire, aussi collective soit-elle, s'ancre aussi géographiquement. Sans même évoquer les lieux de mémoire, théorisés par Pierre Nora, Paul Ricoeur montre en quoi l'espace habité porte une valeur mémorielle comme il porte la « trace », l'empreinte mémorielle laissée par le temps dans l'espace. Premièrement, il souligne la place de l'architecture en ville comme vecteur de narrativité « Chaque nouveau bâtiment s'inscrit dans l'espace urbain comme un récit dans un milieu d'intertextualité. [...] C'est à l'échelle de l'urbanisme que 'l'on aperçoit mieux le travail du temps dans l'espace. [...] La ville se donne à voir et à lire.¹¹ ». Deuxièmement, il montre comment le témoin historique, celui qui transmet à un tiers *étranger* sa mémoire, pose la donnée de l'espace de façon forte avec une assertion telle que « j'y étais ». Le souvenir du lieu conserve un lien intime et vecteur d'identité par identification à l'expérience passée : le même témoin pourrait ajouter à « J'y étais », « croyez-moi », « si vous ne me croyez pas, allez demander à quelqu'un d'autre », montrant comme le témoin met en jeu sa parole comme une partie de son identité : il s'identifie à son discours et est prêt à affronter la contradiction inhérente à la partialité et la particularité des mémoires. Pour aller plus loin, il convient de parler

⁹ TODOROV Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Éditions Arléa-Le Seuil, 1995, 61 p

¹⁰ BAZIN Laurent, « Anthropologie, patrimoine industriel et mémoire ouvrière. Vers une recontextualisation critique », *L'Homme & la Société*, n° 192, 2014, pp. 143-166, [cairn.info/](http:// Cairn.info/)

¹¹ RICOEUR Paul, *op. cit.*, p. 187

brièvement des « lieux de mémoire », qui sont pour Pierre Nora des éléments culturels (matériels, symboliques ou topographiques) dans lesquels s'incarne une mémoire atomisée : pour lui, la mémoire « historique » a perdu ses référentiels de stabilité tels que l'Eglise et l'Etat, et s'incarne désormais de façon démultipliée à travers pléthore d'objets, lieux et monuments. En effet, il considère le lieu de mémoire comme le refuge où la mémoire *véritable* et vivante se loge pour échapper au ravage du temps, mais devenant ainsi un produit culturel que la commémoration de la mémoire tend à éloigner du présent. « Habiterions-nous encore notre mémoire, nous n'aurions pas besoin d'y consacrer des lieux¹². »

Cette réflexion sur le concept de la mémoire mène à nous démontrer le lien possible entre : le paysage, la mémoire et l'identité dans notre cas du paysage de l'industrie. En se fondant sur Assmann, l'identité constitue la somme des mémoires et définit la façon dont se décrit un individu ou un groupe sur la base de traits, d'une histoire, d'un langage, de symboles et de représentation, de visions du monde. L'identité d'un groupe se fonde sur les événements et expériences vécues, remémorées et/ou commémorées ainsi que potentiellement sur des traumatismes. Le travail de mémoire, qui consiste en une recherche de témoignages, leur consignation sous forme d'archive et leur communication à fins éducatives, est considéré comme une façon de lutter contre le refoulement d'un traumatisme dans une forme « d'oubli fondamental » qui limite le règlement pacifié des conflictualités passées. Paul Ricoeur, à partir d'Henry Rousso, questionne l'oubli *forcé* de l'Occupation allemande en France entre 1940 et 1944 pour faciliter la paix sociale et les dégâts causés dans les communautés les plus victimes du traumatisme de la guerre et du génocide, sans compter les conflits latents oubliés par l'amnistie.

L'oubli constitue le revers naturel de la mémoire, qui ne peut prétendre à l'exhaustivité, mais n'est pourtant pas absolu dans la communauté de la mémoire vivante. On peut juger que la mémoire, une fois les témoins directs disparus, a tendance à devenir histoire, « l'anonymat a fait basculer la mémoire vivante dans l'histoire »¹³. Néanmoins, la mémoire, autant liée soit-elle aux témoins et difficile le soit-elle pour les générations suivantes, laisse son empreinte dans le territoire, ce qui fonde l'idée du paysage en tant qu'espace géographique tel que perçu par son observateur et principalement son usager. Alors on peut affirmer légitimement que le paysage, le monument, sont tant de lieux de mémoire légitimes où la mémoire peut se réfugier. Se suffisent-ils à eux-mêmes ? Sont-ils absolument nécessaires à la persistance de la mémoire ? Sans y répondre, Paul Ricoeur plaide contre un effacement des traces du passé porteuses de la

¹² NORA Pierre, *Lieux de mémoire. Volume I*, p. XIX

¹³ RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, p. 515

raison d'être d'un peuple. Avant d'entamer cette réflexion sur les effets, il nous faut comprendre quels sont les constitutifs historiques et les dimensions possibles de la mémoire du monde lorrain du fer, à l'échelle régionale comme à celle de deux petites vallées.

**

Notre approche va questionner le lien entre le paysage actuel des vallées industrielles étudiée et les mémoires de cette Lorraine sidérurgique. Le rapport entre mémoire et spatialité établi avec la notion d'espace habité développée par Paul Ricoeur et le concept « lieux de mémoire » de Pierre Nora, attestent ce lien conceptuel. Toutefois, avant d'entrer dans le vif du sujet, il s'agit d'explicitier le cadre dans lequel nous parlons. Pour ce faire, dans un premier temps nous allons approfondir ce guide conceptuel dans le cadre de l'espace mémoriel de la Lorraine sidérurgique, afin de mettre en valeur le caractère stratifié et multiforme des mémoires et son inscription dans un paradigme qui dépasse la sphère de la mémoire historique « nationale » que Halbwachs et Nora ont hautement mobilisé. Par la suite nous tenterons de faire une énumération des aspects de la mémoire industrielle (ou bien « des mémoires » de l'industrie selon si on prend une approche par le groupes sociaux et non par le territoire) afin d'évoquer les événements et lieux qui s'y rapportent (espace-temps), les groupes concernés et leurs conflictualités propres. Enfin, nous allons aborder la dimension spatiale des mémoires en une courte synthèse afin de justifier une nouvelle fois la pertinence de notre approche par le paysage.

2) *Comment aborder les mémoires en Lorraine sidérurgique ?*

Lorsqu'on parle de la Lorraine sidérurgique, on dépasse largement le territoire d'une simple vallée mais on se réfère explicitement à un espace habité, industrialisé et désindustrialisé, et constitué des pôles du Pays-Haut au nord (vallées de la Chiers et de l'Alzette – Longwy, Villerupt), du pôle mosellan (vallées de la Fensch, de l'Orne et de la Moselle entre Metz et Thionville) et un peu nancéen (vallée de la Meurthe et confluent avec la Moselle). Il s'agit d'un espace imaginé à travers le prisme de l'histoire sidérurgique et que Jean-Louis Tornatore désigne comme « espace de mémoire »¹⁴, on en retiendra qu'il s'agit d'un espace de références et lieux de mémoires plus ou moins partagés entre des territoires et groupes différents et dans lequel un travail de mémoire plus ou moins commun peut s'inscrire : pour le dire autrement, la mémoire des événements de Longwy de 1978-79, est également puissante dans la mémoire

¹⁴ « Situation concrète d'interdépendance, cette notion englobe l'ensemble des pratiques, rapportées à un objet, un collectif et/ou un territoire, relevant du travail de mémoire, de l'élection de biens communs, de la construction de l'identité-dans-le-temps. »

collective des sidérurgistes de l'UCPMI d'Hagondange ou de Pont-à-Mousson qui ont connu un destin similaire.

Au sein de cet espace de la mémoire de la Lorraine sidérurgique, les références communes ne sont pas le fruit d'une harmonisation « par le haut » comme dans la mémoire historique d'Halbwachs, on ne considèrera pas l'histoire scolaire dans notre analyse. De plus, bien qu'on parle de références communes, on ne doit pas oublier la polyphonie des mémoires tant promue par Gérard Noiriel, qui fut interrogé très tôt la place de l'immigration dans la société industrielle et les luttes sociales à Longwy¹⁵. La mémoire collective de l'industrie peut être abordée par ses multiples aspects, qu'on l'on va détailler plus bas, (l'organisation sociale, l'entreprise, le syndicalisme, la technique, etc.) tout comme ses aspects vont se décliner en mémoires différentes selon le groupe dont on parle. Anne-François Garçon¹⁶ les divise en plusieurs cultures dans le cadre de l'entreprise : une culture juridique (commune et acceptée par tous), et deux cultures sociales, d'une part celle de la direction de l'entreprise (soit du patronat, dominant) et celle du corps productif (soit du corps ouvrier). Cette définition est nécessaire mais nous qui nous attachons à aussi prendre en compte les différents corps de la société locale (pas seulement les salariés de la sidérurgie, bien que structurants), on est obligé de prendre en compte d'autres cultures : celle des travailleurs immigrés, celle des femmes dont l'emploi et le quotidien avaient une connotation spéciale, celle des enfants et générations suivantes, celle des syndicalistes, des groupes partisans tels que les communistes, des autres catégories socio-professionnelles... La complexité de la réalité sociale nous invite à la plus grande finesse et à considérer l'entrecroisement de ces cultures, terme qu'on préférera à groupe de mémoire car il permet justement la superposition des mémoires.

En effet, les cultures mémorielles se superposent mais autrement que de disposer de « mémoires » orales, transmissibles, elles jugent et transforment le présent à travers des formes d'objectivation de la mémoire. Nous nous attarderons sur deux types. Le premier est le « lieu » de mémoire : il s'agit des éléments symboliques (matériels ou non, topographiques ou non) entretenant un rapport avec le passé et qui fédèrent autour d'eux des individus/groupes pour leur valeur de témoignage d'une mémoire collective. Un lieu permet d'incarner une ou plusieurs mémoires, tantôt sans médiation tel que le décrit Jacques Rancière dans sa définition d'un « monument » en soi¹⁷, parfois intermédiée ou muséalisée. L'intermédiation ou la

¹⁵ NOIRIEL Gérard, AZZAOU Benaceur, *Vivre et lutter à Longwy*. La Découverte, 264 p.

¹⁶ GARCON Anne-Françoise, « L'ouvrier ne fait pas le patrimoine : de la difficulté en France de faire se rejoindre mémoire du travail et archéologie industrielle », *L'Archéologie industrielle en France*, 36, juin 2020, Vannes : CILAC, 2020

¹⁷ « Ce qui garde mémoire par son être même, ce qui parle directement, par le fait que cela n'était pas destiné à parler »

muséographie n'empêchent pas nécessairement la polysémie du lieu puisque sa nature en fait le support de récits variés, parfois conflictuels. Ces récits sont les discours (littéraires, politiques, historiques, artistiques...) postérieurs à un événement et qui relatent ce passé avec subjectivité et partialité dans l'idée de porter une mémoire. Ils usent souvent de supports tels que les mythes ou les lieux de mémoire, dans le but de servir un devoir de mémoire ou un projet d'instrumentalisation.

Cette entrée est nécessaire pour comprendre que les mémoires de la Lorraine sidérurgique, même dans des territoires particuliers à Longwy et dans le Val de Fensch, ne sont pas monolithiques. Bien qu'on affirme facilement que la fermeture des usines fut un traumatisme pour toutes les populations locales dans les années 1980, le temps et les transformations sociales peuvent même réinterpréter cet événement avec des récits nouveaux comme sur la transition économique que les élus mettent volontiers en exergue. En outre, l'expérience « Lorraine Cœur d'Acier » a bien montré les tensions qui existaient entre l'expérience de la sidérurgie par les hommes et par les femmes, par les travailleurs immigrés et les travailleurs nés en France et/ou dans la région, tensions qui perdurent et changent dans le climat social actuel et que Nicolas Mathieu a brillamment romancées dans *Leurs enfants après eux*¹⁸. Cette complexité et cette multiplicité, nous allons tenter de la présenter sans viser à l'exhaustivité mais pour inciter le lecteur à la plus grande prudence face à la généralisation.

3) *Panorama typologique des mémoires de l'industrie*

Les mémoires sont intrinsèquement liées à un collectif ou plusieurs, c'est pourquoi il est nécessaire de comprendre les différents types et niveaux de mémoires que l'on peut observer. Pour distinguer les aspects de la mémoire, nous mobiliserons les deux « cultures » sociales évoquées par Anne-François Garçon¹⁹, celle de la direction de l'entreprise (culture *entrepreneuriale*) et celle du corps productif (ou culture salariale, par métonymie culture « ouvrière »). Plusieurs aspects des mémoires sont à aborder comme il suit.

Certaines mémoires renvoient à une valorisation de la culture entrepreneuriale :

- La mémoire des maîtres de forge et des chefs d'entreprise : à la croisée entre culture d'entreprise, réussite capitaliste et aristocrate
 - Les maîtres de forge historiques et leurs dynasties : de Wendel, de Saintignon, Jean-Joseph Labbé, Frères d'Huart, Carl Röchling...

¹⁸ MATHIEU Nicolas, *Leurs enfants après eux*, Paris : Actes Sud, 2018, 426 p.

¹⁹ GARCON Anne-Françoise, *op. cit.*

- Certains directeurs qui ont laissé leur nom : Alexandre Dreux (Aciéries de Longwy)
- L'usine et la technologie lorsqu'ils sont utilisés comme une manifestation du progrès technique et industriel comme fruit de l'entreprise
- La mémoire du paternalisme : renvoie à une réalité de la vie sociale qui est le résultat de l'action de l'entreprise
 - L'usage d'expressions telles que : « l'entreprise offrait », « l'entreprise donnait » en rapport aux logements, équipements et services
 - Cette mémoire renvoie aussi à une organisation sociale forgée et contrainte par la politique de l'entreprise

Des mémoires liées essentiellement à la culture du corps productif :

- La mémoire des techniques : liée au quotidien des salariés, un savoir-technique lié à la sidérurgie qui relève de l'apprentissage personnel de l'employé
 - Diffère selon les employés : ouvrier spécialisé qui possède un savoir technique d'apprentissage et d'expérience, plus pratique que le contre-maître et l'ingénieur qui ont une approche plus globale, théorique et scientifique
 - Certains employés (officiant dans les bureaux) sont restés éloignés de ce savoir technique, qu'ils ont pu observer voire comprendre mais sans le maîtriser
- La mémoire des conditions de travail : risques, accidents du travail, maladies professionnelles, liés à des conditions de travail souvent rudes
 - Risques de brûlure, blessure ou mort en cas d'incident technique (exemple : convertisseur qui se retourne, projections sur le corps et les yeux, effondrement de mine...)
 - Maladies des poumons par exemples (inhalation de scories et poussières), infirmités (liées aux températures et aux efforts physiques importants)
 - Note d'Adrien Printz « la sidérurgie n'a jamais créé de métiers heureux »²⁰
- La mémoire de la socialisation à l'usine : expériences interpersonnelles, complicités et solidarités (parfois intergénérationnelles), références culturelles communes
 - Nourrie d'anecdotes multiples et surtout d'expériences individuelles
 - Expériences communes telles que : déjeuners, douches, cafés, moments de fête et « départs en retraite » (événements de désobéissance douce pour les loisirs)

²⁰ PRINTZ Adrien, *La vallée usinière. Histoire d'un ruisseau : la Fensch*, Metz : Editions le Lorrain, 1966, « Introduction »

- Référentiels communs : culte de Sainte-Barbe dans les mines, etc.
- La mémoire du mouvement ouvrier : à la croisée entre syndicalisme et politisation, englobe l'ensemble des résistances (organisées syndicalement ou non) à la direction
 - Liée à la question des conditions de travail : manque de temps libre, cadences trop importantes, manque de normes de sécurité...
 - Relation à une forme de politisation et de prise de conscience de classe ou non
 - La syndicalisation a été tardive en Lorraine (à partir de l'entre-deux-guerres) et même avant la désindustrialisation, le taux de syndicalisation est resté bas
 - Grèves historiques (1905 à Longwy, années 1960 dans la Fensch...), manifestations, répressions

On peut ajouter un troisième groupe qui sont les mémoire transcendant nécessairement l'entreprise et le corps ouvrier et qui touchent l'entièreté de la communauté.

- La mémoire de la ville industrielle : activité continue, bruits et lumières, prospérité économiques, nuisances environnementales, risques liés aux activités industrielles en ville
- La mémoire du multiculturalisme et des immigrations : confrontation à des cultures différentes et au processus d'assimilation des communautés immigrées, expériences de xénophobie, de racisme mais aussi d'enrichissement culturel, aussi de multilinguisme et d'ouverture culturelle
- La mémoire de la désindustrialisation et du déclin : événements qui ont dépassé le corps de l'usine
 - Mouvements sociaux et opérations multiples qui ont engagés plus que les salariés des usines (opérations Ville-morte ou vivante, Lorraine Cœur d'Acier, SOS Emploi...)
 - Un traumatisme collectif lié aux pertes d'emplois, à la fin du plein-emploi pour les générations suivantes et au déclin économique

4) *La spatialité des mémoires et les problématiques d'une mémoire du paysage du fer en Lorraine*

L'identification entre mémoires et paysage n'est pas une idée nouvelle. En effet, c'est cette conception du paysage perçu comme un espace « de significations et d'émotions »²¹ que se fonde aussi la réflexion encore en mouvement autour des lieux de mémoire. Notre hypothèse pose que le paysage, autant comme ensemble territorial conçu que comme somme de lieux perçus, est attachée à des mémoires qui se fondent sur une vision de l'histoire : donc d'une part à des événements et de l'autre aux affects individuels et collectivement portés, parfois stabilisés par des actions mémorielles ou enregistrées dans des œuvres. De plus, nous pouvons questionner la définition d'un territoire d'appartenance conçu qui élargit encore la question du paysage à un ensemble territorial multicéphale où les mémoires de la sidérurgie peuvent s'imprimer.

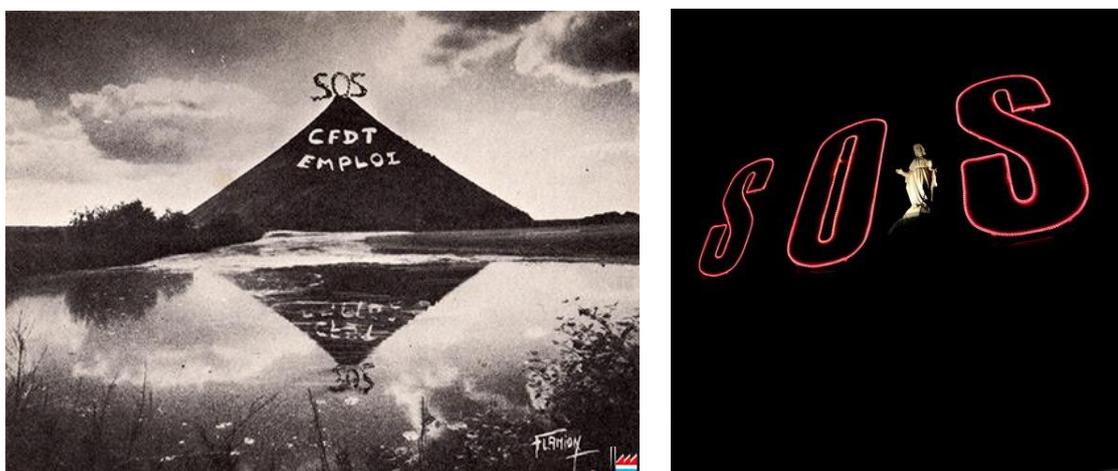
L'histoire de la sidérurgie s'imprime fondamentalement dans les territoires du val de Fensch et de Longwy. En effet, comme déjà expliqué dans le chapitre I, la sidérurgie comme processus économique mais également comme organisation sociale est une machine à faire du paysage, qui devient même le lieu d'expression de messages politico-culturels. Les manifestations conscientes de l'entreprise sidérurgique dans le paysage, qui sont notamment les grands bureaux des usines, les églises et autres monuments prestigieux commandés par celles-ci (Notre-Dame-des-Vignes, château de Nilvange, grands-bureaux Art Déco de Senelle...) sont un marquage territorial durable à la gloire des maîtres de forges ou, à défaut, de l'entreprise elle-même, et des valeurs qu'elle porte : foi catholique ou protestante, modernité, respect des hiérarchies sociales, culte du progrès capitaliste, etc. D'une autre façon, les cités ouvrières et les modèles urbanistiques portent eux aussi un message qui traduit des conceptions sociales, et leur évolutions, tels que les hiérarchies professionnelles, le respect de la foi (avec la présence d'églises nouvelles au cœur des cités comme à Gouraincourt, Herserange, voire de temples comme à Algrange et à la cité La Paix de Nilvange), mais également un maintien de l'activité maraîchère traditionnelle par la présence de jardins ouvriers privés, eux-mêmes corroborant une conception privatiste de l'agriculture.

Toutefois, nous sommes aussi intéressés par la façon dont l'histoire de la sidérurgie et des événements, notamment sociaux, ont investi le territoire en laissant des potentielles images dans les souvenirs des habitants et dans leur représentation du territoire, c'est-à-dire les images qui échappent aux actions délibérées formées par les dirigeants d'entreprises. Premièrement, cela

²¹ CORBIN Alain, LEBRUN Jean, *L'homme dans le paysage : entretien avec Jean Lebrun*, Textuel, 201, p. 11

commence par la vie quotidienne et les différentes images de que l'usine, « monstre de fer » pour les uns ou « cathédrale d'acier » pour les autres, et de même pour la mine. L'usine peut renfermer un nombre infini de souvenirs et de valeurs tels que le travail, con caractère souvent associé à la virilité, mais également des réflexions critiques sur les conditions de travail difficiles, les risques et la discipline. Comme noté dans le documentaire « De sueur et d'acier », les anciens ouvriers se remémorent les épisodes de grève et de désobéissance, telles que le « Saint Lundi » ou la « retraite »²², à la discipline, autant que les traumatismes d'accident du travail dont ils ont été victimes ou témoins. Deuxièmement, et sans chercher à dresser la liste des événements sociaux, certains démontrent un usage du paysage à dimension politique et sociale qui résiste à l'imposition de valeur par la direction des entreprises.

Figure n°33 : Le symbole « SOS Emploi » utilisé en 1979 à Longwy puis en 2012 à Hayange



A gauche une carte postale reproduisant artistiquement les lettres « SOS » disposées au sommet du crassier de Senelle, au-dessus de Longwy par la CFDT pendant les périodes de luttes syndicales (Source : Carte postale imprimerie ETCOLOR, Collection industrie.lu), à droite un photographie les mêmes lettres sous forme de panneau lumineux disposées autour de la statue de la Vierge surplombant Hayange jusqu'en 2013 (Source : photographie par Pierre Heckler, sur republicain-lorrain.fr/)

Les mouvements sociaux qui se sont opposé à la désindustrialisation ont laissé des traces dans le paysage, donnant à des éléments une valeur particulière qui les y lie. A Longwy, le crassier de Senelle est devenu indubitablement un symbole de la lutte sociale avec l'installation

²² Il s'agissait de pratiques d'arrêt du travail, dérogeant aux règles de l'usine, qui finirent par devenir tradition. Le Saint-Lundi était au début du XX^e siècle, une tradition minière occasionnelle pendant laquelle les mineurs prolongeaient le repos dominical au lundi en ne se rendant pas au travail. La « retraite » était un départ de l'usine anticipé par rapport aux horaires des sidérurgistes pour se dédier aux loisirs et au repos, marquant des moments de solidarité ouvrière.

à son flanc dès 1979 des lettres « SOS » en rouge (voir Figure n°33). Placé de façon à être vues de loin car en hauteur au-dessus de la ville, elles se réfèrent au mot d'ordre du syndicat CFDT « SOS Emploi », un discours focalisé sur l'emploi qui fut d'ailleurs utilisé dans les mouvements défendant l'emploi sidérurgique dans la région jusqu'aux années 2010 pendant le mouvement social dit « de Florange » et celui d'Uckange en 1990²³. Cette installation graphique a été immortalisée en images mais également dans la bande dessinée « Lorraine Cœur d'Acier », où le crassier aujourd'hui disparu prend une place de choix dans l'imagerie de la lutte sociale. Cette technique de mise en visibilité de la lutte pour tous les habitants par le panneau SOS est d'ailleurs répétée à Hayange en 2011 où, comme par folklore, ces lettres ornent la statue de la Vierge à Hayange (voir Figure n°33) : tirant avantage de la position dominante de la statue, mais aussi venant lui opposer, peut-être involontairement, un autre argument de ralliement basé sur le syndicalisme et les luttes sociales et non sur la foi catholique. Troisièmement, ce dernier épisode monte comment les lieux peuvent accueillir des récits superposés. Le dernier exemple que nous mobilisons ici, c'est celui de Lorraine Cœur d'Acier, la radio pirate de 1979 qui s'est installée dans la mairie de Longwy-Haut, sur la place Darche qui est d'ordinaire le lieu symbolisant l'héritage urbain de Vauban. Cette histoire en fait donc un lieu public attaché à un épisode de résistance sociale et politique, partie du mouvement formé en opposition aux fermetures d'usines de Longwy, qui parle à un certain nombre d'*initiés* à l'histoire sociale locale ou témoins de celle-ci.

Un autre point notable est celui de la volonté de stabiliser des récits mémoriels dans des lieux. La muséalisation telle qu'opérée à l'U4 et au Musée des mines de fer de Lorraine a pour effet de permettre d'identifier facilement un lieu et des mémoires « à défaut de mieux ». En d'autres termes, la conservation et valorisation de lieux qui ont vocation à porter une histoire professionnelle de la sidérurgie ou des mines, est potentiellement portée à une identification de la part des personnes vivant dans un lieu différent voire éloigné mais partageant cet héritage. Cependant, les opérations de stabilisation mémorielles qui marquent le paysage sont aussi des opérations de réparation. Les lieux disparus tels que l'usine SMK ou les usines de Longwy sont l'objet d'itinéraires dits « de découverte » qui permettent de matérialiser une absence. Sur la friche SMK, ceux-ci permettent de comprendre le lieu actuel du fait de l'histoire des mines et usines aujourd'hui invisibles ou cachés et donc de laisser, et ainsi aux porteurs de mémoire de leur associer un lieu. Cette démarche est partagée dans le pays de Longwy, où l'association

²³ Voir annexe n°16, pour la commémoration du mouvement syndical uckangeois et n°17 pour une image du mouvement social dit « de Florange »

Amical est chargée de matérialiser sur des itinéraires, les lieux disparus et de redonner une place aux hommes et femmes qui y ont vécu et travaillé.

Ces points montrent une idée claire, celles et ceux qui agissent sur la mémoire, parce qu'ils ont organisé la société industrielle, mené la lutte du mouvement ouvrier, ou cherchent à préserver un mémoire, conçoivent en même temps une dimension géographique à leur action. En effet, les industriels comme les acteurs du mouvement ouvrier ont pris le paysage comme un instrument d'expression symbolique, culturelle et politique dans leur histoire. De leur côté, les acteurs de politique publique et acteurs sociaux actuels intéressés par les questions mémorielles mettent bien en avant dans leur projet la nécessité d'une territorialisation ou même re-territorialisation des mémoires dans le cadre des sites disparus.

**

Figure n°34 : Pancarte placée par des manifestants lors d'un mouvement social en 1979 sur les bâtiments des grands-bureaux de Senelle (Herserange), image extraite du film documentaire *Longwy* de Stephen Bingham



Avant d'aborder la méthodologie d'enquête, nous voudrions aborder un point central de notre réflexion qui est celle du territoire perçu. Notre étude s'attarde sur deux territoires bien défini au sein de cet espace de représentations que Jean-Louis Tornatore nomme « Lorraine

industrielle », un espèce de territoire imaginé associé à l'industrie du charbon et du fer²⁴ formé de la médiatisation de luttes sociales et de fermetures d'usines et mines depuis quarante ans. Cette attachement à l'idée d'une Lorraine industrielle ou sidérurgique est aussi le fait d'une instrumentalisation de l'identité lorraine qui a été manifeste depuis les années 1970. En reprenant les observations de Gérard Noiriel²⁵, Tornatore note dans un autre article paru en 2006²⁶ comment le rapport affectif au territoire qui a caractérisé les luttes de 1979 à Longwy ont amené cette dernière « jusqu'à se parer des attributs de l'identité régionale » : usage de la croix de Lorraine, Lorraine Cœur d'acier, la Lorraine « ne mourra pas » de manière à identifier le destin de la région entière à celui de la sidérurgie à Longwy. Cet épisode qui plonge aussi dans l'histoire de la région a aussi été l'occasion de réveiller des sentiments nationalistes notamment germanophobes comme noté dans plusieurs manifestations (voir Figure n°34). Cet aparté vise cependant à mettre en exergue que le cadre de référence de l'histoire de la sidérurgie dans ces vallées du fer dépasse le bassin de vie et que la superposition de références géographiques de diverses localités, notamment dans une région où la mobilité professionnelle s'est montrée importante surtout à partir des restructurations des années 1970, est un fait usuel, mais que l'identification de la Lorraine à l'espace de la sidérurgie est un élément partagé par plusieurs groupes de mémoire.

B/ Méthodologie et objectifs de l'enquête

Notre objectif est d'appréhender aux moyens de méthodes de recueil de données quantifiées, la façon dont se transmettent et manifestent les mémoires en fonction du territoire. Cependant avant d'aborder ces points il nous a été nécessaire de questionner les aspects de ces mémoires

Tout d'abord, nous sommes capables, au moyen d'éléments de culture existants, de définir des points de la mémoire relatifs à des groupes sociaux, générationnels, qui ont des sensibilités différentes. Cependant, la nature de ces mémoires et leur importance dans l'identités des individus peut varier d'un groupe à un autre : les anciens sidérurgiques semblent naturellement plus concernés que la génération actuelle née après la désindustrialisation. En effet, certains événements sont passé à la postérité, c'est-à-dire que les travaux des historiens, mais aussi des écrivains et artistes les ont retenus et mise en avant, à l'image de la radio pirate « Lorraine Cœur d'Acier », comme des événements majeurs en France dans l'histoire des modes de lutte sociale

²⁴ TORNATORE Jean-Louis, « L'invention de la Lorraine industrielle »

²⁵ NOIRIEL Gérard, *op. cit.*

²⁶ TORNATORE Jean-Louis, « Trou de mémoire. Une perspective post-industrielle de la "Lorraine sidérurgique", in DAUMAS Jean-Claude, « La Mémoire de l'industrie. De l'usine au patrimoine », Presses universitaires de Franche-Comté, pp.49-80, 2006,

et comme épisodes notables de l'histoire industrielle et/ou de la désindustrialisation²⁷. Ces éléments ont tous un rapport au paysage. Le livre de Nicolas Mathieu fait une description minutieuse d'un val de Fensch fantasmé, où les communes de la vallée se mélangent aux souvenirs d'enfance des Vosges, mais où le haut-fourneau arrêté et le pont autoroutier au-dessus de la ville tiennent une place centrale, tandis que les événements de Longwy se sont incarnés dans le « SOS » écrit au-dessus du crassier de Senelle et aux aciéries de toute la région. Notre but est de comprendre quelle place tiennent les éléments d'héritage industriel et s'ils sont considérés comme tel : comme un héritage (ou patrimoine) ou comme relatifs à l'industrie. Nous aimerions évaluer ainsi la place de l'histoire de la sidérurgie pour ces personnes.

Nous chercherons, au moyen d'une étude non-exhaustive de ressources culturelles qui reflètent des mémoires partielles et partiales à déterminer des points centraux des mémoires de la sidérurgie et par une enquête à évaluer trois objets auprès des populations :

- La persistance de la transmission des mémoires de la sidérurgie parmi les habitants
- L'incarnation des mémoires dans le paysage et dans des lieux spécifiques
- L'impact du changement de paysage sur la prégnance de ces mémoires

La rédaction du questionnaire, accompagnée par le Professeur Ana Cardoso de Matos et les conseils du professeur Olga Magalhães, a été suivie de près et assistée par Monsieur Dominique Da Costa, historien et archiviste auprès de l'association Amical (Mémoire industrielle de la Communauté d'agglomération de Longwy).

Le questionnaire en ligne, dont la reproduction est disponible en annexe n°18, se compose de cinq parties principales :

- Une partie introductive permettant d'identifier les informations de cadrage du répondant telles que l'année de naissance, la commune de résidence actuelle et/ou dans le passé, la nationalité, le genre et le lien personnel et familial aux activités de la sidérurgie et des mines, afin d'interpréter les réponses en fonction de ces variables.
- Une partie relative au lien entretenu par le répondant à son territoire, la sidérurgie et l'identification entre territoire et sidérurgie, pour évaluer la sphère de référence

²⁷ Exemples d'ouvrages d'histoire politique et sociale et d'œuvres littéraires, filmographiques et théâtrales relatives à la radio pirate « Lorraine Cœur d'Acier » (liste non exhaustive): CHARASSE David, DI SABATINO Rodolphe, PIERRON Denis, *Lorraine cœur d'acier*, F. Maspero, 1981, p. 33 ; HAYES Ingrid, *Radio Lorraine cœur d'acier : 1979-1980 : les voix de la crise*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, 348 p ; le téléfilm « Les Ondes du souvenir » de la réalisatrice Sylvie Aymé, 2020 ; la pièce de théâtre *Longueur d'ondes, histoire d'une radio libre*, de Bélangère Vantusso ; le documentaire *Lorraine cœur d'acier, une radio dans la ville*, film documentaire de Jean Serres et Alban Poirier, 1981 ; la bande dessinée, *Lorraine cœur d'acier : Histoire d'une radio pirate, libre et populaire (1979-1981)* de Vincent Bailly et Tristan Thil (2021, 88 p).

géographique des répondants et les associations sémantiques faites entre la sidérurgie, l'industrie et le territoire donné.

- La partie suivante cherche à déterminer le regard et l'opinion sur l'activité sidérurgique passée afin de déterminer l'existence d'une nostalgie et surtout la persistance du traumatisme mémoriel.
- La partie suivante cherche à préciser, en utilisant des photographies, quels lieux sur le territoire, mais aussi quels sites identifiables dans un territoire plus élargi, sont susceptible « d'accrocher » les mémoires de la sidérurgie.
- Enfin la partie suivante tente d'évaluer comment les mémoires de la sidérurgie sont transmises et activées dans la sphère familiale et extra-familiale.
- Une partie permettant au répondant de s'exprimer librement, relater des événements, souvenirs, opinions propres en dehors des cadres de l'étude quantitative, pour nous offrir un maximum de regards « personnels » sur notre sujet.

La division des réponses en deux groupes – Longwy et vallée de la Fensch – interprétée au regard des analyses sur les transformations du paysage (Chapitre II) ainsi que de l'existence de vecteurs de mémoires, nous permettra de répondre avec plus de finesse à notre question centrale : quel est l'impact de la transformation du paysage sur la préservation des mémoires et de l'identité industrielle ?

Nous avons opté pour une méthode de passation en ligne, permettant une large diffusion via les réseaux sociaux et groupes de diffusion locaux, aidée par les associations contactées (MECILOR, AMICAL...) et des connaissances personnelles. Les moyens qui sont les nôtres pour la rédaction d'un mémoire de master individuel, ne nous permettent pas de réaliser une enquête quantitative exhaustive qui nécessite plus d'un chercheur et un temps plus long.

Le mode d'enquête combine des biais qui nous invitent à toujours mettre en regard nos résultats avec le type de répondants. Premièrement, le mode d'administration en ligne risque de nous priver de certains groupes de populations plus éloignés d'internet, tels que les personnes âgées et les personnes les plus défavorisées. Deuxièmement, en passant par des associations et certains groupes locaux de passionnés, nous risquons de nous adresser majoritairement à des populations déjà intéressées par le sujet, ce qui rend caduque une quelconque ambition d'obtenir un panel représentatif. Enfin, une autre limite est que les zones de référence (Longwy, val de Fensch, Lorraine sidérurgique, Pays Haut...) peuvent avoir une extension variable selon les habitants, et certains répondants pourraient en réalité être moins concernés par l'enquête, sans

pour autant que leurs réponses ne soient pas pertinentes. A cet effet, nous utiliserons la partie « cadrage » pour filtrer les réponses.

Toutefois, ce questionnaire nous permettra de confronter des approches différentes et particulières de la question des mémoires de la sidérurgie en fonction des contextes et groupes sociaux d'appartenance. Nous espérons que ce travail pourra être approfondi par la suite, avec des moyens plus conséquents.

II. Analyse des résultats du questionnaire et limites

Nous avons recueilli les réponses d'un échantillon de 49 répondants que nous avons répartis selon leur « référence géographique ». Pour cela, nous avons considéré les communes mentionnées en « commune de résidence actuelle » ou « ancienne commune de résidence » en prenant celles correspondant à nos zones « Longwy » et « vallée de la Fensch ». Sur l'acceptation géographique, nous avons admis une certaine tolérance lorsque la commune était polarisée par la même zone d'emploi, comme Cons-la-Grandville, située dans la vallée de la Chiers en connexion directe avec Longwy, ou Thionville, puisqu'il existe une ambiguïté sur l'inclusion de Thionville dans le val de Fensch, en raison de la continuité urbaine et de la présence historique d'usines sidérurgiques sur son territoire. Ainsi, l'échantillon est réparti ainsi en : un groupe « Longwy » de 20 répondants, un groupe « Fensch » de 22 répondants et un « hors zone » de 7. Pour une question de simplification, nous appellerons parfois les répondants du groupe « Longwy », les « Longoviciens » bien qu'ils n'appartiennent pas tous à la commune de Longwy, de même pour les répondants du groupe « Fensch », nous les nommerons souvent « Fenschois » bien que ce gentilé ne soit pas officiel.

Nous isolons des tendances, tout en gardant à l'esprit que les analyses ne portent que sur un échantillon dont la composition comporte des biais. Le mode de passation numérique, qui inclue le canal des associations relatives à la mémoire industrielle, et de certains groupes sur le réseau social Facebook composés de les passionnés d'histoire industrielle, fait que les personnes ayant un intérêt spécifique pour le sujet risquent d'être surreprésentés.

Un biais peut être lié aux classes d'âge, ainsi pour les expliciter nous les avons divisées en quatre groupes : les personnes nées avant 1955, c'est-à-dire qui ont vécu l'âge « d'or » pendant leur jeune carrière, les personnes nées les personnes nées entre 1955 et 1970 qui ont vécu l'étiollement de la sidérurgie durant entre l'enfance et le début de l'âge adulte, celles nées entre 1970 et 1985 qui ont grandi pendant les période de reconversion, et enfin celles nées après 1985 soit ont grandi après les transformation majeure des années 1980. Elles sont réparties comme il suit. Les répondants de plus de 67 ans (d'avant 1955) sont représentés avec une importance similaire dans les 2 territoires avec 7 répondants chacun (soit 35% dans la zone « Longwy » et 32% dans la zone « Fensch »). La différence est également négligeable concernant les 37-52 ans (1970-85) qui représentent 15% du groupe Longwy contre 18% du groupe Fensch. Cependant, une certaine surreprésentation des 53-67 ans est à voir dans le groupe Longwy (30%

des répondants contre 14%), et des plus jeunes (18-36) dans le groupe Fensch (36% contre 20%)²⁸. Pour expliciter ces biais, des graphiques et tableaux sont reportés en annexe n°18.

Le biais du genre peut également influencer les résultats, notamment puisque la vie des femmes dans la société sidérurgique était bien différente de celles des hommes (globalement exclues de l'emploi en usine et dans les mines, souvent ayant le foyer à charge, etc.). Afin de garder ces biais connus, on notera que les deux groupes ont une composition par genre légèrement différente, avec un groupe Fensch plus paritaire (55% d'hommes contre 45% de femmes) et un groupe Longwy plutôt dominé par la gent masculine (65% d'hommes contre 35% de femmes), comme en témoignent les graphique n°8 et tableau n°9. Pour cette raison, certains tableaux et graphiques, où l'ensemble de l'échantillon est considéré, sont présentés pour mettre en lumière le potentiel biais.

Graphique n°8 : Composition des groupes de répondants en termes de genre²⁹

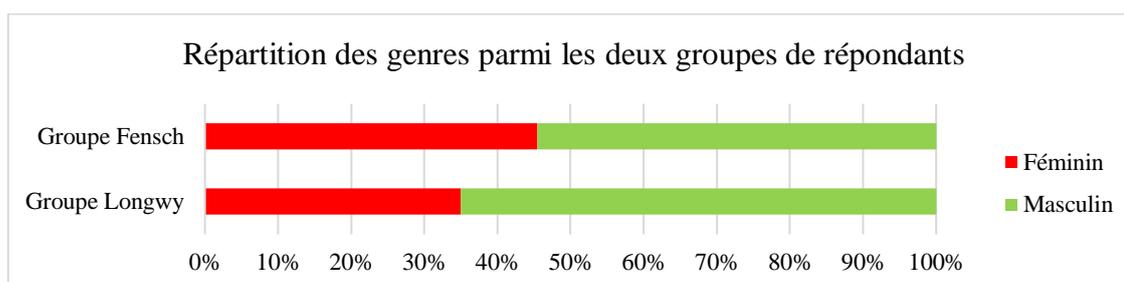


Tableau n°6 : Composition des groupes de répondants en termes de genre³⁰

	Féminin	Masculin	Total général
<i>Groupe Longwy</i>	7	13	20
<i>Groupe Fensch</i>	10	12	22
Total général	17	25	42
	Masculin	Féminin	
<i>Groupe Longwy</i>	35%	65%	
<i>Groupe Fensch</i>	45%	55%	

Par ailleurs, ne disposant d'aucun répondant ayant témoigné d'une nationalité autre que française, et en ayant fait le choix par respect pour la vie privée des répondants de ne pas poser

²⁸ Données reportées en tableau disponibles en annexe n°19

²⁹ Données issues de la collecte et du traitement et de la question « Genre » du questionnaire.

³⁰ Données issues de la collecte et du traitement et de la question « Genre » du questionnaire.

de question sur leurs origines, nous ne pourrons pas mobiliser le biais de l'appartenance ethnique/nationale/culturelle dans l'analyse des données³¹.

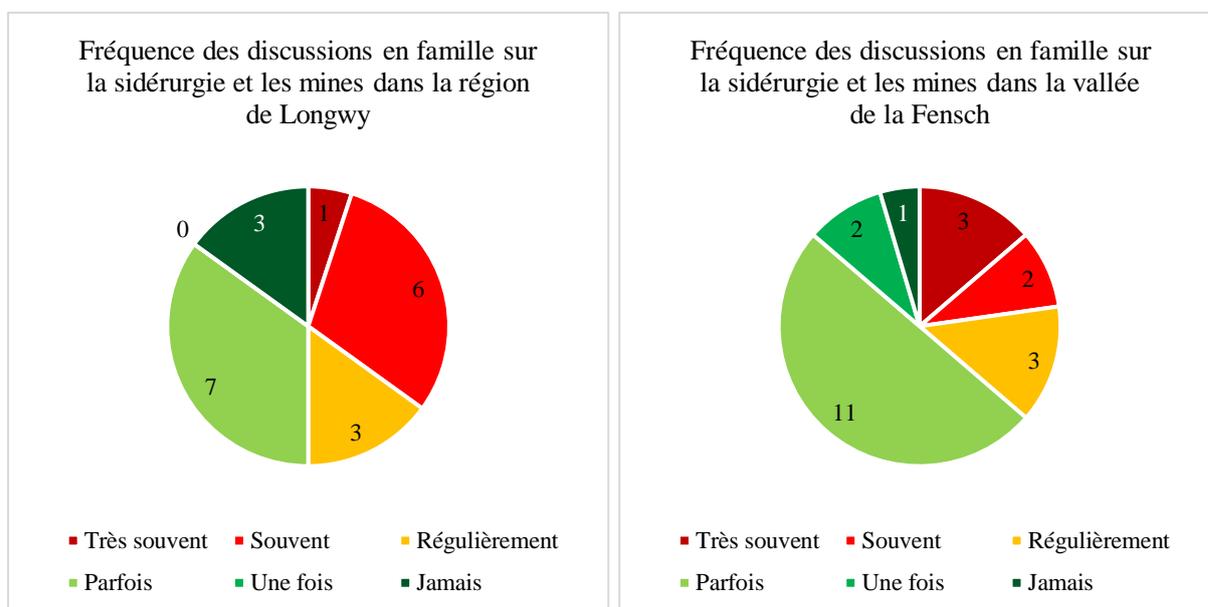
Potentiellement, l'usage de photographies visant à montrer au mieux les éléments, avec une dimension esthétique recherchée pour augmenter l'agrément du questionnaire, peut introduire un biais sur le comportement des répondants.

Nous procéderons ici à l'analyse des résultats donnés, afin de faire émerger des tendances sur les points suivants que le questionnaire a permis d'isoler : la transmission des mémoires, le regard sur l'industrie du fer, l'identification des lieux à la sidérurgie et le rapport au territoire.

A/ Evaluation de la transmission des mémoires : une volonté de transmission déclarée ?

La dernière partie du questionnaire vise à apprendre des répondants la fréquence de l'évocation du sujet de la sidérurgie et des mines dans différents contextes. Ce cadrage nous permet d'évaluer indirectement la présence de cette thématique qui renvoie une vision du passé, soit des mémoires, dans le quotidien des répondants.

Graphique n°9 : Comparaison de la fréquence des discussion en famille relatives à la sidérurgie et aux mines entre les répondants du groupe « Longwy » (gauche) et de groupe Fensch (droite)³²



³¹ L'absence de question sur ce point a d'ailleurs été relevé par une personne qui, à la question « y a-t-il une question que à laquelle vous auriez aimé répondre mais qui n'a pas été posée ? », a répondu « oui ... êtes vous descendant de travailleurs immigrés ? »

³² Issue de la collecte et du traitement des réponses à la question « Parlez-vous de la sidérurgie ou des mines en famille ? »

Les questions relatives à la fréquence des discussions relatives à la sidérurgie et aux mines nous montrent que ces sujets sont rarement évacués complètement dans la sphère familiale. Seuls 15% des répondants longoviciens n'en parlent jamais, encore moins ceux du val de Fensch (5% - voir tableau n°7). De plus dans les deux cas, ils sont plus de 75% à avoir discuté du sujet plus d'une fois avec leur famille, ce qui suppose une capacité de transmission et de persistance de ces mémoires, bien qu'on doive mentionner que l'échantillon contient le biais d'avoir utilisé certains canaux fréquentés par des passionnés d'histoire industrielle. Cependant, sur le plan générationnel, on observe en règle générale que le facteur générationnel n'est pas autant déterminant qu'on le penserait sur notre échantillon : si les quelques répondants n'évoquant jamais ces sujets en famille sont tous nés après 1978, on remarque que les répondants les plus jeunes ne sont pas si prompts à clore le thème, puisque sur 16, seuls 4 ont déclaré ne jamais évoquer le sujet avec en famille.

Tableau n°7 : Comparaison de la fréquence des discussion en famille relatives à la sidérurgie et aux mines entre les répondants du groupe « Longwy » (gauche) et de groupe Fensch (droite)³³

Groupe Longwy	<i>Chiffres bruts</i>	<i>Pourcentage</i>	Groupe Fensch	<i>Chiffres bruts</i>	<i>Pourcentage</i>
Très souvent	1	5%	Très souvent	3	14%
Souvent	6	30%	Souvent	2	9%
Régulièrement	3	15%	Régulièrement	3	14%
Parfois	7	35%	Parfois	11	50%
Une fois	0	0%	Une fois	2	9%
Jamais	3	15%	Jamais	1	5%
Total	20		Total	22	

Le graphique n°9 indique que les répondants du pays de Longwy ont une tendance plus importante à discuter au moins régulièrement de la sidérurgie et des mines en famille (50%), contre seulement 37% dans la Fensch mais qu'en même temps c'est sur ce territoire qu'on voit la principale tendance à ne jamais évoquer le sujet (15% contre 5% dans la Fensch). A cela s'ajoute, dans les deux groupes, un prépondérance à évoquer le sujet avec la génération suivante parmi les personnes qui ont répondu avoir déjà évoqué ces sujets en famille : 52% dans le groupe Fensch contre 61% dans le groupe Longwy. Toujours en ayant à l'esprit que les

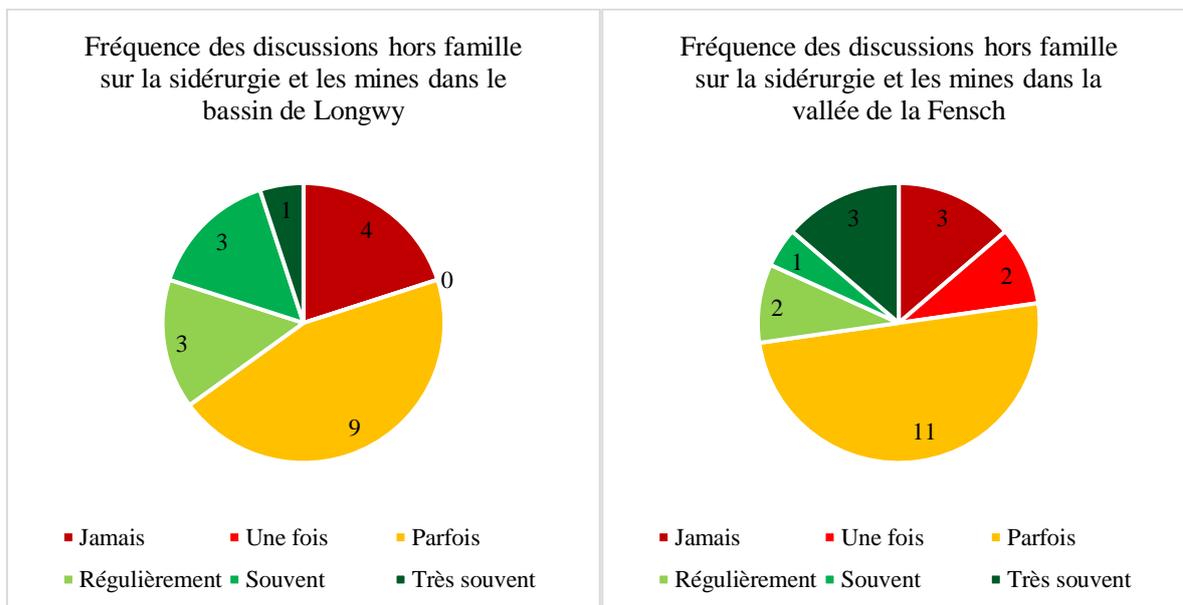
³³ *Ibid*

génération d'avant 1970 représentent 65% des répondants du groupe Longwy et 46% du groupe Fensch, ces chiffres nous permettent de supposer qu'une tendance similaire à rendre possible la transmission des mémoires de cette période à la génération suivante existe, excepté de la part de la tranche d'âge des 18-36 ans. Une observation qui semble corroborer la théorie d'une plus grande polarisation des regards sur ce passé.

Tableau n°8 : Comparaison de la fréquence des discussion en dehors de la sphère familiale relatives à la sidérurgie et aux mines entre les groupes « Longwy » et « Fensch »³⁴

Groupe Longwy	Chiffres bruts	Pourcentage	Groupe Fensch	Chiffres bruts	Pourcentage
Jamais	4	20%	Jamais	3	14%
Une fois	0	0%	Une fois	2	9%
Parfois	9	45%	Parfois	11	50%
Régulièrement	3	15%	Régulièrement	2	9%
Souvent	3	15%	Souvent	1	5%
Très souvent	1	5%	Très souvent	3	14%

Graphique n°10 : Comparaison de la fréquence des discussion en dehors de la sphère familiale relatives à la sidérurgie et aux mines entre les groupes « Longwy » (gauche) et « Fensch » (droite)³⁵



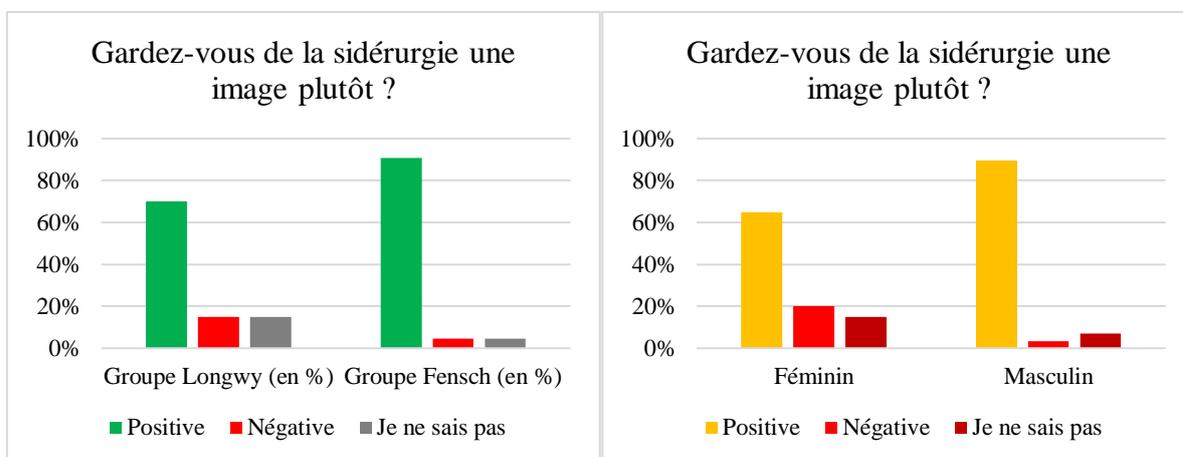
³⁴ Issue de la collecte et du traitement des réponses à la question « Vous arrive-t-il de parler de la sidérurgie ou des mines avec votre entourage ? »

³⁵ *Ibid*

Les échanges relatifs à la sidérurgie et aux mines en dehors du cercle familial diffèrent assez peu des autres résultats, avec dans les deux secteurs un taux de 45%-50% de répondants disant évoquer le sujet parfois, avec des chiffres aussi comparables pour le reste des fréquences (voir tableau n°9 et graphique n°10). Les différences résident principalement dans le cadre de discussion qui, bien que dominé dans les deux cas par la sphère amicale, on observe une surreprésentation de la mention du milieu professionnel dans le val de Fensch, et très légère du voisinage. On notera aussi la mention à deux reprises du groupe d'échange de l'association Amical pour les longovicien, potentiellement révélateur d'un bien d'enquête, mais aussi de la mention « jeunes de 16 à 24+5 ans » d'un répondant de la Fensch, qui mettent l'accent tous les deux sur des dimensions du travail de mémoire : son entretien et enrichissement auprès de pairs passionnés, et sa transmission aux générations suivantes.

B/ Le regard sur l'industrie du fer : différents niveaux de polarisation des opinions

Graphique n°11 : Comparaison du regard porté sur la sidérurgie selon le groupe d'étude (gauche) et le genre (droite)³⁶



De prime abord, les graphiques numérotés 11 et les tableaux n°9 et 10 correspondants montrent que notre panel est dominé par des personnes qui conservent une représentation plutôt positive de la sidérurgie (81%), et ce même si dans le groupe une légère différence entre le groupe de Longwy et de la Fensch se montre par une acceptation positive qui écrase

³⁶ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Gardez-vous de la sidérurgie une image plutôt ? » du questionnaire en ligne

littéralement les autres opinions (91%, contre 5% d'opinions négatives et de sans-avis). Les avis sont légèrement plus partagés dans le cas de Longwy (75% d'opinions positives contre 15% négatives, et 15% d'indéterminées). Cette observation doit être gardée à l'esprit dans la suite de nos analyses, on parle à d'un échantillon qui a déjà une acceptation globalement positive de la sidérurgie en général. En comparaison, le biais de genre apparaît aussi déterminant puisqu'on est sur une rapport de 90% (hommes) à 65% (femmes) sur les opinions positives, et une différence de 17 points de pourcentage sur les opinions négatives plus représentées chez les femmes.

Tableau n°9 : Comparaison du regard porté sur la sidérurgie selon le groupe d'étude³⁷

« Gardez-vous de la sidérurgie une image plutôt ? »	Groupe Longwy	Groupe Longwy (en %)	Groupe Fensch	Groupe Fensch (en %)
<i>Positive</i>	14	70%	20	91%
<i>Négative</i>	3	15%	1	5%
<i>Je ne sais pas</i>	3	15%	1	5%

Tableau n°10 : Comparaison du regard porté sur la sidérurgie selon le genre³⁸

« Gardez-vous de la sidérurgie une image plutôt ? »	<i>Je ne sais pas</i>	<i>Négative</i>	<i>Positive</i>	<i>Total général</i>
<i>Féminin</i>	15%	20%	65%	20
<i>Masculin</i>	7%	3%	90%	29

On observe une plus grande polarisation des réponses de Longwy que du Val de Fensch, un regard visiblement plus neutre (Voir graphique n°12 et tableau n°11). En règle générale, les questions visant à recueillir des opinions sur l'époque de la sidérurgie et de la désindustrialisation recueillent des réponses plus tranchées sur le secteur de Longwy que celui du val de Fensch. Lorsqu'on interroge les habitants sur la qualité de vie de la population au « temps de la sidérurgie », au moins 20% des répondants venant du bassin de Longwy répondent aux extrêmes (1 – d'accord sur le fait qu'on vivait mieux alors ; 5 – pas d'accord) alors qu'ils sont moins de 18% dans le cas de la vallée de la Fensch, où 69% des interrogés se rapprochent d'une opinion plutôt neutre (entre 2 et 4). Dans notre panel, l'opinion féminine est

³⁷ *Ibid*

³⁸ *Ibid*

généralement moins tranchée également, témoignant peut-être d'une plus grande distance (voir Tableau n°12 et graphique n°13).

Graphique n°12 : Comparaison du regard sur la qualité de vie pendant la période de mono-industrie sidérurgique entre les deux groupes³⁹

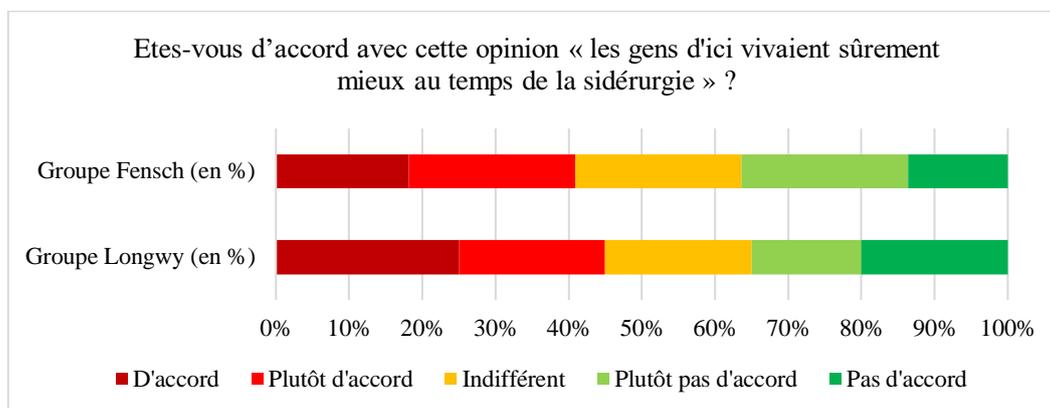


Tableau n°11 : Comparaison du regard sur la qualité de vie pendant la période de mono-industrie sidérurgique entre les deux groupes⁴⁰

	Groupe Longwy	Groupe Longwy (en %)	Groupe Fensch	Groupe Fensch (en %)
1 D'accord	5	25%	4	18%
2 Plutôt d'accord	4	20%	5	23%
3 Indifférent	4	20%	5	23%
4 Plutôt pas d'accord	3	15%	5	23%
5 Pas d'accord	4	20%	3	14%

Tableau n°12 : Opinion sur une dégradation de la qualité de vie aujourd'hui en comparaison période de mono-industrie sidérurgique, selon le genre⁴¹

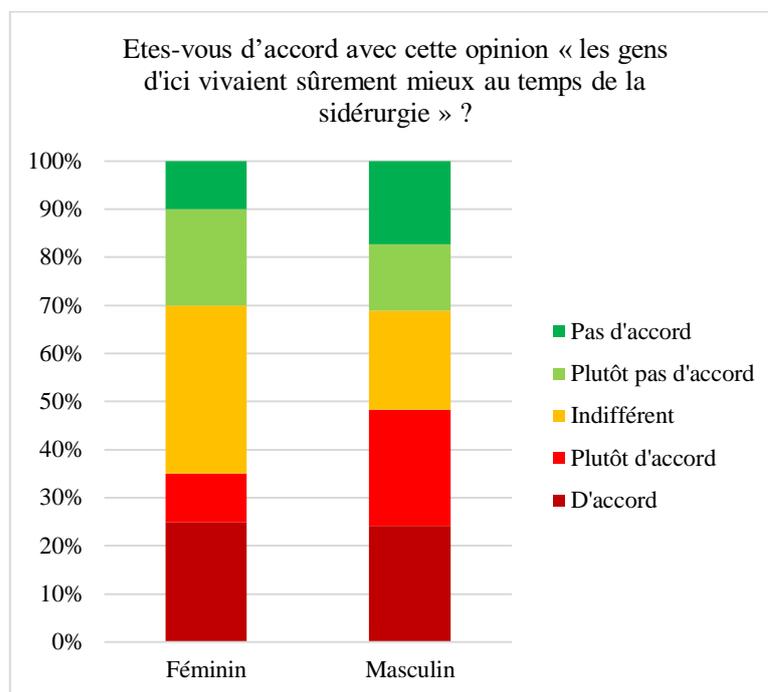
	1 : D'accord	2 : Plutôt d'accord	3 : Indifférent	4 : Plutôt pas d'accord	5 : Pas d'accord	Total général
<i>Féminin</i>	5	2	7	4	2	20
<i>Masculin</i>	7	7	6	4	5	29
<i>Total général</i>	12	9	13	8	7	49

³⁹ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Etes-vous d'accord avec cette opinion « les gens d'ici vivaient sûrement mieux au temps de la sidérurgie » ? » du questionnaire en ligne

⁴⁰ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Etes-vous d'accord avec cette opinion « les gens d'ici vivaient sûrement mieux au temps de la sidérurgie » ? » du questionnaire en ligne

⁴¹ *Ibid*

Graphique n°13 : Comparaison du regard sur la qualité de vie pendant la période de mono-industrie sidérurgique selon le genre⁴²



Concernant l'arrêt de la sidérurgie, on observe dans le graphique n°14 et le tableau n°13 qu'ils sont 40% de répondants longoviciens à le considérer comme une erreur contre seulement 27% dans la vallée de la Fensch, et cette différence est aussi notable pour ceux qui le qualifie de nécessité (20% contre 14%). Cette polarisation sur le regard vis-à-vis de la sidérurgie pourrait corroborer plusieurs hypothèses : à savoir déjà la persistance plus importante du traumatisme mémoriel à Longwy, lié à la brutalité et précocité de la désindustrialisation. La persistance de ce traumatisme, couplée à un déficit d'institutions claires de collection et de stabilisation des mémoires peut être à l'origine d'une plus grande polarisation des mémoires, plus chargées en affects et en force revendicative. Du point de vue du genre, les femmes ont moins tendance à poser une opinion tranchée sur ce sujet, peut-être un héritage du caractère très masculin de l'emploi minier et sidérurgique par le passé, mais par conséquent penchent moins que les hommes pour juger que la qualité de vie était meilleure alors (environ 35% pour les femmes, contre environ 57% pour les hommes, voir graphique n°15 et tableau n°14).

⁴² Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Etes-vous d'accord avec cette opinion « les gens d'ici vivaient sûrement mieux au temps de la sidérurgie » ? » du questionnaire en ligne

Graphique n°14 : Comparaison de l'opinion sur la désindustrialisation en fonction selon le groupe de référence⁴³

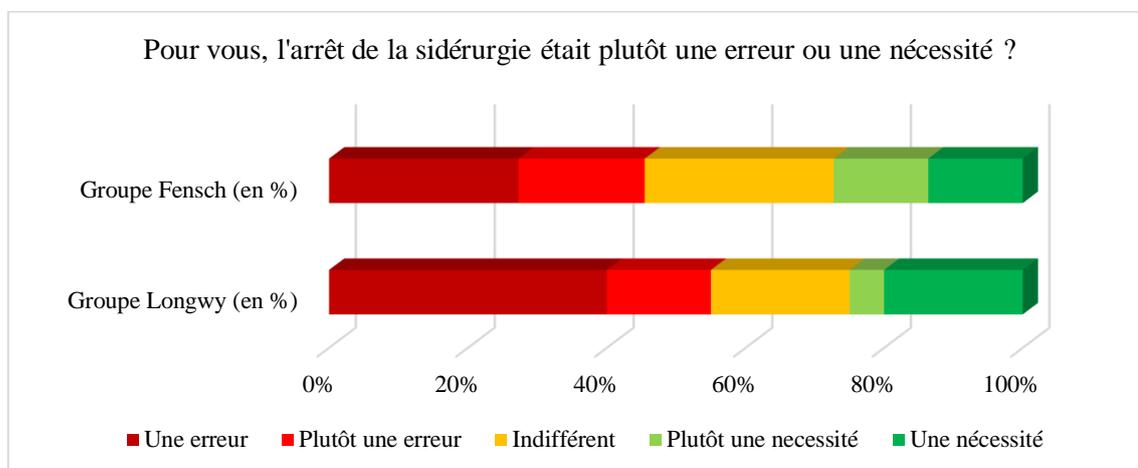


Tableau n°13 : Comparaison de l'opinion sur l'opportunité de la désindustrialisation en fonction selon le groupe de référence⁴⁴

		Groupe Longwy	Groupe Longwy (en %)	Groupe Fensch	Groupe Fensch (en %)
1	Une erreur	8	40%	6	27%
2	Plutôt une erreur	3	15%	4	18%
3	Indifférent	4	20%	6	27%
4	Plutôt une nécessité	1	5%	3	14%
5	Une nécessité	4	20%	3	14%

Tableau n°14 : Comparaison de l'opinion sur la désindustrialisation en fonction selon le genre⁴⁵

	Une erreur	Plutôt une erreur	Indifférent	Plutôt une nécessité	Une nécessité	
Féminin	6	5	3	3	3	20
Masculin	12	3	8	2	4	29
Total général	18	8	11	5	7	49

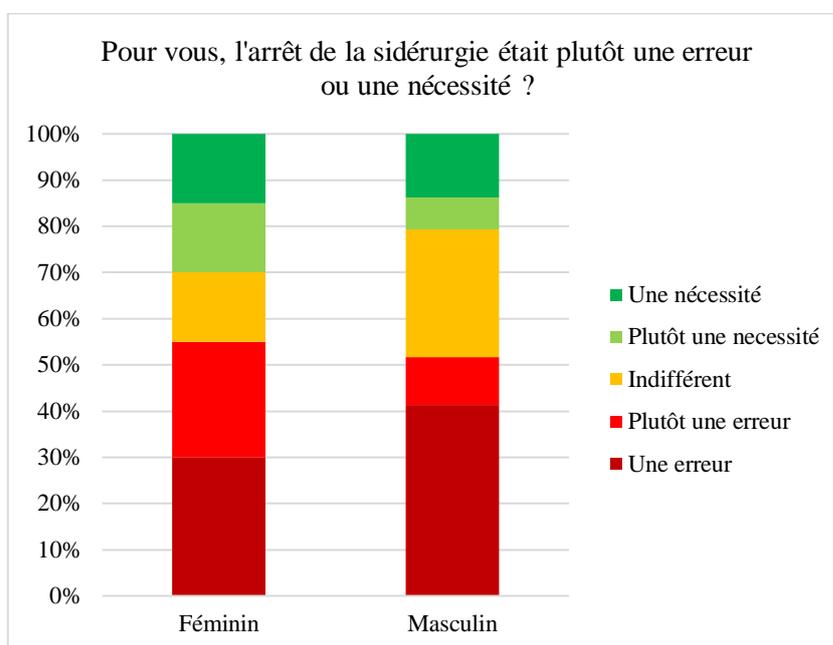
⁴³ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Pour vous, l'arrêt de la sidérurgie était plutôt une erreur ou une nécessité ? » du questionnaire en ligne

⁴⁴ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Pour vous, l'arrêt de la sidérurgie était plutôt une erreur ou une nécessité ? » du questionnaire en ligne

⁴⁵ *Ibid*

Sur l'ensemble de ces données, on observe qu'un effet générationnel intéressant apparaît. La part des personnes acceptant le destin économique du territoire comme une « nécessité » semble se réduire progressivement plus la génération est jeune, de même que la part des personnes les plus critiques à cet égard, mis à part une potentielle anomalie concernant la génération 1970-85, ayant grandi pour la crise, particulièrement critique⁴⁶. Cette anomalie se reproduit sur cette classe d'âge par rapport à l'opinion sur la qualité de vie et l'image générale de la sidérurgie⁴⁷, qui est fortement critiquée sinon associée à des souvenirs « douloureux » en particulier dans les réponses libres.

Graphique n°15 : Comparaison des opinions sur la désindustrialisation selon le genre⁴⁸



Par ailleurs, une plus grande distance peut-être à observer, du fait d'une déconnexion de la sidérurgie qui a plus longtemps duré. Cette interprétation pourrait se justifier en observant que 75% des répondants du longovicien associent la sidérurgie à l'histoire de leur territoire, contre 95% dans la vallée de la Fensch, et seulement 60% considèrent que la sidérurgie fait partie de leur histoire personnelle, alors qu'ils sont plus de 80% dans la vallée de la Fensch (voir graphique n°16 et tableau n°15). Une certaine cohérence s'observe en effet dans le fait que les « Fenschois » interrogé sont moins prompts à refuser le qualificatif « d'industriel » pour leur

⁴⁶ Voir annexe n°19

⁴⁷ *Ibid*

⁴⁸ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Pour vous, l'arrêt de la sidérurgie était plutôt une erreur ou une nécessité ? » du questionnaire en ligne

territoire actuel (45%) que les Longoviciens, qui sont 75% à ne pas considérer leur bassin de vie actuel comme industriel. Notre petit échantillon nous donne à voir des tendances à une plus grande neutralité et proximité cognitive à l'industrie du fer dans la vallée de la Fensch, qui est d'ailleurs toujours présente à Florange malgré des effectifs incomparables aux années 1960. Lorsqu'on utilise le biais de genre, on observe que les femmes sont plus enclines à donner une opinion tranchée que les hommes (environ 15% d'indifférentes contre presque 30% d'indifférents). Bien que considérant globalement l'arrêt de la sidérurgie comme une erreur, même plus que les hommes, les femmes donnent une opinion moins assertive et sont plus nombreuses à évoquer qu'il puisse s'agir d'une nécessité.

Graphique n°16 : Comparaison de l'acceptation du qualificatif de territoire « industriel » selon le territoire de référence⁴⁹

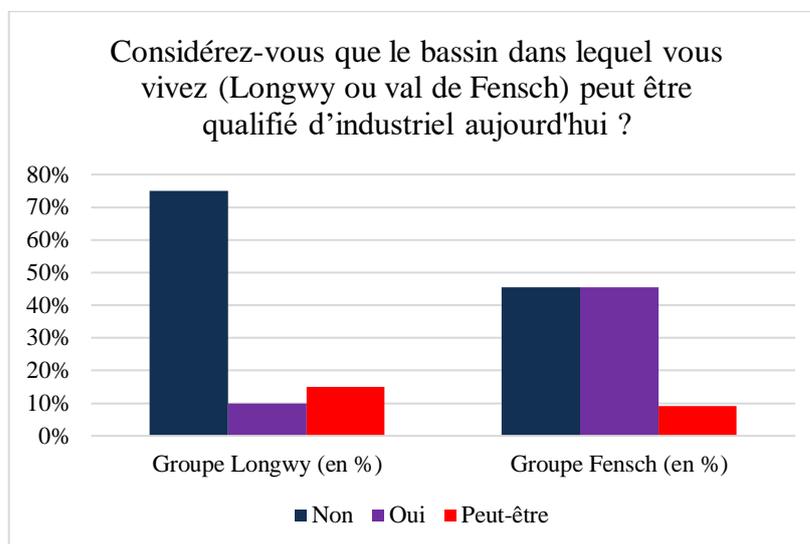


Tableau n°15 : Comparaison de l'acceptation du qualificatif de territoire « industriel » selon le territoire de référence⁵⁰

	Groupe Longwy (en %)	Groupe Longwy (en %)	Groupe Fensch (en %)	Groupe Fensch (en %)
<i>Non</i>	15	75%	10	45%
<i>Oui</i>	2	10%	10	45%
<i>Peut-être</i>	3	15%	2	9%

⁴⁹ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Considérez-vous que le bassin dans lequel vous vivez (Longwy ou val de Fensch) peut être qualifié d'industriel aujourd'hui ? » du questionnaire en ligne

⁵⁰ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Considérez-vous que le bassin dans lequel vous vivez (Longwy ou val de Fensch) peut être qualifié d'industriel aujourd'hui ? » du questionnaire en ligne

C/ Lieux et sidérurgie : une sélection qui plaiderait pour l'authenticité des lieux

Dans cette partie du questionnaire, nous avons volontairement aligné différentes images mélangeant : des usines en activités avec des clichés anciens, des usines arrêtées, patrimonialisées, leurs vestiges ou les équipements se trouvant à leur emplacement, des cités ouvrières et autres équipements mis en place par les entreprises, des gares (infrastructures de transport), ou encore des crassiers. L'idée était de pouvoir observer quels objets retenaient l'attention des répondants.

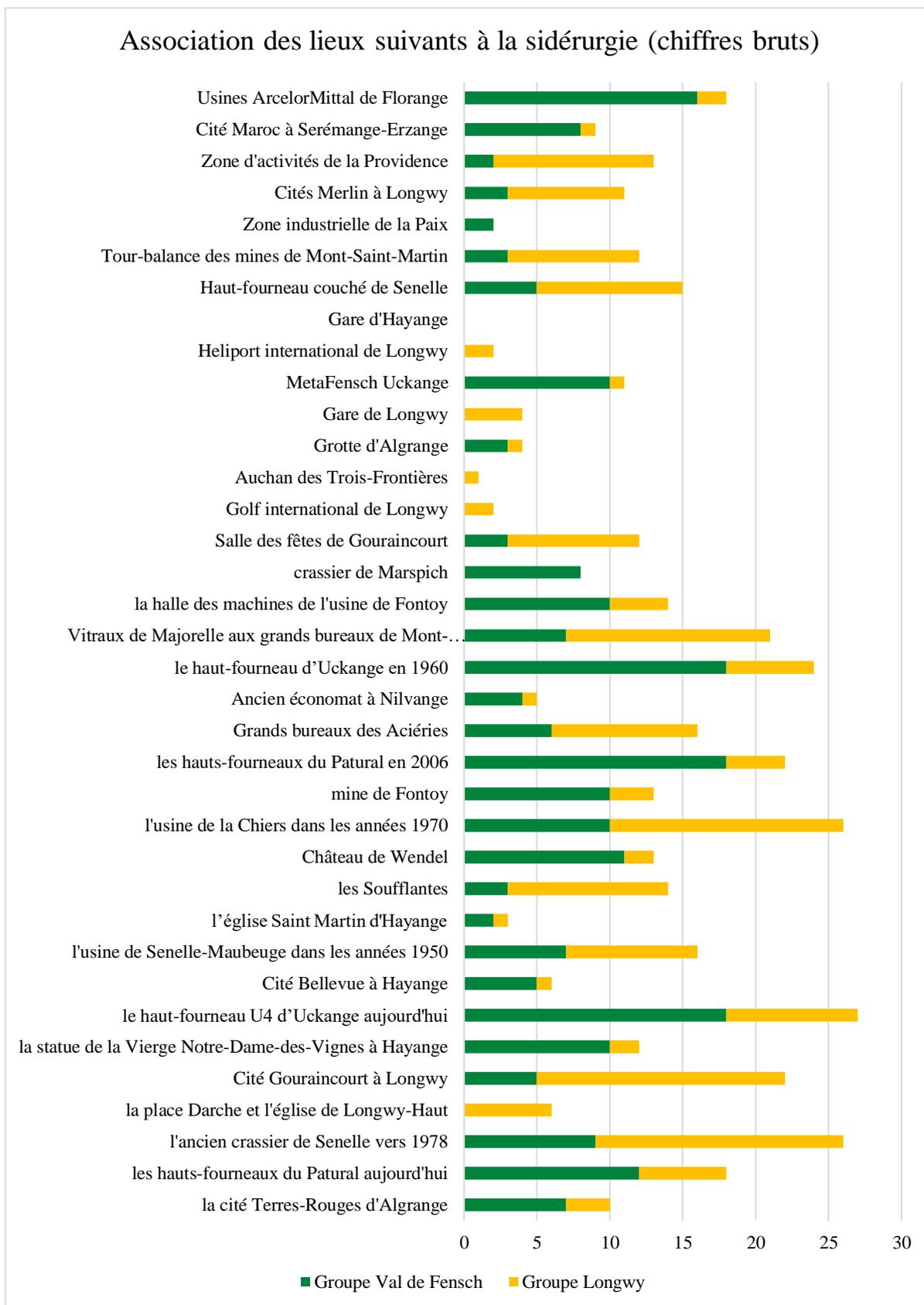
Dans les résultats bruts cumulés du total des répondants des groupes Longwy et Fensch, illustrés par le graphique n°17, on peut observer que des lieux attirent particulièrement l'attention quand il s'agit de les identifier à la sidérurgie, puisqu'ils sont choisis par au moins 21 répondants sur 42, soit 50% du panel⁵¹ :

- Le haut-fourneau U4 (de nos jours) : 27 répondants sur 42
- L'usine de la Chiers en activité (années 1970) : 26 répondants sur 42
- L'ancien crassier de Senelle (en 1978) : 26 répondants sur 42
- L'usine d'Uckange en activité (1960) : 24 répondants sur 42
- La cité Gouraincourt à Longwy (aujourd'hui) : 22 répondants sur 42
- Les hauts-fourneaux du Patural en activité (2006) : 22 répondants sur 42
- Les vitraux Majorelle des Grands Bureaux des Aciéries de Longwy (aujourd'hui) : 21 répondants sur 42

L'observation des chiffres relatifs au groupe de référence (voir graphique n°18) montre que les lieux ci-dessus sont plébiscités par les deux groupes à au moins 20%, ce qui semble indiquer que leur notoriété puisse dépasser le bassin local où ils se trouvent : 45% des répondants longoviciens identifient et associent à la sidérurgie le U4, contre 85% des Fenschois, et plus du quart de ces-derniers font de même pour les Vitraux Majorelle de Longlaville contre 70% du groupe Longwy. Hormis la cité Gouraincourt et l'usine du Patural en activité, chacun de ces lieux réunit au moins 25% de répondants de l'autre groupe. On pourrait ainsi distinguer le crassier de Senelle, l'U4 (hier et aujourd'hui), les vitraux des Aciéries, l'usine de la Chiers comme des lieux particulièrement reconnus comme représentatifs de la sidérurgie parmi nos répondants avec 50% dans le groupe « local », 25% dans le groupe « étranger ». Il s'agit désormais, d'analyser les résultats avec plus de finesse.

⁵¹ Voir détail en annexe n°19

Graphique n°17 : Association des lieux énuméré à la sidérurgie (cumulé des chiffres bruts)⁵²



⁵² Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Parmi ces images, veuillez cocher celles que vous associez le plus volontiers à la sidérurgie » du questionnaire en ligne. Tableaux correspondants en annexe n°19

Côté mines, seuls deux images ont été utilisées en raison du déficit de lieux accessibles et reconnaissables, notamment à Longwy. Le choix a été fait de ne pas utiliser l'image de la mine de Neufchef, aujourd'hui écomusée, pour ne pas faire sortir du lot une seule mine patrimonialisée. Les résultats montrent que, bien que la tour-balance des mines de Mont-Saint-Martin en appelle à une connaissance locale plus précise que la mine de Fontoy⁵³, facilement reconnaissable et accessible, les résultats sont sensiblement les mêmes (45% des répondants du groupe de référence, 14-15% de l'autre groupe).

Du côté des cités ouvrières, on observe une forte disparité. En effet, si la cité Gouraincourt parvient à réunir 85% des répondants longoviciens, les cités Merlin n'en réunit que 40%, mais cela dépasse toujours les niveaux de l'autre vallée. Du côté de la Fensch, les cités peinent à dépasser les 36% (Cités Maroc), la cité Bellevue sur la colline d'Hayange chute à 23% tandis que la cité Terres Rouges d'Algrange réunit 32% des répondants du groupe Fensch. Dans tous les cas, aucune des cités ne parvient à attirer l'attention des répondants de l'autre groupe puisqu'elles ne dépassent pas les 15%, mis à part la cité Gouraincourt (23% de répondants « Fensch »), peut-être pour son aspect plus proche de l'imaginaire de la cité ouvrière typique. Par extension des cités, on note l'attention portée au lieu de vie toujours actif de la salle des fêtes de Gouraincourt qui retient autant de répondants de Longwy que les cités Merlin, et tout de même 14% de Fenschois qui peuvent y reconnaître un élément de vie sociale de l'époque sidérurgique. L'économat de Nilvange est lui relativement oublié avec seulement 14% de répondants de son secteur et 5% de l'autre.

Concernant les monuments édifiés sous l'égide du patronat paternaliste, ils réunissent souvent une proportion qui tourne autour de la moitié des répondants du groupe (45% pour Notre-Dame-des-Vignes et 50% pour le château de Wendel à Hayange / 50% pour les Grands-bureaux des Aciéries de Longwy). Cependant, on note deux exceptions. D'une part, alors que la « Vierge du fer » en retient 45%, l'église Saint-Martin d'Hayange ne retient même pas l'attention de 10% des répondants fenschois, un score plus bas que la grotte d'Algrange (14%). Le triptyque de Wendel, Eglise et sidérurgie pourrait être désormais moins opérant qu'il y a un siècle. D'autre part, les Vitraux Majorelle des Grands-bureaux de Longlaville parviennent à retenir 70% des Longoviciens et 35% des Fenschois, de telle sorte que leur représentation graphique et artistique des usines permet de transcender des éléments plus clairement attachés au

⁵³ La tour-balance de Mont-Saint-Martin à Gouraincourt est en effet un élément peu visible, car sur un terrain privé, mais qui a fait l'objet d'une mise en valeur par des journalistes et passionnés d'histoire locale industrielle, notamment en raison de son abandon. Voir : republicain-lorrain.fr/

paternalisme. En effet, si le vitrail est l'œuvre du patronat, il n'en représente pas moins les usines et le travail des ouvriers (voir Figure n°35, ci-dessous).

Figure n°35 : Détails des vitraux de Louis Majorelle aux Grands bureaux des Aciéries de Longwy (posés en 1928)

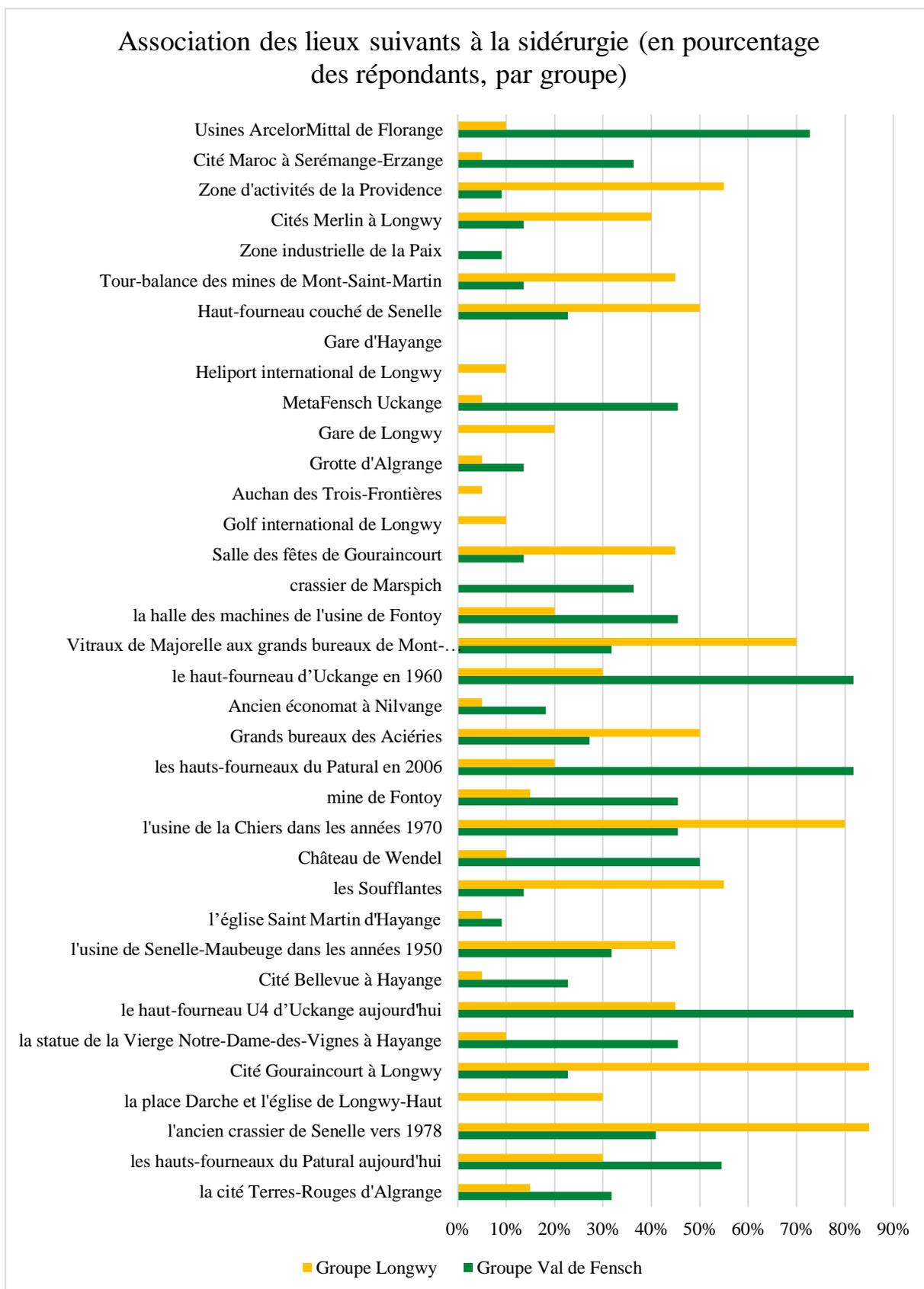


Les vitraux de Louis Majorelle représentent à la fois les usines de fonte installées en 1865 qui préexistaient aux Aciéries de Longwy (le Port-Sec et le Prieuré) (vitrail du centre), sur les côtés on peut voir des représentations artistiques de la coulée de fonte en haut-fourneau (gauche) et de la transformation la fonte brute en acier dans un convertisseur (droite) (Source : Domaine public, auteur des prises de vue : Cédric Amey, voir : commons.wikimedia.org/)

Côté infrastructures, la gare de Longwy est identifiée à l'industrie à 20% dans le secteur éponyme, il faut d'ailleurs qu'elle a été mentionnée deux fois comme ayant attiré à un attachement personnel spécial. Cela pourrait s'expliquer par une plus grande utilisation du train comme moyen de transport urbain des travailleurs par rapport à la gare d'Hayange. Peut-être aurait-on eu des réponses différentes en incluant la gare d'Uckange.

Un léger aparté sera fait sur les références locales à l'histoire sociale. En effet, nous n'avons pas identifié de lieu dont l'histoire sidérurgique est exclusivement liée au mouvement social à Hayange, mais pour Longwy la place Darche a été présentée en lien aux événements de 1978-80 et à Lorraine Cœur d'Acier. Il est à noter, qu'en effet 30% des Longoviciens l'ont relié à la sidérurgie pour une raison, qui nous est inconnue mais pouvant être liée aux mouvements sociaux, alors que les Fenschois n'ont opéré aucun lien entre la place de la citadelle Vauban et la sidérurgie.

Graphique n°18 : Comparaison du taux d'association des lieux énuméré à la sidérurgie selon le groupe de référence (en pourcentage)⁵⁴



⁵⁴ Ibid, tableaux en annexe n°19.

Lorsqu'on regarde les unités paysagères majeures liées à la sidérurgie, c'est-à-dire les usines et les crassiers (liés directement à la transformation du minerai), on observe que les éléments qui dominent avec au moins 80% d'identification dans leur groupe de référence, sont ceux représentés par des archives, ceux qui n'existent plus en l'état (usines en activité puis fermées, crassier démantelé...). Dans ces codes statistiques on compte également l'U4 d'Uckange dans sa forme actuelle, qui a la particularité de susciter plus l'attention du groupe Longwy une fois muséalisé (45%) qu'en activité (30%). Ce qu'on observe en contrepartie, c'est que les lieux dits « défigurés », ceux qui n'ont gardé quasiment aucune trace même en substance de la sidérurgie ne sont pas identifiés comme associés à elle ou presque : l'héliport de Longwy et l'Auchan des Trois-Frontières (situés sur la friche des aciéries), le golf international (ancienne usine de Senelle) et la Zone industrielle de la Paix (sur le site de l'usine éponyme ou SMK) atteignent difficilement les 10% de leur groupe de référence.

Par ailleurs, les éléments isolés, mais issus d'usines beaucoup plus grandes, ont été sélectionnés par environs 50% de leurs groupes de référence (halle des machines de l'usine de Fontoy, les Soufflantes et haut-fourneau couché de Senelle). Le haut-fourneau couché recueille d'ailleurs un taux quasi-identique à l'usine en activité pour les longoviciens (50% et 45% respectivement), mais moins de votes que dans sa version active auprès du groupe Fensch (32% contre 23%), probablement par manque d'identification du lieu dans sa version « ruine ». Dans une mesure comparable, l'usine du Patural en activité est identifiée comme représentative de la sidérurgie par 82% des Fenschois en 2006, mais seulement 55% dans sa version « sous cocon » d'aujourd'hui, alors que du côté longovicien l'usine à l'arrêt est à 30% contre 20%. Enfin, les sites dont la continuité de l'activité est clairement identifiable comme la Zone industrielle de la Providence (usine à tubes ArcelorMittal) et surtout les laminoirs de Florange (ArcelorMittal) recueillent respectivement 55% et 73% de références dans leurs territoires respectifs, le crassier de Marspich et MetaFensch (sur la friche d'Uckange) sont quant à eux entre 36% et 45% pour les répondants de la Fensch, alors qu'on aurait pu s'attendre à un score plus élevé avec la communication dont a fait preuve le laboratoire des produits sidérurgiques MetaFensch ouvert en 2015. Il semble généralement y avoir une préférence marquée pour les lieux « an activité » et à défaut pour les lieux restés conservés en totalité, sinon ceux qui ont conservé une activité liée de près à la sidérurgie et à l'entreprise ArcelorMittal.

En somme, on observe que les éléments jugés les plus représentatifs dans les deux sites ont quelque chose en commun : ils relèvent d'un passé disparu ou d'un rapport travaillé avec le passé. En effet, hormis l'U4 qui fait figure d'exception, ce sont les images d'usines sidérurgiques en activité qui recueillent le plus de voix. A la différence des cités ouvrières,

monuments, infrastructures minières et ferroviaires ils ont tendance à plus généralement recueillir plus systématiquement l'assentiment des locaux. Cela n'empêche que parmi ces derniers, des objets particuliers prennent une importance particulière pour notre panel bipartite, même parfois en transcendant l'identification locale. De plus, on semble préférer des artefacts disparus de la sidérurgie à ce qu'il en reste, d'autant plus lorsque la continuité d'activité est rompue sur un site. Si de prime abord, on pourrait juger que dans le cas de Longwy il y aura plus tendance à se fixer sur des images de lieux effacés ou changés radicalement, c'est sans compter sur le fait que cette tendance s'affiche aussi dans le cas de la Fensch. De plus, dans les deux cas on compte des lieux dans sa version qui, en plus de rassembler cette portion de la communauté locale qui a répondu, se distingue par sa capacité à coller aux représentations de l'autre groupe : l'U4 dans la Fensch, la cité Gouraincourt à Longwy, auxquels on peut ajouter une œuvre d'art, les vitraux de Majorelle à Longlaville et dans une moindre mesure les laminoirs de Florange.

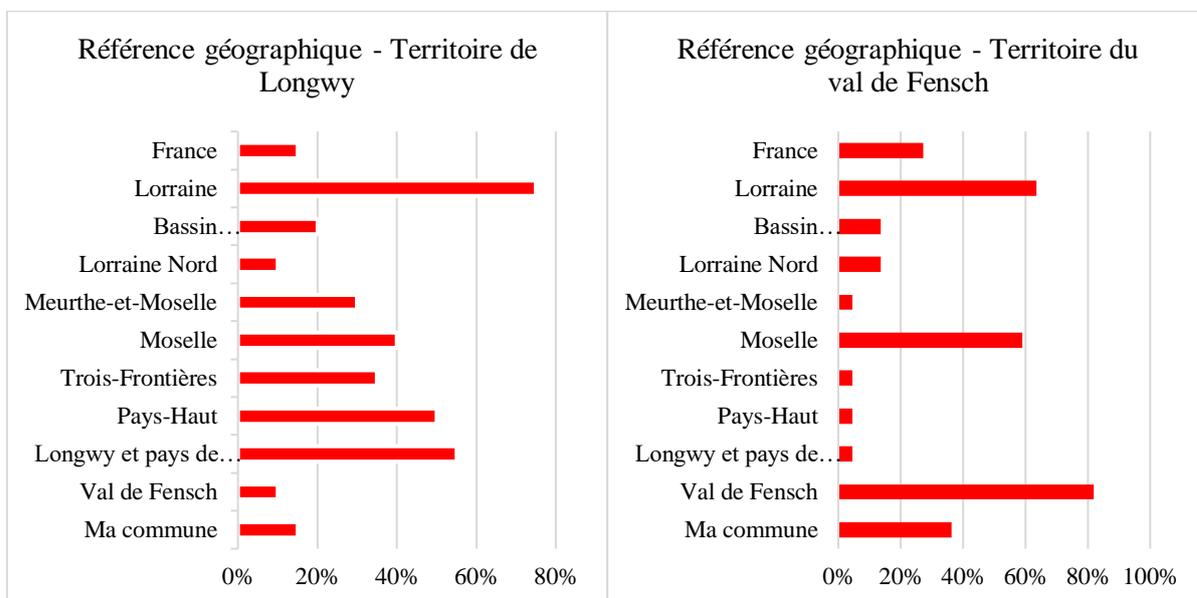
D/ Référence au territoire : entre resserrement et transcendance des territoires

Lorsqu'on demande à quels territoires, ou plutôt à quelle échelle de territoire, les répondants se réfèrent, on obtient les résultats représentés graphiquement sur le graphique n°19. En effet, si dans les deux cas la référence à la région Lorraine dépasse les 60%, celle-ci dépasse la référence au bassin de vie de Longwy pour les répondants du groupe éponyme alors qu'elle y est inférieure pour les habitants de la vallée de la Fensch. Les répondants du groupe « Longwy » se réfèrent plus promptement à des territoires aux frontières mouvantes tel que le Pays-Haut ou les Trois-Frontières, et sont plus susceptibles de s'identifier à un territoire qui les associe aux autres bassins de vie, notamment industriels, de la région, que leurs voisins de la Fensch.

En opposition, on peut y apercevoir un attachement au localisme plus fort des Fenschois que des Longoviciens, qui se réfèrent de façon moins claire à des territoires administrativement délimités : leur commune (36% contre 15%), leur département (59% pour la Moselle contre 30% pour la Meurthe-et-Moselle). De plus, on s'étonne de voir que les Longoviciens sont plus nombreux à s'identifier à la Moselle (40%) qu'à la Meurthe-et-Moselle (30%). Cet état de fait étonnant peut s'expliquer d'une part par l'existence de parcours résidentiels et professionnels trans-départementaux, mais aussi par la proximité culturelle plus importante qui puisse exister entre le Pays-Haut meurthe-et-mosellan et la Moselle septentrionale voisine, qui partagent un bassin de vie commun qui fait que les habitants de l'arrondissement de Briey se rendent souvent

en Moselle voire y travaillent, et par extension un éloignement géographique historique plus important avec la préfecture de Nancy, qui ne partage le même département que depuis 1871⁵⁵.

Graphique n°19 : Comparaison des territoires d'identification des répondants selon le groupe (en pourcentage)⁵⁶



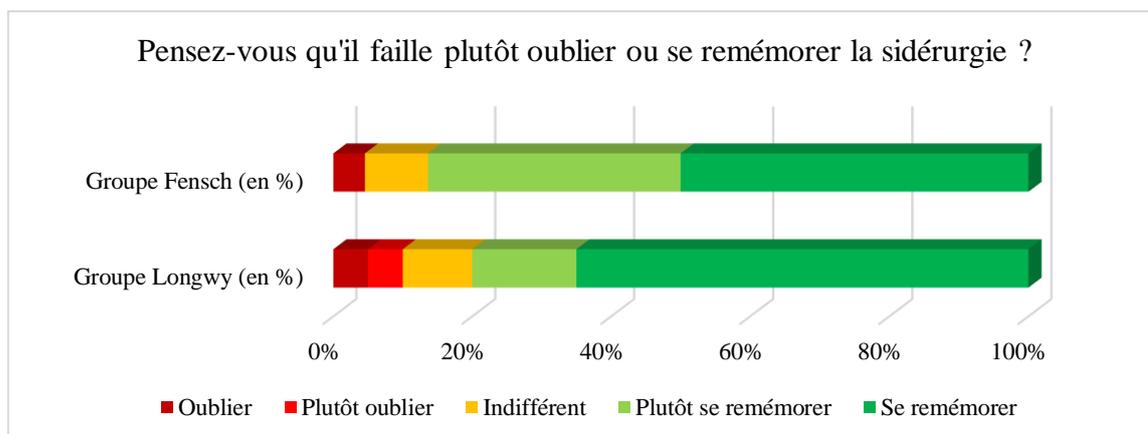
E/ La sidérurgie comme un patrimoine ? Opinion et pratiques

Sur le plan de l'opinion liée à la préservation de la mémoire de la sidérurgie (voir graphique n°20, ci-dessous), les deux groupes partagent une préférence majoritaire se remémorer la sidérurgie (86% dans le groupe Fensch et 80% dans le groupe Longwy), même si dans le cas du groupe Longwy le caractère nécessaire et radical de l'injonction est plus marqué (65% contre 50%). Dans les deux groupes, on compte une part, même négligeable, de personnes penchant pour l'oubli (2 répondants dans le groupe Longwy, 1 dans le groupe Fensch – soit 10% et 5%), dont l'opinion représente nécessairement une partie de la population que l'on ne peut évaluer. Un avis a même été laissé en réaction à « cette nostalgie fausse » pour la période mentionnée.

⁵⁵ Il faut ici rappeler qu'avant la guerre franco-prussienne de 1870 et l'annexion subséquente de la Moselle, l'arrondissement de Briey qui inclue Longwy et le Pays-Haut, faisaient partie du département de la Moselle. Cette partie non annexée à l'Allemagne en 1871 fut réunie aux restes du département de la Meurthe (Nancy) pour former la Meurthe-et-Moselle.

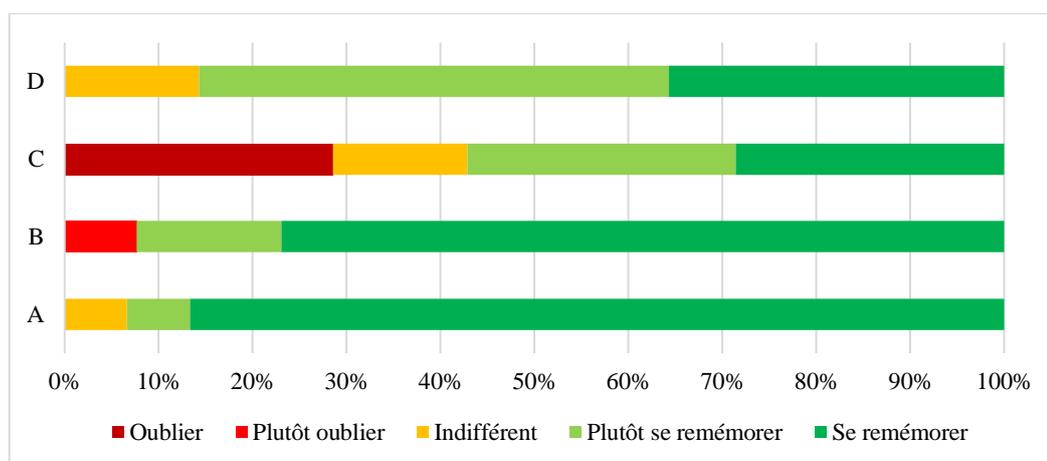
⁵⁶ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « A quel(s) territoire(s) vous identifiez-vous ? » du questionnaire en ligne. Voir tableaux en annexe n°19 pour les chiffres.

Graphique n°20 : Comparaison des opinions sur la nécessité de la préservation des mémoires de la sidérurgie selon le groupe d'appartenance (en pourcentage)⁵⁷



Ici nous voudrions mettre en avant le biais générationnel qui nous semble avoir un certain sens, puisqu'à mesure que les générations sont plus éloignées de la sidérurgie, la force de l'affirmation de la nécessité de se la remémorer baisse (87% pour la génération d'avant 1955 et 36% pour celle d'après 1985, avec toutefois 50% promouvant plutôt le souvenir). En réalité, notre panel démontre un rapport conflictuel à la question de la préservation de la mémoire sur les personnes nées entre 1955 et 1985, la génération qui a subi de plein fouet les grands chocs économiques. C'est principalement la génération 1970-85, qui a vécu la fin du plein-emploi dans sa jeunesse qui apparaît la plus critique. Même s'il faut rappeler que ce groupe ne retient que 7 répondants, il faut remarquer que c'est uniquement sur cette tranche d'âge qu'on rencontre des personnes opposées à la remémoration, ce qui mérite d'être retenu.

Graphique n°21 : Comparaison des opinions sur le traitement des mémoires de la sidérurgie selon la tranche d'âge (en pourcentage)⁵⁸

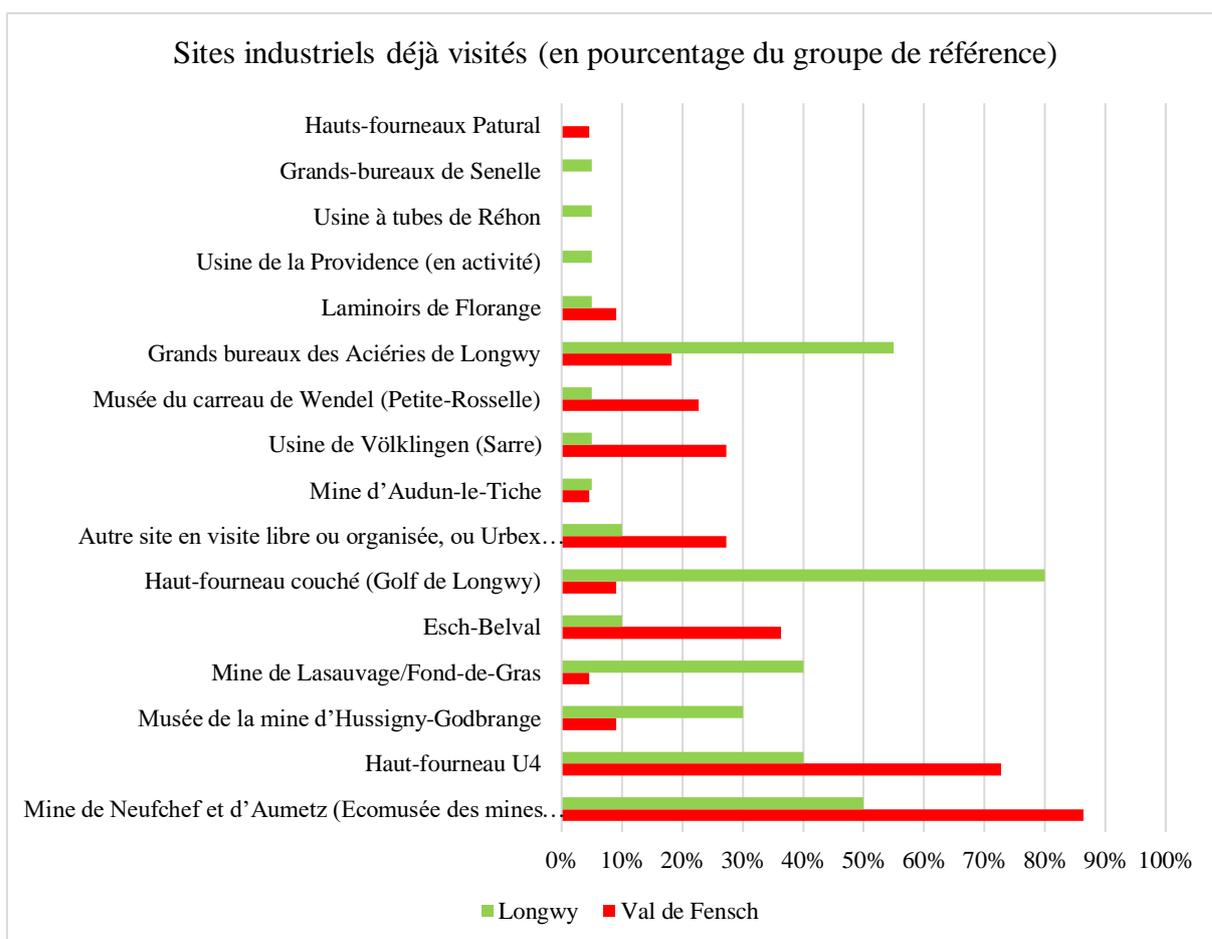


⁵⁷ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Pensez-vous qu'il faille plutôt oublier ou se remémorer la sidérurgie ? » du questionnaire en ligne. Tableau correspondant disponible en annexe n°19.

⁵⁸ Voir les données sous forme de tableau, annexe n°19

Derrière les opinions, qui partagent une volonté de conserver la mémoire, se cachent des pratiques variées de visites des lieux associés à la mémoire industrielle dans la région étendue (entendue ici comme la région SaarLorLux : Lorraine (France), Sarre (Allemagne), Luxembourg). Les deux répondants à n'avoir visité aucun site appartiennent au groupe Fensch. Les détails des sites sont visibles sur le graphique n°21, ci-après.

Graphique n°22 : Comparaison des pratiques des répondants des deux groupes en termes de tourisme industriel (en pourcentage, par groupe)⁵⁹



On remarque assez facilement la tendance à visiter les lieux proches de soi dans les deux groupes. Pourtant, c'est dans la vallée de la Fensch que le plus haut taux de répondants a déjà visité au moins une fois le même lieu (86% pour le musée des Mines de fer de Lorraine), tandis que pour les Longovicien le maximum est atteint avec 80% pour le haut-fourneau couché. On remarque par ailleurs que cette haute fréquentation détonne avec le fait que seuls 50% des

⁵⁹ Données issues de la collecte et du traitement des réponses à la question « Parmi les lieux suivants, lesquels avez-vous déjà visité ? » du questionnaire en ligne. Voir tableau en annexe N°19 pour les données chiffrées.

répondants du groupe l'ont jugé comme particulièrement représentatif de la sidérurgie. Comme c'est le cas pour les Grands bureaux des Aciéries de Longwy, le haut-fourneau couché a reçu une nouvelle affectation qui explique qu'on puisse y aller pour d'autres raisons que la curiosité : déjeuner, loisirs, dans le cas des Grands bureaux pour des questions administratives et liées à l'emploi et la formation professionnelle.

Les deux lieux les plus fréquemment rencontrés à Longwy n'ont pas une fonction patrimoniale première, ce qui n'empêche nos répondants longoviciens d'être friands du patrimoine industriel dans un périmètre plus large : Musée des mines de fer de Neufchef/Aumetz (50%), musée de l'U4 (40%), mine d'Hussigny-Godbrange - commune de l'agglomération – (30%), mine de Lasauvage et de Fond-de-Gras au Luxembourg (40%). D'ailleurs, parmi ces sites, ceux qui où les répondants du val de Fensch ont aussi foulé le pied dans une mesure similaire sont les sites situés dans le val de Fensch et les Grands-bureaux des Aciéries (18% du groupe Fensch), montrant une certaine attraction de ce lieu, peut-être pour la portée symbolique de son vitrail. Ces-derniers préfèrent les sites situés en Moselle (Carreau houiller de Wendel à Petite-Rosselle – 23%), en Sarre (le haut-fourneau de la Völklinger Hütte – 27%) où le site Esch-Belval, étrangement peu prisé des longoviciens malgré sa proximité (36% contre 10%). Dans les deux cas, on observe une volonté de faire remarquer la visite des sites lorsqu'ils étaient ou sont en activité : c'est ainsi que des longoviciens ont noté ponctuellement leur visite de l'usine La Providence, de l'usine à tubes de Réhon, des Grands-bureaux de la Senelle mais aussi des laminoirs de Florange ! Des Fenschois ont fait savoir qu'ils ont déjà pénétré dans l'usine de Florange mais aussi les hauts-fourneaux du Patural avant leur fermeture, et qu'ils sont 27% à témoigner d'un goût pour la visite d'autres sites liés à l'industrie en général, de façon organisée ou libre, voire en Urbex⁶⁰.

En somme, on voit dans les pratiques une tendance générale à aller à l'encontre du patrimoine industriel qui dépasse les frontières du bassin industriel donné et donc à potentiellement créer des liens avec son propre patrimoine et sa mémoire industrielle.

⁶⁰ L'urbex ou « exploration urbaine » est une pratique pseudo-touristique consistant à visiter des lieux construits par l'homme puis abandonnés. Nicolas Offenstadt, historien, la définit ainsi comme la « visite sans autorisation et le plus souvent sans but lucratif de lieux délaissés ou abandonnés », cf. OFFENSTADT Nicolas, « Une exploration urbaine (urbex) à Plauen », *Métropolitiques*, 13 janvier 2020, [metropolitiques.eu/](https://www.metropolitiques.eu/)

F/ Observations diverses : des profils et parcours résidentiels

Nous avons également analysé certains profils détonants, en particulier par rapport aux « réponses libres » qui ont été données. Nous avons décidé de questionner leur rapport à la sidérurgie et aux mines en termes générationnels, vis-à-vis de leurs parcours résidentiel. En effet, on pourrait supposer qu'une corrélation existe entre le fait d'avoir quitté la région et le rapport à la mémoire de l'industrie locale : le départ pouvant être l'expression d'un traumatisme mémoriel. A l'inverse, les quelques nouveaux arrivants (au nombre de deux) peuvent justement témoigner d'un rapport dépourvu d'affects et de mémoires liés à l'histoire industrielle locale, tout en étant sensible à ce qu'on appelle « l'esprit des lieux », incarné par le paysage et les témoignages visuels de l'industrie.

Parmi les souvenirs évoqués spontanément, on compte celui des luttes sociales à égalité avec celui de la difficulté des conditions de travail, ensuite le souvenir des fermetures et du déclin industriel par extension, les évocations d'une nécessité de « tourner la page », enfin à égalité celles qui font référence au paysage de la sidérurgie (tel qu'évoqué par Pierre Fluck, voir l'introduction au chapitre I) et ceux qui plaident pour le travail de mémoire et la conservation des lieux.

On remarque que six répondants évoquent spontanément les luttes sociales, à savoir exclusivement celles de Longwy sont citées à l'aide d'événements tels que « les flammes de l'espoir » ou la « marche sur Paris de 79 ». Parmi eux, tous ont des parents ayant travaillé dans la filière ; cinq sur six y ont travaillé personnellement. Dans ce groupe, tous sont nés avant 1970. Leurs avis divergent sur la qualité de vie, moins sur l'opportunité de la désindustrialisation, mais le plaidoyer pour la remémoration de la période fait consensus.

Sur ce dernier point, il en est de même pour quatre des cinq personnes ayant évoqué les conditions de vies rudes, parfois avec la mention d'une relation affective portée par les personnes ayant exercé une profession dans la filière : le grand-père d'une répondante qui « aimait raconter » les conditions de travail « rudes », ainsi qu'un répondant ancien sidérurgiste à Réhon né en 1949 qui évoque un travail dur « mais à refaire volontiers ». Une répondante a mentionné, en hommage à celui-ci, l'histoire de son grand-père rescapé d'un accident de mine dans lequel il s'est illustré, réussissant à sauver la vie ses collègues, un fait alors relaté par *Le Républicain lorrain*. Elle fait directement mention du manque de normes de sécurité du travail et du caractère fatal de cette absence de protection pour la santé des mineurs de l'époque. À l'inverse cependant, une personne utilise les conditions de travail comme argument d'une critique globale de la période.

La douleur du déclin de la sidérurgie est évoquée sous plusieurs formes à quatre reprises, soit explicitement, soit implicitement par la mise en valeur de l'acte de fermeture, soit par l'évocation des éléments mythifiés d'un âge d'or tels que : le plein-emploi, la forte démographie, une apogée économique et commerciale passée. Parmi ces personnes, une a attiré notre attention, une femme née à la fin des années 1960 et qui a vécu plus de trente années à Longwy, mentionnant sa difficulté à retourner vivre sur le lieu de ce passé « douloureux ». Bien que l'ensemble des personnes ayant déménagé ne montre pas un rejet de la sidérurgie tel qu'on pourrait le supposer (ni sur l'image, ni sur la qualité de vie), cette répondante qui d'ailleurs ne se pose pas dans une posture critique de l'époque, tout en restant neutre sur la question de la remémoration, nous permet d'illustrer la question de la persistance du traumatisme mémoire qui, dans certains cas, est corrélé à un départ des lieux liés associés à ces mémoires.

Par ailleurs, une posture de distanciation apparaît trois fois avec une intensité différente : l'une en proposant de regarder vers l'avenir, sans oublier le passé, une autre posture porte sur la critique de la mono-industrie jugée comme une erreur, et enfin une troisième rejette explicitement la nostalgie à l'égard de l'histoire industrielle et sa mise en valeur. Les arguments mobilisés portent à la fois les conditions de travail, l'espérance de vie réduite, des observations esthétiques (« maisons noircies par la fumée des usines »), et critiques sociales et politiques avec la mention de salaires bas et d'une exploitation par les « quelques maîtres de forges ».

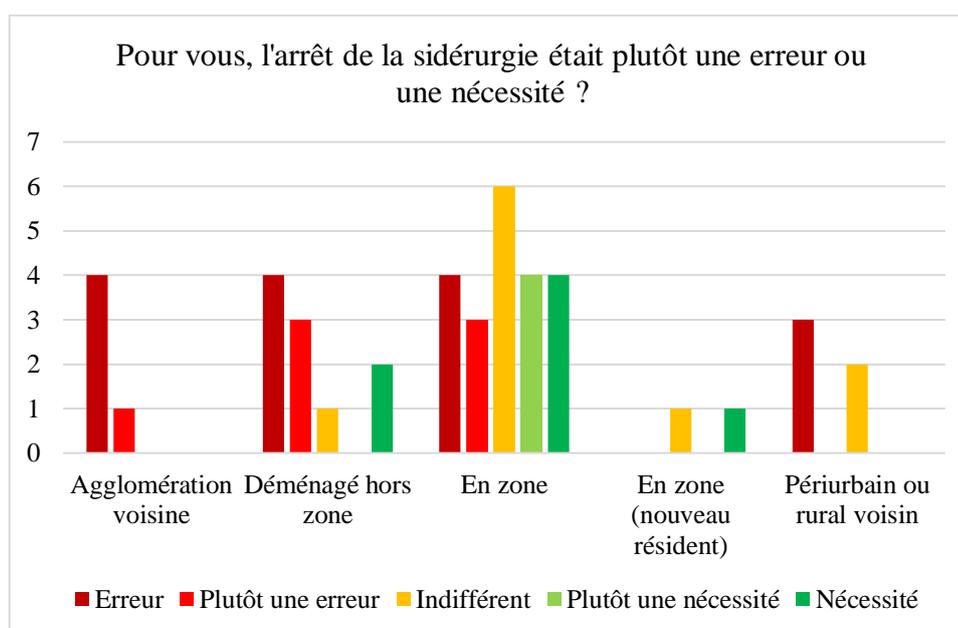
Cette position se distingue parmi notre échantillon, et à raison, le répondant fait partie des trois seules personnes se prononçant par ailleurs pour l'oubli de la sidérurgie, qui sont : une nouvelle habitante et une ancienne habitante de la Fensch qui, gardant un souvenir positif de l'époque et continuant à en discuter souvent, plaide pour l'oubli. Ces réponses illustrent les plis du travail de mémoire. Ces deux dernières personnes qui ont vécu dans la région ont en commun de ne pas avoir travaillé dans le secteur, contrairement à leurs parents masculins. Il est intéressant que le rejet s'exprime uniquement chez ses personnes dont le rapport à l'histoire de la sidérurgie n'inclut pas l'occupation d'un poste dans ce secteur.

De l'autre côté du miroir, le plaidoyer pour le patrimoine industriel apparaît deux fois, tout comme la critique d'un manque de valorisation dans le Pays-Haut. L'une d'entre elles est doublée d'une accusation adressée aux « responsables locaux » jugés à l'origine de la « mise en silence » du patrimoine industriel, contrairement au Luxembourg prix en exemple. Il nous faut ajouter que cette personne n'est pas de Longwy, ni de la Fensch mais de Villerupt, ville industrielle du val d'Alzette voisin, à la frontière du Luxembourg, où se déroule en ce moment même une vaste opération d'aménagement transfrontalière sur le site de l'usine de Micheville.

Il est intéressant de voir que des répondants d’Audun-le-Tiche et de Villerupt ont répondu au questionnaire, témoignant d’une certaine identification aux problématiques du pays de Longwy et de la vallée de la Fensch.

Ainsi, à partir des exemples évoquées, nous nous sommes intéressés à la question du profil résidentiel mais aussi du fait d’avoir travaillé dans la filière. Nous avons en effet réalisé quelques « tests », et il apparaît à la lecture générale que le fait d’avoir travaillé dans la filière ne semble pas être corrélé aux opinions du panel sur l’époque et sa remémoration. Le statut de résidence ne semble pas non plus corrélé à l’identification du territoire comme industriel, bien que des deux nouveaux résidents aucun n’ait répondu que l’arrêt de la sidérurgie était une erreur, montrant un certain détachement probablement expliqué par l’absence d’un lien avec la filière via la famille, ou la méconnaissance de ce lien. Pourtant, une observation générale est la suivante : on trouve plus d’avis marqués parmi les personnes ayant déménagé, surtout en faveur du fait que la désindustrialisation eût été une erreur. Cela met en exergue un biais intéressant : celles et ceux qui sont partis de la région et qui ont répondu au questionnaire pourraient témoigner d’un attachement particulier à la région, alors que parmi les résidents actuels beaucoup répondent avec un avis moins tranché (voir graphique n°23).

Graphique n°23 : Comparaison de l’opinion sur la fin de la sidérurgie en fonction du profil résidentiel⁶¹



⁶¹ Voir données en annexe n°19

III. Interprétations des résultats et mise en contexte

Les mémoires et le paysage entretiennent un lien fort dans le contexte post-industriel des vallées de la Chiers et de la Fensch, il s'agit de rapport conditionnés par les transformations du paysage, les processus de patrimonialisation et l'organisation des acteurs du territoire par rapport à l'héritage industriel. En mettant en regard les observations faites sur les processus de transformation des paysages et d'aménagement du territoire avec les tendances isolées par le questionnaire, et grâce aux analyses et apports théoriques des chercheurs qui ont questionné les dimensions mémorielles du patrimoine industriel, nous pouvons isoler des réflexions qui permettront de nourrir la réflexion sur la façon dont les modes d'aménagement propres aux territoires sidérurgiques désindustrialisés de Lorraine conditionnent en partie la préservation de mémoires et d'identités liées à la sidérurgie. Il nous semble ainsi que préservation du caractère sidérurgique du paysage tient principalement à celle de lieux actifs et de géosymboles, des « totems » patrimoniaux que Jean-Louis Tornatore évoque dans ses analyses, des totems qui concentrent les références identitaires. En effet, le déficit de lieux, loin de conduire à un effacement des mémoires en quarante ans, conduit surtout à un plus fort risque de dispersion des mémoires, par un manque de capacités de travail de mémoire. Pourtant, le schéma binaire ne correspond pas à la réalité et ce serait sans comprendre que le patrimoine et le paysage-patrimoine sont loin d'épuiser le caractère multiforme des mémoires et que le travail de mémoire connaît encore de nombreuses limites et opportunités d'amélioration.

A/ Les géosymboles comme piliers de l'identité du paysage

Nous allons questionner la totémisation à l'aide Jean-Louis Tornatore, notre avis et que c'est moins le paysage dans son ensemble que certains géosymboles qui le marquent. Parfois leur perte engendre une forme de nostalgie qui s'incarne dans des images et souffre d'un manque de catalyseurs pour que le travail de mémoire soit facilité.

Le cas de Longwy et du val de Fensch semble correctement illustrer comment l'identification du paysage comme résultant de l'industrie repose essentiellement sur des géosymboles. Par « géosymboles » on entend ce que Joël Bonnemaison décrit comme un « lieu qui prend une dimension symbolique pour des peuples et conforte leur identité »⁶². L'importance prise par quelques éléments du paysage, particulièrement visibles et plébiscités par les répondants, tels que le crassier de Senelle à Longwy ou l'U4 d'Uckange semble être les témoins d'une tendance

⁶² HOUILLER-GUIBERT Charles-Edouard, MORTELETTE Camille, « La patrimonialisation de l'héritage industriel comme stratégie de valorisation, Vers la généralisation d'une idéologie territoriale », p. 227

à faire un référentiel commun pour la population, et ce même si le lieu a disparu. Le lieu disparu gardant une importance dans l'imaginaire collectif et pour les historiens locaux, Louis Hublau, historien local du Pays-Haut a consacré l'ouvrage *Le géant terrassé, histoire du crassier de Longwy*⁶³ à cette montagne artificielle qui avait même suscité l'intérêt d'une association qui plaidait pour sa conservation en 1979⁶⁴ et que la bande-dessinée *Lorraine Cœur d'Acier* met aussi en avant dans le paysage de la ville comme lieu prisé par le mouvement social de 1979. L'entretien du souvenir du crassier arasé par des images que les créations culturelles produisent est d'ailleurs probablement à la fois un vecteur et produit du « manque » de l'objet dans le paysage.

Cependant, la sélection ne va pas de soi, et il est difficile de trouver un système de valeur identifiable. Les géosymboles semblent se distinguer par la place qu'ils ont dans le paysage, leur rôle dans des événements historiques ou les mémoires encore vivantes mais aussi leur conservation. On se rend compte que la présence d'éléments de patrimoine alibi (voir Veschalbre, Houillet-Guibert et Mortelette et Zanetti) parviennent rarement à accéder au statut de patrimoine, malgré leur caractère parfois omniprésent, ils sont plus des éléments de mobilier urbain. Ce qui distingue les géo-symboles sélectionnés socialement relève aussi de leur singularité : il ne s'agit pas d'une machine parmi d'autres, il s'agit d'un ensemble usinier plus ou moins complet (U4) ou imaginé dans son entièreté (usine de la Chiers), d'une œuvre d'art liés à la sidérurgie (Vitrail Majorelle), d'un élément qui est marquant dans le paysage et qui a un sens pour la communauté locale pour son caractère social et non seulement technique (crassier de Senelle et cité Gouraincourt, dont la position centrale sur le territoire de Longwy la rendent immanquable).

Seulement, si l'identification de géosymboles par les communautés semble répondre à certaines conditions, elle reste un processus plutôt aléatoire. Le géosymbole disparu n'est qu'une image, on observe bien que les lieux qui ont accueilli ces symboles remémorer ne semble pas recevoir d'attention dans leur état actuel. Les lieux « défigurés », soit arasés puis reconstruits et totalités comme selon les « normes » des années 1980, tels qu'héliport de Longwy et Auchan des Trois-Frontières (sur le site des Aciéries de Longwy), le golf de Longwy (site de Senelle), la zone industrielle de La Paix (site SMK) recueillent au maximum 10% de répondants. Le site qui a perdu sa référence à l'industrie passé ne semble pas pouvoir porter la qualification identitaire. Il est d'ailleurs d'autant plus intéressant de voir que le haut-fourneau couché et la halle des machines de Fontoy, conservés mais avec une médiation patrimoniale

⁶³ HUBLAU Louis, l'ouvrage *Le géant terrassé, histoire du crassier de Longwy*

⁶⁴ L'association des « Amis du Crassier », dont l'action vaine a été consignée dans l'article de TORNATORE Jean-Louis, « Trou de mémoire. Une perspective post-industrielle de la "Lorraine sidérurgique" », *op. cit.*

maigre et peu visible (sentier découverte de l'usine la Paix et quelques panneaux indicatifs dans le golf), ne recueillent pas 50% des répondants lorsqu'on les compare au crassier ou à l'U4. En ces termes, on pourrait les rapprocher du patrimoine alibi, pas d'un patrimoine capable de réunir la communauté autour de valeurs et références communes.

Ces sites d'ailleurs rencontrent légèrement moins de notoriété que les sites en activité, qui conservent une forme de continuité avec la sidérurgie. En effet, contrairement à la ZI la Paix, MetaFensch ou la ZI la Providence (qui conserve l'usine à tubes d'ArcelorMittal) restent plus identifiés à l'activité passé, grâce à une continuité de filière identifiable, et c'est encore sans compter les 73% de répondants réunis autour des laminoirs de Florange. Cet état de fait semble corroborer la thèse d'Anne-Françoise Garçon, qui considère que pour les groupes liés à la culture du corps productif de l'usine, c'est la continuité de l'activité professionnelle qui est l'élément de référence-clé⁶⁵, plus encore que l'enveloppe architecturale et symbolique, et ce malgré une sociologie et une masse professionnelle totalement différente de celle du passé. C'est en effet, et assez naturellement, dans le val de Fensch qu'on semble plus concevoir son territoire comme industriel, et ce grâce à la conservation d'usines qui font toujours partie d'industrie de l'acier et non de « carcasses » vides. L'industrie n'y est pas totalement reléguée au passé.

B/ Les initiatives de patrimonialisation, à l'origine d'une convergence du travail de mémoire ?

Si l'on semble observer une sélection sociale de lieux « de mémoire », la sélection du patrimoine est tout du moins un processus beaucoup plus construit. On s'intéresse à la façon dont les héritages de l'industrie peuvent devenir un patrimoine, capable potentiellement de rassembler les énergies relatives à la préservation de la mémoire. Ces processus sont qualifiés parfois de totémisation comme par Jean-Louis Tornatore, c'est-à-dire que le lieu emblématique est transformé en une forme de mobilier urbain nommé totem. Cependant totem prend également une dimension culturelle et rituelle, un lieu qui rassemble une communauté autour de valeurs communes, ce qui s'approche presque à l'emblème territorial de Michel Lussault, « fraction d'un espace, en général un lieu ou un monument qui, par métonymie, représente et même signifie cet espace et les valeurs qui lui sont attribuées »⁶⁶. C'est en tout cas sous le nom de totem que sont regroupés certains monuments de l'héritage industriel transformés en

⁶⁵ GARCON Anne-Françoise, *op. cit.*

⁶⁶ HOULLER-GUIBERT Charles-Edouard, MORTELETTE Camille, *op. cit.*

patrimoine très visibles dans l'espace urbain, en particulier des monuments verticaux tels que des cheminées⁶⁷ ou haut-fourneaux⁶⁸.

Il s'agit là d'une donnée qu'il faut mettre en regard avec les résultats obtenus. En effet, sur le plan des opinions vis-à-vis de la sidérurgie, on note une tendance générale à une plus grande polarisation des avis à Longwy, pouvant aller de pair avec une plus forte conflictualité des questions mémorielles. Si du côté de la transmission des mémoires, on observe des tendances relativement similaires, avec une transmission qui demeure par la sphère familiale, et une référence récurrente aux grands-parents pour les générations nées après 1980. Pourtant, la légèrement plus grande importance de la transmission intra-familiale pour les répondants de Longwy, peut conforter l'hypothèse qui est celle de Jean-Louis Tornatore, que l'identification par la communauté locale d'un patrimoine industriel sur son territoire peut jouer en faveur du travail de mémoire institutionnalisé et stabilisé en dehors des institutions familiales. L'U4 avant sa première saison culturelle était décrit comme un monument dépourvu d'incarnation mémorielle, à l'inverse Tornatore lui opposait le haut-fourneau couché de Longwy, capable de voir une cristallisation d'intérêts locaux. Force est de constater que la situation semble avoir changé.

Dans la vallée de la Fensch, l'existence de lieux patrimonialisés et identifiables semble accompagner efficacement la poursuite des opérations de conservation de la mémoire. Ainsi, l'U4 dont l'activité culturelle est sous la gestion de l'association MECILOR rend l'activité de collecte de fonds d'archives, de tri et de communication particulièrement identifiable puisque localisée au sein des bâtiments de l'usine d'Uckange, d'autant plus que la collaboration forte avec la Communauté d'agglomération en fait un acteur incontournable du territoire, avec AMOMFERLOR pour les mines de fer. On se retrouve, selon les termes utilisés par Jean-Louis Tornatore, à un croisement effectif de processus de cristallisation (organisation de la société civile) et de politisation (dotation de moyens par l'action publique) sur les questions mémorielles. En effet, on peut juger que cette conjugaison permet une allocation de moyens (par les subventions publiques et les revenus de l'activité touristique) d'action à l'association MECILOR ainsi qu'une double légitimité politique et sociale (en tant qu'ancien sidérurgistes, une caractéristique systématiquement mise en avant par l'association), pour effectuer le travail de collecte de la mémoire mais également de transmission auprès des nouvelles générations⁶⁹, qui puisse pallier les insuffisances de la transmission intra-familiale. Ce travail s'incarne ainsi

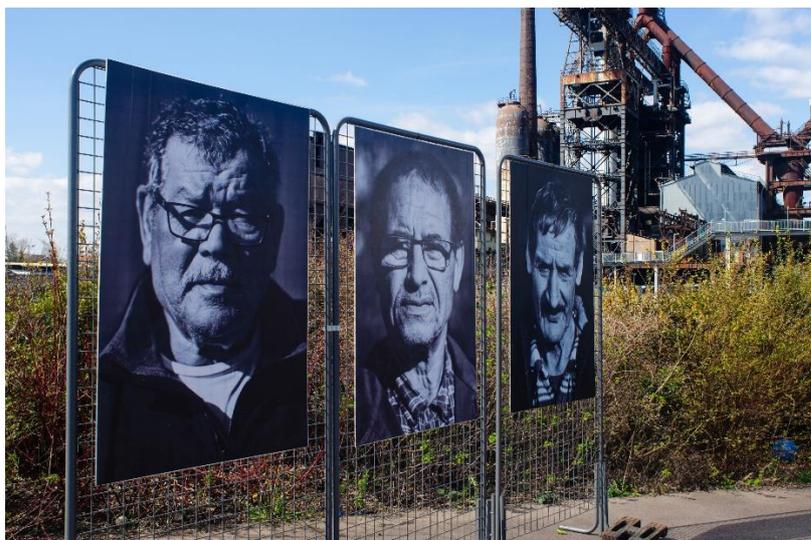
⁶⁷ ZANETTI Thomas, « Patrimoine industriel et rapports de classe », pp. 204-216

⁶⁸ TORNATORE Jean-Louis. « L'« invention de la Lorraine industrielle ». Note sur un processus en cours », *Ethnologie française*, vol. vol. 35, no. 4, 2005, pp. 679-689

⁶⁹ Voir annexe N°11, entretiens

dans le travail de l'association auprès des jeunes publics (en milieu scolaire) mais aussi de tous les publics, lors d'événements commémoratifs comme celui que représente la figure n°34, où d'anciens travailleurs ont pu apporter des témoignages, au cœur d'un espace où étaient présents des documents d'archives consultables.

Figure n°36 : Visages d'anciens sidérurgistes affichés devant l'U4 le 4 avril 2022



Installation réalisée par MECILOR à l'occasion de la commémoration des 30 ans de la fermeture de l'usine « L'usine à souvenirs », le 4 avril 2022

Source : Julien Maion, avril 2022

C'est en comparant à la situation du pays de Longwy, où plusieurs associations se sont créées dans le temps sur des objets différents (Amis du crassier de Longwy, Culture industrielle Lorraine, Patrimoine du Pays de Longwy) sans qu'une seule ne parvienne à concentrer les moyens et être identifiée comme une référence. Le problème se manifeste aussi par le fait que la CAL se soit dotée d'une nouvelle association AMICAL (créée en 2017)⁷⁰ pour subvenir aux besoins relatifs aux enjeux de préservation de la mémoire industrielle du bassin. Les processus de cristallisation et de politisation semblent ici presque parallèles, par manque de référentiels communs et clairs que pourraient être des grandes entreprises de patrimonialisation. L'absence de lieux consensuellement acceptés comme des catalyseurs de mémoire (« totémisés » ou non), et capables d'héberger spatialement et symboliquement des archives et personnes dédiées au travail de mémoire, tendrait à une plus grande dispersion des forces. Sans passer par la

⁷⁰ « Mémoire industrielle à Longwy : l'Amical fait les fonds de tiroir », *Le Républicain lorrain*, S.B., 16/07/2018, republicain-lorrain.fr/

téléologie, il convient de rappeler que le projet de « Carrefour des Mutations » de 1989 comprenant une dimension archivistique et de recherches sur la mémoire industrielle, avec des objectifs de concentration des moyens et des sources du travail de mémoire. Ce projet n’ayant pas vu le jour, les archives colossales sont aujourd’hui sous la responsabilité de l’Amical qui occupe des pièces d’un bâtiment plus modeste, les « Essais » des Aciéries à côté des Soufflantes et des Grands-bureaux des Aciéries situés à Longlaville/Mont-Saint-Martin, dans le dénommé « Espace Jean Monnet ». Ces locaux de taille réduite égalent difficilement les moyens qui auraient été alloués au travail de mémoire par le lieu bien plus vaste, fonctionnel avec des espaces muséaux et pédagogiques qui aurait pu voir le jour à Senelle dans les années 1990.

De plus, l’absence de grands catalyseurs monumentaux, capables de jouer le rôle d’emblème territorial semble conduire les Longoviciens à chercher le patrimoine industriel ailleurs sur leur territoire. Ils sont plus nombreux à connaître et avoir fréquenté le patrimoine industriel de la vallée de Fensch que les Fenschois concernant le patrimoine longovicien, parmi nos interrogés sur leurs pratiques patrimoniales. Dans notre échantillon, ces-derniers sont plus sensibles à la frontière interdépartementale qu’aux frontières internationales, peut-être un substrat d’une industrialisation majeure à l’époque de l’Annexion ; ou, dans l’autre sens, l’extension du territoire de référence des Longoviciens à la Lorraine entière pourrait avoir justement à voir avec la nature régionaliste – parfois germanophobe – des discours développés par le mouvement ouvrier et les syndicats dès la fin des années 1970⁷¹.

Ainsi, on pourrait soulever l’hypothèse que si destructions ne détruisent pas la mémoire, elles peuvent l’empêcher de se fixer, de se stabiliser dans le présent. Dans cet ordre, le risque d’une représentation plus biaisée du passé et plus sensible aux instrumentalisation politiques de la mémoire, contre lesquels Tzvetan Todorov mettait en garde⁷², ainsi que plus susceptible d’être empreinte de conflictualité, pourrait se voir augmenté. Par cela, on pourrait comprendre qu’une nostalgie plus forte ou bien un rejet plus important de la valorisation de l’âge sidérurgique puissent se traduire plus facilement à Longwy, du fait d’un travail de mémoire insuffisant face à l’ampleur du traumatisme mémoriel, ce que les résultats du questionnaire ne démentent pas.

⁷¹ NOIRIEL Gerard, *Vivre et lutter à Longwy*

⁷² TODOROV Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, op. cit.

C/ Un travail de mémoire qui échappe partiellement aux processus de patrimonialisation

Nous voudrions attirer l'attention sur le fait que la patrimonialisation n'épuise ni les représentations que les communautés locales peuvent avoir d'un lieu, les mémoires qu'ils y attachent et donc leur relation affective. Il faut rappeler que si des voix se sont élevées tôt de la part de différentes catégories sociales incluant les ouvriers, employés et leurs familles, le caractère dépréciatif et stigmatisant de l'usine abandonnée et de la friche a été attesté à différentes époques, et aujourd'hui encore certaines personnes éprouvent une forme de rejet à la vue des usines éteintes et de leurs annexes. Cela est de l'avis de certains de nos interrogés, dont une personne rencontrée aux 30 ans de la fermeture de l'usine d'Uckange qui a fait savoir son mécontentement face au destin de l'usine aujourd'hui éteinte. Cela se lit aussi dans le peu d'engouement populaire à Longwy lorsqu'au milieu des mouvements sociaux, une association s'est mobilisée pour la sauvegarde du crassier, des opposants rappelant le nature de « tas d'ordure » de « crasse » de cette montagne de déchets industriels⁷³. De plus, l'absence d'une organisation associative constituée comme telle en faveur de la préservation des hauts-fourneaux d'Hayange comme élément paysager rappelle que la préservation d'éléments de patrimoine industriel ne fait pas consensus et que le travail de mémoire est aussi à chercher dans les creux du patrimoine tel qu'on le conçoit en France.

L'étude de Gaëlle Crenn sur les publics de l'U4⁷⁴ montre en effet que la plupart des visiteurs ont un lien familial ou personnel avec la sidérurgie, et viennent souvent de la région et de la Grande Région⁷⁵, dans notre entretien de mars, les agents de MECILOR et de la CAVF ont d'ailleurs noté une croissance de ce tourisme régional et transfrontalier⁷⁶. Cette montre l'intérêt des personnes dont l'héritage est lié à celui d'Uckange sont attirés par le lieu pour trouver des récits probablement comparables à leur héritage. L'étude ajoute d'ailleurs que plusieurs visiteurs ont jugé que la dimension sociale et "humaine" de l'usine était relativement absente, écrasée sous un contenu technique dominant. En effet, d'une manière similaire au musée des mines, l'opération de patrimonialisation menée par un groupe essentiellement composé d'anciens ingénieurs et contremaîtres a influencé une approche muséographique où la technique industrielle dominait d'abord, aujourd'hui MECILOR a toutefois innové dans son mode de visite

⁷³ TORNATORE Jean-Louis, « Trou de mémoire. Une perspective post-industrielle de la "Lorraine sidérurgique" », *op. cit.*

⁷⁴ CRENN Gaëlle, « Enquête auprès des publics de l'U4 – RESTITUTION - Mercredi 18 mai 2016 » : Gaëlle CRENN et Jean-Louis TORNATORE, Projet de recherche « Autour du haut-fourneau d'Uckange : Art, patrimoine et tourisme industriel » (2013-2015)

⁷⁵ Région transfrontalière européenne, sous l'égide du programme européen INTERREG, formée de : l'ex-Région Lorraine (France), le Luxembourg, les länder de Sarre et de Rhénanie-Palatinat (Allemagne) et de la région de Wallonie (Belgique).

⁷⁶ Voir entretiens, annexe n°11

de façon à organiser des parcours hors-circuits (de la friche entière) et « insolites » (centrée sur les anecdotes de la vie des employés d'usine collectés avec le temps) qui permettent de changer le regard sur le géant de fer.

« Dans le cas de l'industrie, la mise en patrimoine des héritages traduit fréquemment des rapports interclassistes de domination et d'exploitation, qui s'expriment dans l'effacement de la mémoire du travail et de l'identité sociale de la classe ouvrière au détriment d'une célébration de l'industrialisme, du progrès technique et de l'action du patronat. »

Thomas Zanetti, *Patrimoine industriel et rapports de classe*, p. 203

Cet aparté nous permet de rappeler que le patrimoine est le fruit d'une action politique, il est le fait d'un groupe qui va influencer nécessairement la couleur de ce que le patrimoine met en valeur. Contrairement aux cas mis en avant par Thomas Zanetti⁷⁷, Margaret Manale⁷⁸ ou Vincent Veschambres⁷⁹ le patrimoine donne à voir essentiellement le caractère noble et entrepreneurial de ce patrimoine, ici les biais sont différents. Premièrement, la discontinuité de l'histoire entrepreneuriale due aux grandes guerres et aux annexions, le cas échéant le départ et la reconversion des héritiers De Wendel dans la finance dans les années 1970 malgré leur exceptionnelle longévité, expliquent un manque d'influence des familles de maîtres de forge dans les modes de valorisation. On peut ajouter que le patrimoine de Wendel est essentiellement celui des mines de Neufchef, Uckange étant restée en dehors de ce cercle pendant un siècle.

« L'idée du « patrimoine industriel » s'institutionnalise dans la brèche ainsi ouverte : elle se fonde entièrement sur la présomption que la fortune des entreprises (et de leurs propriétaires) entraîne celle de groupes d'extension variable (salariés, territoire local, ensemble national) et participe d'une richesse collective »

Laurent Bazin, « Anthropologie, patrimoine industriel et mémoire ouvrière. Vers une recontextualisation critique », p. 139⁸⁰

⁷⁷ ZANETTI Thomas, *op. cit.*

⁷⁸ MANALE Margaret, « Les usines Völklingen, patrimoine sans mémoire ? », *L'Homme & la Société*, 2014/2 (n° 192), p. 31-48, [Cairn.info/](http:// Cairn.info/)

⁷⁹ VESCHAMBRES Vincent, « La cheminée d'usine entre « totem et tabou » : effacement *versus* appropriation d'un symbole du passé industriel », *L'Homme & la Société*, 2014, [Cairn.info/](http:// Cairn.info/)

⁸⁰ BAZIN Laurent, « « Anthropologie, patrimoine industriel et mémoire ouvrière. Vers une recontextualisation critique », Dossier « Le patrimoine industriel : entre mémoire des lieux et marketing de la mémoire », *L'Homme & la Société*, 2014/2 (n° 192), [Cairn.info/](http:// Cairn.info/)

Dans la vallée de la Fensch, les deux grandes opérations de patrimonialisation sont le fait d'anciens employés, souvent contremaitres et ingénieurs d'usine, ayant opéré une conversion des lieux tout en opérant leur conversion en acteurs culturels⁸¹. Cette caractéristique n'est pas dépourvue d'une dimension conflictuelle qui s'est manifestée au moment de la patrimonialisation de la part, notamment, de la sphère des ouvriers spécialisés placés plus bas dans la hiérarchie professionnelle : la mine de Neufchef rénovée avait été taguée « le musée des patrons » à son ouverture, marquant la distance entre un milieu ouvrier politiquement actif et un groupe associé au patronat, jugés comme non-solidaire. Cette conflictualité s'est aussi manifestée par les conflits syndicaux, la CGT plus marquée par sa proximité aux mouvances de la gauche radicale, du Parti communiste et de l'extrême-gauche, avait déjà fait savoir son désaccord avec l'opération de patrimonialisation de l'U4 et de « célébration » télévisée de la « dernière coulée de l'U4 »⁸², favorisée par les fondateurs de MECILOR et la CFDT. La patrimonialisation a une tendance à lisser les discours discordants.

Quel est le sens politique de l'œuvre de Claude Lévêque, par exemple ? Elle semble vouloir reproduire le spectacle du paysage industriel lorsque l'usine était active, l'étude de Gaëlle Crenn montre en effet que c'est bien comme élément paysager que l'œuvre est la plus remarquée, et non comme œuvre « de près ». Les répondants, notamment de Longwy ont relevé l'importance pour eux d'un « ensemble de visions ancrées », des fumées, de « la couleur du ciel la nuit ». Cependant, si l'U4 doit parler à toute la région industrielle, il ne peut présenter qu'un leurre, une imitation de ce qui a été et n'est plus dans le paysage. De plus, malgré une muséographie qui permet de comprendre les conditions de travail et des visites libres qui concentrent des « anecdotes » de la vie à l'usine et une reproduction du « casse-croûte de l'ouvrier », il y a ici un risque fort de désactivation du contenu politique de la vie ouvrière.

« Une telle posture, qui se referme sur des situations passées plutôt que sur leur actualisation, a pour effet de brouiller les situations présentes et reste, au mieux, au niveau de la scansion de griefs, sans parvenir à déboucher sur une résolution en termes de structuration des conflits sociaux et politiques. »

Laurent Bazin, *op. cit.*, p. 160⁸³

⁸¹ TORNATORE Jean-Louis, « Beau comme un haut-fourneau », *op. cit.*

⁸² « La dernière coulée », *France 3 Lorraine*, émission du 21 novembre 1991, disponible sur les Fresques INA, « Au fil de l'Alzette », fresques.ina.fr/

⁸³ BAZIN Laurent, *op. cit.*

Premièrement, nombreux sont les récits des conditions de travail consignés en vidéo, textes ou chansons, mais également des caractéristiques de la discipline d'entreprise à différentes époques et des formes de solidarité ouvrière parfois des modes de transgression aux règles, l'histoire du syndicalisme local, et des grèves et autres mouvements sociaux et politiques, leurs échecs, répressions et victoires, et les changements induits dans les modes de travail. Pourtant, la place faite dans la muséographie des lieux fait souvent plus largement place aux formes ritualisées du monde ouvrier et minier comme prière à Sainte-Barbe pour les mineurs, ou le « casse-croûte de l'ouvrier » folklorisé. Deuxièmement, les luttes sociales partagées au niveau de la région entières ne semblent pas trouver de réel lieu de mémoire pour le moment, pourtant il s'agit d'une mémoire qui semble toujours actives dans les deux secteurs étudiés, avec une attention commune sur les événements dits « de Longwy » dont la notoriété est avérée, et qui ont en réalité agrégé des population de plusieurs bassins de Lorraine touchés également par ces premières vagues : ce sont des répondants de la Fensch qui font le plus référence à ces événements dans les questions à réponse libre.

D/ La dispersion des mémoires non-intermédiées

Bien que la médiation patrimoniale soit incomplète, que peut-on dire dans le cas où elle n'apparaît pas ? A Longwy, la préservation d'un patrimoine identifié aux luttes sociales et aux mémoires ouvrières s'est soldée par un échec du fait d'une mobilisation insuffisante dans le passé. Ainsi, il semble que la cuve du haut-fourneau couché de Senelle ne parvient pas à agglomérer des récits comme cheminée, réappropriée par la communauté locale dans les cas étudiés par V. Veschambres à Caen et T. Zanetti à Givors. L'association qui animait le lieu est aujourd'hui « en sommeil » (Patrimoine du Pays de Longwy) et celui-ci ne démontre pas une attention de la part des habitants aussi forte que le vitrail Majorelle ou même que la cité Gouraincourt. On serait plutôt dans le cas d'une conjugaison du « double traumatisme » dû à la démolition concomitante de la fermeture d'usine évoqué par Anne-Françoise Garçon⁸⁴, puisque le monument est surtout évoqué par les habitants pour souligner l'effacement du patrimoine⁸⁵⁸⁶. Ce qui vient ajouter un autre sujet, celui de la « confiscation du patrimoine » vécu par la communauté, évoqué par Laurent Bazin⁸⁷, Thomas Zanetti⁸⁸ et Simon Edelblutte⁸⁹, celle-ci se manifeste dans une forme de défiance envers l'Etat, qui est souvent pris à parti comme

⁸⁴ GARCON Anne-François, *op. cit.*

⁸⁵ « L'avenir du haut-fourneau couché », *France 3 Lorraine*, reportage du 28 septembre 2009, disponible sur le *Fresques INA*, « Au fil de l'Alzette », fresques.ina.fr/esch-sur-alzette/

⁸⁶ *De sueur et d'acier Témoignages de sidérurgistes* (documentaire), SIMONE Maxime, Santé Pays-Haut, 2021

⁸⁷ BAZIN Laurent, *op. cit.*

⁸⁸ ZANETTI Thomas, *op. cit.*

⁸⁹ EDELBLUTTE Simon, « Que reste-t-il de l'industrie après la désindustrialisation ? De la négation au patrimoine industriel », *op. cit.*

responsable de la désindustrialisation, mais aussi se reflète dans l'actuelle fonction de golf du site, soit d'un lieu privé et qui exclut symboliquement les classes sociales les plus modestes, ce qu'on peut associer à une forme de « violence symbolique », chère à Pierre Bourdieu⁹⁰.

En fait l'actualisation des sujets est plutôt le fait du patrimoine immatériel et des actualisations et ou immortalisations par la création artistique : « Fensch vallée » de Bernard Lavilliers, le documentaire *Longwy* de Stephen Bingham, ou *De sueur et d'acier, Témoignages de sidérurgistes* de Maxime Simone. Ces créations sont valorisées par certains pouvoirs publics et entrepreneurs de mémoire qui y voient la consignation de mémoires de la sidérurgie riche et complexe et qui est propice à la transmission. On sait que de nombreux chants ouvriers également ont été diffusés dans le cadre des mobilisations sociales. Par extension, la chanson *Fensch vallée* de Bernard Lavilliers a été un symbole réactivé par les mouvements sociaux d'Uckange en 1990 et Hayange dès 2011, que le chanteur engagé à gauche et ancien ouvrier sidérurgiste a ouvertement soutenu jusqu'à offrir un concert en 1991 à Uckange⁹¹. D'une autre manière, des œuvres livresques, telles que *Leurs enfants après eux* de Nicolas Mathieu ou *Lorraine Cœur d'acier* de Tristan Thil et Christian Bailly, permettent de réactiver par des histoires, même parfois fictives, la dimension politique et sociale des conflits passés et des différents groupes sous-représentés (femmes, travailleurs immigrés, enfants d'ouvriers licenciés, entre autres) en leur donnant un rôle et une parole. Peut-être doit-on voir dans ces œuvres des lieux de mémoires plus propices à incarner la mémoire sociale.

Il faut mettre ces situations de biais patrimoniaux en regard avec la situation de Longwy, les préservations *in extremis* si elles ne règlent pas les conflits passés, ne peuvent pas être jugées comme les causes d'une neutralisation du discours. L'histoire a montré que les actions ont été menée principalement par, d'une part, des acteurs publics, de l'autre des individus de la société civile concernés, comme Jean Boucon, professeurs d'histoire, qui ne faisaient pas nécessairement partie du milieu ouvrier, mais y étaient attachés et n'ont cependant pas été dotés des moyens nécessaires à créer un discours et une médiation patrimoniale sur des objets de patrimoine non-valorisés, si ce n'est abandonnés à leur destin pendant des années avant qu'une opération publique ne vienne s'occuper des friches attenantes. C'est ici l'histoire du haut-fourneau couché, dépourvu de médiation, il n'est influencé pas le discours sur la sidérurgie

⁹⁰ BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris : Minuit, 1970, 284 p.

⁹¹ « Concert de soutien de Bernard Lavilliers à Uckange », reportage de *France 3 Lorraine* du 17 octobre 1991, disponibles sur les *Fresques Ina*, « Au fil de l'Alzette », [/fresques.ina.fr](http://fresques.ina.fr) et une image du chanteur en compagnie du leader syndical Edouard Martin pendant le mouvement social de 2011-12 contre la fermeture de la filière liquide dans la vallée de la Fensch, « Doc inédit : "La promesse de Florange" mardi 16 avril sur France 5 » *Couillises.tv*, VERDEL Jean-Marc, 26/03/2013, couillises-tv.fr/i5

ni sa représentation, son existence permet cependant d'illustrer des récits et opinions critiques portés sur la façon dont la désindustrialisation a touché le territoire : par la destruction d'emplois, de structures socio-professionnelles profondément ancrées dans le territoire, un sentiment d'abandon du territoire que l'objet isolé juché dans le sol reflète sans qu'on ne le fasse réellement parler.

Ainsi, le questionnaire recueille des discours qui questionnent la nécessité de conserver, parfois la soutiennent, d'autres réponses se réfèrent à un vécu personnel riche d'affects. Dans le groupe de Longwy, on trouve des cas particuliers tels que des récits de passionnés, qui ont écrit sur ces sujets pour les consigner, mais aussi des discours d'opposition, comme celui-ci : « Il faut regarder vers l'avant. Marre de cette nostalgie fausse sur le "c'était mieux avant, du temps de la sidérurgie" où l'espérance de vie était limitée, les accidents du travail fréquents, les maisons noircies par la fumée et des usines, les salaires bas pour le profit de qq maître de forges. Je ne voudrais plus vivre dans de telles conditions. Que ceux qui le souhaitent aillent en Chine ! ». Cette réponse attire directement notre attention sur un point important : comment peut-on faire discuter les opinions et les regards sans des espaces dédiés ? En particulier aujourd'hui, alors que le changement social dans le bassin de Longwy et de la vallée de la Fensch, sous l'influence de l'emploi frontalier est majeur et fait que les habitants d'aujourd'hui n'ont pas nécessairement de lien clair ou conscient avec la sidérurgie du bassin.

Une situation dans laquelle aujourd'hui la médiation culturelle relative à l'histoire et aux mémoires industrielle semble encore manquer pose des questions. La polarisation des opinions et l'accentuation de la conflictualité des récits peut-être le terreau à l'instrumentalisation politique, si ce n'en est déjà un résultat à identifier. Plus encore, il s'agit de voir aussi dans la médiation patrimoniale, culturelle et/ou muséographique, malgré ses imperfections, un moyen potentiel de résoudre les conflits et régler les traumatismes mémoriels passés.

Conclusion du chapitre

Au terme de cette réflexion analytique, nous pouvons observer de quelle manière la mémoire de l'industrie est sensible à la « totémisation », mais aussi de quelle manière les entreprises de patrimonialisation peuvent permettre de faire converger le travail de mémoire. Les *lieux de mémoires* ne sont en effet pas des lieux uniquement construits, mais sont les plis dans lesquels des groupes de mémoire trouvent des références. Ces « plis » sont des lieux à la fois topographiques mais aussi des objets plus ou moins matériels. La mémoire ouvrière trouve en effet une certaine référence dans des objets immatériels de la culture populaire, des chants, des

symboles, ainsi que des récits qui évoquent ce passé plus ou moins glorifié. La place des monuments est ici ambiguë, puisque la mémoire n'a pas nécessairement besoin de monuments pour s'exprimer. Néanmoins, on voit que l'institutionnalisation de la mémoire est un processus à « deux-têtes ». D'une part, elle permet de traiter les traumatismes en favorisant le travail de mémoire, et ainsi permettre de réparer des mémoires où les conflits continuent à s'exprimer sans contrôle. D'autre part, comme les sociologues et anthropologues du patrimoine industriel l'ont montré, l'institutionnalisation de la mémoire à travers un patrimoine industriel peut conduire à l'exclusion de groupes de mémoire, notamment les groupes ouvriers, et parfois à la neutralisation de la dimension politique des discours des groupes de mémoire, notamment lorsqu'elle est tournée en objet « totem » de promotion territoriale.

Il faut voir, avec Longwy et la Fensch, deux lieux qui montrent les deux faces de cette pièce. Ainsi, on observe que la patrimonialisation d'objets majeurs, représentant l'ère industrielle, est susceptible de développer une attraction suffisante pour faire converger des groupes de mémoire. Cette force de gravité expliquerait la notoriété d'Uckange hors des frontières de la Fensch, permettant d'agréger les récits personnels et familiaux des différents horizons de la Lorraine industrielle, et non seulement des vallées de la Fensch, de l'Orne de la Moselle à l'histoire commune. Cette attraction pourrait même être la conséquence du défaut apparent de références, de *géosymboles*, sur lesquels les groupes et acteurs du travail de mémoire puissent se greffer et être reconnus dans les territoires du Pays-Haut, comme à Longwy. Bien que le bassin de Longwy accueille un important travail de mémoire, l'absence d'un « phare » patrimonial le rend moins identifiable, et ne permet visiblement pas la convergence effective des forces existantes et déjà engagées pour la préservation des mémoires et leur transmission. Cela n'empêche pas la présence de monuments porteurs de mémoire, mais qui, sans médiation, peinent à faire consensus et prennent le risque d'être associés à l'image d'un territoire en déclin et lésé par les décisions prises par les décideurs locaux, nationaux et économiques internationaux.

Une mémoire qui semblerait plus brute, est-elle nécessairement plus forte et plus politique ? Une mémoire qui passe par le travail patrimonial et la *totémisation* de l'histoire industrielle est-elle plus audible mais plus « lissée » ? Tout travail de mémoire est en effet sujet aux ambiguïtés mais aussi aux évolutions, tel que nous le montre l'histoire d'Uckange et de MECILOR. Tandis qu'à Longwy, c'est désormais dans le territoire qu'on essaie de marquer l'histoire de la sidérurgie et des mines. L'avenir nous montrera peut-être si ces initiatives permettront de résorber les traumatismes et conflits mémoriels.

Summary of Chapter III

Collective memory as defined by Halbwachs is a reference to the past by certain groups, that tend to select and interpret historic events, that intergenerational communication has transmitted so far. Some memory place (*lieux de mémoire*, cf. Pierre Nora) can tame and collect memories as being a point of reference shared by the so-called memory groups. In Lorraine, memories related to iron-industry encompass various aspects: entrepreneurship, immigrations, social organisation, religion, work habits and discipline, technique, trade union, social and political movements and so forth, with a special focus on the deindustrialisation period, during which many conflictual and historically accepted events occurred. As far as we know, events occurred on places and often took advantage or a reference in some places such as the large SOS sign, that trade unions settled on the former spoil tip of Longwy in 1979 and later next to the Virgin Mary statue, overlooking the town of Hayange in the early 2010s, for the same purpose of resisting factories' closure. Our field research, even if not exhaustive nor representative, tends to show us that indeed some places receive a larger interest when it comes to talk about steel industry. However, usually the most visible and prominent objects where production (factories) receive the wider attention, even if they have disappeared. The social history seems indeed to have some importance in Longwy, where the relationship to workers' housing and the spoil tip seems prominent. Within the participants to the study, it had been noticed that extreme opinions towards the history of iron industry seem to be in Longwy too, it could be a bias due to the study by it seems to relate to other studies made by researchers. Indeed, it has been showed that some heritage making process led to the foundation of "totems", in other words inert objects that dominate the landscape and making people converge about them. On the one hand, they allow to have a common reference for the local community, to identify the memory labour (archives collection, study, discussion, dissemination) and have a larger proportion of the community unite around it. On the other hand, it might jeopardise the political dimension of the memory savings, by settling potentially exclusive narratives within the heritage mediation or museography. This risk of neutralising political conflicts that the past social movements did not resolve can be seen in the Fensch valley, since the narrative on the ecomuseums used to focus on the technical aspect and all-day-life habits of workers, rather than working conditions, social issues, and conflicts. Nevertheless, the memories that are not addressed by the *official* heritage institutions are not erased, they tend to find other various receptacles that can be artistic (songs, stories, literature, etc.) or non-intermediated and downlighted objects, that tend to gather the non-processed memories, where trauma, resent, and socio-politically conflictual discourses usually thrive.

CONCLUSION GENERALE

Autrefois deux paysages typiques, images d'Epinal de l'industrie sidérurgique lorraine, des usines et des côtes boisées, dévoilant une mosaïque de cités ouvrières et de vieux bourgs, avec quelques crassiers à l'horizon, des fumées, des sons, des lumières... aujourd'hui offrant un visage tout nouveau d'après la désindustrialisation initiée dans les années 1970. On ne peut plus ni y voir, respirer et sentir la sidérurgie et l'extraction minière dont elle découle. Néanmoins on peut lire ces éléments avec plus ou moins de facilité selon qu'on soit à Longwy ou dans la vallée de la Fensch où l'on ne peut rater des laminoirs en activité, ainsi qu'une mine et une usine devenus écomusées, et enfin une usine de fonte et d'acier à l'arrêt.

Cet état de fait, on le doit à une succession de décisions d'aménagement qui ont suivi les vagues de suppressions d'emplois et d'activités sidérurgiques dans la région, à partir de 1976 et notamment 1979. La rapidité et l'ampleur des fermetures d'Usinor ont laissé sans doute place à un traumatisme parmi la population du bassin de Longwy, mais aussi à une volonté de remplacer les activités passées par des entreprises et des emplois neufs. La vague de *tabula rasa* si bien amorcée a été plus puissante que les premières voix en faveur de la préservation des témoignages spectaculaires d'industries passées tels que l'usine de Senelle. Cependant, à l'aune des conséquences du peu de cas fait des friches industrielles dans les années 1970-80, d'autres solutions ont émergé. Dans la vallée de la Fensch, lorsqu'à la fin des années 1980 on ferma de grands sites, leur transformation en écomusée a pu être concrétisée. Aujourd'hui, dans ces deux territoires aux visages bien distincts, visiteurs, habitants et acteurs du territoire peuvent observer comment le paysage a été aussi bien façonné par les quarante dernières années que par le siècle d'industrialisation qui les a précédées.

A partir de ces éléments de contexte, la réflexion que nous avons menée nous permet de comprendre que l'annihilation de certains éléments structurants du paysage industriel, inhibe la capacité des communautés locales à identifier leur territoire comme porteur d'une mémoire liée à la sidérurgie ; nous parlons ici des « traces spectaculaires », telles que les usines plus visibles et représentatives de la sidérurgie, opposées à des traces « discrètes » tels que le bâti ouvrier. En comparant Longwy et la vallée de la Fensch, on observe que la présence d'un objet « totem » structurant est utile pour donner une référence commune aux différentes mémoires, malgré leur diversité et potentielle concurrence. La « totémisation » de la mémoire industrielle dépasse d'ailleurs l'échelle du bassin singulier, certains monuments peuvent avoir une valeur mémorielle pour des habitants du reste de la région Lorraine et ailleurs s'identifiant à l'héritage de la sidérurgie. Ainsi, le site reconverti d'Uckange peut s'adresser à la fois aux Longoviciens,

Mussipontains, aux Hayangeois voisins, voire plus loin encore. Dans le cas contraire, l'absence d'élément suffisamment structurant comme à Longwy corrobore une structuration moins claire de la gestion de la mémoire locale. Des actions se sont succédé pendant des décennies, mais sans vraisemblablement parvenir à mobiliser durablement la majorité des concernés, et ce malgré des archives très riches et diverses, actuellement triées par l'Amical dans le but de conserver cette mémoire et de permettre sa transmission ultérieure.

Cet exemple nous permet d'affirmer une chose importante, la destruction de la dimension matérielle du patrimoine industriel n'annihile pas nécessairement sa dimension immatérielle, mais elle rend beaucoup plus difficile d'identifier une référence unique et acceptée par tous pour porter les mémoires de toute une communauté liée à l'industrie. A Uckange, l'U4 n'a pas gagné notoriété parce qu'il était le plus représentatif des hauts-fourneaux lorrains, mais parce qu'il est le seul où existe un écomusée et où s'est basée une association travaillant à l'archivage, à la collecte, la vulgarisation et la diffusion de mémoires liées à l'industrie sidérurgique, et ceci vaut dans une moindre mesure pour le musée des Mines de Fer de Neufchef. De plus, sa situation favorable lui offre une source de revenu plus maîtrisée pour nourrir le travail mémoriel. L'U4 est donc un point de référence grâce à son caractère unique et l'investissement nécessaire à son activité actuelle. Le paysage demeure un élément pertinent pour la préservation des mémoires, puisqu'il s'agit d'un atout, mais cela ne signifie pas que des décisions d'aménagement prononcées dans la tourmente dans les années 1980 puissent avoir raison d'un siècle d'histoire et de mémoires de plus de trois générations. Nous devons aujourd'hui observer et apprécier les efforts d'associations, de collectivités locales et de collectifs et qui œuvrent pour réimprimer dans le paysage nu la présence passée de la sidérurgie et les mémoires des hommes et des femmes qui ont vécu cette période. A Longwy, la perte n'est pas définitive. A Hayange, a-t-on déjà perdu le haut-fourneau ? Il reste à savoir ce que l'avenir fera pour que ces paysages continuent à conter les mémoires de leurs sociétés.

Les artefacts industriels sans médiation culturelle, mémorielle et historique ne sont pas pour autant des éléments inertes, bien au contraire. Des éléments non patrimonialisés, non intermédiés ne sont pas déniés de représentations et de discours comme l'ont montré les chercheurs, ils sont au contraire sujets à des discours non régulés. Ainsi, des « monuments » tels que le haut-fourneau couché de Senelle, laissés à l'abandon - du moins en apparence - sont souvent des illustrations de discours revendicatifs non canalisés mettant en cause un traitement jugé inique du territoire par les institutions. A Longwy, on a observé que l'Etat et les industriels ont pu être accusés de vouloir détruire le patrimoine, mais dans une bien moindre mesure en val de Fensch : potentiellement grâce à d'entreprises de patrimonialisation déjà en place et

compensant relativement la perte de mémoire. De plus, l'aspect abandonné d'un lieu participe du stigmatisme qui était craint par les opérateurs publics nationaux et les élus locaux dans les années 1980 : celui de donner l'image territoire abandonné et figé dans le passé. Le refus de « regarder vers le passé » est un sujet éminemment politique. Il convient de rappeler que l'héritage de l'industrie lourde est associé à un stigmatisme multiforme : esthétique, social, environnemental et culturel. L'étude nous montre que des acteurs politiques et sociaux ont tenté pendant quarante années de gérer ce stigmatisme du territoire désindustrialisé, successivement à travers l'annihilation des témoignages paysagers et la construction d'une image territoriale qui se détourne de cet héritage. C'est par la suite que d'autres approches se sont portées sur le retournement du stigmatisme en valorisant des lieux plus ou moins emblématiques de la sidérurgie et des mines et même en leur donnant une valeur patrimoniale.

Cependant, il serait faire tort à la variété des mémoires que dire que la persistance du patrimoine industriel dans le paysage régule et canalise efficacement les mémoires. On a observé que la sélection d'éléments et le mode de médiation inclut et exclut. En effet, les acteurs à l'origine de la patrimonialisation peuvent choisir, par exemple, de mettre en avant l'héritage paternaliste, celui des maîtres de forges, ou la technologie, etc. Dans nos situations, à Longwy le patrimoine des maîtres de forge est assez disparate avec quelques références à de Saintignon, dans des lieux non référés à la sidérurgie, dans la Fensch, les de Wendel restent associés à cette histoire mais ils ne semblent pas spécialement célébrés dans les écomusées en place. En effet, c'est la mémoire « technique » qui est la plus mise en valeur. Ces situations de partialité souvent inhérente aux patrimoines en constructions questionnent et mettent en valeur la nécessité d'inclusion de tous les groupes de mémoire. Ainsi, les mémoires ouvrières et syndicales les plus conflictuelles, celles liées à la dureté des conditions de travail – à vrai dire les moins simples à transmettre à tous les publics – demeurent les moins couvertes par le patrimoine industriel.

Néanmoins, que faire des traces « discrètes » ? Celles qui pourraient être le patrimoine industriel de la vie quotidienne, de l'organisation sociale, de tous sans exclure des classes sociales, sans exclure les femmes, les travailleurs immigrés ou toutes celles et tous ceux qui n'ont pas vécu l'expérience industrielle à cent pour cent ? Leur diversité empêche d'en faire une typologie claire. Pourtant, toutes ces traces qui marquent le paysage dans son ensemble et renvoient aux habitants et visiteurs une image de la société industrielle locale. Les cités ouvrières sont tout de même des objets plébiscités, en particulier parce que situées hors des friches et relevant de systèmes de propriété plus difficiles à diriger par l'action publique ou une seule initiative privée, et leur mise en valeur est un enjeu urbain, d'habitat et social en plus d'être culturel. Celles-ci semblent mériter une certaine médiation, puisqu'à défaut de traces

spectaculaire à patrimonialiser, elles permettent de développer une vision du patrimoine industriel qui s'adresse à des groupes variés. Ainsi, peut-on importer l'exemple du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, où les corons font partie d'un ensemble classé UNESCO ? Pourtant, ne perdrait-on pas tous les groupes qui n'ont pas bénéficié de ce luxe, par exemple les travailleurs immigrés arrivés dans les années 1950 et logés provisoirement en foyers puis bien souvent installé dans les grands ensembles ?

On peut penser qu'en réalité toute la filière de la sidérurgie voire le secteur industriel entier mérite une revalorisation politique, culturelle et sociale mais surtout économique puisqu'il s'agit de son caractère premier, d'être un secteur de l'économie. Anne-Françoise Garçon avait en effet affirmé que la meilleure manière de préserver la mémoire de l'ouvrier de l'industrie, c'est la continuité de l'emploi industriel. Il s'agit déjà d'un projet porté politiquement à l'échelle nationale et à l'échelle des intercommunalités sous le nom de Territoires d'industrie, dont l'objectif est la construction d'une industrie française forte et compétitive et dont les moyens sont de favoriser l'accompagnement et le financement de filières stratégiques et adaptées à chaque territoire inclus dans le dispositif, tels que la Communauté d'Agglomération de Longwy et la Communauté d'agglomération du Val de Fensch. A la fois enjeu et objectif, la revalorisation du secteur secondaire est parfois considérée comme un défi insurmontable pour reconstruire l'industrie française encore durablement marquée par les crises successives de la fin du siècle passé. Dans cet ordre, il convient aussi de revaloriser l'image des territoires anciennement industrialisés en donnant une place à ces mémoires des sociétés marquées par l'industrie lourde. Les opérations d'envergures et complexes de revitalisation de friches sidérurgiques, telle que celle qui début sur le site du Patural, affrontent ces problématiques. Ici même, réinventer le patrimoine industriel figure comme crucial pour vivifier le lien entre une communauté locale et son passé industriel.

Si la mémoire ne se perd pas nécessairement, toutes les mémoires n'ont pas la même place : selon les lieux mis en avant, selon l'existence-même de ces lieux et selon l'héritage de choix d'aménagements passés, pris dans l'urgence, et de stratégies souvent inadaptées. Si le patrimoine industriel pris comme un élément isolé ne semble pas propice à représenter la multiplicité des mémoires, peut-être que de traiter le paysage entier comme une succession d'éléments sujets à des mémoires mais également comme le reflet des mutations économiques, sociales et culturelles continues, serait une solution pour redonner leurs lettres d'or aux histoires et aux mémoires de tous les groupes qui ont été emmenés de gré ou de force dans cette monstrueuse aventure qu'a été la sidérurgie lorraine.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- AUGÉ Marc, *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, La Librairie du XX^e siècle, Paris : Seuil, 100 p.
- DAVIET Sylvie, *Industrie, culture, territoire*, Paris : L'Harmattan, 2005, 208 p.
- LEVAINVILLE Jacques René, *L'industrie du fer*, Paris : Armand Collin, 1922, sur gallica.fr
- NOIRIEL Gérard, AZZAOUI Benaceur, *Vivre et lutter à Longwy*, Paris : La Découverte, 264 p.
- GROSSETTI M. et al., 1998, *La construction des politiques locales. Reconversions industrielles et systèmes locaux d'action publique*, Paris : L'Harmattan, 224 p.
- PIGNON-FELLER Christiane, *Metz, 1848-1918, les métamorphoses d'une ville*, Paris : Editions du Patrimoine, 2013
- PREITE Massimo, *Towards a European heritage of industry*, Grosseto : Effigi, 2014, pp 116 à 118.
- PRINTZ Adrien., 1966, *La vallée usinière*, Metz, Éditions Le Lorrain, 174 p.
- RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000, 672 p.
- Société des aciéries de Longwy, *Aciéries de Longwy : 1880-1930*, Société des Aciéries de Longwy, 1930, sur gallica.fr

Articles

- ASSMANN Jan, « Communicative and cultural memory », in MEUSBURGER Peter? HEFFERNAN Michael? WUNDER Edgar, *Cultural Memories. The Geographical Point of View (Knowledge and Space 4)*, Dordrecht; Heidelberg; London; New York, 2011, pp. 15-27
- BACH Antoine, « AMOMFERLOR : Association Mémoire ouvrière des mines de fer de Lorraine », Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine, 1991, documents.irevues.inist.fr/
- BATARD Annick, « Le bassin de Longwy et son paysage : de l'industrie sidérurgique à « la civilisation du loisir », une mue difficile ? », *Ordonner les lieux et les hommes. Actes du 135, Congrès national des sociétés historiques et scientifiques*, « Paysages », Neuchâtel, 2010. Paris : Editions du CTHS, 2015. pp. 7-16, persee.fr/
- BAZIN Laurent, « « Anthropologie, patrimoine industriel et mémoire ouvrière. Vers une recontextualisation critique », Dossier « Le patrimoine industriel : entre mémoire

- des lieux et marketing de la mémoire », *L'Homme & la Société*, 2014/2 (n° 192), [Cairn.info/](http:// Cairn.info/) , consulté le 27 avril 2021 ;
- COMMAILLE Laurent, « L'urbanisation de la vallée de la Fensch (1850-1914) », in *Les Cahiers Lorrains*, N°4, 1991, [documents.irevues.inist.fr](http:// documents.irevues.inist.fr)
 - DESHAIES Michel, « L'explication du relief de côtes de la France de l'Est dans la première moitié du XXe siècle », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 39, 1999, mis en ligne le 07 septembre 2013, consulté le 08 septembre 2020, [journals.openedition.org](http:// journals.openedition.org)
 - DUFRESNE Geneviève, « Le patrimoine industriel en France : histoire et bilan », in PREITE Massimo, *Towards a European heritage of industry*, Grosseto : Effigi, 2014, pp 116 à 118.
 - DUMAS Jean, « Le paysage, la construction et la promotion : l'Etat et les friches industrielles », *Hommes et Terres du Nord*, « Les régions anciennement industrialisées », 1989, pp. 210-214, [persee.fr/](http:// persee.fr/),
 - EDELBLUTTE Simon, « La reconversion des anciennes villes-usines européennes ou la question de la survie urbaine », *Géographies - Bulletin de l'Association de Géographes Français*, n°3, 2010, pp. 353-367.
 - o « Que reste-t-il de l'industrie après la désindustrialisation ? De la négation au patrimoine industriel », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 88e année, « Le territoire français, la désindustrialisation et les délocalisations », 2011, pp. 150-163, [persee.fr/](http:// persee.fr/),
 - ECK Jean-François, RAGGI Pascal, « Une première expérience d'occupation allemande des mines françaises : les charbonnages du Nord et les mines de fer de Lorraine pendant la grande guerre », *Entreprises et histoire*, vol. 62, no. 1, 2011, pp. 66-94.
 - GARCON Anne-Françoise, « L'ouvrier ne fait pas le patrimoine : de la difficulté en France de faire se rejoindre mémoire du travail et archéologie industrielle », *L'Archéologie industrielle en France*, 36, juin 2020, Vannes : CILAC, 2020
 - GORDON David M., « Le libéralisme dans l'empire du fer : François de Wendel et la Lorraine industrielle 1900-1914 », *Le Mouvement social*, No. 175, « La Société et L'Entreprise (Apr. - Jun., 1996), pp. 79-111, Editions l'Atelier pour l'Association Le Mouvement Social, [jstor.org/](http:// jstor.org/)
 - HAMON Bernard, « La sidérurgie entre Orne et Fensch de l'époque gallo-romaine à la Renaissance. Les cahiers lorrains : Actes des Journées d'études mosellanes » (14-15 octobre 2000 ; Marange-Silvange), septembre 2001, n°3, p. 195-212, [documents.irevues.inist.fr](http:// documents.irevues.inist.fr)

- MALÉZIEUX Jacques, « Crise et restructuration de la sidérurgie française : Le groupe Usinor », *L'Espace géographique*, Editions Belin, juillet-septembre 1980, Vol. 9, No. 3, pp. 183-196, jstor.org/
- MANALE Margaret, « Les usines Völklingen, patrimoine sans mémoire ? », *L'Homme & la Société*, 2014/2 (n° 192), p. 31-48, [Cairn.info/](http:// Cairn.info/)
- MAROCHINI Éric, « Regard géo-historique sur la difficile transformation des friches industrielles de la vallée de la Fensch : l'exemple de la reconversion en cours du site de l'usine sidérurgique intégrée SMK (1897-2018) », *Géocarrefour*, 2018, mis en ligne le 28 décembre 2018, consulté le 15 juillet 2019, journals.openedition.org/ .
 - o « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 58/3-4, 2018, mis en ligne le 21 juillet 2020, consulté le 08 septembre 2020, journals.openedition.org/
- MATHIS Denis, MATHIS Anne, « Régénération de la conurbation sidérurgique du Val-de-Fensch (Moselle-France) », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, 33, 2017,
- MICHEL Andrée, « L'immigration Algérienne En Moselle », *Annales de Géographie*, 65e Année, Armand Colin, No. 351 (Septembre-Octobre 1956), pp. 341-361, jstor.org/s
- NOIRIEL Gérard, « L'histoire sociale du Pays-Haut Iorrain », *Le Mouvement social*, No. 115 (Apr. - Jun., 1981), pp. 77-87, Editions l'Atelier, jstor.org/
- PRETECEILLE Edmond, « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés Contemporaines*, n°62, 2006
- PRINTZ Michel, « Paternalisme et habitat dans la vallée de la Fensch », *Les Cahiers Lorrains*, N°3-4, 2008, documents.irevues.inist.fr/
- RAGGI Pascal, « Industrialisation, désindustrialisation, ré-industrialisation en Europe », *Rives méditerranéennes*, 46, 2013, mis en ligne le 15 octobre 2014, consulté le 21 mars 2020, journals.openedition.org/
- RENARD-GRANDMONTAGNE Colette, « Le bassin sidérurgique de Longwy : nouvelle reconversion, nouveaux acteurs », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 46, 3-4, 2006.
- THOUVENIN Monique, « De WENDEL-SIDÉLOR à SACILOR-SOLLAC : 1968-1980. 13 années de mutations difficiles en Lorraine. », in *Revue Géographique de l'Est*, tome 21, n°1-2, Janvier-juin 1981. Evolution industrielle récente de la France de l'Est. pp. 37-63, persee.fr/

- TORNATORE Jean-Louis. « L'« invention de la Lorraine industrielle ». Note sur un processus en cours », *Ethnologie française*, vol. vol. 35, no. 4, 2005, pp. 679-689, [Cairn.info/](http:// Cairn.info/)
 - o « Trou de mémoire. Une perspective post-industrielle de la "Lorraine sidérurgique" », in DAUMAS Jean-Claude, *La Mémoire de l'industrie. De l'usine au patrimoine*, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006, pp.49-80, [Halshs.archives-ouvertes.fr/](http:// Halshs.archives-ouvertes.fr/).
 - o « Beau comme un haut-fourneau », *L'Homme*, N° 170, « Espèces d'objets », pp. 79- 116, juin-avril 2004, [Jstor.com/](http:// Jstor.com/)
- VENNIN Bruno, « Conversion industrielle : une affaire d'Etat », *Economie et humanisme*, n° 304, nov-déc, 1988.
- VESCHAMBRES Vincent, « La cheminée d'usine entre « totem et tabou » : effacement *versus* appropriation d'un symbole du passé industriel », *L'Homme & la Société*, 2014/2 (n° 192), p. 49-68, [Cairn.info/](http:// Cairn.info/)
- VILLARD Yves, « La centrale sidérurgique de Richemont », éditeur, date et lieu d'édition inconnus (2005 par supposition), [Documents.irevues.inist.fr/](http:// Documents.irevues.inist.fr/)
- *Ethnologies*, Volume 42, numéro 1-2, 2020 Patrimoine industriel Industrial Heritage », dir. BELOT Robert, ROJAS Luc, CANTIN Richard :
 - o FLUCK Pierre, « Héritage industriel et systèmes paysagers », pp. 129-147
 - o ZANETTI Thomas, « Patrimoine industriel et rapports de classe », pp. 204-216
 - o HOUILLER-GUIBERT Charles-Edouard, MORTELETTE Camille, « La patrimonialisation de l'héritage industriel comme stratégie de valorisation, Vers la généralisation d'une idéologie territoriale », pp. 217-234

Presse écrite

- « Les premiers mois chaotiques du maire FN d'Hayange », DEHLINGER Mathieu, SAN Louis, *France Télévisions*, 24 octobre 2014, [Francetvinfo.fr/p](http:// Francetvinfo.fr/p)
- « Hayange : le maire FN de nouveau critiqué pour avoir repeint des wagons », *Le Parisien*, 23 août 2014, [Leparisien.fr/](http:// Leparisien.fr/)
- « La Moselle confrontée à la déconstruction des vestiges de la sidérurgie », BRAUN Pascale, *Les Echos*, Paris, 4 juin 2018, [Lesechos.fr/](http:// Lesechos.fr/)
- « Le crassier à cœur ouvert », BOUVAREL Lucie, *Le Républicain lorrain*, 10 juin 2018, [republicain-lorrain.fr/](http:// Republicain-lorrain.fr/)
- « Pollution du crassier de Hayange : le tour de passe-passe d'ArcelorMittal », HESSE Clara, *Le Républicain lorrain*, 11 mars 2021, [republicain-lorrain.fr/](http:// Republicain-lorrain.fr/)

- « Les Soufflantes vont fabriquer des masques chirurgicaux », *Le Républicain lorrain*, 20/08/2020, republicain-lorrain.fr/
- « Les premiers mois chaotiques du maire FN d'Hayange », DEHLINGER Mathieu, SAN Louis, *France Télévisions*, 24 octobre 2014, francetvinfo.fr
- « Découverte de la Chiers : un projet à 9 M€ », *Le Républicain lorrain*, 08/01/2020, republicain-lorrain.fr/
- « LONG FORMAT ArcelorMittal : le combat des sidérurgistes de Florange durant la Présidentielle 2012 », *L'est Républicain*, 03/04/2022, consulté le 14/04/2022, estrepublikain.fr/
- « Jacques Chérèque, 89 ans, est décédé », *L'est républicain*, SALCIARINI Pascal, 24/12/2017, estrepublikain.fr
- « Haut fourneau en tête », *Le Républicain lorrain*, 23/11/2012, republicain-lorrain.fr/.
- « Mémoire industrielle à Longwy : l'Amical fait les fonds de tiroir », *Le Républicain lorrain*, S.B., 16/07/2018, republicain-lorrain.fr/
- « Bassin de Longwy : quid de l'héliport rénové ? », *Le Républicain lorrain*, 22/09/2015, consulté le 8 avril 2022, republicain-lorrain.fr/

Sitographie

- industrie.lu : site internet recensant l'ensemble des entreprises industrielles de la région Sarre-Lor-Lux, travail de Jean-Marie OTTELÉ, consulté en permanence jusqu'en juin 2021, industrie.lu/fr/
- *Lecture des paysages lorrains*, « Les paysages urbains », rpn.univ-lorraine.fr/ consulté en avril 2021
- *Val de Fensch Tourisme*, valdefensch-tourisme.com/ (consulté avant le plantage définitif du site en mai 2021)
- *Exxplore.fr*, pages « Les mines de fer de Lorraine » et « La sidérurgie lorraine », exxplore.fr/
- « Paysages du Pays Haut. Les cités ouvrières », CAUE de Meurthe-et-Moselle
- Images d'archives de Longwy en 1978-79 par Alex Jordan, alex-jordan.fr/
- INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques), insee.fr/
- INSEE, « Depuis 1999, le nombre de frontaliers à destination du Luxembourg a doublé », MIRONOVA Elena, VILLAUME Sophie, *INSEE Analyses Grand est*, 18/06/2019, insee.fr/fr/
- « Résultats présidentielle 2022 : découvrez les scores du premier tour de l'élection dans votre ville », France Info, 10/04/2022, mis à jour le 11/04/2022, francetvinfo.fr/1

- *Légifrance*, legifrance.gouv.fr/
- Site officiel de la Communauté d'agglomération de Longwy, grandlongwy.fr/
- Image'est, image-est.fr/
- l'Agence d'urbanisme et de développement durable de Lorraine Nord, agape-lorrainenord.eu/
- site de l'Institut nationale de l'audiovisuel française (INA), *Fresques INA*, « Au fil de l'Alzette », consulté le 7 avril 2022, fresques.ina.fr/
- Site officiel de la mairie d'Hayange, ville-hayange.fr/
- Géoportail, Institut Géographique national (IGN), wxs-gpu.mongeoportail.ign.fr/

Autres

- MATHIEU Nicolas, *Leurs enfants après eux*, Paris : Actes Sud, 2018, 426 p.
- « Les cathédrales d'acier de Lorraine », *LSD : La série documentaire*, France Culture, série « Quatre paysages » (4/4), diffusé le 26/01/2017, franceculture.fr/
- « Regards croisés sur les territoires industriels. Pour un dialogue entre fonction économique, capital social et héritage matériel », CGET (Commissariat général à l'égalité des territoires), MORVAN Serge (dir.), Paris : La documentation française, 2018, agence-cohesion-territoires.gouv.fr/
- *Note de proposition en vue de l'expérimentation des zones de mutation, Lettre de la DATAR*, n°96, avril 1996, P.12, in Rapport de l'EPML, « 1984 : Vers une nouvelle configuration urbaine »
- POULIN Caroline, KLOUCHE Djamel, *Vers une configuration urbaine alternative : l'exemple du bassin sidérurgique et ferrifère lorrain*, rapport réalisé pour Plan Urbain, Etablissement Public foncier de la Métropole Lorraine, Direction départementale de l'équipement de la Moselle (DDE 57) et DDE 54 (Direction départementale de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle), mars 1998.
- BAILLY Vincent, THIL Tristan, *Lorraine cœur d'acier : Histoire d'une radio pirate, libre et populaire (1979-1981)*, Futuropolis, 2021, 88 p.
- CRENN Gaëlle, « Enquête auprès des publics de l'U4 – RESTITUTION - Mercredi 18 mai 2016 » : Gaëlle CRENN et Jean-Louis TORNATORE, Projet de recherche « Autour du haut-fourneau d'Uckange : Art, patrimoine et tourisme industriel » (2013-2015)
- BINGHAM Stephen, *Longwy*, NoliProd et J'aime le Cinéma, documentaire réalisé entre 1978 et 1980, restauré en 2017.

- SIMONE Maxime, *De sueur et d'acier, Témoignages de sidérurgistes*, Santé Pays-Haut, 2021.

Sources

Archives

Archives nationales

19980442/14 - 19980442/16. Bureau des interventions et innovations urbaines (direction de l'architecture et de l'urbanisme)

20000329/50. France. Mission interministérielle de coordination des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme (1986-1998)

Entretiens oraux

- Entretien avec le Maire de Longwy Jean-Marc FOURNEL, dans le cadre d'un stage auprès de la DRAC Grand Est sur l'opération « Action Cœur de Ville », juillet 2019, Longwy (non-restitué)
- Entretien téléphonique du 30 novembre 2021 avec Monsieur Régis Stenger, Directeur territorial Ardennes – Moselle à l'Etablissement Public Foncier du Grand Est (non-restitué)
- Entretien téléphonique du 9 février 2022 avec Monsieur Jean-Christophe Printz, Directeur Attractivité et Développement économique à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch (non-restitué)
- Entretien du 14 mars 2022, à Réhon, avec Monsieur Éric Marochini, Directeur général des Services de la Communauté d'agglomération de Longwy, ancien directeur de cabinet puis Directeur général adjoint à l'Aménagement à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch, et chercheur en géographie au centre LOTERR de l'Université de Lorraine
- Entretien du 11 mars 2022, par téléphone, avec Monsieur Olivier Bianconi, Chargé de mission « Aménagement du Territoire » à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch, géographe-cartographe diplômé de l'Université de Lorraine.
- Entretien du 1er mars 2022, à Uckange, avec Madame Muriel Pelosato, Directrice service culture, patrimoine, sport à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch, et Messieurs Jean Larché et Jean-Pierre Barbau, respectivement Président et Vice-président de l'association MECILOR (Mémoire culturelle industrielle lorraine)

- Entretien du 16 mars 2022, à Longlaville, avec Monsieur Dominique Da Costa, archiviste et sociologue auprès de l'Association Mémoire Industrielle de la Communauté d'Agglomération de Longwy

Autres

- Visite de l'Ecomusée des Mines de fer de Neufchef en octobre 2012, médiation par l'association AMOMFERLOR.
- Visite du haut-fourneau U4 d'Uckange en août 2020, médiation par l'association MECILOR.
- Voyage d'études dans la région industrielle de la Ruhr (Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Allemagne) en novembre 2019 : visite du Landschaftspark de Duisbourg-Nord, de la station d'épuration de Bottrop, de l'IBA Emscher.
- Visite de la Völklinger Hütte (Sarrelouis, Allemagne), août 2021.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure n°1 : Carte du territoire et encadré sur l'organisation administrative du bassin de Longwy.....	p. 15
Figure n°2 : Carte du territoire et encadré sur l'organisation administrative de la vallée de la Fensch.....	p. 16
Figure n°3 : Vue sur l'usine sidérurgique dite « de Florange »	p. 22
Figure n°4 : Exemples d'architecture des cités ouvrières.....	p. 28
Figure n°5 : Cité Gargan (Hayange).....	p. 30
Figure n°6 : Eglise Saint-Martin d'Hayange et de la Sainte-Trinité de Paris.....	p. 33
Figure n°7 : Carte schématique illustrant l'évolution de l'implantation des usines sidérurgiques en Lorraine entre 1974 et 1994.....	p. 43
Figure n°8 : Scènes du mouvement social de Longwy en 1979 immortalisées par Alex Jordan.	p. 45
Figure n°9 : Carte représentant le candidat majoritaire au 1er tour des élections présidentielles de 2022 par commune, avec mise en valeur des territoires étudiés (la vallée de la Fensch en bleu ciel, le bassin de Longwy en doré)	p. 55
Figure n°10 : Cartes du territoire de la vallée de la Fensch (gauche) et du bassin de Longwy (droite) représentant le parti arrivé en tête du 1er tour des élections municipales de 2014 par commune.....	p. 56
Figure n°11 : Comparaison du paysage longovicien, orienté vers la vallée de la Chiers et les anciennes aciéries de Longwy.....	p. 60
Figure n°12 : Comparaison du paysage longovicien, orienté vers la vallée de la Moulaine et le site de Senelle.....	p. 61
Figure n°13 : Comparaison du paysage longovicien, orienté vers la vallée de la Moulaine et le site de Senelle et son ancien crassier.....	p. 62
Figure n°14 : Comparaison du paysage du val de Fensch, depuis la côte Saint-Jacques de Nilvange (près de l'église éponyme) en direction d'Hayange.....	p. 63

Figure n°15 : Comparaison du paysage du val de Fensch, depuis la côte des Vignes d'Hayange en direction de l'aval (Florange, Uckange).....	p. 64
Figure n°16 : Comparaison du paysage du haut val de Fensch, depuis la côte des Dames de Knutange et direction de l'amont (Algrange, Fontoy)	p. 65
Figure n°17 : Comparaison des vues aériennes du bassin de Longwy, avec un focus sur Longwy-Bas, entre 1960 et 2021.....	p. 67-69
Figure n°18 : Comparaison des vues aériennes de la vallée de la Fensch, avec un focus sur Hayange, entre 1960 et 2021.....	p. 70-72
Figure n°19 : Vue des usines de la Chiers et des Aciéries de Longwy en 1929.....	p. 91
Figure n°20 : Héliport international de Longwy en 2022.....	p. 93
Figure n°21 : Les usines de Fontoy et de la Paix dans l'entre-deux-guerres.....	p. 95
Figure n°22 : Vestiges de l'usine de Fontoy sur la friche dite « la Paix » ou « SMK » en 2022.....	p. 98
Figure n°23 : Vues des vestiges de l'usine de Senelle dans le golf de Longwy en 2022.....	p. 101
Figure n°24 : Parcours « Archéologie industrielle » du projet de <i>Carrefour des mutations</i>	p. 104
Figure n°25 : Dynamitage d'un haut fourneau de l'usine sidérurgique de Senelle à Longwy (Meurthe-et-Moselle).....	p. 106
Figure n°26 : Haut-fourneau U4 et « jardin des traces » en 2019.....	p. 108
Figure n°27 : L'usine d'Uckange entière en 1991, année de sa fermeture.....	p. 110
Figure n°28 : Installation lumineuse « Tous les Soleils » de Claude Lévêque au crépuscule.....	p. 112
Figure n°29 : Magasins généraux et grands-bureaux de l'usine d'Uckange en 2022.....	p. 113
Figure n°30 : Vue générale de l'usine sidérurgique de Florange en 2022.....	p. 116
Figure n°31 : Usines de Wendel d'Hayange-Patural dans leur état des années 1950.....	p. 117
Figure n°32 : Hauts-fourneaux du Patural et aciérie Sollac (site Fenderie) en activité en 2009.....	p. 119

Figure n°33 : Le symbole « SOS Emploi » utilisé en 1979 à Longwy puis en 2012 à Hayange.....	p. 146
Figure n°34 : Pancarte placée par des manifestants lors d'un mouvement social en 1979 sur les bâtiments des grands-bureaux de Senelle (Herserange), image extraite du film documentaire Longwy de Stephen Bingham.....	p. 148
Figure n°35 : Détails des vitraux de Louis Majorelle aux Grands bureaux des Aciéries de Longwy (posés en 1928)	p. 168
Figure n°36 : Visages d'anciens sidérurgistes affichés devant l'U4 le 4 avril 2022.....	p. 183

TABLE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau n°1 : Evolution des effectifs des mines de fer en Lorraine.....	p. 41
Graphique n°1 : Evolution des effectifs des mines de fer en Lorraine.....	p. 41
Tableau n°2 : Evolution des effectifs des usines sidérurgiques en Lorraine.....	p. 41
Graphique n°2 : Evolution des effectifs des usines sidérurgiques en Lorraine.....	p. 41
Tableau n°3 : Evolution de la population sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Longwy	p. 51
Tableau n°4 : Evolution de la population sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Val de Fensch.....	p. 51
Graphique n°3 : Evolution du nombre d'habitant dans la Communauté d'agglomération de Longwy comparée à celle du Val de Fensch entre 1968 et 2018.....	p. 51
Graphique n°4 : Evolution de la densité de population dans la Communauté d'agglomération de Longwy comparée à celle du Val de Fensch entre 1968 et 2018.....	p. 51
Graphique n°5 : Evolution du nombre d'emplois et de celui des actifs résidant dans la CA du Val de Fensch (droite) et de Longwy (gauche) de 2008 à 2018.....	p. 52
Graphique n°6 : Evolution du nombre d'emplois dans le secteur industriel dans la Communauté d'agglomération du Val de Fensch et celle de Longwy entre 2008 et 2018.	p. 53
Tableau n°5 : Evolution du taux du chômage dans la CAL et la CAVF comparé à la Région Grand Est et à l'ensemble de la France métropolitaine entre 2008 et 2018.....	p. 54
Graphique n°7 : Evolution du taux du chômage dans la CAL et la CAVF comparé à la Région Grand Est et à l'ensemble de la France métropolitaine entre 2008 et 2018.....	p. 54
Graphique n°8 : Composition des groupes de répondants en termes de genre.....	p. 154
Tableau n°6 : Composition des groupes de répondants en termes de genre	p. 154
Graphique n°9 : Comparaison de la fréquence des discussion en famille relatives à la sidérurgie et aux mines entre les répondants du groupe « Longwy » (gauche) et de groupe Fensch (droite).....	p. 155

Tableau n°7 : Comparaison de la fréquence des discussion en famille relatives à la sidérurgie et aux mines entre les répondants du groupe « Longwy » (gauche) et de groupe Fensch (droite)	p. 156
Tableau n°8 : Comparaison de la fréquence des discussion en dehors de la sphère familiale relatives à la sidérurgie et aux mines entre les répondants du groupe « Longwy » (gauche) et de groupe Fensch (droite).....	p. 157
Graphique n°10 : Comparaison de la fréquence des discussion en dehors de la sphère familiale relatives à la sidérurgie et aux mines entre les répondants du groupe « Longwy » (gauche) et de groupe Fensch (droite).....	p. 157
Graphique n°11 : Comparaison du regard porté sur la sidérurgie selon le groupe d'étude (gauche) et le genre (droite).....	p. 158
Tableau n°9 : Comparaison du regard porté sur la sidérurgie selon le groupe d'étude.....	p. 159
Tableau n°10 : Comparaison du regard porté sur la sidérurgie selon le genre.....	p. 159
Graphique n°12 : Comparaison du regard sur la qualité de vie pendant la période de mono-industrie sidérurgique entre les deux groupes.....	p. 160
Tableau n°11 : Comparaison du regard sur la qualité de vie pendant la période de mono-industrie sidérurgique entre les deux groupes.....	p. 160
Tableau n°12 : Comparaison du regard sur la qualité de vie pendant la période de mono-industrie sidérurgique selon le genre.....	p. 160
Graphique n°13 : Comparaison du regard sur la qualité de vie pendant la période de mono-industrie sidérurgique selon le genre.....	p. 161
Graphique n°14 : Comparaison du l'opinion sur la désindustrialisation en fonction selon le groupe de référence.....	p. 162
Tableau n°13 : Comparaison du l'opinion sur la désindustrialisation en fonction selon le groupe de référence.....	p. 162
Tableau n°14 : Comparaison des opinions sur la désindustrialisation en fonction selon le genre.....	p. 162
Graphique n°15 : Comparaison du l'opinion sur la désindustrialisation en fonction selon le genre	p. 163

Graphique n°16 : Comparaison de l'acceptation du qualificatif de territoire « industriel » selon le territoire de référence.....	p. 164
Tableau n°15 : Comparaison de l'acceptation du qualificatif de territoire « industriel » selon le territoire de référence.....	p. 164
Graphique n°17 : Association des lieux énuméré à la sidérurgie (cumulé des chiffres bruts)	p. 166
Graphique n°18 : Comparaison du taux d'association des lieux énuméré à la sidérurgie selon le groupe de référence (en pourcentage).....	p. 169
Graphique n°19 : Comparaison des territoires d'identification des répondants selon le groupe (en pourcentage)	p. 172
Graphique n°20 : Comparaison des opinions sur la nécessité de la préservation des mémoires de la sidérurgie selon le groupe d'appartenance (en pourcentage).....	p. 173
Graphique n°21 : Comparaison des opinions sur le traitement des mémoires de la sidérurgie selon la tranche d'âge (en pourcentage).....	p. 173
Graphique n°22 : Comparaison des pratiques des répondants des deux groupes en termes de tourisme industriel (en pourcentage, par groupe).....	p. 174
Graphique n°23 : Comparaison de l'opinion sur la fin de la sidérurgie en fonction du profil résidentiel.....	p. 178

INDEX DES NOMS PROPRES

- AGAPE, 94
 Algrange, 14, 16, 21, 26,
 27, 30, 33, 36, 49, 65,
 95, 97, 98, 130, 145,
 167, x
 AMICAL, V, 79, 151,
 183
 AMOMFERLOR, 113,
 128, 182, i, viii
 APEP, 127
 ArcelorMittal, 1, 8, 24,
 47, 86, 113, 114, 118,
 120, 131, 170, 181, iv,
 v
 Auchan, 92, 93, 170, 180
 Aumetz-Friede, 20, 25,
 33, 49
 Barre, 75, 77, 78, 89
 Belgique, 14, 36, 37, 38,
 82, 92, 185
 CAL, 53, 54, 79, 85, 87,
 101, 105, 107, 131,
 183, xiii
 CAVF, 53, 54, 79, 85, 86,
 87, 95, 96, 97, 98, 112,
 118, 119, 131, 185, xiii
 CCSTI, 102
 CFDT, 44, 45, 46, 47, 57,
 80, 91, 109, 147, 187
 CGT, 2, 44, 45, 46, 47,
 57, 109, 110, 132, 187
 Chérèque, 46, 80, 91, 125,
 v
 Chiers, 3, 14, 17, 20, 21,
 36, 37, 40, 49, 50, 60,
 68, 77, 85, 88, 89, 90,
 91, 94, 140, 153, 165,
 179, 180, v, ix, x
 Colnot, 111, 115, 128
 Communauté
 d'agglomération de
 Longwy, V, 51, 79,
 150, vi, vii, xiii
 Communauté
 d'agglomération du Val
 de Fensch, IV, V, 51,
 53, 79, 80, 197, vii, xiii
 Conroy, 17
 Coulmy, 26
 Darche, 147, 168
 DATAR, 10, 44, 79, 81,
 82, 100, 123, 125, 126,
 vi
 Davignon, 43
 De Saintignon, 20
 De Wendel, 20, 25, 42,
 186
 Durieux, 92
 Edelblutte, V, 8, 14, 49,
 76, 99, 118, 131, 188,
 194
 Edouard Martin, 1, 48
 EPFGe, 85, 87, 118
 EPFL, 85
 EPML, 80, 82, 85, 94, 96,
 118, 124, 126, vi
 Esch-sur-Alzette, 103,
 107, 132
 Fameck, 14, 16, 26, 35,
 50, 56
 Fenderie, 20, 21, 22, 89,
 117, 118, 119, x
 Fensch, 2, 3, 5, 7, 8, 9, 13,
 14, 16, 17, 18, 19, 20,
 21, 23, 24, 25, 26, 27,
 28, 29, 30, 31, 32, 33,
 35, 36, 37, 38, 39, 40,
 42, 44, 46, 48, 49, 50,
 51, 52, 53, 54, 55, 56,
 57, 58, 59, 60, 63, 64,
 65, 66, 70, 71, 73, 75,
 78, 79, 80, 81, 82, 83,
 84, 85, 86, 87, 88, 89,
 90, 95, 96, 97, 108,
 115, 116, 118, 119,
 120, 121, 122, 125,
 128, 130, 131, 133,
 134, 140, 142, 143,
 144, 145, 150, 151,
 153, 154, 155, 156,
 157, 158, 159, 160,
 161, 162, 163, 164,
 165, 167, 170, 171,
 172, 174, 175, 179,
 181, 182, 184, 187,
 188, 189, 190, 193,
 194, 196, ii, iii, v, ix, x,
 xiii, xiv
 Florange, 1, 8, 14, 16, 21,
 22, 26, 36, 47, 50, 64,
 71, 86, 87, 89, 116,
 118, 120, 125, 164,
 170, 171, 175, 181, v,
 ix, x
 François Hollande, 1, 47,
 117, 120
 François Mitterrand, 46
 Frères Stumm, 20, 30,
 108
 Gargan, 26, 27, 29, 30, ix
 Givors, 188
 Gorcy, 18
 Gouraincourt, 26, 27, 29,
 35, 91, 131, 145, 165,
 167, 171, 180, 188
 Grand Est, IV, 1, 15, 16,
 37, 52, 53, 54, 84, 85,
 130, vii, xiii
 Grande Région, 112, 185
 Hayange, 1, 2, 5, 8, 14,
 16, 17, 18, 20, 21, 22,
 23, 24, 25, 26, 27, 29,
 30, 31, 33, 34, 35, 36,
 37, 38, 42, 44, 47, 56,
 59, 63, 64, 65, 66, 70,
 71, 73, 83, 86, 87, 116,
 117, 118, 119, 133,
 147, 167, 168, 185,
 193, 195, iv, v, vi, ix, x
 Joeuf, 18, 20, 42, 44, 73,
 89
 Kaldo, 40, 43
 La Paix, 145, 180
 Lacaze, 44, 81, 82, 94,
 100, 102, 123, 124
 Lasauvage, 18, 132, 175
 Lavilliers, 47, 109, 189
 Lévèque, 112, 187, x
 Longlaville, 14, 15, 26,
 27, 28, 56, 60, 77, 89,
 91, 93, 165, 167, 171,
 184, viii
 Longwy, 2, 3, 4, 5, 13, 14,
 15, 17, 18, 19, 20, 21,

23, 24, 25, 26, 27, 28,
 29, 32, 34, 36, 37, 38,
 39, 40, 42, 43, 44, 45,
 46, 47, 48, 49, 50, 52,
 53, 54, 55, 56, 57, 58,
 59, 60, 61, 62, 66, 67,
 68, 73, 75, 77, 78, 79,
 80, 81, 82, 83, 84, 85,
 86, 87, 88, 89, 90, 91,
 93, 94, 95, 100, 101,
 102, 103, 104, 105,
 106, 107, 114, 121,
 122, 123, 125, 126,
 127, 128, 129, 130,
 131, 133, 134, 135,
 140, 141, 142, 143,
 144, 145, 146, 147,
 148, 149, 150, 151,
 153, 154, 155, 156,
 157, 158, 159, 160,
 161, 162, 164, 165,
 167, 168, 170, 171,
 172, 175, 179, 180,
 182, 183, 184, 185,
 187, 188, 189, 190,
 193, 194, 195, 196,
 197, i, iii, v, vi, vii, viii,
 ix, x, xi, xiii, xiv
 Lorfonte, 47, 108, 109,
 111, 112
 Luxembourg, 4, 5, 14, 34,
 36, 37, 38, 50, 53, 78,
 82, 84, 86, 92, 107,
 112, 130, 132, 174,
 175, 185, v
 Majorelle, 165, 167, 168,
 171, 180, 188, xi
 Marochini, V, 8, 50, 53,
 79, 80, 85, 96, 97, 119,
 131, vii
 Marspich, 21, 22, 23, 24,
 50, 71, 116, 170
 Masseret, 83
 Matys, 109
 MECILOR, V, 111, 112,
 114, 115, 128, 151,
 182, 183, 185, 187, vii,
 viii
 MetaFensch, 113, 114,
 131, 170, 181
 Metz, 7, 18, 23, 24, 32,
 36, 38, 43, 45, 47, 71,
 79, 80, 109, 125, 140,
 143, i
 Meurthe-et-Moselle, 3,
 15, 18, 20, 28, 31, 34,
 60, 61, 62, 83, 92, 106,
 171, 172, v, vi, x
 Mont-Saint-Martin, 14,
 15, 18, 19, 20, 26, 29,
 56, 60, 77, 79, 83, 89,
 91, 92, 93, 94, 167, 184
 Moselle, IV, 1, 2, 3, 16,
 17, 18, 23, 24, 25, 27,
 28, 31, 32, 33, 36, 42,
 63, 64, 65, 83, 90, 92,
 107, 110, 111, 125,
 140, 171, 172, 175, iii,
 iv, vi, vii
 Moulaine, 14, 17, 21, 27,
 61, 62, ix
 Moyeuve-Grande, 5, 17,
 89
 Nancy, V, 3, 17, 21, 43,
 47, 80, 172
 Neufchef, 16, 42, 50, 127,
 129, 134, 167, 175,
 186, 187, 195, viii
 Nicolas Mathieu, 8, 34,
 37, 142, 150, 189
 Nilvange, 16, 19, 24, 26,
 27, 33, 38, 49, 59, 63,
 65, 71, 95, 98, 145,
 167, ix
 Paradeis, 111, 115, 128
 Patural, 1, 8, 21, 22, 37,
 38, 40, 42, 47, 59, 63,
 64, 71, 87, 89, 114,
 116, 117, 118, 119,
 120, 133, 165, 170,
 175, x
 Pays-Haut, 2, 3, 20, 25,
 28, 37, 50, 71, 130,
 140, 171, 172, 180,
 188, iii, vii
 Providence, 20, 42, 68,
 101, 128, 170, 175, 181
 Réhon, 14, 15, 20, 27, 28,
 37, 38, 42, 46, 56, 68,
 79, 101, 132, 175, vii
 Reichen & Robert, 103,
 105, 128
 Ruhr, 36, 85, viii
 Sacilor, 2, 40, 42, 46, 47,
 77, 78, 89, 100, 101,
 105, 108
 Saint-Nicolas-en-Forêt,
 26, 27
 Saulnes, 14, 15, 18, 42,
 68, 79, 101, 108
 Serémange-Erzange, 1, 2,
 21, 22, 26, 27, 28, 38,
 48, 50, 66, 87, 116,
 117, 118
 SMK, 8, 21, 42, 71, 79,
 80, 82, 86, 94, 95, 96,
 98, 108, 147, 170, 180,
 iii, x
 Sollac, 2, 21, 42, 116,
 117, 119, x
 Soufflantes, 93, 170, 184,
 v
 Stiring-Wendel, 18
 Suzange, 26, 27
 Thionville, 3, 14, 16, 34,
 36, 37, 40, 42, 43, 47,
 53, 68, 71, 78, 87, 95,
 97, 109, 130, 140
 Thomas, 2, 14, 18, 20, 73,
 101, 182, 186, 188, iv
 Tornatore, 4, 5, 8, 100,
 104, 105, 107, 109,
 111, 140, 148, 179,
 181, 182
 Trois-Frontières, 23, 93,
 102, 170, 171, 180
 U4, 8, 66, 71, 100, 108,
 109, 110, 111, 114,
 128, 131, 147, 165,
 170, 175, 179, 180,
 181, 182, 183, 185,
 187, 195, vi, viii, x, xi
 Uckange, 4, 8, 14, 16, 20,
 21, 27, 30, 36, 37, 38,
 42, 44, 47, 50, 56, 64,
 66, 71, 83, 85, 86, 89,
 100, 107, 108, 109,
 110, 111, 113, 114,
 119, 128, 129, 131,
 134, 165, 168, 170,
 179, 182, 185, 186,
 195, vi, vii, viii, x
 Vauban, 14, 18, 29, 48,
 132, 133, 147, 168

Villerupt, 2, 3, 28, 35, 47,
127, 140

Völklingen, 6, 186, iii

Patrimonializar a desindustrialização? Questões de memória e identidade no centro da transformação das paisagens pós-industriais em dois "vales de ferro" da Lorena

O que resta das paisagens industriais na Lorena é de facto o resultado de mais de trinta anos de desindustrialização, à maneira de Longwy e do vale de Fensch: dois vales mineiros e siderúrgicos moldados por um século pela indústria. Através deste trabalho, abordamos as paisagens pós-industriais como consequência do desenvolvimento que se tem vindo a verificar desde que o emprego enfraqueceu. No entanto, o que acontece à memória desta indústria quando os vestígios são apagados? Em Longwy, nos anos 80, a questão da preservação dos vestígios da memória da indústria siderúrgica não se colocou, como aconteceu um pouco mais tarde em Uckange, no Fensch. Quando faltam "lugares de memória", o trabalho de memória está completo? E podem os monumentos "totem" encarnar e transportar as memórias de um tal período?

Patrimonialiser la désindustrialisation ? Enjeux de mémoires et d'identité au cœur de la mutation des paysages post-industriels de deux « vallées du fer » de Lorraine

Ce qu'il reste des paysages industriels en Lorraine, c'est en réalité le résultat de plus de trente années de désindustrialisation, à la manière de Longwy et de la vallée de la Fensch : deux vallées minières et sidérurgiques modelées depuis un siècle par l'industrie. A travers ce travail, nous abordons les paysages post-industriels comme la conséquence de l'aménagement tel qu'il s'est opéré depuis que l'emploi s'est étiolé. Pourtant, que devient le souvenir de cette industrie lorsque les traces sont effacées ? A Longwy, dans les années 1980, la question de conserver des traces pour la mémoire de la sidérurgie ne s'est pas posée comme un peu plus tard à Uckange, dans la Fensch. Lorsque les « lieux de mémoire » font défaut, le travail de mémoire est-il complet ? Et des monuments « totems » peuvent-ils incarner et porter les mémoires d'une telle période ?

Patrimonialising deindustrialisation? Memories and identity issues within the mutation of postindustrial landscapes in two "iron valleys" in the Lorraine region

The remains of industrial landscapes in Lorraine truly are the results of more than thirty years of deindustrialisation, so are Longwy and the Fensch valley: two mining and steel industry valleys, shaped for a century by industry. In this research, post-industrial landscapes are considered as the aftermath of land-use planning as it has occurred since industrial employment declined. Yet what has become the memory of the industry when the marks have been erased? In Longwy, in the 1980s, the issues of preserving marks were not raised as it was later in Uckange, Fensch valley. When the "memory spaces" lack, is memory labour achieved? And can a "totem" monument carry and embody the memories of such a period?

Paisages culturels – Universidade de Évora

mémoire, lorraine, aménagement, sidérurgie, patrimoine industriel, paysage

memoria, lorena, ordenamento, siderurgia, património industrial, paisagem

memory, lorraine, land planning, steel industry, industrial heritage landscape

Master TPTI

www.tpti.eu/

ANNEXES

Annexe n°1 : Porches monumentaux de mines (voir Chapitre I, I., A/)

Mine de Fontoy (ex-Grube Fentsch), ouverte en 1873, porche construit en 1900 par la Fentscher Hütte, par l'entreprise allemande Bochumer Verein, fermeture définitive en 1952 -
Photographie : avril 2022, Julien Maion



Mine d'Hayange ou mine de Wendel, galerie dite « de Moyeuivre », ouverte supposément au XVIII^e siècle, porche de 1856, par la famille de Wendel, date de fermeture inconnue -
Photographie : avril 2022, Julien Maion



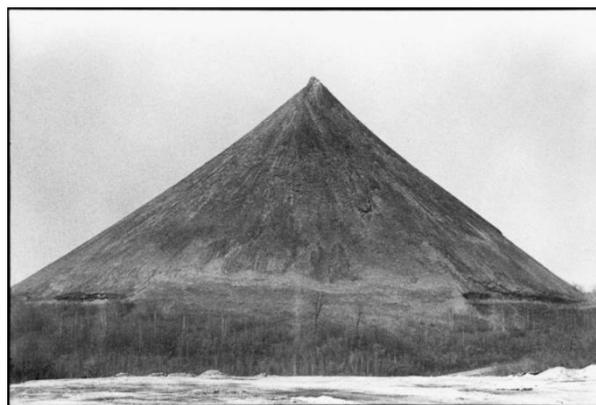
Annexe n°2 : Tour-balance permettant l'acheminement du minerai depuis les mines de Mont-Saint-Martin et Coulmy aux usines du Prieuré par wagonnets suspendus, construite supposément au milieu du XIX^e siècle par l'entreprise du Baron Oscar d'Adelswärd - Photographies : avril 2022, Julien Maion (voir Chapitre I, I., A/)



Annexe N°3 : Vue des hauts-fourneaux du Patural (Hayange) et des aciéries de l'usine de Fenderie (Hayange / Serémange-Erzange), dans leur état de 1976 (dernière reconstruction), depuis la pente menant au stade Guy de Wendel d'Hayange, dans une rue suivant un léger promontoire - Photographie : juin 2022, Julien Maion (voir Chapitre I, I., B/)



Annexe n°4 : Le crassier de Senelle, en 1978, vue depuis le belvédère du château et de près - Photographies : 1978, Alex Jordan, alex-jordan.fr/ (voir Chapitre I, I., C/)



La partie supérieure du golf international de Longwy, à l'emplacement de l'ancien crassier « au-dessus de Senelle » - Photographie : juin 2022, Julien Maion (voir Chapitre I, I., C/ et chapitre II., A et III., A/)



Annexe n°5 : Vue du crassier de Marspich et de ses installations au sommet de la colline en arrière-plan, et au moyen-plan de l'usine de Fenderie (cokerie à Serémange-Erzange), depuis les hauteurs de Serémange-Erzange (sud-ouest) (Photographie : juin 2022, Julien Maion) (voir Chapitre I, I., C/)



Annexe n°6 : Exemples de cités minières et ouvrières (voir Chapitre I, II, A/ et B/)

Faubourg de Suzange, Serémange-Erzange (1890-1900) – Julien Maion, juin 2022



Cité de la mine de La Paix, Nilvange (1898) – Julien Maion, avril 2022



Cité de la mine d'Angevillers, dite « Röchling », section « Terres Rouges », anciennement « d'Italie », Algrange (1914) – Julien Maion, avril 2022



Cité Bellevue, Hayange (années 1920) – Julien Maion, avril 2022



Cité Maroc, Serémange-Erzange (1928) – Julien Maion, juin 2022



Cités de Gouraincourt, Longwy/Mont-Saint-Martin (1882 -) – Julien Maion, mars 2022



Cité Lafontaine, Longwy (fin XIX^e, début XX^e siècle) – Julien Maion, avril 2022



Cités Merlin, Longwy (début du XX^e siècle) – Julien Maion, juin 2022



Cité d'Heumont, Réhon (1926) – Julien Maion, juin 2022



Annexe n°7 : Wagonnets de mines repeints par la municipalité d'Hayange en bleu-blanc-rouge, après intervention de militants lors de la manifestation du 23 août 2014 Photographie par l'AFP (Agence France Presse), sur huffington-post.fr (voir Chapitre I, II, B/ et C/, et III., C/)



Annexe N°8 : Vue d'Hayange depuis la Notre-Dame-des-Vignes (Julien Maion, juillet 2019) (Voir Chapitre I, II, D/)



Annexe n°9 : Chronologie contextualisée de la désindustrialisation dans les bassins de Longwy et de la vallée de la Fensch (voir Chapitre I, III. A/)

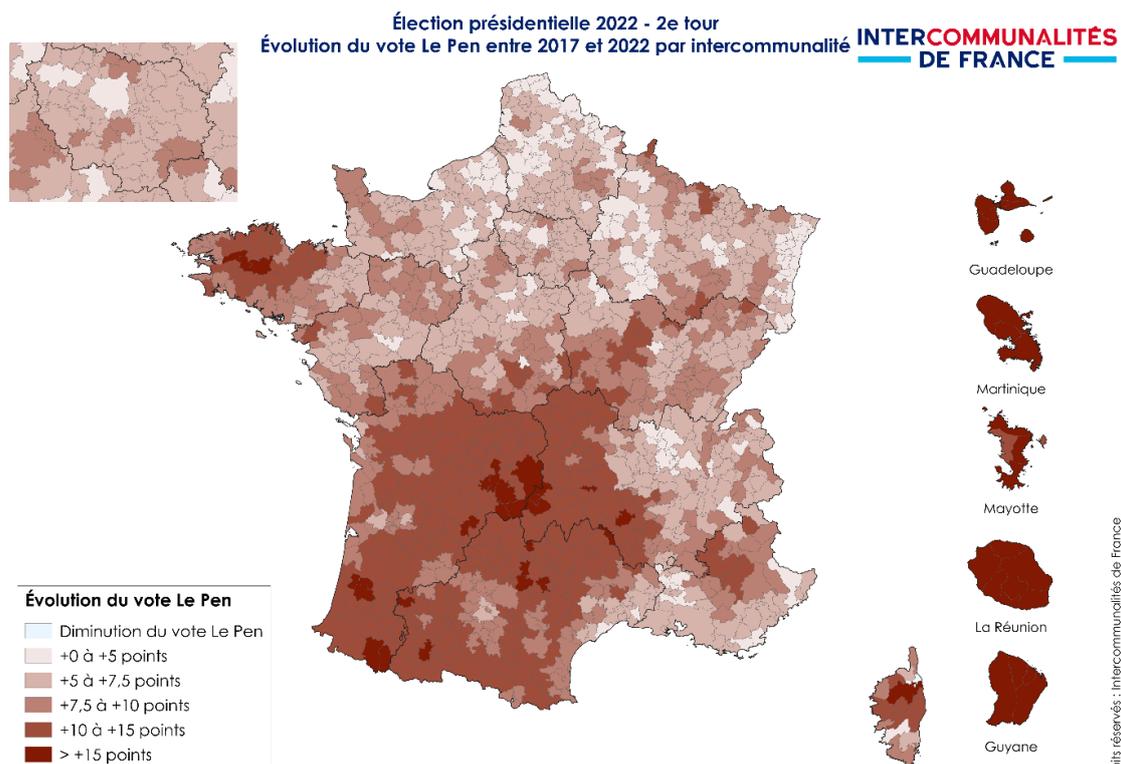
<p>1967 : arrêt de la production aux Aciéries de Longwy</p> <p>1977 : Arrêt de 2 hauts-fourneaux sur 3 à Senelle</p> <p>1978-79 : fermeture de l'Usine de la Chiers, dissolution de la Société des Aciéries de Longwy</p>	<p>1966 : Usinor absorbe Lorraine-Escaut</p> <ul style="list-style-type: none"> → Usine de Thionville → Aciéries de Longwy (fermeture) → Usine de la Chiers : hauts-fourneaux → Usine de Senelle : hauts-fourneaux, aciéries, train à fil <p>1979 : Usinor absorbe Cockerill</p> <ul style="list-style-type: none"> → Usine de la Providence Rehon <p>1981 : nationalisation d'Usinor</p>	<p>Jusqu'en 1995 : fermeture des mines de Lorraine (remplacement par minerais extra-européen)</p> <p>1971-74 : arrêt des aciéries et hauts fourneaux d'Hayange-Saint-Jacques (spécialisation sur les rails) et de Knutange (usine de la Paix-SMK)</p>	<p>1948 : création de la Sollac</p> <ul style="list-style-type: none"> → Usine intégrée de Florange : laminage <p>1968 : fusion des sociétés sidérurgiques de Moselle pour former Wendel-Sidélor</p> <ul style="list-style-type: none"> → Usine de la Paix (SMK – usine intégrée) → Usine d'Hayange Saint-Jacques (hauts-fourneaux) → Usine d'Hayange-Patural (hauts-fourneaux) → Sollac (filiale) : usine intégrée (aciérie, cokerie, laminoirs) → Usines de Rombas, Hagondange, Joeuf, Moyeuvre-Grande... <p>1973 : Wendel-Sidélor devient Sacilor par absorption</p> <p>1978 : regroupement des mines sous la filiale Lormines</p> <p>1981 : nationalisation de Sacilor</p>
---	--	---	--

Gauche : Fermetures d'unités de production

Droite : Restructurations des entreprises et achats d'unités

<p>1987 : Fermeture de Senelle (haut-fourneau et aciérie) et de Rehon (hauts-fourneaux et aciéries) par Unimétal</p> <p>1991 : Fermeture de l'usine d'Uckange (haut-fourneau) par Lorfonte (Usinor)</p> <p>2005 : Arrêt du train universel d'Herseange par ArcelorMittal</p> <p>2015 : mise sous cocon du haut-fourneau d'Hayange (ArcelorMittal)</p> <p>2020 : fermeture des aciéries et de la cokerie de l'usine de Florange (site Fenderie) par ArcelorMittal</p>	<p>1984 : création d'Unimétal (produits-longs), et d'Ascométal (acières spéciaux) filiales partagées d'Usinor et Sacilor</p> <p>1986 : fusion <i>de facto</i> d'Usinor et Sacilor</p> <ul style="list-style-type: none"> → Absorption des Hauts-Fourneaux réunis de Saulnes et Uckange (HFRSU) <p>1987 : Sollac dédiée aux produits plats</p> <p>1995 : privatisation d'Usinor(-Sacilor)</p> <p>2001 : création d'Arcelor par la fusion d'Usinor, Arbed (Lux.) et Aceralia (Espagne)</p> <p>2004 : OPA hostile de Mittal, création d'ArcelorMittal</p>
--	---

Annexe n°10 : Carte présentant l'évolution du vote pour Marine Le Pen au 2nd tour des élections présidentielles entre 2017 et 2022 par intercommunalité, par Association des Communautés de France, avril 2022 (voir Chapitre I, III., C/)



Source : Intercommunalités de France, à partir des données du ministère de l'Intérieur - Fond de carte IGN — Avril 2022

Annexe N°11 : Entretiens (comptes-rendus) (Voir Chapitre II et III)

Entretien du 14 mars 2022, à Réhon, avec Monsieur Éric Marochini, Directeur général des Services de la Communauté d'agglomération de Longwy, ancien directeur de cabinet puis Directeur général adjoint à l'Aménagement à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch, et chercheur en géographie au centre LOTERR de l'Université de Lorraine

Au commencement de l'entretien, nous évoquons un des champs d'action que la recherche pouvait toucher et qui sont les potentiels blocages liés au jeu et aux projets politiques particuliers dans l'agglomération de Longwy. Ces questions sont à mettre en garde avec la situation de la commune de Mont-Saint-Martin où l'urbanisation commerciale a déjà connu des extensions très importantes mais qui présente aussi des implantations industrielles d'avenir comme Glanzstoff et Carbios. On questionne un certain retour des industries avec un investissement sur l'économie circulaire et des exemples nouveaux comme une entreprise logistique s'implantant récemment et des nouvelles branches liés au bois. On y voit la possibilité d'un retour de l'emploi sur le territoire.

La question des friches étant soulevée, on me précise que pour le moment la Communauté d'agglomération n'est pas dotée d'un spécialiste en charge de cette thématique. Jusqu'à aujourd'hui c'est à l'échelon communal que se gèrent les projets de friche, l'intercommunalité n'étant pas le niveau décisionnel prisé par les municipalités. Néanmoins, l'existence de sites dépassant les frontières communales comme Senelle-Gare révèle la pertinence d'un projet réfléchi à échelle intercommunale, notamment vu l'importance du nœud ferroviaire. Un élément défavorable étant le manque d'outils opérationnels entre les mains de l'EPCI pour gérer les projets au-delà de l'étude.

Une explication de la difficulté de l'intercommunalité à créer une dynamique serait à trouver dans la temporalité de son évolution. En comparaison avec la CA du Val de Fensch, où notre interlocuteur a été directeur de cabinet, la CAL s'est créée postérieurement à la désindustrialisation, soit à une période de déstabilisation nécessaire des équilibres politiques locaux. Ceci tendrait à expliquer les obstacles à la mise en cohérence des programmes d'aménagement. De plus, la mise en cohérence des programmes peut s'apparenter aux tentatives de « grands projets » tels que le PED ambitionné par Jacques Chérèque, sous la présidence de François Mitterrand, et dont les effets tant attendus sur l'emploi n'ont pas été obtenus.

Aujourd'hui, persistes des difficultés héritées des erreurs de politique publique de l'époque de la désindustrialisation. Le manque de compromis entre communes s'est soldé par une gestion partielle de friches et la domination d'un réflexe d'enlèvement des « traces ». Aussi motivé par des questions économiques, à une époque de raréfaction des ressources financières locales, une moindre dépollution était généralement privilégiée : il s'agissait de combler les « vides » et nettoyer la surface visible. Comme montré dans l'article sur la friche de la Paix, ce choix laisse en place des pollutions aux hydrocarbures et métaux lourds, des structures en béton vides en sous-sol et des problèmes hydrologiques (imperméabilisation des sols, mauvaise gestion des cours d'eaux...).

Pourtant les friches sont désormais, en ce lieu précis, une opportunité en raison de l'économie résidentielle. Avec la politique nationale de densification du bâti dite du « zéro artificialisation nette », le recyclage du foncier est en croissance. Les terrains doivent cependant être rendus constructibles pour une fonction résidentielle. La dépollution engendre encore des coûts importants malgré la hausse des compétences d'entreprises spécialisées sur le sujet. De plus, la compétence obligatoire GEMAPI sur la gestion des milieux aquatiques et inondations fait

incomber à la CAL des coûts très importants, et il s'agit justement d'un sujet majeur pour les rivières des vallées industrielles comme la Chiers et la Fensch. De plus, il s'agit d'aménagement qui impactent nécessairement l'urbanisme et l'environnement avec les réseaux d'assainissement et d'eau potable. L'économie résidentielle représente un grand enjeu pour les communes qui sont souvent obligées de trouver une nouvelle source de revenus fiscaux : à Hayange, le départ définitif de l'entreprise ArcelorMittal et donc des revenus de la taxe professionnelle vont voir le montant de l'attribution de compensation de la commune révisé sans qu'elle ne compense cette perte.

Nous insistons sur le rôle centrale des personnalités politiques locales dans la patrimonialisation difficile de l'U4 d'Uckange, à savoir Michel Paradeis, maire de la ville, et Bernard Colnot, ancien ingénieur de l'usine. E. Marochini insiste sur l'influence de la connaissance du terrain étudié dans ce cadre et se réfère aux ressources disponibles à la Médiathèque de Nilvange. Il discute des différentes traditions politiques existant dans ces territoires. Le Val de Fensch connût une certaine hégémonie du Parti Socialiste (PS) avec des exceptions communistes comme Algrange et dans une moindre mesure Serémange-Erzange. Désormais, il n'y a plus d'hégémonie lisible même si le Rassemblement national se démarque dans ce paysage « multicolore ». Longwy a été longtemps un bastion du Parti communiste français, qui aujourd'hui persiste notamment avec la force des figures locales et de leurs héritiers. Même si Longwy est gouvernée par le PS, les communes principales restent fidèles au PCF comme Mont-Saint-Martin ou à la gauche radicale contemporaine comme Longlaville, passée à la France insoumise put de nouveau au PCF. Les rapports de force locaux suivent souvent ces lignes de ruptures politiques.

Un autres élément de complexité soulevé est la différence des polarités : la Fensch est polarisée par Thionville, ex-Métropole du fer dont on oublie souvent les aciéries, par rapport à Longwy « berceau du fer ». Sur *Géographie lorraine*, Thionville passe d'un cœur de production industriel à une centralité administrative qui offre des services en termes de santé, social et éducation que Longwy occupe dans son secteur.

D'ajouter qu'aujourd'hui la loi dite « friches » permet la possibilité de reporter la responsabilité environnementale sur les propriétaires des terrains à dépolluer. Les communes détiennent désormais la possibilité de céder des terrains qui imposent des travaux coûteux dans la « vocation qui est la leur » (selon les termes du Code de l'urbanisme). Un problème est pourtant soulevé. Dans ces territoires, le débouché industriel « originel » n'est pas le plus prometteur, qui est plutôt le résidentiel par l'attraction de résidents aux revenus plus élevés, alors que les modifications préalables nécessaires du PLU (Plan local d'urbanisme) sont des procédures longues et ardues.

Après une question sur de potentiels PLUi (PLU intercommunaux), on apprend qu'aujourd'hui il est possible de réaliser un PLUI-Habitat qui intègre une Programme local de l'habitat, généralement distinct. De plus, il nous est dit que l'AGAPE (Agence d'urbanisme du nord lorrain) est chargée d'évaluer son opportunité auprès des communes, dont une partie est encore réticente. Dans le Val de Fensch, le PLUi n'est pas non plus un état de fait, mais l'EPCI est rôdé à l'usage des outils d'aménagement communautaires et aux mécanismes de gouvernance *ad hoc* tels que les ZAC, les Opérations d'urbanisme spéciales...

A Longwy, l'EPFG (Etablissement public foncier du Grand est) est relativement absent au niveau opérationnel. Comme dans le cas de la friche Didier (à cheval sur Longwy et Réhon), comprenant de l'habitat en Quartier prioritaire de la ville, l'ensemble est géré en communal, en particulier la maîtrise d'œuvre sur les anciennes usines.

La CAL est cependant la propriétaire du terrain du Gold de Longwy et du haut-fourneau « couché », sa gestion est une Délégation de service public. Néanmoins, la majorité de ses usagers sont belges et luxembourgeois. Notre

interlocuteur ne conçoit pas réellement un sentiment de perte de patrimoine vis-à-vis des usines comme Senelle et rappelle la citation de Jacques Chérèque « tous les Lorrains ont un haut-fourneau dans la tête ». Concernant la mémoire cependant, il identifie des persistances : comme la Radio ARIA, héritière de Lorraine Cœur d'Acier, l'Amical (financée par la CAL). On évoque le rôle de la présence paysagère de la sidérurgie dans le territoire, comme dans la vallée de la Fensch où elle est encore en partie conservée. A Longwy, on pourrait parler de « tabula rasa » à la fois dans le paysage et dans les esprits en raison du temps, une forme de perte de « sens » qui s'explique par une difficulté de la mémoire à s'incarner malgré sa persistance. Il s'agit d'un manque de « totem » sur le territoire et sur des friches qui, vides de signes, sont aussi vides de sens.

Des outils qui auraient pu servir de mise en cohérence des territoires sont abordés. On évacue le PED qui y a généralement failli, les communes ont souvent été réfractaires à mettre en place des projets qui pouvaient nuire au territoire voisin. Cet état de fait questionne une nouvelle fois la pertinence d'une gestion intercommunale puisqu'aujourd'hui les résultats du PED, côté français, sont essentiellement de l'expansion commerciale (mis à part Granzstoff et Cardeos) contre un retour pérenne d'industries de l'autre côté de la frontière. De nombreux terrains n'ont pas obtenu l'affectation désirée par les pouvoirs publics à l'origine malgré la cession à zéro franc par l'Etat. Par exemple, l'héliport originellement conçu pour l'hôpital de Mont-Saint-Martin est désormais inutilisé. Cependant, les résultats des politiques passées peinent à trouver des solutions aujourd'hui encore.

De nos jours, la question commerciale ressurgit. En effet, l'opération nationale Action Cœur de Ville a permis de questionner la réalité du développement commercial disproportionné de l'agglomération et de la bipolarité entre le secteur de Longwy « centre » et de la zone des « Trois-Frontières » à Mont-Saint-Martin. Cette bipolarité diffère avec la situation du Val de Fensch où la polarisation de Thionville est claire. On digresse rapidement sur la question de l'avenir des centres-villes qui tend à porter plus sur l'alimentation et les loisirs que sur le vestimentaire.

Quelles leçons nous donne l'histoire du redéveloppement territorial de Longwy depuis les années 1980 ? On pourrait noter que la recherche d'une voie claire aurait pu être née de la prise d'influence de personnalités politiques, potentiellement un ancien maire de Longwy comme Jean-Claude Durieux. Désormais, la CAL tend à soutenir la préservation de la mémoire industrielle en soutenant l'Amical dans son fonctionnement, afin qu'elle effectue le travail de mémoire, la collection et le tri des archives. E. Marochini salue la compétence de leurs équipes. Cependant, il n'y a pas encore de personne chargée de questionner la mémoire des lieux de la sidérurgie : l'Office de tourisme se concentre en majorité sur le patrimoine de Vauban et les « émaux de Longwy », l'autre industrie centrale de la ville.

Nous évoquons enfin le programme national « Territoires d'industrie » visant à créer des stratégies locales soutenues par l'Etat pour réimplanter des activités stratégiques. Néanmoins, malgré la sélection de la CAL pour ce programme, l'embauche d'un chargé de mission n'est pas encore venue. La CAL est pourtant en pointe sur des questions de gouvernance. C'est grâce à elle et sur exemple du Pôle métropolitain du Genevois français qu'est né le Pôle Métropolitain Frontalier du Nord lorrain, qui doit permettre de gérer la péréquation des ressources liées aux asymétries de développement, de revenus et de mobilités générées par la métropolisation luxembourgeoise très forte sur le territoire. Bien que tout le territoire Nord lorrain soit touché par ces questions (zones rurales proches, comme la vallée de la Fensch éloignée), la création du PM nécessitait la participation d'un EPCI de 50 000 habitants minimum bordant la frontière, position que la CAL occupe.

Enfin, nous terminons l'entretien sur des conseils, contacts et vœux de réussite mutuelle.

Entretien du 11 mars 2022, par téléphone, avec Monsieur Olivier Bianconi, Chargé de mission « Aménagement du Territoire » à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch, géographe-cartographe diplômé de l'Université de Lorraine.

Nous débutons l'échange en décrivant le rôle du chargé de mission qui porte sur les projets d'aménagement et leur dimensions opérationnelle, la reconversion des friches étant au cœur de ces projets. On compte déjà sur le territoire de la CAVF la friche de la SMK (Société Métallurgique de Knutange / La Paix), celle de l'U4, des friches ferroviaire attenantes et la nouvelle friche du « Patural » à Hayange. La mission inclut de déploiement du programme « cadre de vie », les mobilités et le réhabilitation des autres patrimoines hérités de l'industrie comme les Grands bureaux de Wendel qui présentent des problématiques de maîtrise de reconversion foncière et pour lesquels une collaboration avec l'EPFGe (Etablissement public foncier du Grand Est) et les communes de l'EPCI s'est mise en place.

Employé depuis 2006 auprès de l'intercommunalité, il a observé que l'approche des friches dans les cadres réglementaires et législatifs a évolué. Aujourd'hui, on dépasse la vision principalement axée sur la réparation environnementale. Dans le Code de l'urbanisme, les friches sont désormais mieux considérées en particulier avec l'objectif national « zéro artificialisation nette ». Des nouveaux partenaires publics, tels que la Région, s'investissent dans les reconversions de friche et concernant la pollution, on a aujourd'hui une meilleure maîtrise, grâce à l'apprentissage du passé et l'amélioration des techniques.

On a désormais un encadrement plus prononcé et développé quant aux friches : avec le renforcement des conditions de cessation d'activité des ICPE (Installations classées à la protection de l'environnement) : le suivi et les processus d'élaboration et d'études préalables aux cessations sont autant de contraintes vis-à-vis du « pollueur » pour assurer l'usage futur du site. Toutes ces opérations sont obligatoires préalablement à la démolition des bâtiments et la reconversion du site. Des friches très variées présentent des problématiques héritées du traitement passé des friches industrielles telles que celle de la SMK. Concernant cette dernière le démantèlement initial des années 1970-80 demeura partiel et ne fut que très peu contrôlé, avec un suivi mineur, ainsi aujourd'hui on observe des problèmes de pollution sur une dizaine de mètres de profondeur. A cela s'ajoute un manque de données historiques avec la perte des archives cartographiques et techniques au fil du temps. A l'inverse, dans le cas de la libération de l'emprise du Patural, un dialogue est déjà mis en place entre les collectivités et l'entreprise ArcelorMittal pour le suivi du démantèlement. Cela diffère des années 1970-80, où le démantèlement était ne suivait pas un objectif de réaffectation postérieure et que la législation concernant les pollutions de site étaient encore très légères. Encore au début des années 2000, les collectivités manquaient de connaissances sur le site de la SMK, c'est aujourd'hui qu'on rentre dans une phase où « on commence à parler aménagement ». « On peut rendre [le site] aménageable, on est bien mieux dotés. ».

Le réaménagement du site « La Paix » a été retardé pour ainsi dire. Du côté des polluants du sol, les métaux lourds ne présentent pas de dangers pour les sols et sous-sols car demeurent captifs dans les anciennes installations remblayées. Les hydrocarbures et machines demeurées sous-terre peuvent présenter des dangers en raison des risques d'inhalation par exemple. La dépollution et le démantèlement de mauvaise qualité impactent durablement l'usage du site. Désormais, la dépollution de ces éléments n'a plus d'intérêt puisque les polluants se sont fixés et les études démontrent qu'ils n'ont pas d'impact réel sur les eaux environnantes, contrairement à l'ennoyage des mines avoisinantes qui libèrent des traces métalliques dans les nappes d'eau. De plus, à avoir laissé autant de temps

le site dans cet état, on en a perdu la connaissance et dû travailler sur une autre méthodologie de travail. Un besoin est né de reconstituer le site virtuellement à partir d'anciens plans, à la manière d'une forme d'archéologie industrielle. Il a ainsi été possible de replacer les parties de l'usine géographiquement pour repérer les zones problématiques sans avoir à découvrir tout le site et cibler le regard sur les secteurs les plus sensibles et creuser à ces quelques endroits. Ne pas dépolluer immédiatement peut poser un problème mais dans ce cas, il en va de « notre connaissance sur la nappe phréatique ou les eaux de ruissellement ». Si on choisissait d'autres usages futurs, une absence de dépollution supplémentaire poserait un problème réel. A tout cela s'ajoute le problème des remblais effectués de façon « sauvage » à l'origine, avec des terres déjà polluées, des déchets ménagers, qu'il faut savoir gérer et nettoyer. En considérant ces données, le choix d'usage des terrain s'est porté sur une réduction de la part du logement à seulement 15 hectares. L'affectation des autres îlots dépend de leur complexité géotechnique et de la pollution en présence. Parmi les usages on compte : un parc (la Rotonde), un espace de remédiation végétale, un espace commercial et un espace dédié à l'artisanat. Ces usages sont déterminés par la capacité du terrain à les accueillir de façon à gérer budgétairement le programme. En effet, une dépollution complète coûterait 30 millions d'euros, « on a donc trouvé des alternatives » en réduisant le logement : au nord se trouvera l'espace habitat, au sud l'espace commercial et au centre le parc. Par la mixité fonctionnelle, on a cherché à maximiser les usages possibles face à une dépollution originelle, faite par le propriétaire, mais sans contrôle. A l'époque, l'EPML (? EDRGM) avait réalisé une cartographie avec les éléments de surface, mais en omettant l'état des sous-sols.

L'obligation de dépollution des sites est en effet récente, elle s'est étayée avec la loi ALUR de 2014 et le loi ELAN de 2018. L'Etablissement public foncier de (la Métropole) Lorraine s'est constitué sur ce champ d'action pour être un outil auprès des collectivités pour réhabiliter. Déjà à l'époque une dépollution a été entamée sous l'égide de l'EPML, mais demeura réduite à 2% de la pollution existante en raison du manque de connaissances et de techniques d'alors.

Aujourd'hui en tout cas, lorsqu'on parle de reconversion de friche, les communes sont les premières concernées ainsi que les EPCI désormais. Les objectifs généraux d'aménagement sont édictés par la DTA (Direction territoriale de l'aménagement), qui pose les grandes orientations, et par le SCoT (Schéma de Cohérence territoriale), qui détermine avec un peu plus de détail les typologies, vocations, usages des espaces et le infrastructures structurantes. A cela s'ajoutent les PLU (Plans locaux d'urbanisme) et les OAP (orientations d'aménagement et de programmation) plus localisées. Dans le cas du Patural par exemple, ni la DTA ni le SCoT ne donnent d'orientation. Le processus est donc standard, l'industrie dépose la cessation d'activité, doit présenter l'état de pollution du site et ensuite définir un usage futur qui doit être corrélé aux documents d'urbanisme rédigés par les communes. Les services de l'Etat chargés du contrôle se fieront à ces documents. Concernant la démolition, aucune réglementation n'existe par rapport à la volonté de l'entreprise qui décide seule, dans le cadre de processus réglementaires qui relèvent de la négociation entre l'industriel et les communes, et le Code de l'environnement (législation sur les ICPE).

Un étude a été lancée en collaboration avec l'EPFGE et les commune sur un an afin de définir de nouvelles vocations pour le site du Patural. Il s'agit de définir les bâtiments pouvant présenter un intérêt à court ou long-terme, nécessiter et permettre une potentielle préservation, en fonction de : leur état d'entretien, leur dégradation, emplacement, du marché de l'immobilier d'entreprise et d'habitat. Ce travail est effectué en lien avec les Architectes de Bâtiments de France (ABF) et la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles). A l'heure actuelle, la volonté politique ne va pas vers un classement du site, mais reste éloignée de la table rase

puisqu'éloignée même de l'idée de l'industriel. Le site présente aussi le sujet des « coutures urbaines ». Il y a le site industrie mais aussi les périmètres de protection des risques Seveso qui grèvent jusqu'à aujourd'hui des surfaces sur un rayon de 100 mètres, laissées à l'abandon car inconstructibles. Entre le haut-fourneau du Patural et la cokerie de Serémange-Erzange, il y a 150 ha de terrains libérables ainsi que d'autres terrains soumis aux contraintes des servitudes d'urbanisme : un rapport de deux hectares pour un de libéré. Cette situation est due à la présence de canalisation de gaz à risque, de voies ferrées bientôt démantelées, et de nombreux bâtiments seront libérés grâce à la suppression de ces infrastructures techniques. On estime à 300 hectares la surface qu'on pourra libérer. Dans cette configuration industrielle, il y a des terrains avec un intérêt immédiat, peu ou pas pollués et déjà situés dans l'enveloppe urbaine. Parmi ces terrains on compte les bureaux centraux (enjeu numéro 1), qui seront mis en vente après un travail de réflexion préalable rendu possible vu que la servitude d'inconstructibilité prendra fin avec l'échéance de la mise sous cocon des hauts-fourneaux. Dans ce même ordre, la Platinerie (plus proche du centre-ville) pourra présenter une vocation économique, sociale et paysagère.

On observe un fort intérêt à préserver et requalifier des zones d'habitat isolées par exemple, situées en culs-de-sac à la limite entre des zones industrielles et urbaines. Malgré la bonne qualité des infrastructures, elles risquent de ne pas pouvoir accueillir de nouveaux flux routiers en l'état. Il s'agit pour la collectivité de se poser la question « Peut-on transformer cette impasse en voie traversante ? ».

Ces opérations nécessitent un échange avec la population qui, débarrassée de nuisances comme la fumée d'usine, se voit face à la revalorisation brutale de ses biens immobilier.

A la fin de l'entretien, M. Bianconi nous invite à nous rapprocher de Mecilor et de l'équipe de l'U4 et à nous intéresser à l'EPA Alzette-Belval au Luxembourg.

Entretien du 1^{er} mars 2022, à Uckange, avec Madame Muriel Pelosato, Directrice du service culture, patrimoine, sport à la Communauté d'agglomération du Val de Fensch, **et Messieurs Jean Larché et Jean-Pierre Barbau**, respectivement Président et Vice-président de l'association MECILOR (Mémoire culturelle et industrielle lorraine)

L'échange débute avec les trois interlocuteurs, dont il ne sera pas possible de mentionner le nom à chaque prise de parole.

Nous entamons la discussion en exposant mon projet de recherche, ce à quoi les membres de Mecilor répondent en affirmant que la motivation à conserver l'usine d'Uckange est née directement de l'exemple de Longwy et des destructions qui ont suivi les démantèlements industriels. Avec une petite référence aux promesses non tenues de François Mitterrand pour la conservation de l'emploi dans le bassin longovicien, ils enchaînent sur les échecs de la « tabula rasa », c'est-à-dire des destructions et terrassement trop hâtifs, qui ont laissé jusqu'à aujourd'hui : des cavités non rebouchées, des machines comme des pompes vieillissant sous terre, etc. De plus, ils ajoutent que cette méthode a causé la disparition des symboles de la mémoire industrielle et que la prise de conscience de cette perte a émergé avant la prise de connaissance de la fermeture de Lorfontaine à Uckange.

Nous revenons sur l'histoire récente de l'usine d'Uckange, qui en 1988 devient propriété de Lorfontaine, une filiale de Usinor-Sacilor qui a regroupé plusieurs usines de fonte de la région. En 1991, la décision de la fermeture est annoncée, suivie la même année de la fermeture effective des hauts-fourneaux. L'agglomération d'UCKANGE a continué à produire de l'aggloméré hématite pour alimenter les hauts-fourneaux de Hayange jusqu'à fin 1993. A partir de 1994 le démantèlement de l'usine d'Uckange débute par la démolition de l'agglomération suivi par le dynamitage des hauts-fourneaux U1 et U3. C'est à cet effet qu'est créé Mecilor au moment de la fermeture afin de stopper le démantèlement. Le but initial était de conserver un symbole technique et technologique. En effet, il s'agissait alors d'une usine récente qui présentait de nombreuses innovations et usages rares tel que le chargement du minerai par benne Staelher monté au gueulard à l'aide d'un monte-charge vertical, et non d'un plan incliné comme dans de nombreux cas. L'association a été fondée par Bernard Colnot qui a créé des liens avec les élus - Michel Paradeis, maire d'Uckange et plus tard président de la CAVF), le DRAC (direction régionale des affaires culturelles) et les syndicats. En 1992, l'arrêté de sauvegarde est passé, puis est cassé en 1995 par le patronat mais est repassé en 2001. En 1995, la démolition de deux hauts-fourneaux sur les trois qui demeuraient encore debout en 1991 permit de « libérer le paysage », et l'on prit conscience d'une certaine qualité paysagère et de la lisibilité du monument industriel. Cela convenait aux consignes de la DRAC qui portaient sur la mise en lisibilité du processus de transformation : stockage, acheminement, cuve du haut-fourneau, épuration des gaz. Les guides ajoutent que cet état de fait rend le site mieux lisible que dans les usines de fonte conservées en totalité, comme Völklingen (Allemagne, Sarre) ou Belval (Luxembourg) par exemple.

L'association MECILOR est composée de 10 guides dont certains sont d'anciens sidérurgistes et parmi ceux-ci 3 ont travaillé à l'usine d'Uckange, qualité sur laquelle nos interlocuteurs mettent l'accent. A Völklingen, les guides sont principalement d'anciens mineurs, connaissant moins l'aval du processus de transformation du minerai, alors que les sidérurgistes étaient, eux, formés à la connaissance des processus en amont. Mecilor, par cette qualité, a gagné en influence si bien que l'écomusée de Völklingen a demandé à l'association des formations, et que des guides sont échangés avec celui de Belval. De son côté, Mecilor intègre des guides venant de divers horizons (orthophoniste, médiatrice culturelle...) en les formant à leurs méthodes et connaissances.

Le travail de MECILOR inclue des interventions en milieu scolaire. Celles-ci mobilisent des méthodes ludiques et interactives pour les élèves des cycles maternel, primaire et secondaire. Leur effet est d'impliquer les enfants et ainsi de mettre en place une transmission générationnelle « inversée », c'est-à-dire que ce sont les enfants qui partagent des mémoires avec leurs parents et ainsi peuvent réveiller des récits familiaux non-dits. Ces interventions sont réalisées à la demande des établissements, principalement dans le secteur de Lorraine Nord. Ces interventions préparent souvent des visites organisées avec les écoliers de primaire, collégiens et lycéens à l'aide de dossiers pédagogiques et de supports vidéo, par exemple. Les interventions auprès des cycles moins élevés (maternel, primaire, collège) se concentrent plutôt sur la manipulation des matériaux et instruments utilisés par les sidérurgistes.

En saison haute, les visites proposées sont de différentes natures : visites libres, visites audioguidées en quatre langues (français, anglais, allemand, néerlandais), avec un guide MECILOR – sachant que la visite prend une couleur différente selon le guide. Ces dernières visites se font en groupe, soit avec des groupes constitués spontanément, les guides effectuent des permanences les samedis, dimanches dimanche et jours fériés ainsi que les mardi lors des vacances scolaires ou avec une réservation de groupe en semaine. Pour ces visites organisées, on tente de choisir le guide le plus adapté au groupe : les anciens sidérurgistes peuvent par exemple partager une connaissance technique plus approfondie que les autres guides, lesquels sont incités à s'approprier la trame commune du récit de visite à leurs manières, plutôt que de la répéter par cœur. Par ailleurs, des visites nocturnes, insolites et hors circuit sont proposées. Les visites insolites sont l'occasion d'évacuer totalement le discours technique et de se concentrer sur la vie à l'usine avec exclusivement des anecdotes. Ces visites se terminent par un échange informel avec les guides, dans une forme de reproduction du « casse-croûte du fondeur ». Ces visites ont une jauge limitée à 25 personnes tout comme les autres visites sur site.

MECILOR s'inscrit dans un processus de diffusion des mémoires de la sidérurgie qui passe par : les visites, le travail scolaire et les arts et la culture. Le travail en milieu scolaire inclue aussi celui avec les centres sociaux, de loisir, les MJC (Maisons de la jeunesse et de la culture) et s'insère dans la vie sur le territoire afin d'incarner le patrimoine et de pallier une absence de transmission générationnelle. Mme Pelosato précise qu'on observe que cette baisse de la transmission des mémoires de la sidérurgie est concomitante avec celle des langues maternelles autres que le français, qui se perdent après plusieurs générations. Les anciens sidérurgistes ajoutent que le manque de transmission est aussi lié au fait que celle-ci est plus pratique qu'orale : on ne parlait pas beaucoup du travail à la maison, notamment car l'ouvrier était certain que son fils allait également travailler à l'usine plus tard dans ce contexte de « destin déjà tracé ». Le travail en milieu scolaire permet ainsi d'activer une transmission intergénérationnelle inexistante ou latente avec les enfants comme « détonateur ». A cette activité s'ajoutent les arts et la culture qui, comme un outil marketing, permettent par de l'événementiel d'amener des curieux à visiter le site par la suite. Les événements sont : des concerts, interventions artistiques (telles que des déambulations, installations...), les Journées européennes du patrimoine, les fêtes de l'U4 chaque année, qui sont l'occasion de spectacles sur la « place des possibles », l'espace dédié aux grandes installations telles que les cirques, concerts, etc. L'inconvénient pour ces événements est – outre le revêtement du sol de la place fait de petits cailloux, peu adéquat pour les poussettes – l'absence d'un espace couvert et donc la dépendance de la programmation à la météo.

L'U4 témoigne d'une certaine accessibilité géographique et visuelle. Dernièrement, des traverses doivent permettre aux passantes d'aborder le site de plus près. Une première, ouverte l'an dernier, relie la gare à la Moselle en traversant le site, elle est fermée la nuit, mais ouverte en journée toute l'année. Elle est la première d'autres

traverses prévues pour l'avenir. Le site est aussi stratégique par sa proximité à l'autoroute, la gare et la Moselle. L'impression de son isolement serait dû à la destruction de certaines parties de l'usine, qui lui ont fait perdre son contact géographique avec la ville, pourtant primordial pour comprendre le développement de cette dernière. De nouveaux objectifs comprennent d'attirer les cyclotouristes, au moyen de la véloroute Charles le Téméraire longeant la Moselle, et les pèlerins de Saint-Jacques-de-Compostelle en partenariat avec des sites comme la château de Malbrouck et le village de Rodemack. Concernant le tourisme, le Covid a vu la croissance d'un tourisme « de proximité », c'est-à-dire à échelle locale, régionale et transfrontalière. On observe un nouveau profil de visiteurs, même si les habitants les plus proches ont tendance à ne pas visiter le site qu'ils peuvent observer quotidiennement. Cependant, on accueille de plus en plus de Lorrain de Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), des Vosges (88) et du Grand Est. Enfin, l'accueil de tournages de cinéma depuis cinq ans, pour des films, téléfilms etc. permet de valoriser le potentiel du site qui offre un décor complet et ainsi de perpétuer et diffuser son image.

L'U4 dispose de différents partenariats. D'une part celui de l'Office de tourisme de Thionville, puisque celui de l'agglomération du Val de Fensch a fermé en 2020. D'autre part, un billet à tarif préférentiel (usine et mine) est proposé aux visiteurs en collaboration le Musée des mines de fer de Lorraine situé à quelques kilomètres (Neufchef). Pour aller plus loin, il existe des visites du patrimoine de la vallée, même si cela reste exceptionnel. On s'y intéresse au patrimoine urbain, résidentiel, paysager et social lié à la sidérurgie. Des demandes peuvent être effectuées via le site internet de MECILOR, mais demeurent rarissimes. En dehors du haut-fourneau, on peut effectuer des visites de MetaFensch (entreprise qui recycle les métaux rares notamment le titane) lors des journées du patrimoine uniquement, ou suivre l'ancien circuit des maîtres de forge (château de Wendel, de Tournebride et église Saint-Martin d'Hayange...). Cependant, l'organisation de ces visites a été rendue très difficile avec la disparition de l'office de tourisme de l'agglomération.

C'est en 2004 que la Communauté d'agglomération du Val de Fensch a repris le site et a lancé les travaux de rénovation en vue d'une ouverture au public en 2007, définitive en 2008 pour la première saison culturelle. Un apport en financement a été nécessaire, opéré par la DRAC dans le cadre de « Luxembourg – Grande Région : capitale européenne de la culture » en 2007, et permit la mise en lumière artistique par Claude Lévêque.

Architecturalement parlant, on peut dire que le haut-fourneau est resté « dans son jus », avec des travaux qui n'ont pas altéré sa forme générale. Ceux de 2007 se sont concentrés sur la consolidation des structures, la couverture de la halle de coulée, la mise en sécurité des infrastructures et le montage de la passerelle piétonne. Aujourd'hui, les missions se concentrent sur l'entretien, la mise en sécurité, la conservation et le contrôle de l'état des bâtiments. Par rapport à 1991, 95% du site est toujours conservé en l'état. Le site garde un esprit « friche », laissant apparaître de la végétation spontanée et permet de lire les différentes époques. Cet état de conservation permet de susciter des questionnements sur la gestion, la conservation et les enjeux d'une friche, qu'on considère ici comme d'être un lieu évolutif lisible. Par exemple, l'équipe évoque la transformation des Grands Bureaux de l'usine en DigitalLab, laboratoire dédié au numérique d'ArcelorMittal. Il s'agit d'un bâtiment prestigieux et rénové par la CAVF, désormais loué à ArcelorMittal, mais qui était d'abord censé accueillir des pièces d'exposition de MECILOR. Par ailleurs, le premier grand projet de transformation du site était le Jardin des Traces, dont le caractère évolutif semble en lien avec le passé. Avant d'être une usine sidérurgique, c'était un champ de tabac d'après J. Larché et J-P Barbau.

Nous digressons un temps sur le destin du haut-fourneau du Patural avant le départ de Mme Pelosato. Selon elle, le débat sur la destruction ou conservation est très actif sur les réseaux sociaux, il y a même eu un sondage et d'une

pétition relatifs à cette question. La constructibilité pose cependant question, puisqu'ArcelorMittal doit dépolluer le site et le rendre apte à un usage industriel. Le changement d'usage n'interviendrait que dans le cas où un acquéreur aux fortes capacités d'investissement viendrait avec une idée et un projet, ajoutent les membres du bureau de Mecilor. Aujourd'hui, l'entreprise enlève déjà des éléments présentant un risque de sécurité.

Au départ de Mme Pelosato, nous évoquons l'événement du 3 avril, les 30 ans de la fermeture du site, décalés en raison de l'épidémie de Covid-19. Construit autour du thème « L'usine à souvenirs », cet anniversaire a pour objet de réunir d'anciens sidérurgistes de plusieurs usines de la région avec leur famille, mais aussi avec des documents à présenter (photos, archives textuelles, etc.) et des souvenirs à raconter.

Une question permet de soulever l'enquête réalisée par la chercheuse Gaëlle CRENN, du CREM au sein l'université de Lorraine, relative aux publics de l'U4 « Autour du haut-fourneau, Art, Patrimoine et tourisme industriel » en collaboration avec Jean-Louis TORNATORE. MECILOR rencontre régulièrement des chercheurs et étudiants, certains de ces derniers prennent parfois conscience par hasard qu'une partie de leur famille a déjà travaillé dans la sidérurgie et font de recherches dans les archives. Nous parlons des sources documentaires telles qu'Image'Est, qui centralise une riche documentation en ligne, des Archives départementales de la Moselle qui ont beaucoup de sources sur les mines de fer et de l'industrie en général. A Longwy, l'Association Amical possède de très larges archives, on me conseille de me diriger vers Jean-Thomas CASAROTTO. Enfin, nous échangeons sur le rôle de MECILOR qui récupère principalement les dépôts de particuliers tels que les archives familiales. L'association travaille avec les archives départementales qui a formé les agents au tri des documents. Des objets sont aussi mis en dépôt, restant la propriété de leurs dépositaires, mais étant à l'usage de MECILOR qui le met à disposition d'étudiants, de journalistes et de chercheurs intéressés. On peut citer par exemple : une photographie du centre d'apprentissage d'Uckange dans les années 1940, de la piscine de l'usine à la fin des années 1970 et de plans d'avant-guerre montrant le temple protestant qui avait été construit dans l'usine.

Pour approfondir sur le contexte social, nous discutons du paternalisme avec les services mis à disposition par l'usine, tels que les économats, médecins et hôpitaux. Concernant les économats, il ne faudrait pas y voir des vraies supérettes mais des magasins avec des produits de saisons et locaux en circuit-court. Il s'agissait d'un réseau en circuit fermé où les employés et leurs familles pouvaient faire leurs courses et l'argent revenait toujours au patron, soit parce qu'on y payait en bons d'achats remis par l'entreprise, soit parce que les consommations étaient directement retirées sur la fiche de paie. Médecins, fanfares, clubs sportifs... tout cela était financé par l'entreprise, avec la fin de la sidérurgie certains de ces services ont été repris, si possible, par les pouvoirs publics. Cependant, avec la baisse des rentrées d'impôts et la hausse des coûts de gestion des équipements (écoles, stades et autres bâtiments) cette reprise n'a pu être ni complète ni durable. Parmi ce qui en reste on compte : un groupe de musique de mineurs, des équipements à la charge des collectivités comme un club de natation et plusieurs piscines, des activités culturelles comme l'école de musique...

Au niveau local, on observe aussi la situation des eaux de la Fensch, pour laquelle on a récemment découvert un besoin d'épuration de l'eau. En effet, avec la disparition des usines, la croyance selon laquelle c'étaient principalement les usines qui polluaient a laissé place à la réalité de l'impact des rejets domestiques. Les usines traitaient en partie les eaux rejetées dans l'eau avec l'émergence des contrôles environnementaux.

Dans la vallée on compte aujourd'hui 2 500 emplois à Arcelor-Mittal, ce qui diffère largement de la situation d'il y a quarante ans. A cette époque, les brevets technologiques étaient très bien gardés, notamment dans l'usine de

rails Saint-Jacques ouverte dans les années 1970, où des gardes armés stationnaient pour protéger la technologie du train de laminage Stamm-Bosch. Les usines de la région étaient des précurseurs dans la coulée de fonte et l'aciérie, Les essais et mise en fonctionnement industriel des torches à plasma de l'injection de charbon pulvérisé furent mise au point sur les hauts-fourneaux. La taille « moyenne » de la structure était adaptée aux expérimentations technologiques, puisque plus résiliente qu'une grosse usine comme Dunkerque ou Fos-sur-Mer. Il convient de rappeler qu'à Uckange, c'était de la fonte de moulage qui était coulée, celle pour le mobilier par exemple, et dotée de caractéristiques spéciales. A Uckange, on utilisait le minerai lorrain jusqu'en 1965 (celui de Sainte-Marie-aux-Chênes et d'Hettange-Grande) puis on passa aux minerais dits « riches » et « exotiques » « dont la teneur en fer est plus du double que celle du minerai lorrain ».

L'U4 dispose d'une exposition continue qui est située sous un chapiteau, originellement provisoire, mais qui demeure depuis 2007 et qui est toujours resté en place malgré les intempéries. La solution d'installer l'exposition permanente dans les Grands Bureaux était proposée, notamment pour la maquette de l'usine qui se trouve aujourd'hui dans les annexes de l'usine. Cependant, la proposition d'ArcelorMittal a été préférée. D'autre part, le bâtiment technique Lorfontaine dit « dispatching », situé au cœur de l'usine avait été demandé, mais le coût financier et administratif trop important de sa rénovation en tant que partie d'un Monument historique a motivé le refus du déménagement par la CAVF. En effet, toute modification du bâtiment nécessite l'accord préalable de la DRAC, ce qui s'inscrit dans un temps long de l'administration et de la gouvernance. Ces difficultés et les superpositions de projets rendent le déménagement de l'exposition permanente compliquée. Par le passé, des projets n'ont pas eu lieu en raison de revirements de gouvernance locale, à laquelle le site est très sensible puisque géré par l'intercommunalité, et ce malgré la possibilité d'accéder à des fonds européens FEDER.

Après cette discussion libre, il nous est conseillé de nous rapprocher du musée des Mines de Fer de Neufchef et de le mettre en regard avec d'autres musées miniers voisins tels que Velsen près de Neunkirchen dans la Sarre (Allemagne), la mine de cuivre du Thillot dans les Vosges, celle des Terres Rouges à Audun-le-Tiche (Moselle) qui a ouvert récemment ou la mine de sel de Varangéville en Meurthe-et-Moselle.

Tout en se saluant, nous prévoyons de nous rencontrer le 3 avril pour l'événement « L'usine à souvenirs ».

Entretien du 16 mars 2022, à Longlaville, avec Monsieur Dominique Da Costa, archiviste et sociologue auprès de l'Association Mémoire Industrielle de la Communauté d'Agglomération de Longwy

Lorsque je suis entré au siège de l'association, situé dans les anciens « Essais » des Aciéries de Longwy à Mont-Saint-Martin/Longlaville, Monsieur Da Costa était en train de trier les archives de l'association Amical, de laquelle il est salarié.

Pendant la première heure, nous avons échangé sur mon projet de recherche. Il m'a proposé son aide pour la rédaction du questionnaire par quelques conseils de lectures pour affiner les questions théoriques et en me donnant quelques conseils pratiques. Cette partie n'est pas retranscrite dans le compte-rendu, malgré son intérêt dans le travail de recherche, puisqu'il s'agit d'un accompagnement méthodologique et non d'un recueil d'informations devant être traitées dans le mémoire de recherche.

Nous avons enchaîné sur le rôle de l'Association Mémoire Industrielle de la Communauté d'Agglomération de Longwy (AMICAL), créée à l'automne 2017. Ses objectifs sont les suivants :

- collecter, trier et classer les archives industrielles pour les mettre à disposition du public, de chercheurs, d'étudiants comme moi, etc...
- conseiller et fournir une expertise à la Communauté d'agglomération de Longwy pour la préservation du bâti et sa patrimonialisation
- mener des actions pour la promotion de la mémoire, telles que des expositions, interventions, études, brochures etc.

L'Amical détient en effet trois types d'archives : des archives écrites, orales et iconographiques, les dernières étant principalement des photographies. Leur tri est un travail long et fastidieux, qui est mené par M. da Costa, l'unique salarié de l'association, et plusieurs bénévoles, parfois des stagiaires. De plus, un travail important sera mené sur la numérisation avec la création future d'un site de diffusion. L'association pourrait d'ailleurs potentiellement croître en effectifs et bientôt travailler en établissement.

Quant au recueil de la mémoire orale, il se fait auprès des « anciens », mobilisés comme *témoins*, pour transmettre leurs *témoignages* aux jeunes générations. Ce travail de diffusion sera effectué par des interventions scolaires en prévision, dans le but de permettre aux jeunes de connaître leur passé familial, à la croisée des questions de l'immigration et de l'héritage industriel. Par ailleurs, les Journées européennes du patrimoine et les journées « portes ouvertes » de l'association sont déjà des occasions de porter ce travail à la connaissance du public. Aujourd'hui, l'association opère déjà une collecte de témoignages du passé sidérurgique dans les EHPAD (maisons de retraite) auprès de personnes âgées, véritables « bibliothèques vivantes » selon les mots de M. Da Costa.

A cela s'ajoutent des projets portés par la CAL que l'association a pour mission de concevoir. Le principal projet évoqué est la réalisation d'un parcours pédagogique de l'histoire sidérurgique sur les sentiers cyclopiédestres de l'agglomération. Ce parcours doit comprendre des panneaux sur l'histoire de la sidérurgie, placés en priorité sur les traversées de friches comme celle de Senelle, et comprenant des illustrations, des textes explicatifs succincts et un QR code par panneau pour approfondir le sujet. Il s'agit d'un projet pluriannuel, ainsi le nombre de panneaux sera défini au fil du temps selon le budget disponible et les opérations d'aménagement projetées. Ces équipements de sentier auront une vocation pédagogique afin de « faire connaître » les sites disparus : les usines, leur localisation, le travail à l'usine (avec mention des effectifs), les types et moyens de production ainsi que la vie quotidienne autour de la sidérurgie. Ils seront accompagnés d'une cartographie à dessiner.

L'association AMICAL n'est pas seule dans le paysage associatif longovicien à s'intéresser au patrimoine industriel. Au cœur de cette vie associative locale on compte par exemple « Patrimoine du Pays de Longwy », une association désormais en sommeil, mais qui fut active dans les années 1990. Celle-ci, co-fondée par Marc Feller, a activement participé à la sauvegarde partielle du site de Senelle (Grands-Bureaux de la direction d'usine, vestige du dernier haut-fourneau couché).

Pour approfondir l'histoire de cette sauvegarde du site de Senelle, qui a résulté sur la conservation d'un seul vestige, le « haut-fourneau couché », il faut voir du côté de la Mission interministérielle du PED (Pôle Européen de Développement). Celle-ci lançait à l'époque [dans les années 1980] des études et discussions sur l'accompagnement à la reconversion. Parmi elles, on comptait des réflexions sur la valorisation du patrimoine. Dans ce contexte est apparu le projet de Senelle, qui ressemblait vraisemblablement à un parc tel que le Futuroscope de Poitiers. Ce projet était conçu en lien avec la Mission interministérielle des Grands travaux dirigée par Monsieur Biasini. Il s'agissait en effet d'un projet « grandiose », qui, par son échec, a précipité la patrimonialisation de l'U4 d'Uckange. L'U4 serait ainsi à voir comme une conséquence de et une compensation pour la démolition quasi-intégrale de l'usine de Senelle, conséquence de dysfonctionnements dans la gouvernance locale.

Depuis cette époque, un problème local demeure avec la faiblesse de l'intercommunalité. En effet, elle s'est fondée sur les décombres du « guichet unique » que constituait l'usine pour les communes en termes d'aménagement et d'urbanisme. Le travail en commun des communes était en effet très faible à l'époque de la sidérurgie. Ainsi le district urbain de Longwy, structure intercommunale qui préexistait à l'EPCI assurait essentiellement le ramassage scolaire et celui des ordures ménagères. C'est seulement en 2000 que la CAL obtint la compétence de développement territorial et d'aménagement.

Pour revenir sur la destinée de l'usine de Senelle, en juillet 1991 survint la destruction des derniers hauts-fourneaux du site. Alors, Jean Boucon, enseignant de collège, conseiller municipale de Longwy et président de l'Association Patrimoine du pays de Longwy, mena un combat pour conserver des traces sidérurgiques.

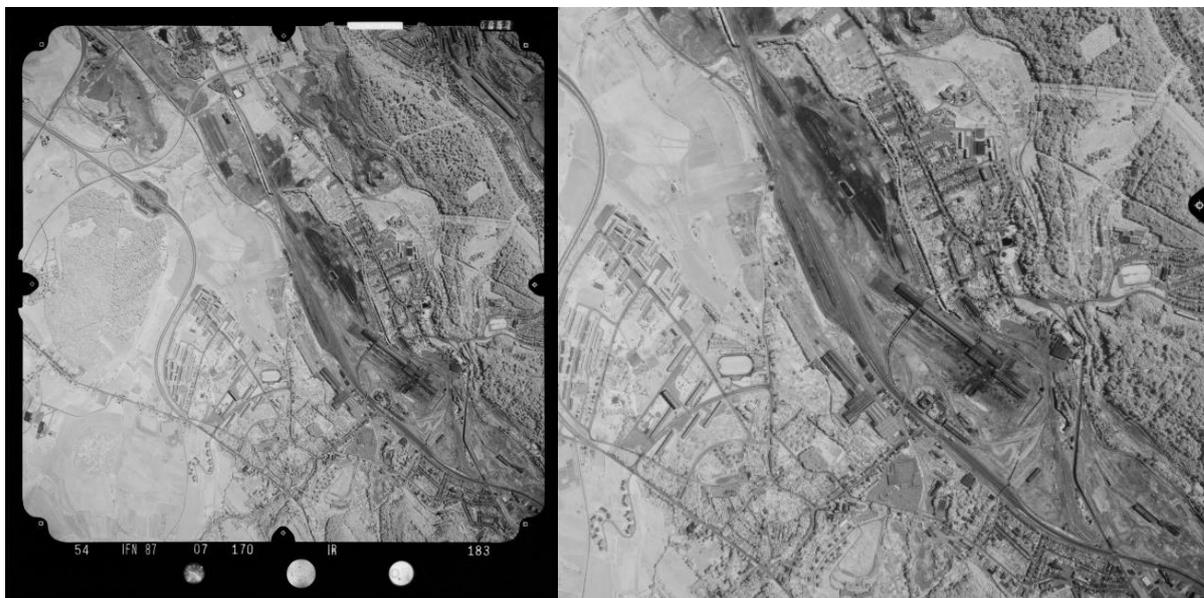
Monsieur Da Costa a ajouté quelques réflexions supplémentaires, notamment en mettant en exergue la paradoxe entre la vision des habitants de l'action de l'Etat sur l'industrie et la réalité des stratégies d'Etat en matière de sauvegarde du patrimoine. « Ici on va vous dire qu'il y avait une volonté de l'Etat de tout raser, mais c'est plus compliqué », en faisant expressément référence aux travaux des sphères étatiques sur la valorisation du patrimoine industrielle.

Enfin, sur le sujet de ma recherche, il m'a suggéré de viser des profils variés à travers mon questionnaire, plutôt que de rechercher une représentativité et impossible exhaustivité. Il mentionne la pertinente mise en lumière d'aspects de l'histoire locale tels que les luttes sociales et l'existence d'un « pôle communiste » marqué dans la région.

Après quelques encouragements et avoir exprimé tout l'intérêt de ma recherche, nous avons conclu par la visite des locaux, où nous avons pu observer des ressources photographiques riches, dont un panorama de la vallée de Longwy des années 1970, lorsque les fumées et lueurs des usines imprégnaient le paysage.

Annexe N°12 : Vues aériennes historiques, source geoportail.fr (Voir Chapitre II, II. A/)

Vues aérienne le nord-est de l'agglomération de Longwy en 1987 permettant de voir l'évolution des destructions des usines de la Chiers et de Aciéries de Longwy à Mont-Saint-Martin

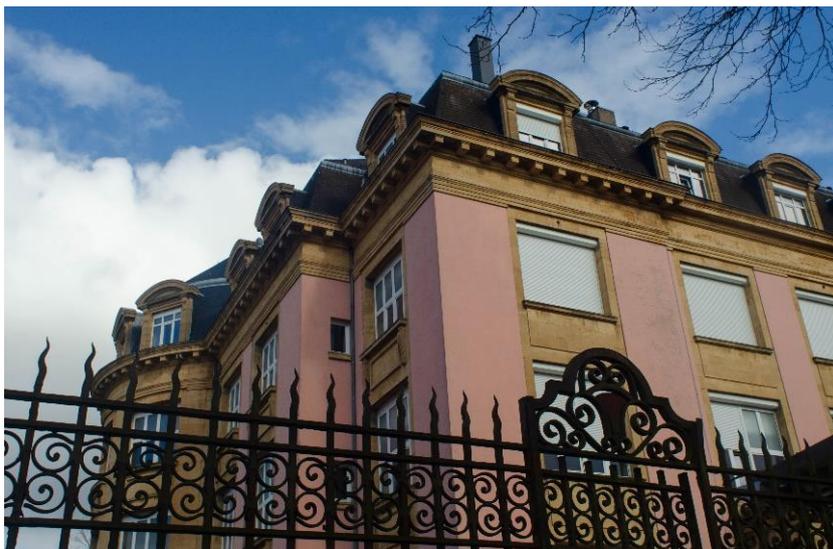


Annexe N°13 : Bâtiments des Aciéries de Longwy actuellement conservés (Julien Maion, 2022)
(voir Chapitre II, II. A/ et III. A/ et B/)

« Les Soufflantes », ancienne usine à oxygène, usine de masques chirurgicaux depuis 2020



Les Grands Bureaux, abritant le vitrail « Majorelle » des aciéries



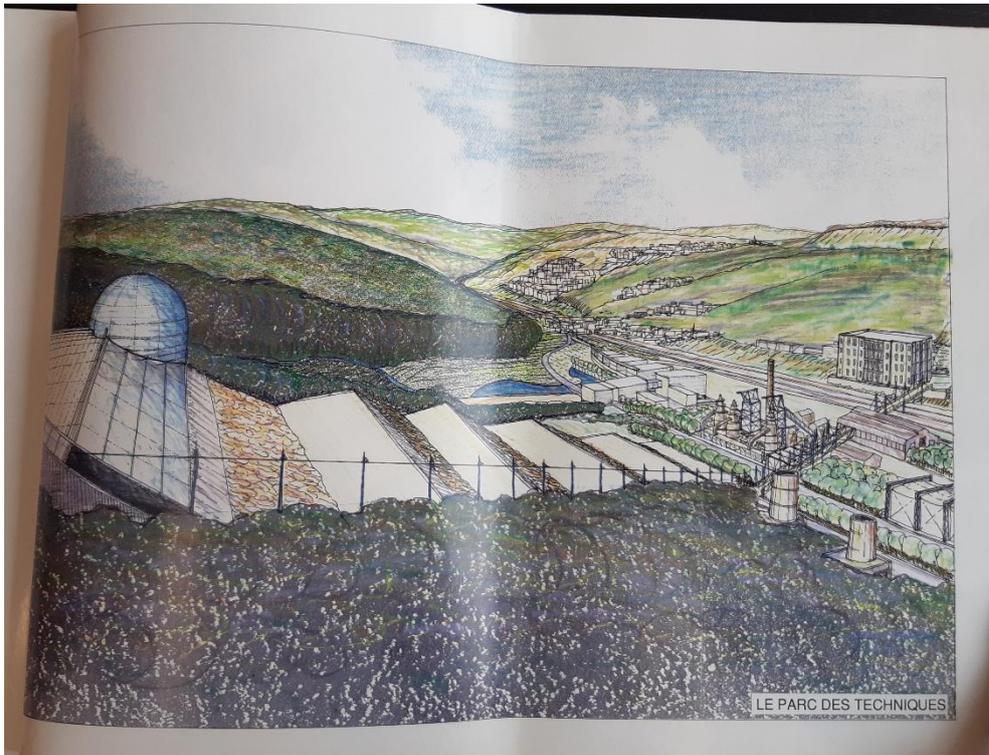
Les « Essais », ancien laboratoire technique, désormais espace partagé entre plusieurs entreprises, agences comptables et associations



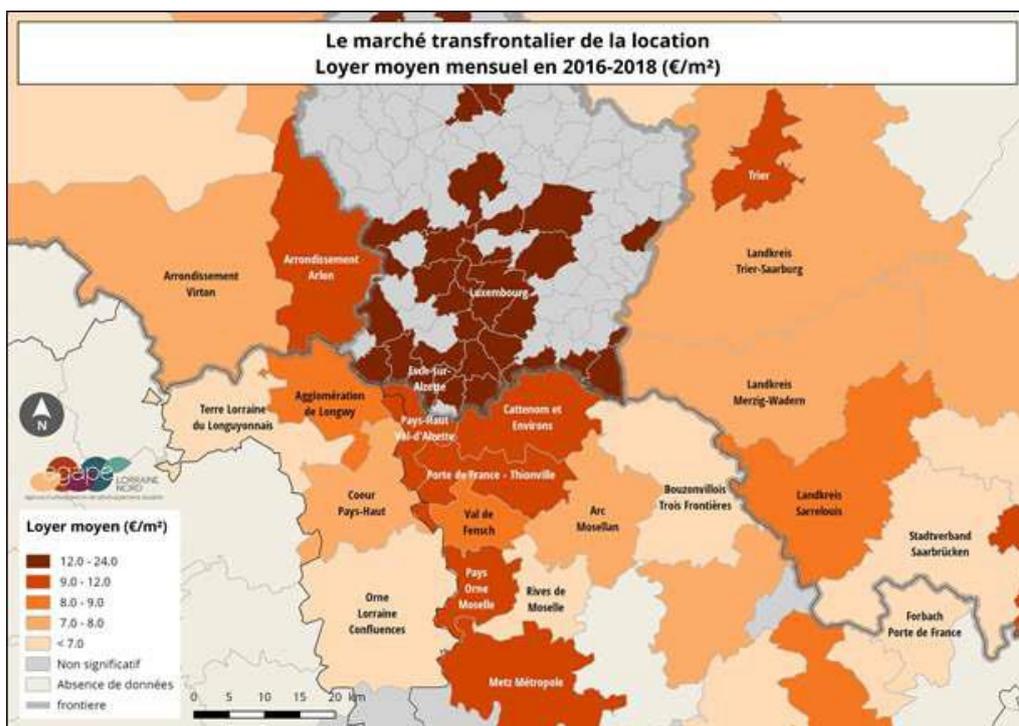
Annexe N°14 : Extraits des visuels produits par le cabinet Reichen & Robert pour la « Proposition pour la création d'un carrefour des mutations sur le site de Senelle-Herserange dans le bassin de Longwy », mai 1990. Photographie réalisées aux Archives nationales le 30 mars 2022. (voir Chapitre II, II, B/ et III., B/)

Dans l'ordre :

- Plan masse du projet de « Carrefour des Mutations »
- Visuel panoramique du projet architectural et paysager depuis le site bas (vallée de la Moulaine)
- Visuel panoramique du projet architectural et paysager depuis le crassier reconstitué



Annexe N°15 : Carte illustrant les différentiels du marché de la location dans la région transfrontalière du Luxembourg (dont la Lorraine septentrionale), réalisée par l'AGAPE, extraite de : MAROCHINI Eric, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *op. cit.* (voir Chapitre II, III., C/)



Annexe n°16 : Badge commémorant le mouvement syndical porté par la CFDT en 1991 distribué lors des 30 ans de la fermeture de l'usine d'Uckange, le 4 avril 2022 (voir Chapitre III, I. A/)



Annexe n°17 : Photographie de la manifestation de mars 2012 pour « la défense de l'industrie en France » à Florange (Moselle), par Vincent Kessler pour Reuters, source : lemonde.fr/ (Voir chapitre III, I. A/)



Annexe n°18 : Reproduction du questionnaire en ligne (via Google Forms) (voir chapitre III, I, B/)

18/08/2022 15:46 Mémoire et paysage de l'industrie en Lorraine

Mémoire et paysage de l'industrie en Lorraine

Ce questionnaire s'adresse aux habitants du territoire longovicien et du val de Fensch. Il a pour but d'évaluer la persistance des mémoires de l'époque de la sidérurgie dans la population, d'une part, et leur incarnation de ces mémoires dans des lieux et des paysages, d'autre part. Les résultats serviront à une recherche universitaire qui discute de l'influence des transformations du paysage industriel dans la persistance et la nature des mémoires locales.

***Obligatoire**

Mentions spéciales
Toutes les réponses sont anonymes et aucune donnée ne sera collectée. Ce travail servira exclusivement des objectifs de recherche et n'a pas de but lucratif. Il est réalisé dans le cadre d'un mémoire de recherche en master, coordonné par les universités de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, l'università degli studi de Padoue (Italie) et l'universidade de Evora (Portugal).

Introduction

1. Année de naissance *

2. Commune de résidence actuelle *

3. Ancienne commune de résidence

4. Genre *
Une seule réponse possible.
 Masculin
 Féminin
 Je désire ne pas répondre
5. Nationalité

https://docs.google.com/forms/d/1mBFW_Kt5W3YYns6RhaAcivOslw2ZrY8y4ldUivSaks/edit 1/11

6. Avez-vous déjà travaillé dans les mines ou la sidérurgie ? *

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non
 Ne se prononce pas

7. Si oui, précisez s'il vous plaît dans quelle(s) entreprise(s) et/ou sur quel(s) site(s).

8. Des membres de votre famille ont-ils déjà travaillé dans les mines ou la sidérurgie ? *

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non
 Je ne sais pas
 Ne se prononce pas

9. Qui sont-ils ?

Plusieurs réponses possibles.

- Père
 Mère
 Grand-père
 Grand-mère
 Sœur
 Frère
 Enfant
 Oncle/tante
 Cousin(e)
 Autre : _____

La place de la sidérurgie dans votre territoire et votre identité

10. A quel(s) territoire(s) vous identifiez-vous ? *

Plusieurs réponses possibles.

- Ma commune
- Val de Fensch
- Longwy et pays de Longwy
- Pays-Haut
- Trois-Frontières (selon votre secteur)
- Moselle
- Meurthe-et-Moselle
- Lorraine Nord
- Bassin sidérurgique/ferrifère (de Lorraine)
- Lorraine
- France

11. Considérez-vous que le bassin dans lequel vous vivez (Longwy ou val de Fensch) peut être qualifié d'industriel aujourd'hui ? *

Une seule réponse possible.

- Oui
- Non
- Peut-être
- Je ne sais pas

12. Considérez-vous que la sidérurgie fasse partie de l'histoire de votre territoire ? *

Une seule réponse possible.

1 2 3 4 5

Oui, absolument Non, pas du tout

13. Et à titre personnel, que diriez-vous ? *

Une seule réponse possible.

1 2 3 4 5

Oui, absolument Non, pas du tout

Regard sur la sidérurgie

10. A quel(s) territoire(s) vous identifiez-vous ? *

Plusieurs réponses possibles.

- Ma commune
- Val de Fensch
- Longwy et pays de Longwy
- Pays-Haut
- Trois-Frontières (selon votre secteur)
- Moselle
- Meurthe-et-Moselle
- Lorraine Nord
- Bassin sidérurgique/ferrifère (de Lorraine)
- Lorraine
- France

11. Considérez-vous que le bassin dans lequel vous vivez (Longwy ou val de Fensch) peut être qualifié d'industriel aujourd'hui ? *

Une seule réponse possible.

- Oui
- Non
- Peut-être
- Je ne sais pas

12. Considérez-vous que la sidérurgie fasse partie de l'histoire de votre territoire ? *

Une seule réponse possible.

1 2 3 4 5

Oui, absolument Non, pas du tout

13. Et à titre personnel, que diriez-vous ? *

Une seule réponse possible.

1 2 3 4 5

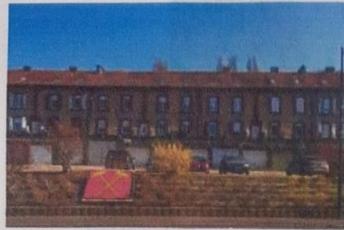
Oui, absolument Non, pas du tout

Regard sur la sidérurgie

18. Parmi ces images, veuillez cocher celles que vous associez le plus volontiers à la sidérurgie. *

Images d'archives : Imag'est (sauf hauts-fourneaux de la Chiers, source : le Républicain Lorrain, et crassier de Senelle, auteur : Alex Jordan) ; Vitrail des Grands Bureaux des Aciéries de Longwy ; source Wikimedia Commons, auteur : Caroline Lena Becker ; Autres photographies : Julien Maion

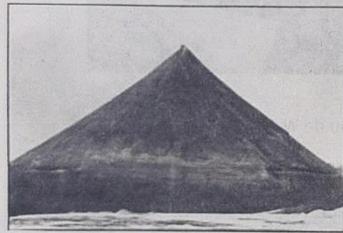
Plusieurs réponses possibles.



la cité Terres-Rouges d'Algrange



les hauts-fourneaux du Patural aujourd'hui



l'ancien crassier de Senelle vers 1978



la place Darche et l'église de Longwy-Haut



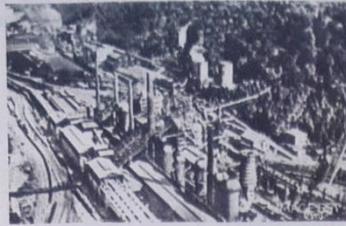
Cité Gouraincourt à Longwy



la statue de la Vierge Notre-Dame-des-Vignes à Hayange



le haut-fourneau U4 d'Uckange aujourd'hui



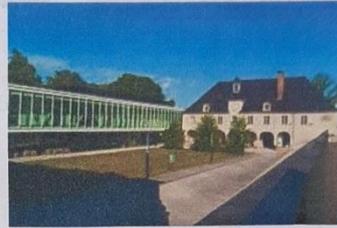
Cité Bellevue à Hayange



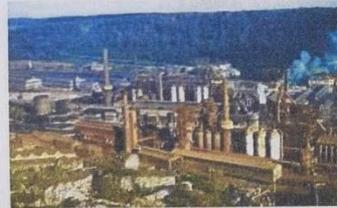
l'usine de Senelle-Maubeuge dans les années 1950



l'église Saint Martin d'Hayange



les Soufflantes



Château de Wendel



l'usine de la Chiers dans les années 1970



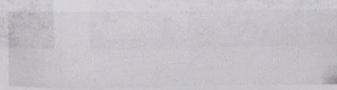
mine de Fontoy



les hauts-fourneaux du Patural en 2006



Grands bureaux des Aciéries





Ancien économat à Nilvange



le haut-fourneau d'Uckange en 1960



Vitraux de Majorelle aux grands bureaux de Mont-Saint-Martin



la halle des machines de l'usine de Fontoy



crassier de Marspich



Salle des fêtes de Gouraincourt



Golf international de Longwy



Auchan des Trois-Frères



Grotte d'Algrange



Gare de Longwy



MetaFensch Uckange



Heliport international de Longwy



Gare d'Hayange



Haut-fourneau couché de Senelle



Tour-balance des mines de Mont-Saint-Martin



Zone industrielle de la Paix



Cités Merlin à Longwy



Zone d'activités de la Providence



Usines ArcelorMittal de Florange Cité Maroc à Serémange-Erzange

19. Parmi ces images, y en a-t-il auxquelles vous êtes particulièrement attaché(e) ?

20. Parmi les lieux suivants, lesquels avez-vous déjà visité ? *

Plusieurs réponses possibles.

- Mine de Neufchef et d'Aumetz (Ecomusée des mines de fer)
- Haut-fourneau U4
- Musée de la mine d'Hussigny-Godbrange
- Mine de Lasauvage/Fond-de-Gras
- Esch-Belval
- Haut-fourneau couché (Golf de Longwy)
- Autre site en visite libre ou organisée, ou Urbex (friches, sites abandonnés...)
- Mine d'Audun-le-Tiche
- Usine de Völklingen (Sarre)
- Musée du carreau de Wendel (Petite-Rosselle)
- Grands bureaux des Aciéries de Longwy
- Autre : _____

Activité de mémoire

21. Parlez-vous de la sidérurgie ou des mines en famille ? *

Une seule réponse possible.

- Jamais
- Une fois
- Parfois
- Régulièrement
- Souvent
- Très souvent
- Je ne sais pas
- Ne se prononce pas

22. De préférence avec qui ?

Plusieurs réponses possibles.

- Vos enfants
- Vos frères, sœurs et/ou cousin(e)s
- Votre compagne/compagnon
- Vos parents
- Vos grands-parents
- Ne se prononce pas

23. Vous arrive-t-il de parler de la sidérurgie ou des mines avec votre entourage ? *

Une seule réponse possible.

- Jamais
- Une fois
- Parfois
- Régulièrement
- Souvent
- Très souvent
- Je ne sais pas
- Ne se prononce pas

24. Plus volontiers avec qui ?

Plusieurs réponses possibles.

- Vos collègues de travail
- Vos camarades de classe/d'études
- Vos amis
- Vos voisins
- Pendant vos loisirs
- Je ne sais pas
- Ne se prononce pas
- Autre : _____

Espace d'expression libre

Facultatif

22. De préférence avec qui ?

Plusieurs réponses possibles.

- Vos enfants
- Vos frères, sœurs et/ou cousin(e)s
- Votre compagne/compagnon
- Vos parents
- Vos grands-parents
- Ne se prononce pas

23. Vous arrive-t-il de parler de la sidérurgie ou des mines avec votre entourage ? *

Une seule réponse possible.

- Jamais
- Une fois
- Parfois
- Régulièrement
- Souvent
- Très souvent
- Je ne sais pas
- Ne se prononce pas

24. Plus volontiers avec qui ?

Plusieurs réponses possibles.

- Vos collègues de travail
- Vos camarades de classe/d'études
- Vos amis
- Vos voisins
- Pendant vos loisirs
- Je ne sais pas
- Ne se prononce pas
- Autre : _____

Espace d'expression libre

Facultatif

Annexe N°19 : Données extraites des réponses au questionnaire (voir Chapitre III, II.)

Tableau de répartition des répondants par année de naissance et groupe de référence

Année de naissance	Répondants Longwy	%	Répondants Fensch	
1938	1		0	
1939	1		0	
1941	1		1	
1944	0		0	
1946	0		1	
1947	0		1	
1949	1		1	
1950	1		0	
1951	1		0	
1952	1		1	
1954	0		1	
1955	0		1	
Total	7	35%	7	32%
1956	1		0	
1957	1		0	
1959	2		0	
1960	0		1	
1961	0		1	
1965	1		0	
1966	1		0	
1967	0		1	
1968	0		0	
1969	0		0	
Total	6	30%	3	14%
1970	1		0	
1972	0		1	
1975	1		0	
1978	0		2	
1981	1		0	
1983	0		1	
Total	3	15%	4	18%
1988	1		0	
1990	0		0	
1991	1		1	
1994	0		1	
1995	0		1	
1996	0		1	
1997	0		4	
1999	1		0	
2004	1		0	
Total	4	20%	8	36%
Total général	20		22	

Tableau reportant le nombre de répondants ayant déclaré associer les lieux cités à la sidérurgie (chiffres bruts et cumulés)

	Groupe Val de Fensch	Groupe Longwy	
la cité Terres-Rouges d'Algrange	7	3	10
les hauts-fourneaux du Patural aujourd'hui	12	6	18
l'ancien crassier de Senelle vers 1978	9	17	26
la place Darche et l'église de Longwy-Haut	0	6	6
Cité Gouraincourt à Longwy	5	17	22
la statue de la Vierge Notre-Dame-des-Vignes à Hayange	10	2	12
le haut-fourneau U4 d'Uckange aujourd'hui	18	9	27
Cité Bellevue à Hayange	5	1	6
l'usine de Senelle-Maubeuge dans les années 1950	7	9	16
l'église Saint Martin d'Hayange	2	1	3
les Soufflantes	3	11	14
Château de Wendel	11	2	13
l'usine de la Chiers dans les années 1970	10	16	26
mine de Fontoy	10	3	13
les hauts-fourneaux du Patural en 2006	18	4	22
Grands bureaux des Aciéries	6	10	16
Ancien économat à Nilvange	4	1	5
le haut-fourneau d'Uckange en 1960	18	6	24
Vitraux de Majorelle aux grands bureaux de Mont-Saint-Martin	7	14	21
la halle des machines de l'usine de Fontoy	10	4	14
crassier de Marspich	8	0	8
Salle des fêtes de Gouraincourt	3	9	12
Golf international de Longwy	0	2	2
Auchan des Trois-Frontières	0	1	1
Grotte d'Algrange	3	1	4
Gare de Longwy	0	4	4
MetaFensch Uckange	10	1	11
Héliport international de Longwy	0	2	2
Gare d'Hayange	0	0	0
Haut-fourneau couché de Senelle	5	10	15
Tour-balance des mines de Mont-Saint-Martin	3	9	12
Zone industrielle de la Paix	2	0	2
Cités Merlin à Longwy	3	8	11
Zone d'activités de la Providence	2	11	13
Cité Maroc à Serémange-Erzange	8	1	9
Usines ArcelorMittal de Florange	16	2	18
Total	22	20	42

Tableau reportant la part des répondants par groupe de référence ayant associé les lieux cités à la sidérurgie

	Groupe Val de Fensch	Groupe Longwy	
la cité Terres-Rouges d'Algrange	32%	15%	10
les hauts-fourneaux du Patural aujourd'hui	55%	30%	18
l'ancien crassier de Senelle vers 1978	41%	85%	26
la place Darche et l'église de Longwy-Haut	0%	30%	6
Cité Gouraincourt à Longwy	23%	85%	22
la statue de la Vierge Notre-Dame-des-Vignes à Hayange	45%	10%	12
le haut-fourneau U4 d'Uckange aujourd'hui	82%	45%	27
Cité Bellevue à Hayange	23%	5%	6
l'usine de Senelle-Maubeuge dans les années 1950	32%	45%	16
l'église Saint Martin d'Hayange	9%	5%	3
les Soufflantes	14%	55%	14
Château de Wendel	50%	10%	13
l'usine de la Chiers dans les années 1970	45%	80%	26
mine de Fontoy	45%	15%	13
les hauts-fourneaux du Patural en 2006	82%	20%	22
Grands bureaux des Acières	27%	50%	16
Ancien économat à Nilvange	18%	5%	5
le haut-fourneau d'Uckange en 1960	82%	30%	24
Vitraux de Majorelle aux grands bureaux de Mont-Saint-Martin	32%	70%	21
la halle des machines de l'usine de Fontoy	45%	20%	14
crassier de Marspich	36%	0%	8
Salle des fêtes de Gouraincourt	14%	45%	12
Golf international de Longwy	0%	10%	2
Auchan des Trois-Frontières	0%	5%	1
Grotte d'Algrange	14%	5%	4
Gare de Longwy	0%	20%	4
MetaFensch Uckange	45%	5%	11
Héliport international de Longwy	0%	10%	2
Gare d'Hayange	0%	0%	0
Haut-fourneau couché de Senelle	23%	50%	15
Tour-balance des mines de Mont-Saint-Martin	14%	45%	12
Zone industrielle de la Paix	9%	0%	2
Cités Merlin à Longwy	14%	40%	11
Zone d'activités de la Providence	9%	55%	13
Cité Maroc à Serémange-Erzange	36%	5%	9
Usines ArcelorMittal de Florange	73%	10%	18

Tableau représentant le nombre de personnes s'étant identifiées comme appartenant à un territoire donné et la part représentée dans le groupe de référence

Groupe Longwy			Groupe Fensch		
Ma commune	3	15%	Ma commune	8	36%
Val de Fensch	2	10%	Val de Fensch	18	82%
Longwy et pays de Longwy	11	55%	Longwy et pays de Longwy	1	5%
Pays-Haut	10	50%	Pays-Haut	1	5%
Trois-Frontières	7	35%	Trois-Frontières	1	5%
Moselle	8	40%	Moselle	13	59%
Meurthe-et-Moselle	6	30%	Meurthe-et-Moselle	1	5%
Lorraine Nord	2	10%	Lorraine Nord	3	14%
Bassin sidérurgique/ferrifère (de Lorraine)	4	20%	Bassin sidérurgique/ferrifère (de Lorraine)	3	14%
Lorraine	15	75%	Lorraine	14	64%
France	3	15%	France	6	27%

Tableau représentant les réponses classées par groupe de répondant à la question « Pensez-vous qu'il faille plutôt oublier ou se remémorer la sidérurgie ? » ainsi que la part représentée par groupe

	Groupe Longwy	Groupe Longwy (en %)	Groupe Fensch	Groupe Fensch (en %)
1 Oublier	1	5%	1	5%
2 Plutôt oublier	1	5%	0	0%
3 Indifférent	2	10%	2	9%
4 Plutôt se remémorer	3	15%	8	36%
5 Se remémorer	13	65%	11	50%

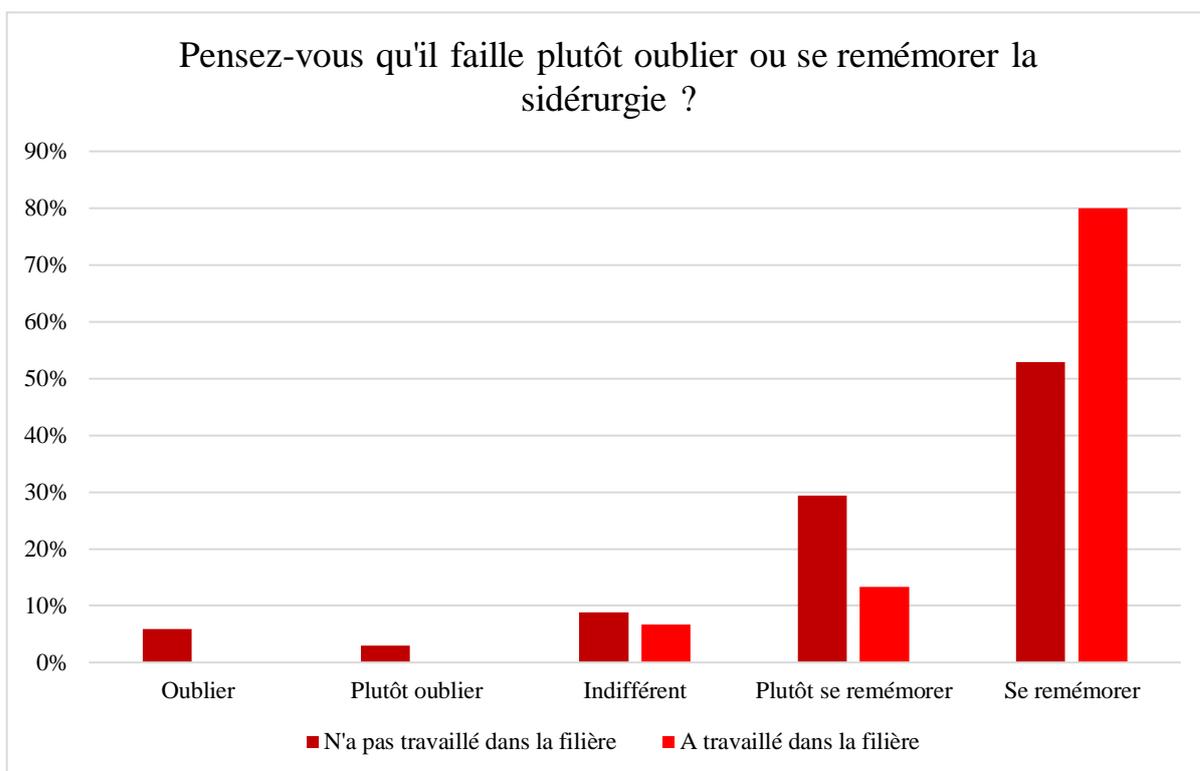
Tableau représentant le nombre de personnes ayant déclaré avoir visité les sites industriels cités, triés par groupe avec mention de la part représentée dans le groupe

	Val de Fensch	Longwy	Val de Fensch (%)	Longwy (%)
Mine de Neufchef et d'Aumetz (Ecomusée des mines de fer)	19	10	86%	50%
Haut-fourneau U4	16	8	73%	40%
Musée de la mine d'Hussigny-Godbrange	2	6	9%	30%
Mine de Lasauvage/Fond-de-Gras	1	8	5%	40%
Esch-Belval	8	2	36%	10%
Haut-fourneau couché (Golf de Longwy)	2	16	9%	80%
Autre site en visite libre ou organisée, ou Urbex (friches, sites abandonnés...)	6	2	27%	10%
Mine d'Audun-le-Tiche	1	1	5%	5%
Usine de Völklingen (Sarre)	6	1	27%	5%

Musée du carreau de Wendel (Petite-Rosselle)	5	1	23%	5%
Grands bureaux des Aciéries de Longwy	4	11	18%	55%
Laminoirs de Florange	2	1	9%	5%
Usine de la Providence (en activité)	0	1	0%	5%
Usine à tubes de Réhon	0	1	0%	5%
Grands-bureaux de Senelle	0	1	0%	5%
Hauts-fourneaux Patural	1	0	5%	0%
Total	22	20		

Réponses à la question « Pensez-vous qu'il faille plutôt oublier ou se remémorer la sidérurgie ? » selon si le/la répondant.e a travaillé ou non dans la filière de la sidérurgie et des mines (Tableau et graphique)

	Oublier	Plutôt oublier	Indifférent	Plutôt se remémorer	Se remémorer	Total général
Non	2	1	3	10	18	34
Oui			1	2	12	15
Total général	2	1	4	12	30	49

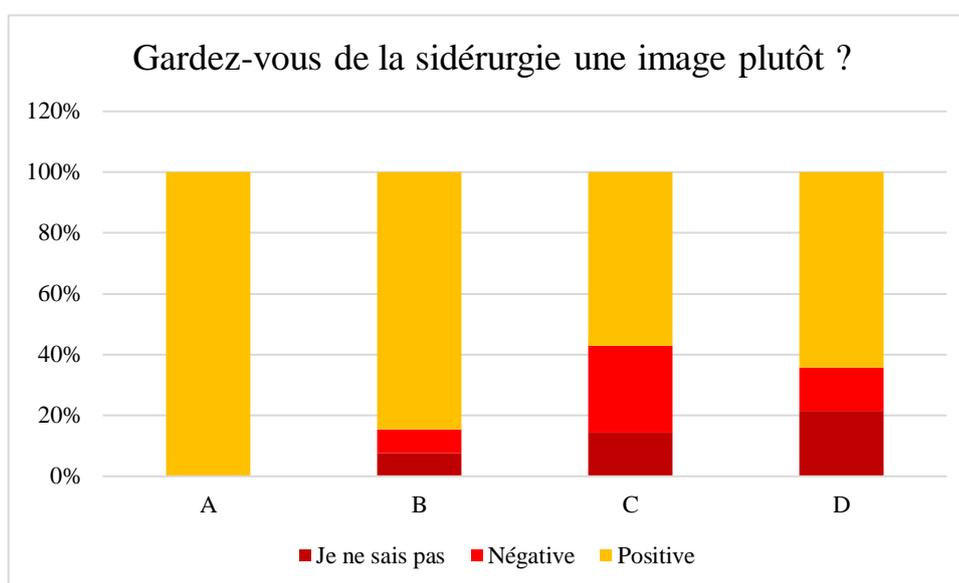


Rappel pour les tableaux et graphiques suivants : A = personnes nées jusqu'en 1955 ; B = nées entre 1955 et 1970 ; C = nées entre 1970 et 1985 ; D = nées après 1985

Tableaux des réponses à la question « Gardez-vous de la sidérurgie une image plutôt ? » selon la tranche d'âge (chiffres absolus et pourcentages)

	<i>Je ne sais pas</i>	<i>Négative</i>	<i>Positive</i>	<i>Total général</i>
<i>A</i>			15	15
<i>B</i>	1	1	11	13
<i>C</i>	1	2	4	7
<i>D</i>	3	2	9	14
<i>Total général</i>	5	5	39	49

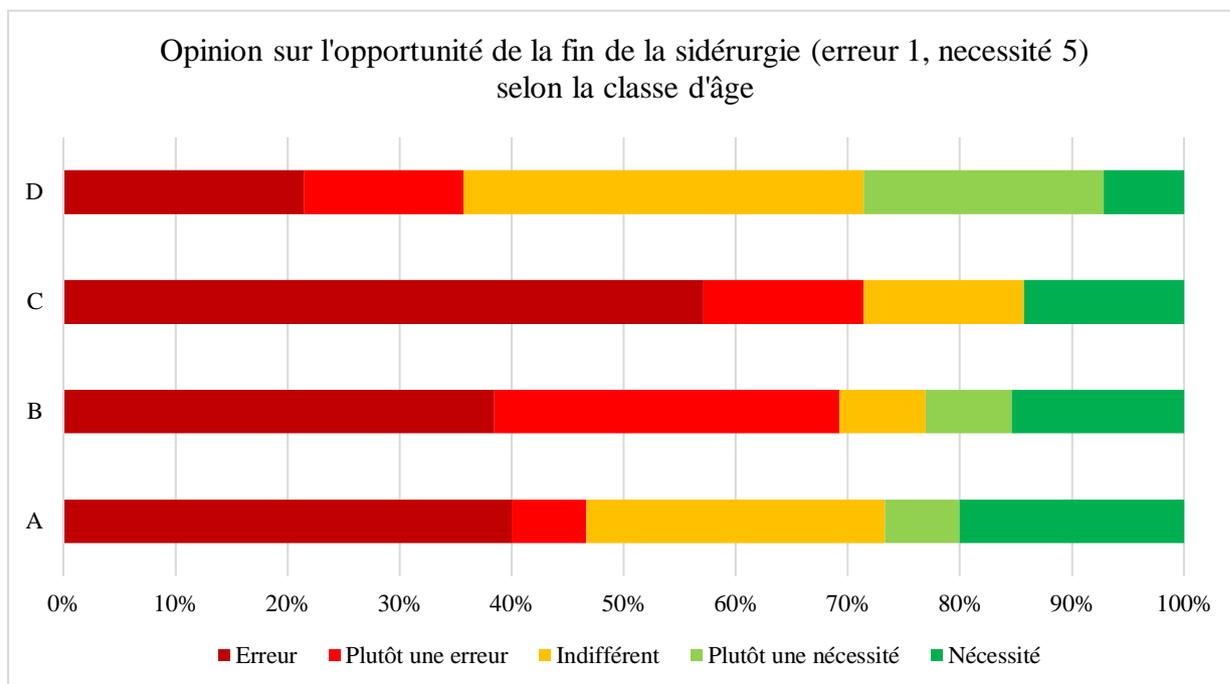
	Je ne sais pas	Négative	Positive
A	0%	0%	100%
B	8%	8%	85%
C	14%	29%	57%
D	21%	14%	64%



Tableaux et graphiques représentant les réponses à la question « Pour vous, l'arrêt de la sidérurgie était plutôt une erreur ou une nécessité ? » selon la tranche d'âge, en chiffres absolus puis en pourcentages (où 1 = erreur et 5 = nécessité)

	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>Total général</i>
<i>A</i>	6	1	4	1	3	15
<i>B</i>	5	4	1	1	2	13
<i>C</i>	4	1	1		1	7
<i>D</i>	3	2	5	3	1	14
<i>Total général</i>	18	8	11	5	7	49

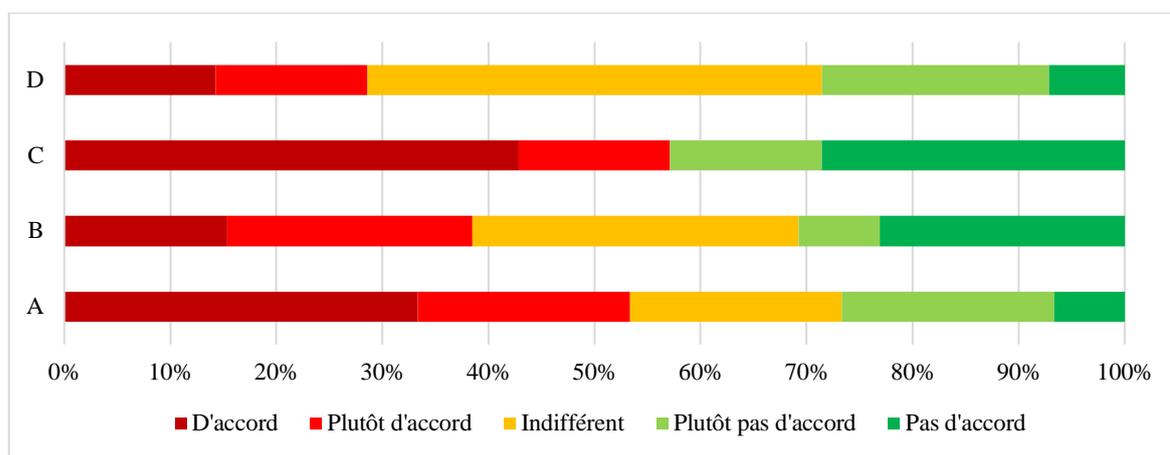
	Erreur	Plutôt une erreur	Indifférent	Plutôt une nécessité	Nécessité
A	40%	7%	27%	7%	20%
B	38%	31%	8%	8%	15%
C	57%	14%	14%	0%	14%
D	21%	14%	36%	21%	7%



Tableaux et graphique reportant les réponses à la question « Etes-vous d'accord avec cette opinion 'les gens d'ici vivaient sûrement mieux au temps de la sidérurgie' ? » selon la tranche d'âge (où 1 = d'accord 5 = pas d'accord)

	1	2	3	4	5	TOTAL GENERAL
A	5	3	3	3	1	15
B	2	3	4	1	3	13
C	3	1		1	2	7
D	2	2	6	3	1	14
TOTAL GENERAL	12	9	13	8	7	49

	<i>D'accord</i>	<i>Plutôt d'accord</i>	<i>Indifférent</i>	<i>Plutôt pas d'accord</i>	<i>Pas d'accord</i>
<i>A</i>	33%	20%	20%	20%	7%
<i>B</i>	15%	23%	31%	8%	23%
<i>C</i>	43%	14%	0%	14%	29%
<i>D</i>	14%	14%	43%	21%	7%



Tableaux reportant le nombre de réponses à la question « Pensez-vous qu'il faille plutôt oublier ou se remémorer la sidérurgie ? » en fonction des tranches d'âges

	Oublier	Plutôt oublier	Indifférent	Plutôt se remémorer	Se remémorer	Total général
	1	2	3	4	5	
A			1	1	13	15
B		1		2	10	13
C	2		1	2	2	7
D			2	7	5	14
Total général	2	1	4	12	30	49

	Oublier	Plutôt oublier	Indifférent	Plutôt se remémorer	Se remémorer
A	0%	0%	7%	7%	87%
B	0%	8%	0%	15%	77%
C	29%	0%	14%	29%	29%
D	0%	0%	14%	50%	36%

Tableau de comparaison de l'opinion sur la fin de la sidérurgie en fonction du profil résidentiel, question « Pour vous, l'arrêt de la sidérurgie était plutôt une erreur ou une nécessité ? »

	Erreur	Plutôt une erreur	Indifférent	Plutôt une nécessité	Nécessité	Total général
Agglomération voisine	4	1				5
Déménagé hors zone	4	3	1		2	9
Hors zone (hors groupes d'étude)	1	1	1			4
En zone	4	3	6	4	4	21
En zone (nouveau résident)			1		1	2
Périurbain ou rural voisin	3		2			5
Zone similaire mais hors étude (Alzette)	2			1		3
Total général	18	8	11	5	7	49

